



Fake News

**Cotta, Michèle
Namias, Robert**

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

MICHÈLE COTTA
ROBERT NAMIAS

FAKE
NEWS

roman

« Ce thriller politique retrace une histoire trop imaginaire pour être totalement improbable. La réalité nous a habitués depuis longtemps à dépasser la fiction. »

Robert Laffont

MICHÈLE COTTA
ROBERT NAMIAS

FAKE NEWS

roman



Robert
Laffont

Ouvrage édité par Jean-Luc Barré

© Éditions Robert Laffont, S.A.S., Paris, 2019
En couverture : © Studio Robert Laffont
ISBN numérique : 978-2-221-22193-8
Dépôt légal : janvier 2019

Suivez toute l'actualité des Editions Robert Laffont sur
www.laffont.fr



Avertissement

Au départ, ce devait être un simple article pour *L'Univers*. Une double page détaillant trois ans après les faits l'épilogue rocambolesque du plus gigantesque scandale politique qu'ait eu à affronter la V^e République. Mais à quoi bon publier cet ultime rebondissement si l'on ne rappelle pas l'ensemble des épisodes qui ont conduit la France au bord du gouffre ? C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'écrire ce livre, qui retrace une histoire trop imaginaire pour être totalement fausse.

La réalité nous a habitués depuis longtemps à dépasser la fiction.

Les auteurs,
automne 2023

Prologue

Paris, dimanche 6 mai 2018

François Berlau n'avait pas beaucoup dormi cette nuit-là. Face à son adversaire, il n'avait aucun doute sur le résultat. Les derniers sondages non publiés lui donnaient plus de deux tiers des voix et rien désormais ne pouvait arrêter sa marche vers l'Élysée. Mais c'était précisément l'énormité de ces chiffres qui le troublait.

Ce jour-là, l'impensable allait se produire. Un jeune homme inconnu un an plus tôt, venu du monde des affaires, sans parti ni troupe, allait s'emparer de l'Élysée, laissant pour morts les partis qui occupaient le haut du pavé depuis trente ans.

À 18 heures, Berlau rejoignit son QG. Dès 18 h 30, les instituts de sondages lui promettaient un triomphe.

Le futur président s'attelait déjà à son discours de remerciement quand, à 20 heures précises, son visage apparut sur tous les écrans de télévision.

M. François Berlau est élu président de la République.

Son élection avait été hors norme, la suite le serait plus encore.

I

Avis de tempête

1.

Palais de l'Élysée, avril 2020

« Finalement c'est une connerie », se dit ce soir-là le président François Berlau en contemplant son bureau à peine éclairé. Dehors, les voitures se faisaient rares avenue de Marigny. Et rue du Faubourg-Saint-Honoré, les vitrines n'offraient plus à cette heure que des écrins vides.

Deux ans auparavant, le jour même de son investiture, le jeune homme devenu président avait voulu tout changer, encouragé par sa femme qui n'aimait guère ce vieux palais, au point d'affirmer le premier soir, mi-figue, mi-raisin, au tout nouveau chef de l'État qu'un bail de cinq ans suffirait largement ! Berlau avait éclaté d'un rire un peu forcé, se disant que Claude était généralement plus drôle. Mais lui non plus n'aimait pas cet endroit. Désuet et plutôt sale, l'hôtel du comte d'Évreux offert par Louis XV à sa très chère marquise de Pompadour, avant d'être occupé par Napoléon, n'était pour François qu'une grosse vieille bicoque que le propriétaire n'avait pas vraiment les moyens d'entretenir. Et surtout pas très vivable pour une famille avec deux enfants. Certes, l'appartement privé n'avait rien d'un deux-pièces sur cour et leurs deux filles n'étaient pas à l'étroit. Des grandes chambres, et une salle de jeux, Louise et Justine avaient connu moins spacieux lorsque le jeune couple s'était installé quinze ans plus tôt rue Monge. À l'époque, les Berlau aimaient bien ce quartier mi-étudiant, mi-bourgeois qui leur donnait l'impression de ne pas avoir complètement basculé dans l'entre-soi des gens bien nés. Les dîners du samedi soir entre copains, copieusement arrosés et qui ne laissaient pas qu'une odeur de tabac blond, compensaient les déjeuners de semaine où le costume gris et le tailleur-jupe étaient déjà devenus pour les deux jeunes gens la tenue réglementaire. Les gamines de dix et douze ans étaient heureuses dans cet appartement et n'avaient pas très bien saisi pourquoi leur père se lançait dans cette histoire de

présidentielle à laquelle elles ne comprenaient pas grand-chose. D'autant que, pour elles, le résultat de l'élection n'avait eu d'autres conséquences que de les obliger à changer d'école et à réduire à presque rien les week-ends entre copines. L'Élysée n'est pas un endroit pour les enfants, ni pour les couples ordinaires.

Tout changer avait donc été la première priorité du couple Berlau. À commencer par le bureau présidentiel, qui n'avait gardé de ses origines que le jaune des tentures. Pour le reste, aucun meuble n'était resté à sa place et Berlau, pour ne rien faire comme ses prédécesseurs, s'était installé dos à la fenêtre. Lui qui aimait tant ce moment où les arbres du parc s'enfoncent dans la nuit s'était ainsi stupidement condamné à contempler le jardin dans la glace qui lui faisait face.

Absurde. Et surtout dangereux, avaient à l'époque commenté les hommes chargés de sa sécurité. Le dos présidentiel devenait une cible de choix. Pendant longtemps, François Berlau s'était contenté de balayer l'argument avec le sourire d'un gamin qui fait une bonne blague, mais depuis quelques mois rien n'était plus pareil. L'assassinat du président du Sénat et le meurtre d'un journaliste, deux tragédies dont le pays se serait bien passé, avaient singulièrement assombri le climat politique. Et Berlau se disait ce soir-là qu'il était sans doute temps de redonner au bureau sa configuration d'origine.

Il venait de raccompagner jusqu'au perron côté cour le Premier ministre belge. Il l'aimait bien, celui-là. D'abord ils avaient à peu près le même âge, et puis, dans sa volonté d'imposer son leadership à la vieille Europe brinquebalante, le président français devait s'assurer l'appui du plus grand nombre de ses partenaires. En remontant quatre à quatre les escaliers, il pensait que décidément même si la tâche n'était pas simple, avec la montée des populismes et la faiblesse allemande, elle était à sa portée. Comme le reste d'ailleurs. Bousculer le pays, il avait été élu pour cela et rien ne l'empêcherait de tracer sa route, pas même ces assassinats qui provoquaient le déchaînement de ses adversaires.

Mais bon sang, éructait-il en son for intérieur, qui pouvait en vouloir à ce point à ce pauvre Charrié, le débonnaire président du Sénat, et au patron de *France Hebdo* ? Et ces enquêteurs, incapables de trouver qui se cachait derrière l'organisation inconnue ayant revendiqué ces deux crimes ! Voilà déjà près de six mois que ces meurtres toujours inexplicables, aux commanditaires introuvables, lui pourrissaient la vie et son quinquennat.

D'autant plus insupportable qu'il engrangeait les résultats. Le chômage avait baissé, la croissance était là, le commerce extérieur retrouvait des couleurs et lui, François Berlau, président de la République française, était plutôt apprécié à l'étranger. « Demain, se dit-il, je vais remonter les bretelles de Bougival. »

Le ministre de l'Intérieur, Étienne Bougival, n'était pas son meilleur ami, il le connaissait d'ailleurs à peine au début de sa campagne. Mais il l'avait choisi parce que, ayant déjà occupé ce poste vingt ans auparavant, l'homme maîtrisait parfaitement sa carte électorale et qu'il avait toujours ses entrées Place Beauvau. Précieux, pour un candidat qui n'avait ni parti ni troupe. Bougival était en outre un boute-en-train qui ne refusait jamais une bonne bouffe ni la compagnie féminine. À plus de soixante-cinq ans, il s'apprêtait à convoler pour la quatrième fois. Le président, qui formait un couple fusionnel avec Claude, en éprouvait parfois une forme d'admiration incrédule qui peu à peu avait fait place à un sérieux agacement. « Que Bougival en finisse avec ces incapables ! Si les commissaires Maestracci et Grosjean ne sont pas fichus de mener à bien ces enquêtes, que d'autres fassent le boulot. »

Le président en était là de ses réflexions quand, arrivé au premier étage, il croisa Paul Archambault, son chef de cabinet, la mine sombre et le regard fuyant. Habituellement le président se moquait affectueusement de ce jeune homme qui ne riait jamais. Tout au plus Archambault gratifiait-il ses interlocuteurs d'un sourire coincé laissant entendre qu'il avait mieux à faire que de s'attarder inutilement. Berlau l'avait connu à Sciences Po, il n'était pas le plus brillant mais il avait la précision d'une montre suisse. En somme, pas drôle mais très utile dans un cabinet peuplé de jeunes gens dont les ambitions s'affrontaient parfois un peu trop bruyamment.

Mais depuis quelque temps, le côté croque-mort d'Archambault irritait Berlau beaucoup plus qu'il ne l'amusait. Le président avait déjà assez de soucis pour ne pas s'embarrasser d'un collaborateur qui semblait lui prédire chaque matin une fin de mandat apocalyptique.

— Si vous n'êtes pas bien ici, s'énerva François, on vous trouvera un autre job, Archambault, mais arrêtez de faire la gueule. Et regardez-moi en face quand je vous parle.

— Mais je suis bien ici, monsieur le président. La question n'est pas là.

— Alors, c'est quoi la question ? demanda Berlau en haussant le ton.

— C'est ce qui se passe en province. Au total, plusieurs centaines de milliers de gens dans la rue. Ça gronde, monsieur le président, ça gronde beaucoup plus que vous ne l'imaginez.

— Mais enfin, Archambault, pour qui me prenez-vous ? Je l'entends très bien. Et je vais vous dire, c'est normal. Même si ça va mieux, la province n'aime pas être bousculée : à 13 heures, c'est Pernaut, et on dîne à 19 h 30 pour ne rien rater du journal de 20 heures. Je sais de quoi je parle, j'en viens.

Sur ce point Berlau ne mentait pas, même si Archambault se disait que pour un si jeune président, il avait une vision quelque peu vieillotte voire dépassée de la province.

Il n'empêche, quarante-deux ans depuis le mois précédent, Berlau était un vrai provincial. Né à Thiers dans une famille d'enseignants et de couteliers, il aurait dû normalement reprendre la petite entreprise du grand-père maternel, mais le jeune homme avait vite compris que cette vie n'était pas faite pour lui. Beau garçon, collectionnant les conquêtes, François n'avait pas attendu l'année du bac pour s'envoler vers des chemins plus audacieux. Sa terminale, il l'avait faite à Paris. Abandonnant les aventures éphémères, c'était d'ailleurs là qu'il avait rencontré Claude. Les deux s'étaient vite trouvés. Elle, très jolie femme, aussi féminine que féministe, s'était juré qu'aucun homme ne se mettrait en travers de sa route ; lui était persuadé que tout était à conquérir mais que rien ne lui serait interdit. Deux ambitions qui auraient dû se détruire et qui s'étaient finalement additionnées pour former un couple invulnérable.

Très vite, Claude avait ouvert à son jeune amant les portes d'un monde qu'il pressentait sans vraiment l'imaginer. Où tout est possible puisqu'on habite du bon côté de la Seine. Où il suffit de vouloir pour pouvoir puisqu'on a les codes et l'argent. Comme s'il l'avait toujours porté, François s'était rapidement glissé dans le costume du jeune bourgeois amoureux avec juste ce qu'il faut d'anticonformisme pour que les familiers de sa jeune maîtresse le croient à gauche. Brillant, charmeur, ayant coché avant quarante ans toutes les cases exigées par sa famille d'adoption, Berlau avait très vite compris que dans un monde politique finissant, où la droite et la gauche n'étaient plus que deux urnes vides abritant les restes de vieilles idéologies desséchées, il y avait un chemin et un sommet à atteindre. Sa jeunesse, son volontarisme et Claude avaient fait le reste.

Cette fois, Archambault avait redressé la tête et regardait François droit dans les yeux. Comme la plupart des conseillers du palais, il s'inquiétait de voir le président s'éloigner chaque jour un peu plus du quotidien. Le réel avait vite déserté l'Élysée. Et même ces deux assassinats qui avaient dévasté le paysage politique n'avaient pas eu l'air d'ébranler Berlau, plus agacé qu'affecté ou même inquiet. Pourtant, en soixante ans de V^e République, c'était du jamais-vu. Des scandales oui, des assassinats politiques aussi, mais en si peu de temps le meurtre du président du Sénat et celui du patron le plus influent de la presse française, ça jamais.

— Non seulement la province gronde, monsieur le président, mais, pire que des troubles épisodiques, c'est le désordre qui risque de s'installer.

L'huissier, déjà prêt à ouvrir la porte du bureau présidentiel, avait fait mine de ne pas entendre cet échange feutré mais rugueux entre le président et son collaborateur. En trente ans de service, il en avait beaucoup vu et encore plus entendu, mais voilà belle lurette que ce

grand gaillard dont aucun président n'avait jamais retenu ni le nom ni le prénom avait compris que la surdité affectée était une garantie de longévité. Cela ne l'empêchait pas de se dire qu'Archambault avait fait mouche. Le président parut un instant troublé, avant de se ressaisir.

— Vous avez raison, Paul. Voyez avec le secrétaire général et organisez une réunion sur la possibilité d'une intervention à la télévision. La dernière fois, c'était TF1. Décemment je ne peux pas recommencer avec les mêmes. Il faut trouver une meilleure idée. La Deux ? Trop banal. Les deux chaînes ? J'aurais l'impression de faire comme mes prédécesseurs. Il faut quelque chose de plus fort, de plus original. Pourquoi pas une sorte de meeting ? Qui bien sûr serait retransmis par toutes les chaînes. Le Stade de France, c'est jouable ?

Archambault, manifestement surpris :

— Je ne sais pas si on est capables de mobiliser quatre-vingt mille personnes, surtout dans le climat actuel.

— Voyez, on en parle demain.

À peine entré dans le salon jaune, Berlau s'était dit qu'il n'allait pas y rester. Depuis son installation à l'Élysée, il avait pris l'habitude de filer dans la pièce d'angle dont il avait fait son deuxième bureau. Loin des dorures officielles, Claude avait transformé ce vaste salon en un îlot de modernité qui tranchait avec le reste du palais. François s'y installait presque tous les soirs. Il aimait y boire un verre au calme, avec Francis Rocher, le secrétaire général, son vieux complice, et les conseillers qui allaient travailler une partie de la nuit sur les dossiers du lendemain. Les journaux télévisés de 20 heures regardés du coin de l'œil étaient vite abandonnés au profit des chaînes d'info qui servaient de décor muet à ces réunions de travail impromptues, celles que Berlau préférait. Les bruits de la ville, déjà étouffés dans la journée, étaient inexistant à cette heure-là, et le plus souvent seul un coup de téléphone de sa femme venait interrompre une réunion qui aurait pu conduire le président jusqu'au bout de la nuit. Berlau dormait quelques heures à peine, ce qui souvent autorisait ses collaborateurs à le déranger à l'heure où le palais s'assoupissait enfin. Mais ce soir-là, il était à peine 19 heures lorsque Rocher entra dans le bureau. En un regard, François comprit que le secrétaire général n'allait pas lui dire que des choses aimables. D'ailleurs il ne dit rien. D'un geste rageur, il se contenta de jeter sur le bureau du président l'exemplaire du *Canard enchaîné* à paraître le lendemain matin. Le titre s'étalait sur toute la une. Rocher était livide. Berlau tenta une remarque qui lui permit de reprendre sa respiration, mais l'uppercut avait été violent.

Avec les mollahs, Berlau n'y est pas allé mollo

Même si le jeu de mots était médiocre, le contenu de l'article était

ravageur. Et commençait très fort.

Des millions comme s'il en pleuvait. Ceux qui ont pu croire naïvement que Berlau avait dépensé à peine plus de vingt millions pour se faire élire avaient manifestement les yeux de Chimène pour le jeune et talentueux candidat. Du talent, il en faut pour faire passer des meetings à cinq cent mille euros pour de modestes réunions de préau d'école. Et obtenir la validation très amicale de la commission de contrôle. La vérité, c'est que la campagne du plus jeune président que la République s'est jamais donné lui aura coûté plus de cinquante millions, au bas mot.

Mais qui étaient donc ces généreux donateurs, si puissants et habiles qu'ils ont pu faire circuler l'argent par valises entières ? Des modestes militants ? Qui peut le croire, mis à part la majorité de citoyens qui depuis longtemps a perdu toute illusion sur la véracité des comptes affichés ? Est-ce une raison pour tenir ces comptes pour acquis ? Nous ne le pensons pas. Et au terme d'une enquête qui aura mis plus d'un an, nous avons trouvé la clé ouvrant ces valises de billets. À Téhéran.

Les ayatollahs n'ont pas que des mauvais côtés et ils ont surtout beaucoup d'argent. Suffisamment en tout cas pour trouver utile et avantageux de financer la campagne de François Berlau. Ce qui fut fait à hauteur de soixante millions.

La belle histoire a commencé dès 2014 alors que le futur président n'était qu'un homme d'affaires avisé qui se rendait régulièrement dans la capitale iranienne. Mais le mariage n'a vraiment été scellé qu'après l'élection du président américain. Les Iraniens voulaient s'assurer d'un appui sans faille face à l'hôte fantasque et jugé très dangereux de la Maison-Blanche. C'est en novembre 2017 qu'a débuté cette lune de miel entre le Français et les grands prêtres de Téhéran. Un conseiller de l'ambassade d'Iran à Paris a pris contact avec le candidat Berlau et lui a fait comprendre que son gouvernement regardait sa candidature d'un œil favorable. Un mois plus tard, un accord secret était conclu alors que la campagne du futur président patinait et semblait buter sur des difficultés financières.

Pour enfoncer le clou, le journal rappelait les nombreuses interventions du président français qui depuis le début de son mandat ne cessait de dénoncer les positions jugées dangereusement agressives des Américains à l'égard de l'Iran.

Au silence qui s'était abattu sur l'Élysée, le chef de l'État comprit qu'il n'était pas le seul à avoir lu ces infamies. Abasourdis tout autant que leur patron, les conseillers ne savaient que dire, et du coup ne disaient plus grand-chose. Habituellement c'était l'heure des retrouvailles, le moment précieux des débriefings de la journée, et il n'était pas rare d'entendre éclats de rire ou coups de gueule d'un bureau à l'autre. Les portes du vieux palais n'étant guère hermétiques, le silence n'en était que plus pesant. François Berlau regardait

fixement la toile abstraite qui lui faisait face. Elle était signée d'un peintre inconnu dont Claude s'était entichée. François s'était toujours gentiment moqué de sa femme qui se piquait d'être une dénicheuse de talents. Le président n'aimait pas ce tableau qu'elle avait fini par lui imposer et ce soir-là il le détestait carrément.

Le secrétaire général se résolut enfin à rompre le silence :

— François, dans moins d'une heure c'est l'ouverture des journaux de 20 heures, c'est déjà en boucle sur les chaînes d'info, on ne peut pas laisser dire sans réagir.

Le président continuait de regarder fixement le tableau comme s'il y cherchait l'énergie de la colère puisée dans la détestation. Détestation de la presse et surtout, se disait-il, de tous les salopards qui l'alimentent.

— Pas sûr qu'un communiqué suffise, finit-il par réagir. Devant une telle saloperie, il faut une voix et pas seulement trois lignes de démenti envoyées à l'AFP. Demande au porte-parole de se tenir prêt.

Le président écrivit rageusement deux courts feuillets et les tendit à Rocher.

— Que le porte-parole convoque la presse, je veux qu'il lise ce texte en direct dans les journaux télévisés du soir. D'ici là pas un mot. On a une petite heure devant nous.

2.

À peine Rocher avait-il fermé la porte que Berlau se leva en composant le numéro de sa femme. Cette pièce qu'il aimait tant lui était devenue tout à coup presque aussi insupportable que le journal qui traînait encore sur son bureau. La jeune femme ne mit pas une minute pour le rejoindre. À la voix de François, elle avait déjà compris que la soirée allait être difficile. Sans un mot, le président lui montra du doigt le journal.

— Mais c'est ridicule. Ce n'est pas crédible, pas la moindre preuve, réagit enfin Claude qui avait réussi à lire le papier sans afficher la moindre marque de surprise ou de colère.

Berlau se dit que décidément sa femme l'étonnerait toujours. Elle avait raison. C'était tellement énorme que ce n'était pas croyable.

Et, comme s'il se parlait à lui-même, il lâcha seulement :

— Oui, mais il y aura toujours suffisamment de cons pour le croire.

Financement illégal... Le président à la solde de Iraniens... Les 20 heures de TF1 et de France 2 n'omirent aucun des détails publiés à la une du *Canard enchaîné*. Il ne s'agissait plus cette fois de quelques centaines de milliers d'auditeurs ou de téléspectateurs. Avec les 20 heures, c'était d'un coup la France entière qui prenait de plein fouet ces révélations. De la dynamite qui pouvait vous exploser à la figure à tout moment. Du coup, dans les rédactions de la Une et de la Deux, on restait prudent. Plus en tout cas que les chaînes d'info qui diffusaient déjà commentaires et demandes d'explications des oppositions, lesquelles cachaient mal leur soudain engouement pour *Le Canard enchaîné*.

Comme prévu, le porte-parole du gouvernement s'invita en direct sur toutes les chaînes à 20 h 10 précises et lut le texte écrit par François Berlau :

Le président de la République dément de la façon la plus catégorique les allégations sans preuve à paraître demain dans un journal qui semble avoir oublié que de telles accusations ne peuvent être portées sur la place

publique sans être accompagnées des documents qui en attestent la véracité. Dans cet article, rien de tel, sinon des affirmations abjectes qui portent une atteinte grave à l'image de la France et à l'honneur de son président.

Et de conclure :

Alors même que la France est engagée dans une politique de redressement sans précédent, le président François Berlau voit dans la publication de cet article inspiré par on ne sait qui la continuation d'une vaste entreprise de déstabilisation commencée avec l'assassinat du président du Sénat et le meurtre d'un grand patron de presse, entreprise qui se poursuit désormais par la mise en cause directe du chef de l'État.

Le président François Berlau, choqué et indigné par ces manœuvres honteuses, a donc décidé de porter plainte. Il a demandé au procureur de la République d'entamer les procédures judiciaires qui s'imposent.

Sans attendre la suite, Claude coupa le son en se disant que le porte-parole avait fait le job, même s'il s'était contenté de lire le texte rédigé par son mari. Sa voix grave et posée convenait parfaitement à la séquence et le revoir ainsi lui rappelait les heures heureuses d'une campagne encore très proche et déjà si lointaine. L'espace d'un instant, Claude se demanda même si elle savait tout de cette longue aventure et de l'argent dépensé.

Berlau, lui, doutait que ces quelques phrases calment le jeu. Il était suffisamment aguerri pour savoir que le cirque n'allait pas s'arrêter après cette simple déclaration.

L'ogre médiatique plus encore que le politique n'est jamais rassasié, et François savait bien que l'affaire était trop belle pour que la presse en reste là. Comme prévu, les journaux télévisés de 20 heures terminés, BFM, LCI, CNews et même les chaînes parlementaires s'en donnaient à cœur joie, et les radios ne furent pas les dernières à se joindre à l'orchestre. Entre défense et accusation, ce fut tout au long de la soirée un « tournez manège » des ondes à donner le tournis au plus blasé des observateurs.

Au lendemain de la déferlante, les conseillers du palais avaient déjà compris qu'il valait mieux faire comme si la tempête n'avait pas eu lieu. Mais faire semblant ne les empêchait pas de s'interroger sur la suite. Le service de presse et la cellule communication de l'Élysée avaient beau faire comme si la séquence était déjà close, chacun savait qu'elle ne l'était pas.

François Berlau lui-même ne put s'empêcher dès l'aube de zapper fébrilement d'un commentaire radiophonique à l'autre. Tous avaient la même tonalité : la prudence s'imposait, rien n'était avéré, encore

moins prouvé par des documents, mais quand même ! Le coût de la campagne supérieur aux sommes annoncées et validées, les rencontres non démenties avec les dirigeants iraniens restées jusque-là secrètes, les prises de position répétées en faveur de l'Iran... cela faisait beaucoup pour les éditorialistes qui se succédaient au micro. Trop pour que le président se contente du communiqué lu par son porte-parole.

En descendant de ses appartements pour rejoindre son bureau, Berlau, qui ressassait ces commentaires, se disait que décidément ces couloirs de l'Élysée étaient sinistres. Qu'ils parlent, ces murs qui ont connu des affaires autrement plus graves ! Et qu'ils disent qu'avant lui tous les présidents ont vu éclater des pseudo-scandales, crevés comme des ballons de baudruche à peine mis sur la place publique. François tentait ainsi de se rassurer, tout en sachant très bien que si ce n'était pas faux, cela n'était pas complètement vrai. Si ces murs parlaient, ils lui rappelleraient par exemple que les amitiés africaines d'un de ses lointains prédécesseurs lui avaient coûté bien plus cher qu'il ne l'avait imaginé. Si cher qu'il avait finalement été chassé de l'Élysée alors qu'il avait cru suffisant de balayer l'affaire d'un revers de main méprisant.

Berlau connaissait son histoire et la litanie des scandales qui avaient éclaboussé la République. Il savait qu'habituellement cela commençait si discrètement qu'on ne voyait guère poindre l'incendie. Or, cette fois, il ne s'agissait pas de quelques graviers mais d'un énorme pavé jeté hier soir sur son bureau par le secrétaire général.

Dédaignant le salon doré, le président fila sans un bonjour pour l'huissier vers son bureau d'angle, qui lui paraissait ce matin-là aussi détestable que le reste du palais. La douceur du printemps pénétrait par les fenêtres ouvertes et Berlau resta un long moment à contempler la roseraie aux mille fleurs qu'avait aménagée sa femme. Mais derrière les bruits étouffés qui lui parvenaient de la rue, le président savait que tout Paris ne bruissait que de l'affaire, au point qu'il pensait entendre les ricanements de ses ennemis et sans doute de certains de ses amis.

Rocher, qui n'avait pas même fait l'effort de changer de costume, entra dans le bureau plus pâle encore que la veille au soir.

— François, les propos du porte-parole, c'était une première salve nécessaire mais pas suffisante.

— Ah bon, pourquoi ?

— Ne fais pas semblant. Tu as écouté les radios ce matin, tu as vu Twitter.

— Non, je ne regarde plus les réseaux sociaux.

— Ils continueront même si tu ne les lis plus. Tu n'échapperas pas à des demandes d'explications sur le coût de la campagne, encore moins sur tes rencontres avec les Iraniens. Et il va falloir être convaincant, parce que tu sais mieux que moi qu'elles ont eu lieu.

— Oui, comme les dizaines de rencontres que j'ai eues avec la quasi-totalité des dirigeants européens, chinois ou américains.

— Eh bien, il faut que tu prennes la parole pour le dire. Et rappeler que tes comptes de campagne ont été validés par la commission de contrôle.

— Il n'en est pas question. Le porte-parole a dit ce qu'il fallait. Et très bien. Si j'intervenais maintenant, je ne ferais qu'alimenter un peu plus les rumeurs et les sous-entendus. Tu sais mieux que personne que ce que dit le *Canard* est un tissu de mensonges basé sur des approximations et des on-dit. Ils n'apporteront jamais les preuves réclamées par tous ces connards qui n'attendent que ça pour m'enfoncer et, pourquoi pas, m'obliger à démissionner.

— Ne parle pas de démission.

— Pourtant je suis persuadé que ceux qui sont derrière cet article veulent me pousser dehors. Tous ces professionnels de la politique qui se partagent depuis quarante ans le même gâteau ne supportent pas d'avoir perdu le pouvoir. Pour eux, nous avons fait un hold-up sur la France et ils n'ont qu'une obsession, nous faire rendre gorge.

Au fond Francis Rocher n'était pas mécontent. Et même plutôt rassuré. Le secrétaire général craignait de retrouver après une nuit sans sommeil un Berlau défait et acculé. Son ami lui offrait un visage bien différent. Pas celui du président, mais celui du candidat qui pendant près d'un an de campagne n'avait guère douté et qui était encore prêt à se battre. « Berlau, c'est un faux gentil », se disait-il. D'ailleurs on ne gagne pas une présidentielle en étant gentil. Le jeune homme pressé était un tueur comme tous ceux qui l'avaient précédé dans ce palais. Ils avaient eu des visages différents, des parcours parfois opposés, mais la commune volonté de vaincre. Pour eux, ce n'était pas un objectif professionnel, encore moins un jeu, mais un acte de survie. Être élu ou mourir, sous cet angle le combat n'autorise pas la moindre faiblesse. Et Berlau n'en avait aucune. À l'exception précisément de cette force qu'il croyait inépuisable et qui était au fond une forme de fragilité. Adolescent déjà, il avait du mal à cacher une suffisance à peine masquée par un charme dont il usait et souvent abusait. À l'heure où les jeunes gens scrutent avec désespoir les marques de la puberté, lui offrait ce visage lisse et fin qu'il avait encore aujourd'hui. Ses premières conquêtes lui avaient ouvert des chemins qu'il s'était empressé d'explorer méthodiquement, comme si à l'époque les femmes n'étaient pour lui rien d'autre qu'une équation à résoudre ou une lutte à mener. Tant il était vrai que depuis son adolescence à Thiers, François s'était toujours vécu comme un guerrier prêt à livrer des batailles dont il fixait lui-même les enjeux. Pour s'échapper du cocon familial d'abord, pour conquérir Claude ensuite et la convaincre de partager une vie dont il avait déjà dessiné les

contours, même s'il n'en avait pas encore marqué toutes les étapes.

En écoutant son ami, Francis Rocher se remémorait ces vingt ans passés à ses côtés. Comme Claude, lui aussi était tombé amoureux de Berlau. Non pas de l'homme, mais de cette énergie, de ce feu intérieur qui enflammait mais pouvait aussi ravager. Et tandis que les amis de François avaient succombé à cette impérieuse séduction, Rocher y avait surtout vu une volonté de puissance hors du commun. Qui avait permis au candidat de gagner et au président de faire de ses cinq cents premiers jours un irrésistible spectacle.

« Bravo l'artiste », songea Francis, admirant en silence la capacité de Berlau, désarçonné il y a quelques heures encore, à remonter en selle. Oubliés, la colère nocturne et les agacements du matin. Comme si une nuit sans sommeil était plus réparatrice que six heures de repos. Le président de la République, sous les yeux de son secrétaire général, était déjà reparti au combat. Comme au meilleur temps de la campagne. Ne rien céder, ne rien lâcher, ne pas alimenter la machine à broyer. Surtout pas d'interview. Rien qui puisse donner à ses opposants l'occasion de rebondir. Oubliée, cette idée un peu fantasque évoquée avec Archambault d'un meeting au Stade de France. De toute façon, le chef de cabinet avait raison : trop risqué.

Comme pour se convaincre définitivement que cette journée n'était pas différente des autres, le président, prenant par le bras Rocher, lui proposa d'aller faire leur habituel tour du jardin. Berlau avait toujours aimé ce moment d'échange avec son secrétaire général. L'occasion de passer en revue le programme des jours à venir. Comme si de rien n'était. Ce jour-là, rien que de très ordinaire. Quelques tête-à-tête et une visite en fin d'après-midi dans un centre de formation professionnelle. Le président fit clairement savoir qu'il n'entendait pas modifier son planning. Même si, dans le contexte, Rocher lui fit remarquer que la visite en question n'était pas sans risque.

— Il y aura des journalistes qui ne manqueront pas de t'interroger sur l'article du *Canard*.

— Et alors ? rétorqua Berlau, agacé. Je leur dirai qu'ils feraient mieux de s'intéresser à tous ces gens qui veulent retrouver du boulot plutôt que d'accorder la moindre importance à ce torchon.

Et de conseiller en souriant à son ami d'apprécier ces quelques instants protégés de l'agitation qui n'allait pas tarder à envahir le palais. Ensemble ils s'assirent un moment pour contempler le soleil qui commençait à peine à sécher la rosée du matin et pour goûter ce vent léger qui irisait l'eau du bassin.

Il n'empêche, Rocher n'avait pas tort. Les murs du parc ne pouvaient faire oublier ce qui provoquait déjà un beau chahut hors du « Château ».

Le Premier ministre, Maxime Charbonneau, qui ne répugnait jamais à une confrontation musclée avec ses opposants, s'en rendit d'ailleurs compte à peine avalé le sandwich qui lui servait de déjeuner. Interpellé à l'Assemblée nationale par plusieurs députés à propos de la une du journal satirique, Charbonneau ne put que renvoyer à la déclaration de son porte-parole.

En vain. Derrière une prudence calculée et de simple apparence, les oppositions ne manquèrent pas de sauter sur cette occasion inespérée pour ébranler la belle assurance présidentielle. Une brèche supplémentaire dans une forteresse élyséenne déjà malmenée par les meurtres de leur collègue du Sénat et du journaliste Patrick Jouraud.

— Monsieur le Premier ministre, s'insurgea le porte-parole de la Gauche d'abord, Georges Malingaud, il ne suffit pas de déclarer qu'un journal s'est fait le bras armé d'une manipulation abjecte pour balayer d'un revers de main la question du financement de la campagne du président et surtout de l'implication des Iraniens dans cette affaire. Nous attendons des explications précises prouvant que ces affirmations ne sont en effet que pure affabulation.

— Il est étrange, monsieur le député, lui répondit sèchement Charbonneau, que vous puissiez exiger des preuves de la part du président de la République, alors que c'est au journal que vous évoquez d'apporter les siennes. Ce qu'il sera bien incapable de faire.

Et d'ajouter :

— J'ai honte, mesdames et messieurs les députés, de constater que la représentation nationale peut relayer de telles infamies qui, si elles étaient avérées, vous le savez fort bien, mériteraient la Haute Cour.

À l'Élysée, Berlau avait rappelé Rocher pour lui proposer de partager son habituel saumon-salade avant de regarder ensemble les questions au gouvernement. Rien que de très attendu, jusqu'à cette petite phrase de Charbonneau. D'abord surpris, le président s'étrangla aux derniers mots de son Premier ministre. Renversant au passage le café posé sur la table basse, il se leva d'un bond.

— Mais quel con ! Mais quel con ! Mais quel con ! hurla-t-il. Il croit me défendre, il est en train de m'enfoncer.

Rocher, qui prudemment choisit de laisser passer l'orage, n'était pas loin de penser la même chose. Certes, chacun comprenait bien que Charbonneau avait d'abord voulu souligner à quel point les accusations du *Canard enchaîné* étaient grotesques, mais en évoquant la Haute Cour, dont personne n'avait parlé, il avait de lui-même indiqué que la situation du président était plus difficile qu'il n'y paraissait tant les accusations portées étaient graves.

— Franchement, je me demande ce qui lui a pris, fit Berlau, qui avait fini par se calmer, en se resservant une tasse de café.

— Tu as raison, on l'a connu plus habile, commenta ironiquement le secrétaire général.

Francis Rocher n'était pourtant pas étonné. Maxime Charbonneau, propulsé au premier rang gouvernemental sans être jamais passé par la case ministérielle, était réputé pour son franc-parler. La veille, devant ses collaborateurs, il avait résumé la situation : « Ou c'est pipeau et ça fera *pschitt*, ou c'est vrai et ce sera un véritable cataclysme. Dans tous les cas, avait ajouté le Premier ministre, on n'avait pas besoin de ça alors que le climat politique est déjà suffisamment délétère. »

Venu à la politique un peu par hasard, Charbonneau, qui n'avait été député que le temps du quinquennat précédent, avait soutenu très tôt la campagne de Berlau, tournant le dos à son camp qu'il estimait incapable de rassembler une majorité. Fêru de lettres, écrivain à ses heures, Maxime était un pragmatique qui aimait plus encore la vie, sa femme et ses copains. Avec son look d'acteur américain, mi-Fonda, mi-Newman, il détonait dans cet univers politique aseptisé, où l'hypocrisie est considérée comme la première des vertus. Dans ce monde où l'on confond volontiers secrets et mensonges, Maxime affichait pour sa femme un amour et une fidélité si inhabituels que certains les jugeaient suspects. Toujours est-il qu'à l'époque Charbonneau ne donnait guère prise à ses adversaires. Face aux députés, il impressionnait par un calme dont il ne se départait qu'avec calcul, lorsqu'il lui paraissait utile de feindre une colère soigneusement mise en scène.

Mais en l'écoutant, Berlau s'était dit que cette fois, ce n'était pas un jeu : l'allusion à la Haute Cour ne pouvait être un simple dérapage. Et si cette déclaration était volontaire ?...

La veille au soir, François Berlau et Maxime Charbonneau s'étaient parlé. Le président avait bien senti que son Premier ministre, si calme habituellement, manifestait une fébrilité qu'il ne lui connaissait pas. Comme si le doute avait enfoncé un coin entre les deux hommes, au moins l'espace d'un instant. Fugace, déjà oublié, mais qui avait existé. Après quoi les deux s'étaient entendus pour parler d'une seule voix et convenir que cette opération n'avait qu'un but : déstabiliser un pouvoir que les oppositions n'avaient pas jusqu'à présent réussi à affaiblir. Reste que Maxime avait paru troublé. Berlau l'avait compris et les mots utilisés cet après-midi à l'Assemblée avaient accentué ce sentiment de malaise.

Le président n'en dit rien à son secrétaire général, mais à peine Rocher sorti de son bureau, il appela Claude comme il le faisait chaque fois qu'une petite musique dissonante venait perturber les certitudes affichées.

— Je n'ai rien à partir de 18 heures. Rejoins-moi dans le salon d'angle.

— A priori je ne serai pas rentrée avant le dîner. C'est si important que cela ? Tu n'as pas à t'inquiéter, les réactions sont sans surprise. Et Charbonneau a très bien répondu à l'Assemblée.

— Non, justement, je ne trouve pas. Il a fait allusion à la Haute Cour, comme s'il pouvait y avoir un doute. C'est particulièrement maladroit. Et pas très loyal à mon égard.

— Tu exagères. Maxime est d'une totale fidélité. Attention, François, ne sombre pas dans la parano. Ne t'en prends pas à tes amis, tu as déjà suffisamment à faire avec ceux qui ne t'aiment pas.

Dans un grognement agacé pour toute réponse, Berlau se contenta d'insister pour que sa femme le retrouve dès 18 heures.

Le soleil flirtait encore avec les cimes des marronniers du parc quand Claude rejoignit son mari. Un baiser appuyé, comme pour lui montrer que rien n'avait changé. Que l'air du temps n'influaient pas sur leur amour. Et elle alla s'asseoir sur le canapé qui faisait face au bureau. La beauté de sa femme était une fierté pour Berlau. Mais ce soir-là, en la regardant croiser ses longues jambes puis d'un geste familier les replier tandis qu'elle enlevait sa veste, pour la première fois il se demanda si elle l'aimait autant qu'elle le proclamait. Claude interrompit ces étranges pensées en lui proposant de partager un whisky sans glace.

— Cette affaire du *Canard* ne finira pas la semaine, ces affirmations sont ridicules. Tu n'as aucune raison de t'angoisser. Tu as déjà dû affronter bien pire, François.

— Jamais le doute du Premier ministre. Hier soir, Maxime a douté. Et j'entends bien le silence de cette maison. Il est aussi pesant et beaucoup plus bruyant que la rumeur de la rue. Chacun attend la suite, je le sais.

— Mais quelle suite ? Il n'y a rien dans ce papier.

— On parle du poison de la rumeur. C'est bien de cela qu'il s'agit. C'est comme un poison distillé au compte-gouttes. Des interrogations sans objet, mais aussi sans réponse. Ce poison-là est mortel. Et c'est bien ce qu'ils veulent. Ils veulent ma peau.

— C'est absurde. Même tes pires ennemis reconnaissent que tu as gagné la première manche.

— Justement. Il y a un an, tu te souviens de ce voyage à New York, rien ne pouvait nous résister. Ça ne pouvait pas durer. Ces meurtres, et maintenant ces saloperies... Mais tu as raison, je vais me battre.

II

Annus horribilis

3.

Un an plus tôt New York, avril 2019

Jennifer McEnroe et ses cartes météo avaient donc dit vrai sur NBC 4. Il n'avait fallu que quelques heures à New York pour retrouver ce ciel sans nuages si cher au cœur de Scott Fitzgerald. Le soleil déjà chaud laissait enfin entrevoir ce printemps qui s'était fait tant attendre. Longtemps, trop en tout cas pour le directeur du Mercer, George Growford, qui désespérait de voir revenir les touristes. Voilà des mois que Big Apple s'était congelée dans un hiver sans fin. Même les plus vieux New-Yorkais n'avaient jamais vu cela. Des semaines que le sommet du One World Trade Center, le nouveau building sorti tout droit de Ground Zero, s'était perdu dans une brume qui semblait avoir définitivement englouti la grande métropole. Des semaines que les chasse-neige avaient renoncé à nettoyer les rues tant le verglas paraissait s'incruster. Des semaines que la ville aux mille gratte-ciel n'était plus qu'un lugubre borbier de neige sale et de glace. Central Park avait dû fermer ses portes et les calèches avaient disparu depuis belle lurette de la 59^e Rue.

Mais depuis les premières heures de la matinée, les employés de la ville par centaines, dans un balai incessant de tractopelles, s'étaient remis à l'ouvrage, nettoyant les rues boueuses encore encombrées d'un monceau d'immondices débordant des poubelles.

Au sud de Manhattan, le Mercer, élégant hôtel cinq étoiles au cœur de SoHo, avait vu ses trottoirs lavés dès l'aube, et depuis ce matin George Growford arpentait le quartier comme s'il voulait vérifier que sa ville émergeait enfin d'un cauchemar qui l'avait privé d'une bonne partie de sa clientèle. Déjà, à l'heure du déjeuner, le Mercer Kitchen avait connu une affluence oubliée depuis les fêtes de fin d'année.

Comme chaque jour en début d'après-midi, après un dernier passage par les cuisines, Growford remonta dans son bureau. Sa secrétaire lui

fit le point des réservations. Pas très nombreuses, à peine plus que d'habitude, décidément ce maudit hiver n'était pas fini pour tout le monde. Du coup, parmi les quelques dizaines de mails, l'assistante n'avait pas eu de mal à repérer l'un d'entre eux. Rien d'original a priori. Comme dans les autres, il y était seulement question d'une réservation : une suite pour deux nuits dans deux semaines exactement. Mais la signature n'était pas ordinaire : « Présidence de la République française. Paul Durand-Viel, chef du protocole. » Et il était précisé qu'un rendez-vous téléphonique était prévu à 16 heures, heure de New York, c'est-à-dire 22 heures, heure de Paris.

Impossible pour le directeur du Mercer de vérifier l'origine de ce mail. Précaution inutile : à peine eut-il le temps de prévenir la police new-yorkaise de cet appel que le téléphone sonnait à 16 heures précises. Au bout du fil, s'exprimant dans un anglais parfait, avec juste ce qu'il faut d'accent français pour rendre ce correspondant parfaitement crédible, un homme se présenta comme le chef du protocole de l'Élysée et confirma que le président souhaitait réserver une suite au Mercer pour deux nuits dans deux semaines exactement.

George Growford, qui depuis quinze ans avait vu passer dans son hôtel nombre de personnalités, artistes, politiques et surtout financiers venus parfois en simples touristes, ne s'étonna qu'à moitié, d'autant qu'il croyait se souvenir que le jeune président français avait passé plusieurs jours dans cet hôtel, quelques années auparavant. La surprise passée, il lui fallut juste vérifier. Sans se démonter, dans un français approximatif mais suffisamment compréhensible pour son correspondant, il lui demanda le numéro du standard de l'Élysée. La réponse fut immédiate : + 331 42 92 81 00. Le numéro à peine composé, Growford s'entendit annoncer :

— Présidence de la République, bonjour...

— Puis-je parler à M. Paul Durand-Viel ?

Après quelques notes de musique de chambre :

— Paul Durand-Viel à l'appareil.

C'était donc vrai, le directeur du Mercer n'avait plus qu'à envoyer le mail de confirmation.

Du moins le croyait-il. Car après la police, il dut coup sur coup appeler la mairie de New York et le FBI qui préviendrait à son tour Washington et les services de sécurité. Pour dire quoi ? Tout simplement que le président de la République française avait décidé de passer trois jours et deux nuits à New York avant la visite d'État à Washington prévue à la fin du mois. Un caprice de jeune homme en somme pour ce président français qui avait déjà tenu tête au maître du Kremlin et qui parlait haut et fort au président américain. Ce qui d'ailleurs n'avait pas l'air de déplaire à ce dernier. Malgré l'océan qui les séparait, le président Jackson avait fait de François Berlau son

partenaire privilégié. Le seul pour qui il marquait une forme de respect mêlé d'admiration.

Ce soir-là à Washington, Jack Oslo, le patron du Secret Service, allait refermer la porte de son bureau lorsqu'il entendit la sonnerie du téléphone.

— Allô, Jack, Robert à l'appareil.

Robert Straley avait été nommé trois mois plus tôt à la tête du FBI, au terme d'une crise sans précédent entre le président nouvellement élu et l'ancien patron à l'époque incontesté de la police fédérale. Mais une sombre affaire de mails mettant en cause le rival de Jackson lui avait coûté son fauteuil.

— Jack, je viens d'être prévenu par la police de New York que le président Berlau a réservé deux nuits à l'hôtel Mercer avant sa visite d'État à Washington. Deux nuits et trois jours, Jack ! Au début je ne l'ai pas cru, mais vérification faite, la réservation a bien été enregistrée sous un nom d'emprunt.

— Bob, c'est impossible, le Mercer est au cœur de SoHo, à quelques centaines de mètres du Village. Aucune sécurité ne peut être assurée dans ce quartier. Encore moins pour ce président.

— Jack, c'est la raison pour laquelle je vous appelle. Cette affaire concerne le Secret Service et la police new-yorkaise. Mais je vous préviens, nos interlocuteurs français avaient l'air d'être très décidés. Et puis là-bas, j'ai cru comprendre qu'on ne plaisantait pas avec les souhaits de Berlau. Ce n'est pas son prédécesseur, ni même le prédécesseur de son prédécesseur.

— OK, Bob, je vais être obligé d'en parler à Jackson. Mais je crains le pire. Vous savez qu'il semble toujours prêt à céder à ce que lui demande Berlau.

— Pas toujours, Jack, mais bon courage quand même.

Quatre cents kilomètres séparent la capitale de New York. Trois quarts d'heure de vol et l'on atterrit à l'aéroport Ronald Reagan, dans un autre monde. Washington, le calme de la province après l'agitation de la grande métropole, la ouate hypocrite de la politique après le parler cash des financiers de Wall Street. Et comme chaque jour, vers 18 heures, Washington basculait discrètement dans la torpeur du soir. En ce début de printemps, la douceur retrouvée n'avait rien changé aux habitudes de la capitale. Par flots continus, les voitures s'éloignaient du centre, le Mall se vidait et la Maison-Blanche restait le dernier endroit animé. Encore qu'avec ce président, la vie politique ait pris un tour et des horaires peu pratiqués jusqu'alors. À 18 heures, il n'y avait plus grand monde dans les bureaux lorsque Jack Oslo se présenta au secrétariat du président Jackson.

— Bonsoir, Nancy, je peux voir le boss de toute urgence ?

— Mais, Jack, il est avec le sénateur Bradley. Vous savez bien que dans ce cas, il est impossible de le déranger.

Nancy eut à peine le temps de finir sa phrase que la porte s'ouvrait. La silhouette massive, reconnaissable entre toutes de Jackson se figea à l'entrée du bureau. Bradley le suivait de peu, la mine sombre. La majorité sénatoriale, déjà fissurée, était au bord de l'explosion et le président avait l'air de s'en moquer comme de son premier building.

Sans même demander son avis à Jackson, le patron du Secret Service s'engouffra dans le bureau, bousculant presque le sénateur, plus fermé que jamais.

— Monsieur, pardon pour cette entrée un peu cavalière, mais je n'irai pas par quatre chemins. Le président français s'est mis en tête de venir passer trois jours à New York avant sa visite d'État. Et dans un quartier impossible à sécuriser, à SoHo, à l'hôtel Mercer.

Jackson ne parut pas étonné par cette fantaisie.

— Berlau a évoqué cette possibilité lors de mon séjour à Paris. J'ai trouvé l'idée excellente, d'autant qu'il me disait vouloir faire visiter à sa jeune femme tous les endroits qu'il avait aimés lorsqu'il était étudiant et ensuite comme homme d'affaires. Le Mercer devait en faire partie.

— Monsieur, je vous le redis : le Mercer, c'est impossible. On ne pourra pas assurer la sécurité de François Berlau. Vous connaissez l'engouement des New-Yorkais pour le jeune président français. S'il va au Mercer, je ne réponds de rien.

— Jack, ou vous êtes le patron de ma sécurité et du Secret Service et vous organisez la protection de Berlau à New York, ou vous rentrez chez vous et je vous remercierai pour les services rendus.

19 h 30. Les lumières de la Maison-Blanche s'éteignaient une à une, et sur Pennsylvania Avenue seuls les lampadaires donnaient encore à cet endroit un semblant de vie. Les rares passants qui sortaient des ministères tout proches longeaient le parc sans un regard pour la demeure présidentielle. Jack Oslo était de ceux-là. Alors qu'il connaissait si bien cette maison, elle lui paraissait presque étrangère avec ce président pas comme les autres. Dès les premiers jours, Peter Jackson avait douché son ardeur toute militaire. Lui qui avait occupé tous les postes avant de se retrouver au sommet de la pyramide du Secret Service n'avait jamais su lui-même s'il était démocrate ou républicain. Et au fond, peu importait. Du deuxième mandat de Clinton à Obama, il n'avait jamais servi qu'un homme : le président. Sauf que Jackson, c'était autre chose. Pouvait-on servir et protéger ce parvenu de la politique contre sa propre impulsivité ? Surtout quand il vous expliquait, à peine installé dans le Bureau ovale, qu'il n'avait confiance en personne et surtout pas dans le FBI, la CIA ou le Secret

Service. De quoi désarmer le plus zélé des agents. Mais pour Jack, tout cela n'avait aucune importance : plus grande que les caprices d'un président de passage, seule comptait sa mission. Il allait donc assurer. À peine rentré à son bureau, il appela Jeff Steward, le patron de la police new-yorkaise.

— Jeff, Jackson souhaite qu'on assure la venue de Berlau à New York. OK pour ces trois jours. En revanche, le Mercer c'est impossible. Donc j'ai décidé que ce serait le Pierre, plus facile à protéger. Ou rien.

— Je vais appeler le chef du protocole à Paris, mais que vais-je pouvoir lui dire ? La réservation est déjà faite.

— La vérité, Jeff, la vérité : ici c'est la sécurité qui décide, pas le président.

Le Pierre, pas sûr que François Berlau apprécie. Ce palace, l'un des plus anciens avec le Waldorf Astoria et l'un des plus beaux de New York, avait certes été refait dans les années 2000, mais il n'en gardait pas moins un petit air suranné qui ne serait sûrement pas du goût du Français. Et encore moins de sa jeune épouse.

Le Four Seasons, sur la 57^e au coin de Madison, érigé il y a une trentaine d'années par l'architecte Pei, aurait sans doute mieux convenu. Ultramoderne, véritable monument qui inscrivait l'hôtel dans la grande tradition des buildings new-yorkais, le Four Seasons et ses suites avec vue imprenable sur Central Park accueillaient tout ce que le monde compte d'hommes d'affaires, de banquiers, d'artistes et même de politiques, mais voilà, sauf à bloquer la rue, l'hôtel était difficilement sécurisable. Et fermer ce tronçon jusqu'à la 5^e Avenue, c'était programmer trois jours d'embouteillages et une note électorale salée pour le maire de New York. Va donc pour le Pierre, et puis de toute façon le patron du Secret Service ne lui avait pas laissé le choix. Par sécurité, le chef de la police new-yorkaise composa lui-même le numéro de l'Élysée.

— Présidence de la République.

— Do you speak English ?

— Non, mais ne quittez pas.

— Yes, what do you want ?

Anglais très moyen mais suffisant pour que Jeff fasse comprendre qu'il souhaitait parler à Paul Durand-Viel.

— Bonjour, monsieur, ici le chef de la police de New York, je voulais vous dire qu'il est impossible pour votre président de séjourner au Mercer.

Un temps de silence et c'est d'une voix étranglée mesurant l'ampleur de la catastrophe à la simple idée de donner cette information au président que Durand-Viel interrogea :

— Pour quelle raison ?

— Impossible de sécuriser l'hôtel en plein cœur de SoHo. M. Jack

Oslo, le directeur du Secret Service à Washington, suggère que M. Berlau et son épouse séjournent au Pierre, sur la 5^e Avenue, face à Central Park.

— Pourquoi pas au Four Seasons ?

— Nous y avons pensé. Trop compliqué.

— Bien, je vais en parler au président mais je ne sais pas s'il sera d'accord.

— Monsieur Durand-Viel, il n'aura pas le choix. Chez nous, ce n'est pas le président qui décide mais la sécurité. Le président Jackson lui-même se plie à cette règle, comme tous ses prédécesseurs.

Deux semaines plus tard, François Berlau et son épouse Claude, accompagnés d'une sécurité française minimale mais flanqués de nombreux agents du Secret Service, s'installaient au Pierre pour deux nuits et presque trois jours d'escapade en amoureux. Le président français avait toujours aimé New York, l'architecture de Manhattan, l'agitation de Brooklyn, la pureté du ciel et l'énergie incroyable qui se dégage de la ville tout entière. En France, cette énergie avait souvent été soulignée, enviée, crainte parfois, mais toujours considérée comme appartenant à une autre histoire, une autre culture, un autre continent.

François Berlau entendait bien profiter de cette énergie et du bleu profond de la ville. Un peu plus de deux jours en tête à tête avec Claude, ça ne lui était pas arrivé depuis plusieurs mois. Il s'était mis en tête de partager avec sa femme ces moments de bonheur qu'il avait vécus lorsqu'il allait à New York, étudiant. C'était il y a vingt ans seulement. Il en avait alors à peine vingt-deux.

Malgré l'armée peu discrète de ses protecteurs, le couple présidentiel put ainsi parcourir les cinq étages du MoMA, s'asseoir (quelques instants) sur les marches du Met, grimper la pente du Guggenheim, bref, jouer les touristes romantiques. Incognito ? Ce serait beaucoup dire. Ces quelques jours volés permirent au président français d'apprécier une popularité outre-Atlantique inhabituelle pour un chef d'État étranger. Alors même que les États-Unis s'étaient offert un an auparavant le président le plus atypique de l'histoire américaine, une partie du pays ne cachait pas une admiration vaguement jalouse pour cette France qui avait su balayer ses vieux caciques de la politique et se donner le plus jeune président qu'elle ait jamais connu.

À Ground Zero, au pied du World Trade Center reconstruit, il fallut le renfort de la police new-yorkaise pour protéger le couple présidentiel de mouvements de sympathie un peu trop pressants.

Les flâneries dans Central Park, les bistrotis français à Greenwich, le Village Vanguard, la soirée au River Café sous le pont de Brooklyn, un

peu plus de quarante-huit heures pour se souvenir, aimer et mesurer le chemin parcouru.

Mais tout a une fin et, ce lundi, c'était une autre fête qui allait commencer.

4.

Les visites d'État sont rares aux États-Unis et les présidents français ont connu des fortunes diverses à l'occasion de ces voyages. Comme souvent, Berlau avait pris soin de regarder à la télévision les images de ses prédécesseurs, se jurant de montrer au monde qu'il ne ressemblait à aucun d'entre eux.

À 10 heures précises, l'Airbus A330 présidentiel atterrit sur la base d'Andrews, une heure après qu'un autre, venu de Paris, eut déposé sur le tarmac son contingent de conseillers, d'invités et une cinquantaine de journalistes français. Haie d'honneur, passage en revue des troupes, vingt et un coups de canon, Peter Jackson n'avait rien laissé au hasard, pas même le tweet envoyé pour saluer l'arrivée de son « grand ami français, le président François Berlau ».

La foule était peu nombreuse à Andrews, sécurité oblige, mais très vite les deux présidents purent se rassurer : elle était de plus en plus compacte et étonnamment chaleureuse à l'approche de la Maison-Blanche. Dans la voiture blindée et puissamment protégée par le Secret Service, dont il avait eu un avant-goût à New York, François Berlau profita de son anglais impeccable pour avoir une première conversation qu'il voulait immédiatement politique avec le président américain :

— Mister President, monsieur le président, à travers moi c'est la France et l'Europe que vous recevez. Mon pays est très sensible à cet accueil. Certes, nous avons des différences, parfois des divergences, mais sachez que votre grand pays est pour nous le plus sûr des alliés. Cette visite s'inscrit pour moi dans la continuité de notre longue histoire commune.

— Merci, François, vous savez que je vous aime beaucoup. J'espère que votre séjour à New York a été agréable. Je me suis laissé dire que ça s'était très bien passé pour vous et votre ravissante épouse Claude.

— En quelques heures, j'ai revécu quelques-unes de mes meilleures années. J'ai pu admirer, cher Peter, vos tours les plus récentes, que je ne connaissais pas.

— Mes chefs-d'œuvre. Mais je ne m'en occupe plus. Enfin presque, répondit Jackson dans un grand éclat de rire.

L'ambiguïté de la réponse ne surprit guère Berlau. Alors qu'il pénétrait pour la première fois dans le Bureau ovale, il sourit intérieurement en se disant que cette visite allait sans doute constituer une très moderne illustration du jeu du chat et de la souris. Chacun ne manquant pas de jouer tour à tour les deux rôles. Ces deux-là s'étaient jaugés et avaient conclu qu'ils avaient intérêt à travailler ensemble, même au prix de faux-semblants et de quelques sourires contraints.

Encore ouverte, la porte du Bureau ovale permit à l'assistante et aux collaborateurs de Jackson d'entendre les quelques bribes du premier des trois entretiens prévus. Et les premières phrases de l'Américain n'étaient pas faites pour décevoir son interlocuteur :

— Alors, François, entre nous, vous y croyez, vous, aux balivernes que racontent ces écologistes ? Non seulement ce sont des foutaises, mais des foutaises qui risquent de nous coûter très cher. À vous aussi d'ailleurs. Moi, sans le charbon et le pétrole, comment je fais tourner les usines ? Demandez-leur, dans l'Illinois de votre ami Obama : vous croyez qu'ils ont apprécié ses prises de position en faveur de votre COP 21 ? Quel cirque ! Allez donc dans l'Ohio, vous verrez ce qu'ils en pensent. Moi, j'ai été élu par les vraies gens, ceux qui rament, l'Amérique du centre, pas celle des côtes, la vraie, pas celle des « bobos », comme vous dites en France, de New York ou de San Francisco.

— Allons, Peter, vous savez bien que ce ne sont pas des foutaises. Je connais ces propos, je connais votre position. J'ai vu qui était votre électorat, je comprends votre pays, je sais le fossé qui existe entre ceux qui habitent sur les côtes et ceux qui vivent à l'intérieur, mais l'avenir de la planète n'est pas qu'une affaire d'élections, ni pour vous ni pour moi. Les intempéries, les catastrophes naturelles, les ouragans qui ont ravagé les Antilles françaises chez moi et la Floride chez vous ne sont qu'un avertissement. Comme vous, j'ai longtemps pris les écologistes pour de doux rêveurs ou de violents passéistes, mais ils m'ont progressivement convaincu que l'avenir de nos enfants se jouait d'abord sur la transition écologique. Vous verrez, Peter, vous y viendrez, ne serait-ce que si vous voulez être réélu.

Jackson se contenta de répondre par un sourire sceptique et une grande claque dans le dos du président français.

— Allez, François, ce n'est pas ça qui nous empêchera d'être de bons alliés. Une bière ?

À midi ! Pourquoi pas ?

François Berlau sentit qu'il valait mieux s'arrêter là pour l'instant. D'ailleurs l'expérience lui avait déjà montré qu'il était difficile d'avoir une conversation de plus d'une demi-heure avec ce président-là. Le

reste du temps consistait à trouver des sujets pour meubler et faire croire à la galerie et aux journalistes que l'entretien avait été dense et nourri.

Mais cette fois les journalistes en seraient pour leurs frais. Les deux chefs d'État ressortirent du Bureau ovale tout sourire, deux vrais copains, sans un mot pour ces « journaloux » qui voudraient que les politiques répondent à leurs questions ! Au moins, sur ce point, les deux étaient d'accord et partageaient le même mépris pour ces « pisse-copie qui commentent sans jamais rien faire ». Le Français le disait moins crûment que son homologue américain, mais le pensait tout autant. Du coup lesdits journaloux, parqués dans la salle de presse de la Maison-Blanche, attendirent en vain. Les porte-parole ne s'étaient même pas déplacés. En guise de compte rendu, un chargé de presse se contenta de rappeler en anglais puis en français l'agenda des prochaines quarante-huit heures.

Blanche Dubois, grande reportere à *L'Univers*, plume réputée, et Patrick Jouraud, patron de *France Hebdo*, avaient rarement été aussi mal traités. Ils étaient parmi la cinquantaine de journalistes français accrédités mais, malgré leur titre, et bien qu'ils fassent partie des rares privilégiés en France à avoir été reçus par Berlau, ils avaient vite compris qu'ils ne seraient pas mieux servis que leurs confrères plus jeunes. Et de toute façon moins bien considérés que ces journalistes de radio et de télévision qui manifestement focalisaient désormais le peu d'attention que l'Élysée entendait réserver à la presse. Un seul rendez-vous avait été prévu à l'ambassade de France, le lendemain, avant la réception organisée pour les Français de Washington. Pour le reste, les belles images suffiraient.

Les journaloux : un sujet de conversation choisi pour ce « cher François » et ce « cher Peter » alors qu'ils se rendaient bras dessus, bras dessous dans la salle à manger de la Maison-Blanche. Pas d'oreilles indiscrètes, juste un déjeuner entre amis accompagnés des deux « premières dames » qui avaient profité de la matinée pour apprendre à se connaître en visitant une école dans un des quartiers les plus pauvres de Washington, derrière le Capitole. En deux heures, Eleonore Jackson et Claude Berlau ne s'étaient pas dit grand-chose, mais suffisamment pour que Claude découvre que la First Lady n'était pas seulement une mannequin reconvertie bien malgré elle dans la politique, mais qu'elle avait une tête et savait s'en servir.

Le déjeuner à quatre fut chaleureux, le chef français de la Maison-Blanche mettant un point d'honneur à prouver qu'il n'avait rien oublié de ses origines – les bordeaux grands crus français avaient été tout exprès importés quelques jours plus tôt. Bref, c'est particulièrement gais qu'à 15 heures le couple présidentiel américain et ses hôtes

français mirent fin presque à regret à ce moment de convivialité.

L'après-midi s'annonçait moins festif pour Berlau et sa femme. Le premier devait se rendre devant un parterre d'industriels et de chefs d'entreprise, la deuxième se préparant à une visite peu habituelle du musée de l'Holocauste à Washington. C'est Eleonore Jackson qui l'avait proposée, sans doute encouragée par son mari qui ne voyait pas d'un mauvais œil afficher cette marque d'attention à l'égard de la communauté juive. Pour Eleonore, ce n'était pas un calcul politique. D'origine juive, elle avait depuis longtemps déjà apporté son appui militant et sincère aux associations qui luttait aux États-Unis contre l'antisémitisme et le racisme. C'est cet aspect de la personnalité de la « première dame » qu'avait découvert ce matin Claude Berlau et qui l'avait convaincue que cette visite au musée serait beaucoup plus qu'un simple après-midi de tourisme présidentiel.

Non seulement elle ne fut pas déçue, mais elle en ressortit bouleversée. Ce musée pas très grand et finalement assez peu connu raconte le parcours des déportés, de leur arrestation à leur arrivée dans les camps de la mort, avec une sobriété qui n'en est que plus déchirante. À l'entrée, chaque visiteur prend l'identité d'un déporté mort au terme de ce terrible voyage, et chaque étape, chaque salle est vécue, regardée avec cette identité éphémère. Cruellement, la visite s'achève devant un wagon que l'on imagine destiné à être plombé. Comme tous ceux qui étaient autour d'elle, Claude ne put s'empêcher de fondre en larmes.

Dehors, le couchant qui enveloppait la capitale semblait vouloir ajouter à cet instant une émotion particulière tout juste perturbée par le flot de voitures qui conduisait chaque soir des milliers de Washingtoniens vers leurs banlieues résidentielles.

Loin de ce tumulte, à quelques pas de la Maison-Blanche, le président français passa l'après-midi dans l'un des salons du Willard, un vieux palace au cœur de la ville qu'affectionnaient en leur temps Steinbeck, Hemingway et quelques autres. Certains présidents venaient y fumer le cigare. On dit que le président Grant y recevait le soir dans le lobby les sénateurs venus quémander un avantage ou défendre un texte. Ces audiences seraient même à l'origine du mot « lobbying ».

À sa manière, Berlau consacra son après-midi à faire du lobbying auprès des quelque quatre cents dirigeants économiques américains que contenait le salon surchauffé de l'hôtel. Ils étaient tous là, ces héros de la mondialisation qui depuis des années considéraient l'Europe et la France avec une condescendance convenue. Dans ce contexte, qui était donc ce jeune Français qui prétendait ranimer la flamme ?

Berlau se savait scruté et s'attendait à devoir affronter le scepticisme de ceux qui ont la puissance de feu et l'arrogance des premiers de la classe. Au lieu de cela, à sa grande surprise, ce ne fut qu'échanges courtois et questions sincèrement intéressées, comme si à la condescendance avait succédé l'envie. L'envie d'un président qui pendant près de trois heures sembla avoir réponse à tout ou presque. Et surtout d'un président dont l'apparente sérénité et confiance en soi tranchaient avec les foucades et les volte-face de Peter Jackson.

Nombre de ces dirigeants affichaient ouvertement la couleur en soulignant qu'ils n'adhéraient pas vraiment à la politique commerciale de la Maison-Blanche. Sensible à l'appel que le président français leur avait lancé il y a peu pour venir travailler et investir en France, le patron de l'une des plus grandes entreprises informatiques marqua cependant les limites de cet engouement inattendu :

— Qu'est-ce qui garantit, monsieur le président, que vous réussirez là où nombre de vos prédécesseurs ont échoué ?

Réponse du tac au tac :

— Ils n'ont pas échoué, ils n'ont jamais commencé.

— Ce n'est pas tout à fait vrai, monsieur le président, certains ont essayé, mais ils semblent avoir renoncé parce que votre pays est irréformable.

— C'est pourquoi je ne parle pas de réformes mais de transformations profondes de l'économie, de notre modèle social et surtout du regard que nous portons sur nous-mêmes.

— N'est-ce pas un peu la « foi du charbonnier », comme on dit chez vous ?

— Non, il faut changer le pays vite et en profondeur, quitte à bousculer et à déplaire. Mais l'impopularité ne me fait pas peur – même si c'est toujours mieux d'être populaire.

— Et votre dette, monsieur le président ?

Berlau ne s'attendait pas à ce que les industriels américains s'intéressent ainsi à la dette de la France, mais l'occasion était trop belle et il saisit la balle au bond :

— Chers amis, il y a deux moyens de réduire la dette : réduire les dépenses et améliorer les recettes fiscales. Réduire les dépenses, nous le faisons tout en veillant à ne pas mettre en cause notre modèle social. Côté fiscal, nous pourrions faire beaucoup mieux et notamment grâce à vous. Si par exemple quelques-unes de vos plus grandes sociétés payaient ce qu'elles doivent à la France, en ne cherchant pas à échapper à l'impôt. Et si nous collaborions plus étroitement pour lutter contre la fraude fiscale qui concerne nos deux pays, comme beaucoup d'autres.

Cette longue tirade, qui aurait pu provoquer un froid, eut finalement l'effet inverse. Quelques rares rires jaunes et une salve

d'applaudissements. Berlau venait de gagner une sacrée partie face aux patrons américains, ressortis bluffés du Willard. S'imposer dans ce cadre n'était pas une mince affaire. Bref, la journée commencée sur le tapis rouge d'Andrews et qui devait se terminer dans une heure par une soirée de gala à la Maison-Blanche était plutôt à marquer d'une pierre blanche pour ce début de quinquennat entamé au pas de charge.

Le cortège du président français ne mit pas plus d'un quart d'heure entre le Willard, 1401 Pennsylvania Avenue, et la résidence de l'ambassade de France au cœur de Georgetown.

À peine quelques minutes pour endosser son smoking et admirer la robe imaginée pour Claude par Chanel.

— Tu es la plus magnifique des French First Ladies.

— Et toi tu seras le plus beau des présidents ce soir. Ce qui n'est pas très difficile, dit-elle dans un grand éclat de rire en l'embrassant avant de le prendre par la main pour rejoindre l'ambassadeur et sa femme qui les attendaient dans le grand salon rénové avec soin par la décoratrice du Quai d'Orsay.

Dans la voiture, Claude posa amoureusement sa tête sur l'épaule de son mari.

Claude, c'était le point d'ancrage incontournable, la part non négociable du président. Pas un soir sans qu'il l'interroge sur ce qu'elle pensait de tel ou tel, sans qu'il lui fasse part des décisions qu'il s'apprêtait à prendre. Claude n'avait jamais fait de politique, mais c'était sans doute la plus fine des politiques. Elle avait cette intuition des grands fauves qui avait permis à Berlau d'avancer et de grimper jusqu'au sommet. Claude sentait l'opinion. Et pour Berlau, une phrase de sa femme l'inspirait plus que n'importe quel éditorial écrit par ces journalistes et ces plumes qu'il jugeait si versatiles.

Ce soir-là, Claude murmura à l'oreille du président :

— Je t'aime, et parce que je t'aime écoute-moi et méfie-toi : ce Jackson est trop aimable pour être honnête.

— Tu crois ? J'ai plutôt le sentiment de le bluffer.

— Justement : ces gens-là n'aiment pas perdre au poker.

19 h 15. Dans les rues de Washington désertes, les sirènes hurlantes apparaissaient tout à coup bruyamment inutiles pour conduire le couple présidentiel à la Maison-Blanche. Haie d'honneur, tapis rouge, plus de quatre cent cinquante invités pour accueillir Berlau et sa femme. Le président Jackson, qui organisait son premier dîner d'État, avait souhaité que la soirée soit exceptionnelle. Elle le fut en tout point. Pas une fausse note dans ce grand spectacle dont l'unique but était d'afficher l'indéfectible amitié entre l'un des plus vieux présidents des États-Unis et le plus jeune des présidents français.

— Monsieur le président Berlau, je lève d'abord mon verre en l'honneur de Claude, votre délicieuse épouse. Je porte également un toast pour célébrer ces liens si particuliers qui unissent nos deux pays depuis deux siècles et demi.

— Merci, monsieur le président. Je n'oublie pas que le grand peuple américain a toujours été à nos côtés dans les moments difficiles. Je rends grâce à mon tour à la belle Mme Jackson de nous accueillir avec le charme qui est le sien.

Bref, des toasts d'une affligeante banalité mais qui n'avaient d'autre but que d'afficher avec éclat et clinquant la bonne entente entre deux présidents qui semblaient filer le parfait amour. Un amour qui l'après-midi du second jour permit à Berlau de goûter la chaleur de l'accueil populaire.

Fait exceptionnel pour la visite d'un chef d'État étranger, Peter Jackson avait tenu à organiser le lendemain un bain de foule pour accompagner le président français de la Maison-Blanche au Capitole. Une manifestation qui n'était a priori prévue que pour l'investiture du président américain. Certes il n'y avait pas le long de l'avenue des centaines de milliers de curieux, mais beaucoup de monde malgré tout pour agiter des drapeaux américains et français. Ce qui resterait pour les journalistes une image très improbable. Tout comme l'ovation qui accueillit François Berlau à son entrée dans le temple de la politique américaine, sénateurs et députés applaudissant debout pendant cinq bonnes minutes.

Emporté par l'ivresse de ces instants, François fit sans doute l'un des discours les plus brillants de sa jeune carrière, mêlant comme il savait si bien le faire les références historiques, les citations des grands auteurs français et américains, saluant les démocrates Kennedy et Obama, Clinton et Roosevelt, sans oublier, pour faire bonne mesure, le républicain Eisenhower. Triomphe assuré alors même qu'il venait de souligner nombre de divergences avec le locataire de la Maison-Blanche, son hôte du moment. Le président entendait bien se servir de cet impromptu pour montrer aux Européens et au reste du monde qu'il était le seul leader capable de porter sur ses épaules le poids du Vieux Continent.

Pour clore cette deuxième journée, il ne restait plus à Berlau qu'à sacrifier à la traditionnelle réception de la communauté française dans les jardins de l'ambassade et à recevoir le couple américain pour un dîner officiel qui ne s'annonçait pas moins somptueux que le dîner d'État de la veille.

Aux Français de Washington qui avaient majoritairement voté pour lui, François Berlau surjoua la carte d'une France capable de retrouver les premiers rôles, n'hésitant pas à haranguer ses invités sur le ton d'un

général menant ses troupes au combat :

— Vous êtes l'avant-garde de la France qui gagne. La France qui n'a jamais baissé les bras lorsque d'autres la voyaient déjà reléguée dans les oubliettes de l'Histoire. Vous êtes non seulement des acteurs économiques majeurs pour l'implantation de notre savoir-faire aux États-Unis, mais vous êtes aussi et surtout les vecteurs des valeurs de notre pays. La France doit rayonner au ^{xxi}^e siècle aussi puissamment qu'au siècle des Lumières.

Claude s'était déjà esquivée, pour réapparaître au dîner habillée cette fois d'une robe imaginée par Dior.

Berlau avait souhaité que la musique qui accompagnait la soirée soit jouée par les musiciens de la Garde républicaine, venue tout exprès de Paris, comme étaient venus de la capitale nombre d'artistes et d'écrivains. La soirée fut, comme prévu, brillante et amicale.

Décidément le printemps avait enveloppé ce voyage du début à la fin. La météo comme indicateur politique et baromètre des relations franco-américaines, voilà ce que soulignait, unanime, la presse des deux bords de l'Océan.

Alors pourquoi, à l'heure du départ, cet air fermé et sombre de Berlau lorsqu'il remonta quatre à quatre les marches de la passerelle de son avion après avoir salué une dernière fois, main dans la main avec Claude, le président américain et sa femme ? Une fois à bord, François ne se dérida guère, convoquant ses principaux conseillers. Lui qui aurait dû être tout à son triomphe, pour la première fois depuis son entrée à l'Élysée il piqua une colère d'une violence qu'on ne lui connaissait pas. Même Claude, qui manifestement n'était au courant de rien, avait du mal à comprendre.

Mais le voyage portant sans doute conseil, c'est à nouveau souriant que le président français apparut à la porte de l'avion sept heures plus tard à Paris. Accueilli par son Premier ministre qui ne tarissait pas d'éloges, Berlau répondit simplement par une drôle de grimace.

En montant dans sa voiture, le président confirma au chef du gouvernement qu'il l'attendait à 9 h 30 à l'Élysée, juste avant le Conseil. Pendant le trajet, Claude, qui le connaissait bien, le trouva étrangement mutique. La fatigue sans doute. Malgré le confort de l'avion présidentiel, François n'avait guère dormi, passant et repassant le film de ce voyage décrit ce matin dans la presse parisienne comme triomphal.

C'est ce qu'il avait voulu : la conférence de presse tenue la veille n'avait pas d'autre but. Et l'opération de communication avait parfaitement fonctionné. Seuls la reportere de *L'Univers* et le patron de *France Hebdo*, plus aguerris et habitués de ces voyages, jugèrent le tableau un peu trop angélique pour être complètement fidèle. Mais

leurs papiers pour autant n'étaient pas très différents des autres, la messe devait être dite et le ton donné.

5.

Palais du Luxembourg, octobre 2019

Six mois après ce voyage aux États-Unis, les baromètres de l'opinion promettaient à François Berlau un automne quasi printanier, une sorte d'été indien politique dont aucun de ses prédécesseurs n'aurait osé rêver. Le président profitait de cet alignement des planètes pour multiplier les réformes et engranger les succès. Au point que ses rares proches qui tentaient de résister à l'euphorie ambiante passaient au mieux pour des Cassandra d'opérette, au pire pour de dangereux obstacles à la marche triomphale du dirigeant français.

À l'exception de René Charrié. Face au chef de l'État, le président du Sénat savourait la position de vigie centriste qu'il s'était octroyée depuis l'élection de Berlau. Pas franchement mécontent de lui, il affichait même une forme d'assurance un peu balourde qui en agaçaït plus d'un parmi ses amis, mal remis d'une mise à mort collective dont peu avaient réchappé.

Ce matin-là, René Charrié se réveilla seul. Comme souvent, sa femme était restée dormir dans leur manoir familial, à moins d'une heure de Paris mais loin des miasmes d'une vie politique qu'elle n'avait jamais aimée. Seuls les jardiniers du Luxembourg dérangent cette sérénité matinale qu'affectionnait particulièrement Charrié. Il avait ses habitudes et n'en avait pas changé depuis près de cinquante ans. Quelle que soit l'heure du réveil, d'abord un bain chaud puis dix minutes face à son miroir, le temps d'un rasage minutieux et d'une séance d'autosatisfaction qu'il s'offrait chaque jour depuis l'élection de Berlau. N'était-il pas le seul avec qui le président devait compter ? En choisissant le costume du jour, il se disait qu'il était dans une période bénie : pas d'élections en vue, ni sénatoriales, les plus dangereuses pour lui, ni présidentielle, la plus éprouvante. Non, décidément, René Charrié, président de la Haute Assemblée, ne boudait pas son plaisir.

Comme les autres, il était sorti épuisé de la campagne précédente,

ayant dû parfois, à quelques heures d'intervalle, soutenir, réprimander, abandonner puis soutenir à nouveau le candidat de son parti. Mais aujourd'hui tout cela était bien loin. Il avait été réélu sans problème il y a quelques mois, après l'échec de Briare, le candidat de son parti, resté aux portes de l'Élysée au terme d'une campagne marquée par l'effondrement de tous les espoirs que ses amis avaient placés en lui. Bref, la situation ne pouvait être meilleure : sorte de parrain de l'opposition, Charrié était dans la situation politique idéale. Le contre-pouvoir, il adorait ça. Patelin comme il sied à tout grand élu local, mais affichant la sérénité des vieilles troupes, il était plus que jamais l'objet de toutes les attentions. Celles de ses amis politiques, heureux de constater jour après jour que la seconde assemblée devenait face au pouvoir une forteresse. Mais aussi celles du jeune président de la République, qui cherchait d'autant moins à l'affronter qu'il ne pouvait s'appuyer au palais du Luxembourg que sur quelques proches. Mieux, Berlau entourait le patron du Sénat d'égards, d'autant plus nécessaires qu'il avait besoin de lui et d'une majorité de sénateurs pour faire adopter sa réforme constitutionnelle. Ménagé pour cette raison – mais personne n'était dupe de cette entreprise de séduction –, le deuxième personnage de l'État était ainsi devenu incontournable. Dans l'éclatement de son mouvement, tandis que l'un, ancien Premier ministre retiré dans sa bonne ville du Sud-Ouest, prenait du recul – c'est-à-dire la poudre d'escampette – et que l'autre, plus jeune, tablait sur une ligne dure plus proche de l'extrême droite, lui, René Charrié, était en quelque sorte le point fixe, la clé de voûte d'un parti fortement ébranlé. Position confortable s'il en est. D'autant plus qu'il avait éliminé tous ses rivaux au Sénat : le dernier d'entre eux avait jeté l'éponge, préférant réserver ses talents de persuasion à l'avenir des relations franco-asiatiques.

Quant au décor dans lequel il vivait désormais depuis un peu plus de trois ans, quel bonheur ! À côté de la grosse bâtisse grise et sans charme qui abrite le grand hémicycle, il y avait ce palais du Petit Luxembourg, bâti au ^{xvi}^e siècle par Germain Boffrand, devenu depuis 1825 la résidence du président du Sénat. Que de grands ancêtres dans cet endroit qu'il s'était approprié sans hésitation : un tantinet mégalo, il s'imaginait volontiers croiser les fantômes de François de Luxembourg ou de Marie de Médicis, de Richelieu ou du comte de Provence. Et plus encore, il goûtait l'idée de partager ces lieux avec Bonaparte et Joséphine qui s'y étaient installés au lendemain du 18 brumaire. Pour autant, lorsqu'il était seul, il n'aimait pas prendre le petit déjeuner dans sa chambre. Il préférerait boire un premier café dans son bureau, évitant si possible de se jeter – mais pas toujours avec succès – sur les innombrables croissants, pains au chocolat, jus d'orange et œufs à la coque que lui préparait tous les jours un

bataillon de cuisiniers et de pâtisseries, connaissant son goût déraisonnable pour les douceurs.

Un huissier qui l'attendait au rez-de-chaussée, à deux pas de son bureau, le salua respectueusement. Charrié, toujours soucieux d'être un président proche du personnel, s'arrêta quelques instants.

— Bonjour, Jérôme, ça s'est bien passé votre petite fête de famille hier soir ?

— Oui, monsieur le président, c'était juste l'anniversaire de mon aînée.

— Quel âge ?

— Seize ans depuis hier. Elle est en seconde. Donc à minuit tout le monde était couché.

— Très bien, Jérôme. C'est important la famille. Pas trop dur, le service d'aussi bonne heure ?

— Non, non, tout va très bien, monsieur le président.

Voilà des années que Jérôme était au service de la présidence. Et il appréciait l'apparente bonhomie de Charrié qui tranchait avec le mépris affiché par certains de ses prédécesseurs. Certes René ne reculait pas devant un certain paternalisme bourgeois, mais c'était plutôt bien vu dans ces couloirs et perçu comme une simplicité bienvenue, presque une forme d'empathie. D'ailleurs efficace puisque le président du Sénat pouvait s'enorgueillir de ne compter aucun ennemi parmi ses collaborateurs. Il avait même eu l'intelligence – ou l'habileté – de débarrasser ses assistantes d'une responsable du secrétariat peu appréciée et jugée trop cassante.

Quand il n'était pas lui-même l'invité d'une matinale d'information, il s'autorisait volontiers une heure de zapping radio sur fond de chaîne d'info avant de se plonger dans les pages politiques du *Figaro*. Charrié aimait bien ce moment de solitude qu'il s'accordait dans l'immense bureau de Bonaparte. Il aimait cette vue sur la cour carrée et les grands arbres du parc tout proche. Le rituel était toujours le même. Seul un jeune serveur était autorisé à rompre la sérénité du moment en déposant un café assorti de quelques-uns de ses chocolats préférés sur la table basse.

Ce matin-là, alors que Damien avait approché l'un des nombreux fauteuils Empire, le président lui dit à peine bonjour, trop occupé à la lecture de l'article consacré à la difficile survie de la droite.

— Un café, monsieur le président ?

Charrié lui fit signe qu'il préférait attendre.

— Je l'ai posé sur la table basse.

Charrié leva la tête un instant.

— Vous avez regardé la météo, Damien ?

— Oui, monsieur le président, très belle journée a priori. Le jardin est magnifique ce matin. Vous devriez en profiter.

Charrié, un peu surpris par sa familiarité, regarda cette fois bien en face le jeune garçon et se dit qu'au fond il avait sans doute raison. Sa femme lui reprochait d'ailleurs régulièrement de ne faire aucun exercice. Leur manoir était pourtant entouré d'une vaste forêt, plusieurs centaines d'hectares de chênes et de bouleaux. Autrefois Charrié était chasseur, une bonne façon de faire discrètement campagne le week-end, plus réjouissante que de tenir une permanence. Mais depuis longtemps il avait abandonné le fusil pour ne garder de la chasse que les fins de partie qui réunissaient ses éventuels électeurs autour d'une bonne bouteille.

— Merci, Damien, c'est une bonne idée. Après votre service, profitez-en vous aussi. En attendant, laissez-moi travailler.

— Bonne journée, monsieur le président. Ce soir c'est moi qui suis là. À quelle heure souhaitez-vous dîner ?

Pas de réponse. Le jeune homme se dirigeait vers la porte quand il entendit enfin Charrié lâcher sur un ton agacé qui ne lui était pas habituel :

— Ne vous en occupez pas. Ce soir je ne serai pas là.

Sans attendre que Damien referme la porte, il s'était déjà replongé dans la lecture du *Figaro*. Il n'était pas d'accord avec ce qu'il lisait sous la plume de Charles Gérond. Ce n'était pas dans ses habitudes d'appeler un journaliste, mais cette fois il ne résista pas à l'envie de le lui dire de vive voix.

— Passez-moi Gérond si vous le trouvez à cette heure, demanda-t-il à sa secrétaire, qui venait d'arriver. Vous avez lu son papier ?

— Non, monsieur, mais je connais bien Charles. Il est généralement très mesuré et toujours très aimable à votre égard.

— Eh bien, lisez cet article. Parce que c'est franchement du grand n'importe quoi. Si même les journalistes du *Figaro* s'y mettent, alors vraiment c'est à désespérer. Je ne sais pas ce que leur a fait ou promis Berlau, mais il n'y en a plus que pour lui. Si l'on en croit ce papier, un an et demi après l'élection la droite est toujours à terre. Gérond fait mine d'ignorer tout le travail qui a été fait, notamment ici et, j'ose le dire, par moi dans ce bureau.

Rose, en bonne assistante qui entendait garder son job, acquiesça non sans se demander ce qui pouvait provoquer, au-delà de l'article du *Figaro*, un tel agacement chez son patron à l'aube d'une journée qui s'annonçait pourtant très ordinaire.

Gérond n'était pas disponible. C'est en tous les cas ce que Rose s'entendit répondre en appelant le journal.

— Il est en réunion, il vous rappelle.

— Faites-le vous-même dans une demi-heure, se contenta de marmonner le président du Sénat, manifestement calmé.

Il était comme ça, René. Soupe au lait et trop content de lui pour ne

pas s'agacer dès qu'on n'était pas d'accord avec lui ou qu'on ne l'encensait pas suffisamment à son goût. Trente ans de mandat parlementaire, ministre à plusieurs reprises, pharmacien dans une autre vie, Charrié avait tout connu des vicissitudes de la politique. Peu d'échecs mais beaucoup de petits arrangements utiles pour se faire élire ou tomber du bon côté au bon moment. Cette fois encore, malgré l'effondrement retentissant de son camp, il avait su rebondir et s'imposer comme le dernier porte-voix d'un parti en pleine déconfiture.

En attendant l'éventuel appel du journaliste, Charrié s'installa devant la table basse dressée par Damien. Avec les chocolats, seuls quelques mini-croissants garnissaient l'assiette vert et or posée à côté de la cafetière en argent. Il se servit une grande tasse de café non sans avaler très vite, comme s'il avait peur d'être vu, quelques-unes des viennoiseries. C'était le meilleur moment de la journée, le président du Sénat savourait l'instant en se disant que les décisions à prendre, les stratégies à définir, les armes à fourbir pouvaient bien attendre 9 heures. D'ici là, il goûtait ce silence auquel il contraignait également chaque matin son directeur et sa cheffe de cabinet qui occupaient les pièces voisines. Charrié savait que dans quelques minutes l'un ou l'autre allait passer une tête pour finaliser l'agenda. En attendant, René s'était carré dans son fauteuil, tête en arrière et yeux fermés. C'est à peine s'il entendit Gilles Lamarthe, son directeur de cabinet, entrouvrir la porte.

— Bonjour, président. Ce matin, réception avec les maires des Yvelines. Cet après-midi, débat sur le budget en deuxième lecture et sur la suppression de la taxe d'habitation.

« Passionnant », se dit Charrié, qui succomba à une énième viennoiserie sous le regard mi-ironique, mi-réprobateur de son directeur de cabinet.

— Vous n'avez rien de plus intéressant à me proposer ? Parce que pour l'instant c'est journée tisane.

— Monsieur le président, les maires c'est important. Ils comptent sur vous pour les soutenir contre Berlau. Ne ratez pas cette occasion de vous opposer au chef de l'État. J'ai d'ailleurs prévu de réunir quelques journalistes en fin de matinée. Cela vous donnera l'occasion d'être présent sur les radios et à la télévision, dans les journaux de la mi-journée.

— Très bien, et prévoyez-moi des directs avec BFMTV et LCI. Ça m'évitera de déjeuner. Et qu'on m'enlève ces chocolats. Vous savez très bien que je ne vais pas résister.

Rose, appelée pour retirer les friandises, en profita pour donner à son patron le texte du discours de remise de la médaille du Mérite à l'un de ses anciens collègues pharmaciens.

— À quelle heure cette remise de décoration ?

— À 18 heures, dans les salons Boffrand.

Tout en parcourant rapidement le discours, Charrié vérifia avec Lamarthe qu'il n'y avait rien d'autre de prévu.

— Non, monsieur, rien à votre agenda. D'ailleurs je n'ai rien noté pour vous ce soir.

— Et pour cause, je vous l'ai dit et répété : ce soir, dîner privé, lui répondit le président avec un drôle de sourire en coin.

Comme prévu, les débats furent ennuyeux. En revanche, la remise de décoration fut assez sympathique. Charrié aimait bien distribuer ces récompenses sous les ors d'un de ces salons appartenant à la République mais qui lui donnaient le sentiment, depuis tant d'années passées au Sénat, qu'il était un peu chez lui. Revoir d'anciens confrères était toujours un moment agréable. Après être passé de groupe en groupe, s'intéressant à chacun comme il savait le faire, il s'esquiva vers 19 heures pour signer l'habituelle pile de parapheurs que Rose avait déposée sur son bureau. Quelques mots échangés avec Lamarthe, tout juste le temps de se changer, et Charrié appela son chauffeur :

— Camille, préparez la voiture, on va y aller.

Camille, c'était le fidèle d'entre les fidèles. Voilà plus de vingt ans qu'il accompagnait à l'Assemblée, dans les ministères et maintenant à la présidence du Sénat son patron. Né à Sarcelles, ce petit gars de banlieue, sa troisième à peine terminée, était devenu apprenti boulanger, mais se lever à 2 heures, les mains dans la farine jusqu'au soir, très peu pour lui. À vingt ans, il avait traversé le périphérique et trouvé un emploi de chauffeur dans une boîte d'interim. La rencontre avec Charrié s'était faite tout naturellement après que Rose, missionnée pour trouver un homme de confiance, eut jeté son dévolu sur ce garçon toujours prêt à rendre service. Le futur président du Sénat s'était vite pris d'amitié pour ce jeune homme qui n'avait jamais compté ses heures et qui avait volontiers troqué tee-shirts et jeans contre un costume-cravate. Camille, c'était une tombe. Exactement ce dont avait besoin Charrié qui aimait compartimenter sa vie plus mouvementée que ne le laissait penser l'image de hobereau de province qu'il cultivait dans les couloirs du palais du Luxembourg. D'ailleurs sa femme n'était pas dupe, mais elle avait vite compris que ne rien dire et jeter un voile pudique sur les frasques parisiennes de son mari lui permettrait de rester Mme Charrié, régnant sans partage sur son manoir.

Camille, lui, savait tout, voyait tout, mais ne disait jamais rien. « Précieux Camille », se dit Charrié ce soir-là en montant dans sa voiture.

— Nous allons 36 boulevard Émile-Augier.

Et tandis que la voiture s'engageait dans la rue de Vaugirard, le

président du Sénat sourit en pensant à tous ces chauffeurs qui, à peine leurs patrons boutés hors des palais nationaux, allaient vendre au plus offrant la vie intime de ceux ou celles qu'ils étaient censés conduire dans le plus grand secret. Camille, lui, ne mangeait pas de ce pain-là. Pour Charrié, c'était le chauffeur presque parfait. Jamais de confidences aux secrétaires sur l'humeur du patron, ni sur ses destinations si elles n'étaient pas inscrites dans l'agenda officiel. Pas non plus de familiarités avec le chef, mais une complicité muette. Inutile pour ces hommes politiques à la vie privée compliquée de préciser à leurs chauffeurs leurs destinations nocturnes. Un chauffeur, sans que ce soit explicite, comprend à un détail vestimentaire, à une bonne humeur inhabituelle, voire une forme d'allégresse, où il doit conduire son patron. Combien de temps il devra attendre. Et à quelle heure il faudra venir le rechercher. Il sait quand il peut parler, susciter les confidences ou au contraire se taire et traverser Paris sans échanger un mot avec son boss. Ainsi beaucoup de chauffeurs plus âgés que Camille lui avaient souvent conté l'histoire de ce collègue, fidèle compagnon de route d'un ancien haut personnage de l'État qui, même en campagne électorale, n'hésitait pas à s'échapper pour quelque déplacement secret. Mal en avait pris à ce collaborateur peut-être trop zélé. À peine son patron élu, il avait été licencié à la demande de l'épouse légitime sous le prétexte (non dit) qu'il avait favorisé les déplacements personnels de son mari dans une période particulièrement dangereuse pour l'avenir politique de celui-ci !

La voiture une fois arrivée devant le 36 du boulevard Émile-Augier, Camille se retourna vers Charrié, qui s'apprêtait à descendre, et s'enquit de l'heure à laquelle il devait revenir le chercher.

— Non, rentrez chez vous, Camille, je n'ai plus besoin de vous. Laissez-moi la voiture.

— Bien, monsieur, répondit le chauffeur, un peu étonné, en tendant les clés à son patron.

Après avoir lui-même fermé la voiture, le président du Sénat attendit quelques instants avant de se diriger vers les jardins du Ranelagh, tournant le dos au boulevard Émile-Augier. « C'est curieux », se dit furtivement Camille en gagnant la station de métro voisine. Il ne savait pas qu'il voyait son patron pour la dernière fois.

Cette nuit-là, Mathieu Coulon, cadre commercial à la retraite, n'arrivait pas à dormir. Il était anxieux, comme souvent depuis qu'il ne travaillait plus. L'inactivité lui pesait. En évoquant sa future retraite il semblait à l'époque s'en réjouir, se disant qu'il aurait enfin du temps libre. Du temps libre, il en avait maintenant, mais pour quoi faire ? Un premier Lexomil ne l'avait pas calmé. Il hésita à cette heure tardive à en prendre un second. Sa femme dormait, il s'était levé pour ne pas la

réveiller et feuilletait distraitemment *L'Univers* après avoir achevé la double page que Blanche Dubois avait consacrée au nouveau Saint-Denis, lorsqu'il entendit le bruit d'une voiture rue des Vignes. « Bon Dieu, mais elle va vite, beaucoup trop vite », pensa Mathieu qui se précipita à la fenêtre du salon et en écarta machinalement le rideau. Un violent coup de frein, et il vit deux hommes sortir d'une voiture noire, extraire du coffre un énorme paquet semblable à un tapis roulé et le jeter sans ménagement sur le macadam au beau milieu de la rue.

Mathieu resta figé derrière ses carreaux. Avant qu'il ne comprenne ce qui était en train de se passer, les deux hommes étaient déjà repartis sans jeter un regard autour d'eux, persuadés que tout le monde dormait à cette heure-là. Derrière sa fenêtre, Mathieu Coulon était tétanisé, au point de ne pas même avoir pensé à noter la marque de la voiture ni à plus forte raison sa plaque d'immatriculation. Car ce qu'il devinait devant lui, ce qu'il avait fini par voir, la surprise passée, c'était le corps immobile d'un homme sur le trottoir. Lui porter secours ? À première vue, il n'y avait plus grand-chose à faire. Il n'avait aucun doute sur le fait que l'homme face contre terre avait été jeté là alors qu'il était déjà mort.

Après quelques hésitations, il décrocha son téléphone et appela le commissariat du 16^e arrondissement. Le permanencier, manifestement sorti de son sommeil par la sonnerie, eut du mal à comprendre les bribes de phrases prononcées par une voix presque inaudible :

— ... voiture... coup de frein... salon... rideau tiré... cadavre...

Mais à ce dernier mot, il sortit brutalement de son demi-sommeil.

— Un cadavre ? Où ça ? balbutia-t-il.

— Devant chez moi, rue des Vignes. Que dois-je faire ?

— Vous êtes médecin ?

— Non.

— Alors ne bougez pas, nous serons là dans cinq minutes.

Quelques minutes plus tard, sans égard pour le quartier encore endormi, la police arrivait toutes sirènes hurlantes, suivie de deux voitures de pompiers et d'une ambulance.

À peine descendu de sa Peugeot noire, le commissaire du 16^e se figea, littéralement statufié, en découvrant le corps sans vie criblé de plusieurs balles. Le visage était si connu qu'il ne prit même pas le temps de fouiller le cadavre pour chercher une pièce d'identité. Aucun doute : Charrié était là, devant lui. Assassiné. Par précaution, il chercha malgré tout le portefeuille et trouva sans surprise la confirmation de ce qu'il avait compris. Le président du Sénat était bien l'homme qu'il avait sous les yeux.

En attendant l'arrivée de la police scientifique, il appela la préfecture de police et donna l'information au permanencier.

— Je préviens tout de suite le directeur de cabinet du préfet.

Quelques minutes plus tard, qui parurent une éternité au commissaire, la préfecture le rappela.

— Vous êtes sûr que c'est bien du président du Sénat qu'il s'agit ?

— Absolument certain.

— Je préviens le préfet. Nous arrivons.

Le temps d'appeler son homologue du ministère de l'Intérieur qui à son tour réveilla le ministre, Étienne Bougival, et la rue des Vignes, si calme une heure auparavant, fut envahie par tout ce qui compte à Paris de grands flics et d'autorités judiciaires. Bougival en personne était également sur place. Il venait de téléphoner au directeur de cabinet du président Berlau. Même question :

— On est sûr que c'est lui ?

Réponse affirmative.

— Quel bordel ! ne put s'empêcher de s'exclamer l'homme de l'Élysée. Où est-ce que ça s'est passé ?

— Dans le 16^e, rue des Vignes.

— Qu'est-ce qu'il foutait dans ce quartier ?

— On ne sait pas.

— Et le chauffeur ?

— On l'appelle. Apparemment il ne l'a pas attendu. À l'évidence Charrié ne souhaitait pas que l'on sache qui il rencontrait ce soir-là.

— Et son directeur de cabinet, Lamarthe ? Vous l'avez prévenu ?

— Mon chef de cabinet vient de l'appeler. Honnêtement, on l'avait un peu oublié et il avait déjà appris la nouvelle par la radio. C'était franchement gênant.

— Écoutez, on ne va pas s'appesantir sur les états d'âme de Lamarthe. Appelez-le vous-même et voyez avec lui comment ça va s'organiser au Sénat.

6.

Ce fut comme une traînée de poudre. Depuis 7 heures du matin, l'assassinat de Charrié était devenu l'unique information du jour sur toutes les chaînes de radio et de télé. La grève SNCF qui la veille au soir faisait encore l'essentiel des titres était à peine mentionnée, alors que des millions de Français galéraient pour se déplacer. Ignorées les déclarations fracassantes du président Jackson, oublié cet ouragan qui allait frapper à nouveau les Antilles françaises, passé sous silence le chiffre du chômage : l'affaire de la rue des Vignes avait tout balayé. Plusieurs dizaines de journalistes avaient été dépêchés sur place, une partie du quartier était bouclée mais cela n'avait pas empêché les cars-régies de la télévision d'arriver nombreux en tentant de s'installer au plus près de la scène de crime. Face aux micros et aux caméras, Mathieu Coulon répétait à l'envi ce qu'il avait vu et ce qu'il pensait avoir aperçu, c'est-à-dire peu de chose. Quant aux enquêteurs, ils refusaient de parler mais peu importait, de quart d'heure en quart d'heure les reporters redonnaient les quelques rares informations obtenues, toujours les mêmes, qu'ils égrenaient depuis l'annonce de l'assassinat. Sur les plateaux et dans les studios, on se bousculait pour dire son effroi et rendre hommage au collègue, à l'ami, et même à l'opposant désormais paré de toutes les qualités.

L'heure n'était pas encore aux questions. Et pourtant elles allaient vite s'imposer : crime de rôleur ? règlement de comptes ? assassinat politique ? Au palais du Luxembourg, on se les posait déjà. En s'interrogeant, sur la suite. La mort de Charrié tombait d'autant plus mal qu'il commençait à peine à recoller les morceaux d'une opposition de droite minée par ses rivalités internes.

Pour la plupart informés par la radio, les collaborateurs de Charrié arrivaient les uns après les autres. Les hommes n'avaient pas eu le temps de se raser, les femmes avaient enfilé machinalement un jean et c'est un petit groupe aux vêtements peu conventionnels pour le lieu qui s'enferma dans le bureau du directeur de cabinet. Lamarthe venait d'appeler Mme Charrié, qui avait déjà été prévenue par le président de

la République. Quelle horreur ! Le président du Sénat abattu dans la nuit comme un vulgaire parrain marseillais. Jeté dans la rue comme dans les plus mauvais films américains.

Ses collaborateurs l'aimaient bien finalement, ce président qui parfois les tançait, piquant des colères homériques mais vite terminées, vite oubliées. Autour de Gilles Lamarthe, le directeur de cabinet, on chuchotait plus qu'on ne parlait avec toujours la même question : qui et pourquoi ? L'entrée d'Alice Alma, chargée de la communication de René Charrié, mit fin provisoirement à ces interrogations. Submergée d'appels de journalistes, elle ne savait que dire sinon qu'elle était profondément touchée par ce drame épouvantable. Elle n'était pas seulement une attachée de presse mais une amie fidèle qui depuis près de vingt ans – elle en avait quarante-cinq – suivait le président dans toutes ses fonctions, toujours disponible, appréciée de ses anciens confrères pour sa façon carrée de dire les choses. Alice avait débuté à *L'Express* et la rumeur voulait qu'elle ait eu une brève liaison avec le président du Sénat. Mais depuis, elle s'était totalement investie dans son travail, faisant mine d'oublier les relations très personnelles qu'elle avait entretenues avec Charrié à l'époque où il était un jeune député. Professionnellement, elle était d'une efficacité parfaite. Et les journalistes pouvaient compter sur elle.

— Qu'est-ce que je leur dis ? demanda-t-elle, les yeux pleins de larmes. Je n'y comprends rien, je ne sais surtout pas pourquoi ça s'est passé rue des Vignes. Il ne connaissait personne dans ce quartier. J'ai appelé le chauffeur pour vérifier. Il m'a confirmé l'avoir conduit dans le 16^e, mais jamais dans cette rue.

— Calme-toi, lui conseilla gentiment mais fermement Lamarthe. Le mieux est de ne rien dire. Ne décroche pas ton téléphone. Tu ne sais rien et tu ne pourrais dire que des conneries ou envoyer les journalistes sur des fausses pistes. Tous, même tes copains de la presse, peuvent comprendre qu'on n'est pas à leur disposition en permanence. Ce matin surtout.

La sonnerie du téléphone retentit. Gilles décrocha en se demandant ce qui allait encore leur tomber sur la tête. Il n'avait pas tort : le procureur l'informait que le juge Bringuier venait d'être désigné par le parquet.

— Monsieur le procureur, je sais bien que je ne suis pas autorisé à faire le moindre commentaire, mais reconnaissez que c'est un choix curieux.

Agacé, le procureur répéta comme s'il n'avait pas entendu la remarque de Lamarthe :

— Je vous le redis, Bringuier vient d'être désigné par le parquet.

Faisant mine de ne pas avoir écouté la réponse, Gilles poursuivit :

— Quand même, Bringuier n'est pas tendre avec les hommes politiques et chacun sait que c'est un juge de gauche. C'est lui qui a mené la charge contre Jacques Briare, non ? Il a expédié l'instruction et sa mise en examen à un mois de la présidentielle. Comme si son élimination était son seul objectif.

— Écoutez, je vous dis simplement que le parquet l'a désigné, point final, lui répondit le procureur, de plus en plus ennuyé par cette sortie.

Avant de raccrocher, le procureur ajouta que c'était la commissaire Marianne Maestracci qui allait diriger l'enquête.

— Vous la connaissez ?

— Pas du tout, dit poliment Gilles Lamarthe. Mais je fais, nous faisons tous confiance à la police.

Le directeur de cabinet raccrocha et se tourna vers ses collaborateurs.

— Vous avez entendu ? Gérard Bringuier ! Nom de Dieu, c'est *Le Canard enchaîné* en direct ! On peut tout craindre. Il va fouiller dans les comptes bancaires de René, enquêter sur ses fréquentations, sur sa vie privée, et croyez-moi, les flics feront la même chose avec nous. C'est pain bénit pour les magistrats et la police. Ils trouveront tout ce qu'ils voudront trouver. N'oublions pas que Charrié et Berlau ne s'aimaient guère, qu'ils sont ou plutôt qu'ils étaient des adversaires politiques.

La quelque dizaine de collaborateurs rassemblés était sans voix, laissant s'installer dans le bureau un silence pénible qui se serait éternisé s'il n'avait été rompu par un jeune homme qui se tenait près de la porte, au fond de la pièce.

— Il n'y a rien de plus à dire ? Pas une piste ? Pas une idée sur ce qui s'est passé ? demanda-t-il.

Cachant sa maigreur dans un costume trois pièces, sorte d'uniforme des stagiaires de l'ENA, ce garçon était entré au cabinet de Charrié il y a quelques mois à peine, et il traînait depuis lors une sorte d'ennui méprisant qui avait le don d'agacer l'entourage du président du Sénat.

Jugeant le moment particulièrement mal choisi pour cette intervention venue de nulle part, Lamarthe, en haussant les épaules, le remit sèchement à sa place :

— C'est trop tôt. On ne va quand même pas dire n'importe quoi pour dire quelque chose. On n'est pas journalistes, nous !

Le téléphone sonna à nouveau. La commissaire Maestracci prévenait Lamarthe qu'elle serait dans son bureau en fin de matinée. Comme Bringuier, Maestracci n'avait pas la réputation d'être une tendre. Après de brillantes études de droit qui auraient dû logiquement l'orienter vers le barreau, elle avait choisi la police et les affaires criminelles, préférant la traque des assassins à la défense des victimes. C'était dans

sa nature et très certainement aussi le fruit de son éducation. Originaire du Sud-Ouest, elle avait grandi dans une famille de magistrats et de policiers et en avait très rapidement adopté les valeurs familiales de rigueur et d'intransigeance. Bref, Marianne Maestracci s'annonçait comme une enquêtrice compliquée à gérer pour les collaborateurs de Charrié. Du coup, Lamarthe donna rapidement ses consignes.

— Si j'ai un conseil, dit-il en regardant sans aménité Alice Alma, c'est de vider vos bureaux de tout ce qui vous est personnel, souvenirs et autres babioles. Surtout effacez tous vos messages, tous vos mails, notamment ceux qui vous ont été adressés par le président, professionnels ou privés, poursuivit-il en continuant de regarder fixement Alice. Vous n'empportez rien chez vous et vous brûlez tout sans que personne vous voie. N'oubliez pas de disperser les cendres. Tout ce qui est peu ou prou personnel doit disparaître. Je me suis bien fait comprendre ?

— Enfin, tout de même, s'indigna la cheffe de cabinet, le président n'était pas un criminel, que je sache. Nous n'avons rien à redouter. L'enquête est destinée à découvrir son ou ses assassins. Pas à le couvrir de boue.

— Vous avez raison. Mais tout va être remué, passé au peigne fin, disséqué de la base au sommet de la hiérarchie policière et judiciaire. Alors, même si nous ne doutons pas de lui, même si nous ne savons rien sur ce crime, moins nous en dirons, mieux ce sera. Compris ? Et, encore une fois, nettoyez vos ordinateurs.

Les collaborateurs de l'ex-président du Sénat sortirent les uns après les autres. Ne restaient dans la pièce que ceux qui devaient désormais s'occuper de la bonne marche de la Haute Assemblée. Il fallait réunir au plus vite les vingt-cinq membres du bureau et les trois cent quarante-huit sénateurs, joindre les vice-présidents, ne pas oublier les présidents de commission, organiser un nouveau vote. En somme, la vie continuait, le spectacle de la politique aussi.

Et d'abord élire un nouveau président. Normalement cette élection avait lieu tous les trois ans, au terme d'un renouvellement partiel. Mais rien n'avait été prévu en cas de disparition brutale du patron. La stupeur passée, Gilles Lamarthe avait consulté fébrilement la Constitution de la V^e République et interrogé les juristes du Sénat. Rien. Pas une ligne sur ce cas de figure. À deux reprises déjà, un président du Sénat avait assuré l'intérim du chef de l'État. Mais l'inverse apparemment n'était pas imaginable, se dit Lamarthe en souriant intérieurement pour la première fois depuis le début de cette matinée tragique.

Annulant leur déjeuner, les vice-présidents se réunirent autour du directeur de cabinet pour envisager la suite. Les mines étaient de

circonstance, mais les visages fermés masquaient mal la gourmandise avec laquelle chacun allait se lancer dans cette bataille électorale aussi imprévue qu'inespérée pour certains. En cas d'élection présidentielle, il fallait cinquante jours pour organiser le scrutin. Mais puisque rien n'était prévu concernant le Sénat, autant faire au plus vite. Simon Revers, proche de l'ancien candidat à la présidentielle Jacques Briare, et dont les ambitions étaient un peu trop voyantes, proposa que le successeur de Charrié soit élu au lendemain des obsèques. Ce qui laissait à peine une semaine pour faire campagne. Et poserait sans doute quelques problèmes à ceux qui allaient devoir se déclarer sans donner l'impression de profiter des circonstances. Mais les collègues de Revers, tout aussi pressés de tourner la page que de tenter leur chance, se rallièrent à sa proposition. Lamarthe devait mettre en musique cette décision, ratifiée l'après-midi même par les vingt-cinq membres du bureau et les présidents de groupe.

7.

La jeune cheffe de cabinet de Charrié avait été chargée de prendre le pouls du Palais-Bourbon, éloigné d'à peine deux kilomètres. Le temps de descendre la rue de Tournon, de parcourir au pas de course le boulevard Saint-Germain, et la jeune femme pénétra dans une Assemblée nationale en pleine ébullition. Dans les couloirs, les députés échangeaient à bas bruit en évitant d'en dire trop. Les journalistes, à l'affût de la moindre déclaration, en étaient pour leurs frais. Les parlementaires attendaient les consignes de leur groupe : la situation était trop grave pour s'autoriser le moindre faux pas.

Mais ce mutisme apparent n'empêchait pas les commentaires d'aller bon train derrière les murs des salles de réunion qui abritaient les groupes parlementaires.

Dans le camp de la Droite républicaine, dont Charrié partageait les vues et qu'il défendait avec fougue au Sénat, c'était l'indignation. Le président du groupe ne s'embarrassa pas de précautions pour exploiter l'assassinat de son collègue, en faisant mine de s'étrangler.

— Et quoi, ce gouvernement n'est pas foutu d'assurer la sécurité du président du Sénat ? C'est bien la preuve que Berlau n'est qu'un tigre de papier. Derrière ses propos d'estrade, il n'y a que du vent. Sécurité, ordre public, armée, on paie aujourd'hui le flou présidentiel. Quant à la police, n'en parlons pas. Faute de moyens, elle est devenue totalement impuissante.

Et, donnant le ton à ses troupes qui se répandraient tout à l'heure dans les couloirs :

— On n'a jamais vu ça.

Un jeune député fraîchement élu prit la parole :

— Je crois savoir que Charrié avait demandé qu'on le laisse seul pour un dîner privé.

— Et alors ! Il n'était pas le seul à avoir des dîners. C'était à son service de protection d'éviter que cela vire à la tragédie, c'est même le b.a.-ba.

— Y a-t-il un risque qu'il s'agisse d'un acte terroriste ? demanda la

vice-présidente du groupe.

— Il n'y a pas de revendication pour le moment. Il est encore trop tôt. Si je suis bien informé, le juge d'instruction vient seulement d'être désigné par le parquet.

— Qui est-ce ?

— Bringuier.

Consternation des parlementaires.

— Le juge Bringuier ? Le même qui... ? s'exclama un député.

— Oui, le même qui... Mais le contexte n'a rien à voir. Il s'agit cette fois d'enquêter sur un meurtre et pas seulement de mettre des bâtons dans les roues d'un candidat à l'élection présidentielle.

— Justement, c'est encore pire, éructa un député de l'Essonne. La justice, la police vont vouloir mettre leur nez partout.

— Je reconnais qu'on aurait pu s'en passer, convint le président du groupe, mais à qui la faute ? C'est celle du ministre de l'Intérieur, pas la nôtre. Bougival n'a rien vu ni rien fait. Décidément, ces gens ont une arrogance qui n'a d'égal que leur incompetence.

À quelques mètres de là, salle Colbert où s'était réunie la majorité, l'atmosphère était carrément lugubre. Chacun sentait confusément qu'il s'agissait de la première crise grave du quinquennat. Sans entendre les commentaires de leurs collègues de droite rassemblés dans la salle voisine, les députés de la majorité avaient bien compris que cette question de la sécurité allait leur revenir en boomerang. Et puis il y avait la présidence du Sénat.

— Il faut espérer que ce ne soit pas Simon Revers. Sinon ce sera compliqué pour la réforme constitutionnelle, réfléchit tout haut la secrétaire du groupe.

— Tu as raison, renchérit un ancien qui avait côtoyé le vice-président du Sénat lorsque celui-ci siégeait encore sur les bancs de l'Assemblée. Revers, ce n'est pas Charrié. Il n'a pas son sens de la négociation. Et n'oublions pas qu'avec Briare, il a fait partie du camp des battus à la dernière présidentielle. C'est un frustré qui ne serait pas l'interlocuteur le plus agréable pour le chef de l'État.

— Sans doute, conclut une jeune députée, la benjamine du groupe, mais on s'en fout. Le Sénat est là, il fait du bruit, il retarde les lois, mais en fin de compte il n'a pas la possibilité de bloquer grand-chose. Alors peu importe qui en sera le président. C'est le nôtre, de président, qui aura toujours le dernier mot. La presse en fera ses choux gras, mais les Français s'en fichent. Et puis on n'aura qu'à leur demander leur avis, proposer un référendum.

— Peut-être, répondit évasivement le patron du groupe.

— Et pourquoi peut-être ? répliqua la jeune parlementaire. Ce serait sans doute la meilleure façon d'opposer le peuple à ces vieux notables.

Les députés les plus chevronnés se regardèrent, interloqués, en se

disant que décidément les jeunes ne doutent de rien. Ils ignorent ou font semblant d'ignorer qu'un référendum relève plus de la roulette russe que du tir aux pigeons !

Les salles de réunion n'étant pas assez nombreuses à l'Assemblée, c'est de l'autre côté de la rue de l'Université que le député d'extrême gauche Georges Malingaud avait réuni son groupe en urgence. Et il était inquiet, Malingaud. Pour lui, l'assassinat de Charrié n'était pas une bonne nouvelle. Il savait que l'opposition de droite n'allait pas manquer de jouer sur les peurs en dénonçant le laxisme du gouvernement. Il avait passé la matinée à mettre en garde ses troupes contre le risque de voir se créer une coalition de circonstance rassemblant la Droite républicaine et l'extrême droite. Fin politique, Malingaud avait bien compris que cet assassinat n'était bon pour personne, pas même pour ceux qui pensaient pouvoir en tirer profit.

À commencer par l'extrême droite. Pour l'heure, les quelques députés qui avaient été élus sous l'étiquette Chez nous la France s'étaient retrouvés entre eux pour constater que leur président n'avait pas jugé nécessaire de se déplacer jusqu'à l'Assemblée. C'est depuis son QG, à deux pas de l'Arc de triomphe, qu'il commentait avec son épouse et quelques proches le crime de la rue des Vignes. Mi-hilare, mi-violent, il s'était levé et haranguait les quelques compagnons qui lui servaient de public :

— Vous voyez bien que rien ne va plus dans ce foutu pays.

Et, sans égard pour l'enquête à peine commencée, il évoqua l'hypothèse d'un attentat terroriste.

— Ce n'est pas Charrié qui est en cause, dit-il, mais sa fonction. C'est l'État et la France que l'on veut atteindre. Charrié n'était pas de nos amis, mais quand même, on ne peut qu'être choqué par sa mort.

Semblant roder son discours officiel, celui que ses députés allaient répéter sur tous les plateaux de télévision, il conclut en s'indignant que le deuxième personnage de l'État ait pu être ainsi assassiné dans l'arrondissement considéré comme l'un des plus sûrs de la capitale, sans que personne n'ait vu ni même entendu quoi que ce soit.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'était à peu près ce que disait au même moment, à quelques centaines de mètres du Palais-Bourbon, l'ancien président de la République. Le prédécesseur de François Berlau, qui n'avait pu se représenter faute de soutiens suffisants, avait donné rendez-vous au dernier carré de ses fidèles chez Françoise, un restaurant du 7^e arrondissement où se retrouvait chaque jour le Tout-Paris politique. Et il ne décolerait pas.

— « France is back, France is back ! » Comme si elle n'avait pas existé avant lui, éruçait-il. Avant Berlau il n'y avait rien, aujourd'hui il n'y a que lui. C'est ridicule et insupportable. Moi, j'ai eu à affronter les pires événements du siècle, les attentats, la montée de l'islamisme,

la guerre en Afrique noire. Et lui, il n'est pas foutu de protéger le deuxième personnage de l'État. Au passage, bravo au ministre de l'Intérieur ! Remarquez, je ne l'ai jamais vraiment aimé, ce socialiste en peau de lapin. Lui non plus ne m'aime pas. Mais je m'en moque. Tout de même, quelle « chienlit », comme disait de Gaulle. Évidemment, Charrié n'aurait jamais dû abandonner sa voiture et se rendre seul à un rendez-vous. À moins d'y retrouver une femme. Et même ! Moi, lorsque je me déplaçais pour rejoindre Anne-Marie, j'étais protégé. Ma sécurité a toujours été assurée. Un peu trop peut-être...

— C'est vrai, c'est une sale affaire, sans doute une affaire d'État qui peut à tout moment prendre une méchante tournure, répliqua son ancien conseiller en communication. Et puis de quel crime s'agit-il ? Tu parles d'un crime de droit commun, mais imagine que ce soit un acte terroriste.

— Autant que l'on sache, il n'y a pas de revendication, mais tu as raison, tout est imaginable : un chantage qui tourne mal, une vengeance. Ou alors, pourquoi pas, une opération appuyée par un pays étranger. Finalement, le crime politique, c'est la seule chose qui nous aura été épargnée, conclut l'ex-président.

Et personne ne put à ce moment-là déceler s'il y avait de l'ironie dans son propos.

Comme si le ciel voulait ajouter à la sinistreuse ambiance, un violent orage venait d'éclater sur l'autre rive de la Seine, inondant la cour de l'Élysée. Dès l'annonce du crime, les collaborateurs du président de la République avaient compris que l'assassinat de Charrié allait entraîner la France et le monde politique en terre inconnue. Un monde d'incertitudes qui s'opposait brutalement au calme et à une forme d'euphorie dans lesquels s'était installé le pays depuis l'élection présidentielle. Il y avait bien eu, comme toujours, le lot de policiers en colère, de gardiens de prison insatisfaits, d'agriculteurs mécontents, et même une démission ministérielle fracassante, mais cette fois chacun savait d'instinct qu'il s'agissait d'autre chose. L'impression que le danger rôdait désormais aux portes du palais. Le directeur de cabinet du chef de l'État avait eu Lamarthe au téléphone plus tôt dans la matinée. Celui-ci lui avait rapidement raconté l'incroyable imprudence de Charrié et le peu qu'il savait. Mais aucune réponse aux questions que tout le monde se posait : Pourquoi Charrié était-il allé seul à ce dîner ? Pourquoi avait-il fait en sorte que son chauffeur ne découvre pas son ultime destination ? Pourquoi son corps avait-il été transporté et finalement jeté quelques heures plus tard dans une rue déserte ? Pourquoi ? Pourquoi ? Pourquoi ? L'enquête commençait à peine et la police scientifique était toujours sur les lieux du crime. L'équipe du président pressentait simplement que l'Élysée, Matignon, Beauvau

allaient en prendre plein la figure et qu'ils allaient payer, bien malgré eux, l'imprudence du président du Sénat.

Contrairement à ses proches qui ne cherchaient pas à masquer leurs inquiétudes, le président, lui, offrait un visage indéchiffrable. Impossible de savoir ce que pensait vraiment Berlau, comme si, au cœur de cette agitation, il avait décidé d'adopter la posture du commandant solitaire, seul face à la tempête. Pour son secrétaire général, qui pourtant le connaissait depuis si longtemps, François était depuis ce matin une énigme. Était-ce de l'inconscience, de l'indifférence, un simple masque ? Incapable de répondre à cette question, Rocher préféra se tourner vers son ami pour envisager l'organisation des obsèques.

— Aux Invalides ? demanda-t-il.

En fait Berlau n'avait pas évoqué cette question lorsqu'il avait appelé la femme de Charrié. Déjà difficile de trouver les mots. Parler des obsèques lui aurait paru déplacé, mais Rocher avait raison, il fallait vite décider.

— Bien sûr, hommage national dans la cour des Invalides, s'entendit répondre le président. Je vais appeler Mme Charrié pour lui faire la proposition et fixer la date. Ce matin, tu imagines dans quel état elle était. Et puis elle a voulu joindre ses enfants avant qu'ils ne l'apprennent par la presse. Elle me répétait : « Il ne méritait pas ça. » C'est vrai que quelles qu'aient été nos divergences, je trouvais que c'était un interlocuteur compétent et un habile négociateur. Ce crime fait froid dans le dos.

Pour la première fois, Berlau laissait transparaître un sentiment personnel.

— Bon, elle ne s'opposera pas à des obsèques aux Invalides, conclut Francis Rocher. Je préviens le ministère des Armées.

La cérémonie était prévue à 10 heures. Hommage aux soldats morts au combat, cérémonie funèbre à la mémoire des victimes du terrorisme, la cour des Invalides était devenue depuis quelques années, le temps d'un discours, le lieu de l'unité nationale. C'est de cette unité qu'allait parler Berlau dans quelques minutes. Dans la voiture qui emmenait le couple présidentiel, Claude, revêtue pour l'occasion d'un tailleur-pantalon noir, prit sans un mot la main de son mari et la porta à ses lèvres. Depuis l'assassinat de Charrié, l'Élysée vivait au rythme des humeurs de Berlau. Pour se rassurer, face à l'onde de choc provoquée dans le pays, le président voulait se persuader qu'il s'agissait d'un crime de rôdeur ou d'un tragique règlement de comptes d'ordre privé. Mais à vrai dire, il n'en savait rien. Et les enquêteurs non plus. Pour rompre un silence qui devenait pénible, en sortant de la voiture et en pénétrant dans les Invalides aux

côtés de son mari, Claude chercha à dire autre chose qu'une banalité. Et ne trouva pas. Du coup, elle fit seulement remarquer que le ciel était lourd et gris à l'unisson de ce moment.

Le protocole était rodé et comme prévu le président, accompagné du ministre des Armées, se dirigea vers la famille et les proches de René Charrié. Berlau dit quelques mots à l'épouse du président du Sénat et la prit longuement dans ses bras avant d'embrasser ses enfants et ses petits-enfants. En serrant quelques mains, il put constater que c'était la République tout entière qui était là. Les anciens présidents, les ex-Premiers ministres, les chefs de parti et même Jacques Briare, l'ancien candidat défait. Derrière, une foule d'anonymes et l'inévitable cortège de ceux qui sont attirés par ces rendez-vous funèbres.

Le drame, l'enquête qui n'avancait pas, tout cela était bien sûr présent dans tous les esprits. Mais l'heure n'était pas aux critiques ni aux interrogations. Debout, serrés les uns contre les autres, tous restaient muets de crainte de transformer cette cérémonie officielle en un jeu de questions sans réponse. Et puis on sentait dans cette cour une sorte de peur. Inavouée. Beaucoup de politiques présents se demandaient en leur for intérieur s'ils étaient à ce point haïs par les Français pour que l'un d'eux, parmi les plus éminents, se soit fait assassiner. Derrière Charrié, la classe politique faisait bloc.

Lorsque le cercueil recouvert du drapeau bleu-blanc-rouge et porté par dix militaires apparut à l'entrée de la cour, un silence lourd étouffa les derniers chuchotements. Le président de la République, costume bleu nuit, cravate noire, traversa lentement la place. Une tente blanche ornée de deux drapeaux, l'un français, l'autre européen, avait été dressée à quelques mètres de l'endroit où était déposé le cercueil. Les décorations de Charrié, dont bien sûr celle d'officier de la Légion d'honneur – « Tiens, il n'était pas commandeur », se dirent certains –, accompagnées de quelques distinctions étrangères, reposaient sur un coussin rouge. Berlau allait parler. Il avait devant lui le discours à l'origine rédigé par sa « plume », mais qu'il avait largement réécrit au cours de la nuit.

*Messieurs les présidents,
monsieur le Premier ministre,
mesdames et messieurs les ministres,
mesdames et messieurs les parlementaires,
mesdames et messieurs les membres du Corps diplomatique,
chère Nadine,
chères Dominique et Marie-Claude,
chers membres de la famille,
mesdames et messieurs,
plus qu'aucun autre René Charrié était un amoureux de la politique.*

Celle des campagnes électorales difficiles, celle des réunions en petit comité ou bien au contraire des grands meetings dont il goûtait la fraternité et aimait la solidarité. Dans nos échanges, il me parlait toujours avec affection de ses chers sénateurs qui avaient fait de lui leur président, l'ami de tous, proches ou adversaires. Car René Charrié, s'il avait des idées parfois bien arrêtées, s'il appartenait depuis sa jeunesse à la Droite républicaine, portait, en tant que président du Sénat, la même attention aux représentants de l'opposition qu'à ceux de la majorité. Le Sénat, il en connaissait les moindres détours, l'hémicycle dont il vantait l'imposante dimension, l'immense bibliothèque face au grand bassin du Luxembourg, les vastes salons. Et puis, surtout, René Charrié en connaissait l'esprit : celui d'une assemblée qui a toujours voulu être libre, représenter les territoires, et le monde rural avec ses talents et sa diversité.

Quelques phrases encore sur l'enfance difficile de René Charrié, sur son expérience qui faisait de lui en matière sociale un expert reconnu. Sur ses amis aussi.

C'est le moment de dire comme Mireille à l'enterrement de Verlaine : « Regarde, tous tes amis sont là. » Divers par l'âge, le métier, l'engagement, par les opinions. Mais ils sont là.

Et puis cette fin :

C'est en servant les justes causes, c'est en les servant bien, malgré les risques, malgré les assassins, que nous serons, à notre tour, fidèles à René Charrié, à la République et à la France.

Vive la République. Vive la France.

Le lendemain, Charrié était enterré dans le cimetière du village qui abritait la maison de son enfance. Seules son épouse et sa famille très proche étaient présentes. Berlau, qui n'avait pas fait le déplacement, appela la femme de l'ex-président du Sénat le soir même pour lui renouveler son affection et l'assurer qu'elle ne manquerait de rien.

— Trouvez les assassins, se contenta-t-elle de répondre avant de raccrocher sèchement.

Paris, février 2020

Jacques Briare, l'ancien candidat de droite à la dernière présidentielle, était de méchante humeur. Sa voiture bloquée dans les embouteillages de la rue Le Peletier, il n'avait rien d'autre à faire que d'écouter en boucle France Info et la journaliste qui répétait à l'envi que l'enquête piétinait. Des semaines que cela durait : de revendications fantaisistes en gardes à vue inutiles, toutes les polices de France semblaient avoir baissé les bras. Contrairement à la plupart des Français, sidérés et inquiets, Briare n'avait jamais caché que la mort de Charrié ne l'avait pas franchement contrarié. Cela ne l'empêchait pas de trouver étrange qu'aucun indice n'ait pu mettre les enquêteurs sur une piste sérieuse. Assassiner le deuxième personnage de l'État n'est pas banal. Qui pouvait en vouloir à ce point au président du Sénat ? Charrié était certes un peu trop content de lui, prenant un malin plaisir à jouer les entremetteurs incontournables. De quoi agacer le camp des perdants, minés par la déroute de Briare, et celui du nouveau président qui s'énervait de devoir composer avec ce vieux politique trop doucereux pour être franc, mais tout cela ne valait pas un assassinat. Certains évoquaient sans être sûrs de rien l'hypothèse d'un meurtre commandité, d'autres suggéraient qu'il pourrait s'agir d'un simple fait divers, une altercation qui aurait mal tourné. Dans tous les cas, l'absence de réponse et le brouillard qui entourait cette affaire minaient depuis trois mois les efforts que faisait Briare pour se reconstruire. Avec un certain succès : à la tête d'une société de conseil florissante, il ne parlait plus que chiffres d'affaires, bénéfices et dividendes. Confirmant au passage sans s'en rendre compte que même lorsqu'il était à l'Éducation ou à Matignon, il avait un goût certain pour cet argent qui au final avait ruiné tous ses rêves.

La plupart de ses « amis » avaient disparu, sa vie de famille était réduite à quelques dîners sans saveur. Il avait beau clamer son

innocence, crier au complot, ses enfants, montrés du doigt pendant l'« affaire », s'étaient éloignés. Sa femme s'était enfermée dans un mutisme pesant et la gentilhommière normande qu'ils occupaient depuis des années lui paraissait à peu près aussi accueillante qu'un parloir de prison. L'ancien candidat quasi élu deux ans plus tôt vivait seul ou presque entre son pied-à-terre parisien et les chambres d'hôtel où il dormait de plus en plus souvent.

Délaissé, voire oublié à Paris, il jouissait encore à l'étranger auprès de ses anciens collègues, ministres ou chefs de gouvernement d'une réelle popularité. Les réseaux tissés pendant ses trente ans de vie politique s'étaient certes distendus, mais ils étaient encore suffisamment solides et nombreux pour lui permettre d'apparaître aux yeux de ses clients comme un partenaire appréciable et apprécié.

À cinquante-neuf ans, il s'était presque convaincu qu'une nouvelle vie était possible. Sa rencontre avec Juliette, jeune archéologue croisée à l'occasion d'un séminaire à Athènes, l'entraînait déjà depuis quelques mois sur des routes inconnues et des chemins de traverse qu'il imaginait jusqu'alors inaccessibles.

Seule ombre : Juliette avait voté pour ce président qui avait bouté hors de la politique Briare et cette classe dirigeante au pouvoir depuis trente ans. Mais Jacques était passé à autre chose. Le dégagisme qui avait fait de lui une sorte de victime expiatoire lui avait également permis de bénéficier, dans un anonymat salubre, d'une forme de renaissance.

Et voilà que l'assassinat de Charrié bousculait cette nouvelle vie. La police voulait l'entendre sur ses liens avec le président du Sénat. Le voyait-il encore ? Quelle relation, ou absence de relation, avait-il avec lui ? Comme si lui, Briare, pouvait être mêlé de près ou de loin à ce meurtre.

Enfermé dans sa voiture aux vitres teintées, il appela sa secrétaire :

— Pauline, dites à Revers que j'aurai un bon quart d'heure de retard.

Pauline, qui percevait vaguement le bruit des klaxons, ne put s'empêcher de commenter :

— J'avais pourtant dit au sénateur Revers que le Petit Riche, ce n'était pas une bonne idée. C'est un quartier impossible. Mais comme d'habitude il n'en a fait qu'à sa tête. Il trouvait que cela protégerait mieux la confidentialité de votre déjeuner.

— Tu parles d'une confidentialité, s'énerva Briare. De toute façon tout le monde s'en fout, de notre déjeuner. Il y a bien longtemps que nous n'intéressons plus personne. Sauf les rubricards du Palais de Justice. Ceux-là, s'ils peuvent nous en remettre une couche, ils n'hésiteront pas, surtout s'ils apprennent que je suis convoqué par la police.

Pauline, fidèle d'entre les fidèles depuis le premier poste ministériel

de Briare, il y a vingt ans, raccrocha en se disant que même sur ce point l'ancien candidat se faisait un film bien loin de la réalité. Dans la vraie vie, le nom de Briare avait disparu depuis longtemps des colonnes des journaux. Même à la page des faits divers, les journalistes avaient déjà d'autres proies politiques bien plus alléchantes. Tout juste si de temps en temps le tweet d'un de ses partisans relevait que la justice, un an et demi après la première parution du *Canard enchaîné*, semblait se désintéresser de l'affaire. Et les auteurs de ces tweets y voyaient la preuve qu'il n'y avait évidemment pas d'affaire, sinon un immense complot pour abattre celui qui, après avoir battu ses concurrents à la primaire, ne pouvait qu'écraser ses rivaux à la présidentielle.

Complot : Briare n'avait survécu que grâce à ce mot, que ses amis n'avaient cessé de lui susurrer à l'oreille, l'encourageant à aller jusqu'au bout avant de le crier sur tous les toits. Complot, complot, complot... Et peu importe qui étaient les complotistes. Dans la tête du candidat déchu, ils étaient si nombreux ! À commencer par cet ancien président de la République qui l'avait toujours vaguement méprisé. Ces années de malentendus avaient basculé aujourd'hui dans une haine inextinguible.

Mais un seul homme, fût-il ancien président, ne fait pas un complot. Alors qu'il roulait au pas dans la rue Le Peletier, Briare se repassait en accéléré le film de cette maudite présidentielle. Une sorte de plaisir morbide. Au point qu'il semblait parfois s'en délecter, ajoutant à la figure abîmée de l'ancien président celles tout aussi noires de ses autres rivaux : l'ancien maire d'une grande ville et ce freluquet normand devenu depuis ministre, preuve définitive de sa félonie. À ses concurrents de la primaire, Briare ajoutait volontiers d'autres personnages qu'il jugeait plus ignobles encore ; à commencer par son premier directeur de campagne qui avait révélé ne pas avoir voté pour lui, tout comme ce porte-parole qui n'avait jamais défendu que ses intérêts pour passer avec armes et bagages dans le camp du nouveau président. Et que dire de tous ceux qui avaient fait mine de rester mais qui, dès le lendemain de la grande manifestation organisée pour donner un nouvel élan à une campagne déjà embourbée, pariaient sur la défaite de leur pseudo-champion.

D'une certaine manière, ce théâtre d'ombres qu'il avait soigneusement mis en scène lui faisait du bien et le rassurait sur lui-même. Il n'était pas loin de se décerner au cœur de ce désastre la palme de la bonne foi tout juste teintée d'un peu de naïveté !

La sonnerie du téléphone interrompit opportunément ces sombres pensées réservées généralement aux nuits sans sommeil.

Le nom de Pauline s'inscrivit sur son écran. Pour s'inquiéter de son retard et lui dire l'impatience de ceux qui l'attendaient au Petit Riche.

— On avait dit 13 heures, il est presque 13 h 30. Je viens de prendre une sérieuse dégelée de Simon Revers. C'est un peu fort, alors que c'est lui qui a choisi ce restaurant.

— Revers m'emmerde, rétorqua, furieux, Briare alors qu'il apercevait enfin la silhouette du voiturier planté devant le 25 de la rue Le Peletier.

Pauline s'était habituée aux coups de colère de plus en plus fréquents de son patron. Même l'amour de Juliette n'avait pas réussi à freiner ses emportements. Pourtant avec elle il avait découvert des paradis qu'il croyait interdits. Ce n'était pas sa première maîtresse, encore moins son premier amour, mais avec cette compagne des jours mauvais, il avait découvert ce qui lui avait tant manqué depuis son adolescence : la liberté. Y compris celle d'exprimer avec des mots la violence de son amertume. Et il ne s'en privait pas. Pas une semaine sans que Briare ne déverse son fiel sur tous ces journalistes qui avaient cherché à l'abattre dès que *Le Canard enchaîné* avait prétendu sortir un premier dossier. *Le Canard enchaîné*, *Mediapart*, l'Élysée de l'époque, le ministère de l'Intérieur et la quasi-totalité de la presse, tous artisans ou complices du complot.

— Revers m'emmerde mais j'arrive.

Le temps de jeter les clés au voiturier, de saluer le patron du Petit Riche qui l'attendait au garde-à-vous à l'entrée, et le voilà qui grimpait quatre à quatre les marches le conduisant au petit salon réservé par son fidèle ami Simon Revers.

— Excusez-moi pour ce retard mais, Simon, Pauline t'avait pourtant dit que ce quartier était impossible.

Autour de la table, ils étaient sept, dont l'ancienne porte-parole de sa campagne, une élue de Marseille qui avait sauvé son parti du désastre dans la ville de Marius, ses attachés de presse reconvertis l'un dans l'édition, l'autre dans l'industrie automobile. Et puis surtout, fidèles d'entre les fidèles, deux anciens députés battus aux législatives qui croyaient toujours, contre vents et marées, que leur mentor pouvait revenir.

Le salon du Petit Riche, tapissé de ces vieilles tentures qui avaient amorti dans le passé bien des manœuvres politiciennes et autant d'amours clandestines, était traversé d'un rayon de soleil pour le moins inattendu. Le premier depuis cet hiver qui n'en finissait pas. Au rez-de-chaussée, Blanche Dubois et son ami Patrick Jouraud, le patron de *France Hebdo*, en étaient gênés. Éblouis par ce soleil presque incongru, ils avaient demandé au maître d'hôtel de tirer les rideaux. À cet instant Jacques Briare était passé sans les voir. Plutôt une chance. Les deux journalistes s'étaient installés côte à côte pour échanger plus facilement sans être entendus. Tous deux affectionnaient cette vieille brasserie qui leur rappelait leurs débuts dans les années 80.

À l'époque, eux aussi montaient s'enfermer dans ce salon du premier avec au menu un invité politique. La carte était abondante et les vins, sans être très fins, suffisaient à délier les langues. Avant d'échanger leurs informations sur l'assassinat de Charrié, toujours aussi mystérieux, ils évoquèrent avec délice ces déjeuners où un ministre de l'Intérieur, malgré la charge de son ministère, était capable de rester trois heures à table et lâchait juste ce qu'il faut pour alimenter d'un même jet les rubriques politique et judiciaire. Les journalistes, même les plus hostiles, appréciaient ce ministre disert et gouailleur, comme ils appréciaient les envolées passionnées de cet autre, ministre des Affaires étrangères, qui aimait à redessiner la carte du monde au risque de provoquer une troisième guerre mondiale, ou bien la narration plutôt comique d'un congrès par le premier secrétaire du PS de l'époque.

Bref, ces déjeuners bimensuels étaient pour Blanche et Patrick une mine de renseignements. C'était il y a longtemps et cela faisait plusieurs années que ces deux-là n'avaient pas remis les pieds dans ce restaurant. Jouraud avait choisi le Petit Riche, persuadé qu'ils n'y rencontreraient personne. Partageant une copieuse salade de lentilles vertes, ils se demandèrent si l'un ou l'autre des hôtes du premier étage avait pu les repérer. Apparemment non. En tout cas aucun, contrairement à l'habitude, ne vint les saluer.

— Tu crois qu'ils nous ont vus ? demanda Blanche, vaguement ennuyée.

— Non. Je les connais : si cela avait été le cas, ils n'auraient pas fait semblant de nous ignorer. En revanche, je me demande bien ce qu'ils peuvent faire avec Briare. C'est la première fois que je le revois depuis qu'il a fait ses adieux à son équipe de campagne. J'étais persuadé qu'il avait totalement raccroché. On dit que ses affaires vont plutôt bien.

— Oui, il a plus ou moins refait sa vie. Une archéologue, paraît-il. Il n'empêche, tous ceux qui le croisent répètent qu'il n'a pas digéré son échec. Il en veut particulièrement à Charrié et à ses amis. D'ailleurs, peu avant l'assassinat, son ex-bras droit Simon Revers s'en est violemment pris au président du Sénat, l'accusant ni plus ni moins d'avoir été l'un des initiateurs du « complot ». On dit même que le président du groupe sénatorial de la Droite républicaine s'est fait menaçant.

— Tu ne penses tout de même pas que Revers pourrait être lié au meurtre de Charrié, si ?

— Je n'imagine rien. Mais les faits sont les faits et cette altercation intrigue la police. Au point que Revers a été entendu.

— Et alors ? demanda, plutôt sceptique, Patrick.

— Et alors je continue d'enquêter. Je sais que d'autres proches de Briare vont être convoqués. Comme dit le procureur, toutes les

hypothèses sont sur la table. Après tout, des crimes politiques restés non élucidés, il y en a plus d'un. Et la vie de Charrié permet d'imaginer tous les cas de figure. Y compris un crime commandité.

— Tu parles de Briare ? Sérieusement, tu l'imagines payer un tueur à gages ?

— Et toi, Patrick, tu imaginais Briare utiliser les fonds publics pour faire vivre sa famille ? Tu imaginais Briare, l'intègre, l'homme de la messe du dimanche, empêtré dans des affaires qui lui ont coûté sa carrière et ont provoqué la chute de la droite ?

— Franchement non, mais qui l'aurait imaginé ? D'ailleurs il continue de nier en bloc, et reconnaissons que les lenteurs de la justice ont quelque chose de troublant.

Blanche, qui enquêtait depuis des mois sur l'assassinat du président du Sénat, savait que la police avait fouillé les emplois du temps de Briare et de Revers. Elle avait même appris que le juge avait autorisé des écoutes et un relevé de leurs fadettes. La journaliste ne comptait plus les papiers qu'elle avait dû écrire sur cette affaire. Elle-même avait interrogé tous ceux qui de près ou de loin auraient pu y être mêlés. Parmi ceux-là, il y avait bien sûr les convives du premier étage. Mais même avec eux, rien de concluant : ou bien ils ne savaient rien, ou bien ils étaient à peu près aussi mutiques qu'un garde suisse au Vatican. Et plus encore sans doute. Au point que Blanche se demandait parfois si des consignes de silence n'avaient pas été données. Mais par qui ? Et pourquoi ?

Jacques Briare et Simon Revers avaient côtoyé Charrié pendant des années. Derrière le personnage jovial et amateur de bonne chère, ils savaient l'homme secret. Capable de dissimulation, il avait réussi à compartimenter sa vie sans que jamais les différents cercles se rencontrent. Les femmes, le jeu, Charrié était un cauchemar pour ses hommes de sécurité. Avec ses multiples téléphones, il se jouait volontiers de ceux qui prétendaient le suivre. Briare savait tout cela et les risques que prenait Charrié. Mais de là à être abattu dans une rue déserte, la marge était grande ! C'est ce qu'il s'apprêtait à dire aux policiers qui souhaitaient l'entendre. Et à ses amis que Revers avait réunis à sa demande au Petit Riche.

Comme Blanche et Patrick, Briare n'était pas revenu dans cet endroit depuis des années. Comme d'autres, il avait à plusieurs reprises été l'invité de ces journalistes qui se réunissaient à l'époque dans ce salon du premier étage. Il n'était alors qu'un jeune député travaillant dans l'ombre de son mentor, une grande gueule qui tenait tête aux dirigeants du parti majoritaire. Les deux hommes s'étaient éloignés et se parlaient à peine depuis plusieurs années déjà. Mais il n'empêche, l'ombre de cet ogre croqueur de vie si vite disparu n'avait

jamais quitté Briare. Jacques s'était senti d'autant plus seul lorsque l'orage présidentiel lui était tombé dessus. Et puis maintenant, l'assassinat du président du Sénat !

Oui, qu'aurait dit son mentor ? Sans doute aurait-il commenté tout cela avec un grand éclat de rire ou bien se serait-il mis à pleurer sur la République perdue. Selon l'humeur du moment.

Briare, lui, n'avait envie ni de rire ni de pleurer. Il était simplement très énervé par la convocation de la police. Encore une ! Décidément, on ne le lâcherait jamais.

À peine assis, le « patron », comme aimaient l'appeler tous ceux qui étaient autour de la table, se lança dans une violente diatribe contre la police, les juges, le gouvernement et ceux qui voulaient lui « gâcher la vie ».

— Je sais que la plupart d'entre vous ont été entendus dans l'enquête sur l'assassinat de Charrié. Mais pourquoi vous ? Qu'est-ce que vous avez à voir avec cette histoire ? Évidemment ils n'ont rien trouvé. À travers vous, on cherche à me déstabiliser à nouveau. Comme si, parce que les juges n'ont pas réussi à boucler mon dossier, il fallait en ouvrir un autre.

— Calme-toi, Jacques, dit Revers. Ils m'ont interrogé aussi, mais j'ai bien compris qu'ils n'avaient rien, ils naviguent à vue.

— Qu'avais-tu besoin aussi d'aller provoquer Charrié dans un couloir du Sénat ? Tout le monde vous a entendus. Charrié a pourri ma campagne, mais ce n'était pas une raison pour le malmenier comme tu l'as fait.

— C'est à moi que tu dis ça, toi qui clamais à qui voulait l'entendre que Charrié pouvait crever, que ça ne te ferait ni chaud ni froid.

Son ancienne porte-parole, qui jusque-là était restée impassible, força la voix à son tour pour défendre Simon Revers et faire remarquer à Briare qu'il n'avait guère été prudent depuis deux ans. Ce n'était un mystère pour personne que chaque fois qu'il le pouvait, il profitait de l'occasion pour dénoncer Charrié. Charrié et sa bande de comploteurs qui l'avaient dézingué pour mieux se prosterner le moment venu devant Berlau.

— Tu es particulièrement injuste. Depuis deux ans, nous t'avons toujours défendu, dénonçant comme toi les manœuvres dont tu as été victime. Pourtant ce n'est pas facile. À toi l'argent, les dîners avec les grands patrons, les ministres russes ou chinois. À nous les petits boulots et les médiocres reconversions. Quant à ceux ici qui ont sauvé leur siège de sénateur ou de député, ils bénéficient au mieux d'une hypocrite commisération, au pire de sarcasmes vengeurs.

— Pardon, mais cette convocation de la police remue une boue dont je ne suis pas tout à fait lavé. C'est insupportable.

— Nous le comprenons, Jacques, lui répondit Revers qui s'inquiétait

de la tournure qu'était en train de prendre le déjeuner.

— Nous sommes là pour nous serrer les coudes, conclut Briare. On a déjà assez souffert de nos divisions il y a deux ans, ce n'est pas le moment d'en provoquer de nouvelles. Personne ici ne croit que l'un d'entre nous est pour quoi que ce soit dans l'assassinat de Charrié. Mais ce n'est pas nous qu'il faut convaincre, c'est la police.

Il était plus de 15 heures lorsque Briare et ses amis se séparèrent. L'ancien candidat retint un instant son ami Simon.

— Ils veulent surtout m'interroger sur mes relations avec les Russes. Qui je vois ? Avec qui je suis en affaires ? Certains d'entre eux paraît-il sont liés à la mafia. Je veux que tu saches que je n'ai rien à voir avec ces gens-là. Comment peuvent-ils imaginer que je les auras utilisés contre Charrié, c'est absurde !

— C'est absurde, rétorqua Revers, mais pour les juges c'est forcément une piste. Et ils ne la lâcheront qu'après l'avoir exploitée jusqu'au bout. À toi de leur montrer que ça n'a aucun sens. Et puis quel mobile ? La vengeance ? Un peu court !

Le soleil avait envahi le salon privé que Briare semblait quitter à regret. Il aurait aimé que ce déjeuner se passe différemment. Ce devait être un repas de retrouvailles, ce fut au final un moment assez pénible. Sorte de piqûre de rappel : décidément, il n'en finirait jamais avec cette politique qu'il avait tant aimée, puis détestée, et qui l'avait conduit au bord du gouffre.

Il descendit les marches plus énervé encore que deux heures plus tôt. Revers et lui sortirent du restaurant sans un regard pour les quelques convives encore attablés au rez-de-chaussée. Un rapide remerciement au patron et Briare disparut, happé par les embouteillages toujours aussi nombreux rue Le Peletier. Quelle idée avait eue Revers de choisir le Petit Riche !

D'autant que Blanche Dubois et Patrick Jouraud, qui achevaient leur deuxième café lorsque Briare était passé sans les voir, étaient aux premières loges. Et pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que le déjeuner du premier étage n'avait guère permis aux convives de goûter à leur juste saveur la tatin d'endives aux noix et la quenelle de brochet maison sauce crustacés qu'on leur avait servies. Blanche et Patrick n'avaient pu saisir le détail des propos, mais la journaliste était au premier étage lorsque des éclats de voix s'étaient fait entendre à travers la porte fermée. De ces bribes d'échanges Blanche avait retenu que Briare ne décolerait pas et que ses compagnons de déroute, malmenés plus que de raison par leur ancien patron, n'étaient sans doute pas près de se réunir à nouveau. À peine redescendue, Blanche s'était empressée de rapporter ces morceaux de phrases plus ou moins bien captés : convocation de la police... voyage à Moscou... mafia

russe...

9.

Dans le taxi le conduisant gare de Lyon, Jouraud, qui se partageait entre Paris et Marseille, appela Michel Montigny à *France Hebdo*. Depuis vingt ans, Montigny collait aux basques des policiers, au point de se prendre parfois pour l'un d'entre eux. Souvent hâbleurs et amateurs de manipulations dans lesquelles ils se perdaient eux-mêmes, ils étaient ainsi trois ou quatre journalistes à Paris à connaître dans les moindres détails le fonctionnement des différents services de police et leurs guerres internes. Les patrons de rédaction avaient appris à prendre distance et recul vis-à-vis de ces collaborateurs à la déontologie parfois élastique, mais finalement bien utiles lorsqu'il s'agissait de chercher des informations concernant des affaires sensibles et accessoirement d'aller fouiller dans les poubelles.

Sans entrer dans le détail, prenant garde au chauffeur qui n'en perdait pas une miette, Jouraud raconta à son rédacteur ce déjeuner improbable au Petit Riche. Pas de véritable information, mais une impression. La piste Briare ? Franchement incertaine, mais après tout... Jouraud était connu pour ses intuitions. Un peu trop romanesques parfois, au point que l'on disait souvent avec une certaine méchanceté Patrick plus romancier que journaliste. Et alors ? Puisque Montigny, comme ses confrères, n'avait jusqu'ici rien trouvé de probant, pourquoi ne pas explorer cette voie ?

— D'accord, dit le reporter. Je vais appeler Briare en lui faisant le numéro de celui qui sait.

— Oui mais sois crédible, parce que pour l'instant nous n'avons rien de précis.

— Si, un déjeuner qui devait rester secret.

— Tu as l'heure et le restaurant. De quoi l'impressionner.

— Il lui en faudra sans doute plus, mais c'est un début. Je l'appelle. On verra bien.

Dans l'immédiat, Michel Montigny allait surtout constater que malgré le peu d'éléments concluants, Blanche une fois de plus avait

plusieurs longueurs d'avance. Tant d'années passées à planquer avec les flics et à enquêter en parallèle, de quoi se forger de solides amitiés avec la plupart des pontes de la criminelle. Elle avait même eu une liaison avec l'un d'entre eux pendant plusieurs mois. Ce qui n'avait pas manqué à l'époque de provoquer la jalousie de journalistes toujours prompts à justifier par des sous-entendus sexistes et salaces le vide de leurs enquêtes face aux informations souvent exclusives de leur consœur. Faisant mine au passage d'ignorer que bien souvent ce sont les magistrats et les policiers qui de leur propre chef communiquent leurs documents ou leurs investigations aux journaux qu'ils ont choisis.

Blanche faisait partie de ces privilégiés qui recevaient, le plus souvent anonymement, des documents théoriquement secrets et qui, comme par miracle, se retrouvaient l'après-midi même dans le journal. Mais sur l'assassinat de Charrié, rien de tout cela : aucune lettre anonyme, ni document mystérieux, la grande reportere devait se débrouiller toute seule. Ses amis de la police et de la magistrature avaient multiplié les interrogatoires, les perquisitions, ils avaient échafaudé mille hypothèses. La plupart s'étaient effondrées, enterrant à chaque fois un peu plus l'espoir de découvrir le ou les auteurs de ce meurtre qui était en bonne voie de rejoindre la longue cohorte des affaires non résolues et bientôt classées.

La piste Briare ? Les magistrats la trouvaient difficilement crédible. Pour eux Briare était un faible qui s'ignorait, masquant depuis des années ses défauts par des coups de menton qui le faisaient croire déterminé. Têtu jusqu'à la bêtise plutôt que courageux, il faisait illusion auprès de ses militants et de ses électeurs, toujours prêts à se donner un chef. En vérité le juge Bringuier et ses confrères avaient trop de mépris pour Briare pour faire de lui le commanditaire d'un assassinat politique.

Mais contrairement au magistrat, la commissaire Maestracci, l'une des meilleures de la criminelle, était plus prudente. Elle était notamment très intriguée par ce qu'avaient révélé des écoutes et une perquisition dont elle s'était bien gardée de parler à son amie Blanche. Non seulement Jacques Briare conseillait quelques-uns des principaux industriels russes, notamment Vladimir Igorovitch, le P-DG de la première entreprise gazière du pays, mais ces écoutes attestaient qu'il avait eu des liens directs avec l'un des bras droits de ce dernier. Un certain Dimitri, mafieux notoire, qui n'avait jamais hésité à utiliser des hommes de main pour exécuter ses basses œuvres.

Et sur l'enregistrement du 17 octobre 2019 – quelques jours avant l'assassinat de Charrié –, on reconnaissait la voix de Briare.

« Allô, Dimitri ?

— Comment vas-tu, Jacques ?

— Bien, mais j'ai besoin de toi. Tu es le seul à pouvoir me rendre ce service. Je sais que tu comptes parmi tes collaborateurs un jeune Serbe que tu aimes beaucoup, tu vois qui je veux dire ?

— Oui, très bien.

— J'aimerais que tu me donnes ses coordonnées. Il faut que je le contacte rapidement.

— Bien sûr, mais certainement pas par téléphone. Quand viens-tu à Moscou ?

— En début de semaine prochaine.

— Parfait, je te les donnerai à ce moment-là. »

La neige tardive qui s'était abattue sur Moscou ayant bloqué momentanément l'aéroport, Briare avait dû remettre de quelques jours son voyage. Le conseiller commercial de l'ambassade de France, qui avait organisé un dîner en l'honneur de l'ancien candidat, manière de faciliter ses contacts mais aussi de le suivre à la trace, avait assuré que Briare n'avait rencontré finalement ni Dimitri en déplacement à l'étranger ni quiconque proche de lui. Les écoutes n'avaient rien fait apparaître d'anormal, mis à part un rendez-vous sans doute très privé avec une call-girl moscovite.

Mais un SMS envoyé à Dimitri l'avant-veille du meurtre avait intrigué les policiers. Jacques Briare renouvelait sa demande pressante. Texto resté sans réponse. D'autant plus étrange qu'à la faveur d'une perquisition, l'un des enquêteurs, qui n'avait rien repéré de suspect dans les agendas de l'ancien candidat, avait découvert un Post-it écrit de sa main mentionnant un dîner prévu avec le président Charrié le soir de son assassinat.

Cela commençait à faire beaucoup et justifiait amplement la convocation de Briare. Qui s'était bien gardé de donner tous ces détails au sénateur Revers et à ses amis du Petit Riche.

Que savait vraiment la police ? Était-elle au courant de ces rencontres à Moscou et de ces échanges avec Dimitri ?

Et puis difficile pour celui qui criait vengeance de faire croire aux policiers qu'il avait prévu avec Charrié un dîner de copains !

Blanche, elle, avait surtout retenu de ce déjeuner au Petit Riche les éclats de voix et des invectives plutôt inattendues dans ce contexte, même si à droite ce genre d'échange d'amabilités faisait partie du quotidien depuis les élections. Des blessures mal refermées, des rancœurs à fleur de peau, des frustrations indigestes, décidément cette droite – ou ce qu'il en restait – était plus morte que vive. La centaine de députés qui cohabitaient à l'Assemblée s'épuisait dans des anathèmes meurtriers. Et Pierre Lassry, le tout nouveau président de la Droite républicaine, qui jouait la carte « plus à droite tu meurs », avait beau appeler chacun à se rallier, l'impuissance politique de son

camp était en train de virer à la déroute historique. Pourtant ce n'était pas faute pour Lassry d'avoir essayé. Critiquant un président de la République qui, disait-il, n'était que la « copie plus présentable de son prédécesseur », insistant sur l'absence de résultats tangibles derrière les pétitions de principe et les discours fumeux, dénonçant la perte d'autorité après certains renoncements spectaculaires et les promesses non tenues. Rien n'y faisait. Certes le chef de l'État avait connu des hauts et des bas, mais il était très apprécié par ses homologues étrangers, envié à Berlin comme à Londres, et il semblait, après son spectaculaire voyage aux États-Unis et ses nombreuses visites d'État, surfer sur un paysage politique qui le replaçait inéluctablement au centre du jeu. Bref, dix-huit mois après l'élection, Berlau continuait de gouverner sur les décombres encore fumants d'une classe politique réduite à de médiocres acquêts.

Et voilà qu'à droite, dans ce paysage aussi noir et sinistre qu'une forêt de sapins en hiver, les derniers fidèles de Jacques Briare s'écharpaient à leur tour. Une aubaine pour Blanche, qui n'avait plus grand-chose à écrire sur l'assassinat de Charrié.

Rentrée au journal en pestant contre les financiers qui avaient décidé pour raisons d'économie d'exiler la rédaction loin du cœur de Paris, elle parcourut au pas de course les couloirs déserts à cette heure-là pour entrer tout excitée dans le bureau du directeur de la rédaction, le seul joignable en cette fin d'après-midi. Blanche raconta avant même de s'asseoir ce qu'elle venait de voir et d'entendre à son patron, Philippe Morel.

— Philippe, tu ne vas pas le croire, mais j'ai déjeuné à côté de Briare.

— Je te croyais avec Jouraud au Petit Riche.

— Oui, mais au premier étage il y avait Briare, son copain Revers et plusieurs proches. Au total ils étaient huit.

— Et alors ?

— Je n'ai pas tout entendu, mais ce déjeuner ressemblait plus à un règlement de comptes qu'à des retrouvailles de vieux amis.

— Tu as de quoi faire un papier ?

— Plus même, j'ai l'impression que l'assassinat de Charrié n'a pas fini de faire des vagues à droite.

— Et Briare là-dedans ?

— Eh bien justement, il n'a pas l'air très clair dans cette affaire.

Morel imaginait déjà sa une, et savourait, tout en se disant que cela ne serait pas facile d'imposer ce papier au chef du service politique. Il faut dire que ce dernier était particulièrement jaloux de ses prérogatives. D'autant plus cassant qu'il avait dû s'imposer à trente-quatre ans aux vieux caciques du journal.

Philippe Morel appréciait le travail de Blanche. Cela faisait plus de

vingt ans qu'ils se côtoyaient, lui jeune stagiaire au service à l'époque, elle déjà reportere aguerrie aux informations générales. Blanche, qui avait toujours refusé les postes hiérarchiques par peur de s'enfermer loin du terrain, était depuis longtemps spécialisée dans les enquêtes au long cours, celles qui lui permettaient d'organiser sa vie « hors les murs », comme elle le disait elle-même. Grâce à ce statut très particulier qu'elle partageait avec une consœur du journal, il leur arrivait de disparaître ainsi pendant des semaines, se partageant entre leur travail au quotidien et la préparation de leur nouvel ouvrage à quatre mains. Au journal, on reconnaissait le talent des deux journalistes, même si certains s'agaçaient de cette indépendance revendiquée qui n'était accordée qu'à elles seules.

Morel, réputé pour son nez et un sens aigu de l'information, promit à Blanche d'évoquer ce mystérieux déjeuner dès le lendemain matin à la conférence de rédaction. Ce qui fut fait et bien fait, puisque l'après-midi même le journal publiait en première page une photo de Jacques Briare titrée :

Du rîfîfî au Petit Riche

Et ces quelques lignes d'appel :

Un déjeuner au goût amer pour l'ancien candidat Jacques Briare qui a dû affronter la mauvaise humeur de ses derniers partisans

À l'intérieur, sur trois quarts de page, Blanche, après avoir reconstitué les morceaux de phrases entendus et passé quelques coups de téléphone bien choisis, détaillait ce déjeuner qui n'avait pas seulement désagréablement sonné aux oreilles de l'ancien candidat mais laissé la plupart de ses hôtes dans une étrange expectative. Que savait vraiment Briare sur la mort de Charrié ? Qu'avait-il fait ou pas fait qui pourrait avoir un rapport avec le meurtre ?

À peine publié, l'article fit le tour des rédactions. Les chaînes d'info reprirent et diffusèrent en boucle ces informations. Sur les réseaux sociaux, il n'était plus question que de Briare revenu bien malgré lui à la une de l'actualité. À l'Assemblée nationale bruissaient les rumeurs les plus fantaisistes, invérifiées et évidemment invérifiables.

Les députés de la majorité se délectaient, ceux de la Gauche d'abord ricanaient, quant à la droite, elle avait déserté non seulement l'hémicycle mais également la salle des Quatre-Colonnes pour y éviter toute rencontre inopportune.

Blanche avait réussi son coup. Dans le camp de Pierre Lassry, c'était la consternation. Non seulement la droite n'avait toujours prise sur rien, non seulement la déferlante majoritaire continuait de la laminer,

mais voilà que son ancien candidat resurgissait d'entre les morts politiques pour l'enfoncer un peu plus.

En privé, Lassry ne décolérait pas. Convoqué dans son bureau, Fernand Sprery, le député des Alpes-Maritimes devenu l'un de ses plus proches soutiens, en fit les frais le soir même.

— Briare, tu le connais bien, tu as travaillé avec lui pendant des années. Il va continuer de nous pourrir la vie longtemps comme ça ?

— Je crois Briare incapable d'organiser quoi que ce soit contre Charrié. Trop peur des conséquences. Et puis il est passé à autre chose.

— Je n'en suis pas si sûr. On me dit qu'il n'a toujours pas accepté sa défaite. Et que le simple fait d'entendre prononcer le nom de Charrié le rend hystérique. En tous les cas, avec cette affaire, Briare va mettre encore un peu plus la pagaille au sein du parti.

Certes Briare ne pesait plus d'aucun poids ni dans le parti ni dans l'opinion, mais son passé pouvait faire mal et revenir en boomerang sur les nouvelles têtes d'affiche que la droite s'était données. Il fallait éteindre au plus vite les risques d'embrasement et le retour au « tous pourris » qui avait fait exploser les prédécesseurs de Lassry.

Rendez-vous fut donc pris avec Audrey Crespo-Mara dans les locaux d'Europe 1. Cette fois le chef de la Droite républicaine avait la ferme intention de se démarquer d'un ancien monde politique devenu encombrant. Le président de la République le faisait depuis un an et demi. À lui de jouer maintenant.

Bonne pioche pour la journaliste, qui n'en attendait pas tant. Son invité n'eut pas de mots assez durs pour Briare tout en attaquant le chef de l'État et son gouvernement, incapable de trouver les assassins du président du Sénat. Et hors antenne ce fut plus violent encore. Dans le bureau du directeur de la rédaction transformé pour l'occasion en salle de petit déjeuner, Lassry n'hésita pas à mettre en doute la compétence des enquêteurs, affirmant sans preuve que certains en savaient plus qu'ils ne le disaient. Et comme les journalistes évoquaient l'idée d'un crime de rôdeur, il balaya cette hypothèse d'un revers de main.

— Aucun doute, c'est un crime politique !

Une certitude qui laissa dubitatifs ses hôtes. Que savait-il vraiment, lui, Lassry, connu pour fonctionner à coups de bluffs et de manipulations ?

Marseille, février 2020

Une semaine de pluie et d'orages, c'était suffisamment rare au mois de février pour que *La Provence* ait décidé d'en faire sa une avec la photo de passants marchant à grands pas sur la Canebière, plus bretons que nature dans leurs cirés jaunes. Les Marseillais en auraient presque perdu leur accent pour conter ce cataclysme météorologique. Au huitième jour, le mistral avait succédé à la pluie, assurant un séchage si rapide qu'en quelques heures Marseille, lessivé comme jamais par ces grandes eaux, brillait à nouveau comme un sou neuf. Arrivé au soleil couchant, Jouraud, lui, ne vit rien de la cité phocéenne envahie par les pluies. Et cette semaine de vacances était la bienvenue. Il n'avait pas apprécié que Montigny se fasse doubler par Blanche. Fort heureusement les jours à venir s'annonçaient d'autant plus excitants qu'il devait les passer avec Monica Byrnes, une Américaine rencontrée trois ans auparavant. Elle devait arriver le lendemain en fin d'après-midi, le temps pour lui de savourer sa ville, de la déguster comme on goûte à un plat longtemps désiré. Il commença tôt le lendemain matin.

Le Vieux-Port était lumineux et quasiment désert. Depuis que la circulation était interdite côté mairie, c'était un délice que de prendre un petit déjeuner à l'heure où le soleil, encore bas, donnait un éclat particulier aux coques des rares bateaux de pêcheurs amarrés entre deux yachts. Patrick avait ses habitudes au Bar de la Mairie. Il aimait y humer l'air de la ville en prenant un premier café avec les habitués du quartier. Et un deuxième avec les élus qui venaient grappiller les informations du jour avant de s'enfermer dans le sublime hôtel particulier du ^{xvii}e siècle qui abrite les bureaux du maire. Jouraud aimait à dire qu'à Paris, il épuisait son plein de vie marseillais. Ses poumons, c'était comme une batterie qui ne pouvait se recharger qu'à l'air du Midi, celui des calanques et des falaises du cap Canaille.

C'est Monica qui lui avait proposé de le rejoindre. Six jours et six nuits pour eux seuls loin du journal, loin du Capitole. Patrick avait souvent parlé de Marseille à sa maîtresse. Il était intarissable sur l'histoire de la ville, plus connue aux États-Unis pour les exploits de la French Connection que pour la beauté de ses côtes. Réducteur et caricatural, même s'il est vrai que Marseille a toujours aimé offrir d'elle-même des photos déformées. La baguette à Paris, le pastis sur la Canebière et les malfrats un peu partout, la compagne de Jouraud avait beau travailler à Washington, elle n'échappait pas aux clichés les plus éculés. Le journaliste, qui s'en agaçait, avait donc décidé de lui montrer le vrai Marseille. Il était né tout à côté, à Aix, et n'avait pas mis longtemps pour tomber amoureux de cette ville si chère au cœur de Pagnol. À l'époque, il n'y avait pas le Mucem, le Panier était un vieux quartier délabré, les immeubles de la Canebière étaient noirs et les fantômes de Panisse et de M. Brun se mêlaient aux putains qui tapinaient derrière le Vieux-Port. Mais Patrick adorait. Au point de s'astreindre depuis près de quinze ans à des allers-retours hebdomadaires. TGV de 6 h 41 le lundi matin gare Saint-Charles, ce qui lui permettait de diriger la conférence du journal qui avait lieu chaque semaine à 10 heures, et retour le jeudi soir par le train de 17 h 37 ou par le dernier avion.

Du Vieux-Port il disait souvent que c'était sa « came quotidienne ». D'ailleurs qui ne l'aime pas, ce Vieux-Port, avec sa navette centenaire entre les deux rives ? Et Jouraud n'aimait rien tant que ce front de mer interminable qui enserre la moitié de la ville. Il ne se lassait jamais de ce bleu profond unissant ciel et mer dans lequel baigne le château d'If. Ce château d'où le futur comte de Monte-Cristo s'était évadé pour conquérir Paris. Patrick avait un faible pour les œuvres de Dumas, souvent méconnues et méprisées par les critiques, plus inspirés par Balzac et Zola. Lui avait fait de Dumas son exemple. Il appréciait plus que tout la précision de ses enquêtes, son sens du feuilleton, la légèreté de son style et le côté grand public de ses livres.

Enfin, il y avait la Canebière. Patrick éprouvait toujours la même émotion devant cette vaste perspective ouverte sur la mer et envahie par les odeurs où se mêlent l'iode et le sel. Une émotion qui l'immergeait dans ses amours adolescentes. Marseille avait été son premier amour. Il y avait fait ses études et beaucoup la fête. C'était d'ailleurs dans une boîte de nuit qu'il avait rencontré sa première femme, une jeune prof de philo. Peu de temps après, ils s'étaient installés à Paris, où il avait décroché un premier job au journal *L'Univers*. Touche-à-tout talentueux, le journaliste passait sans difficulté du fait divers crapuleux à l'interview d'un chanteur célèbre. Il aimait bien cette vie qui lui permettait de remplir ses journées sans avoir à se poser trop de questions. Jusqu'au jour où on lui avait

proposé d'entrer au service politique. Au début, Jouraud avait regardé avec une affectation vaguement distante ce monde qu'il avait entraperçu à Marseille. C'était juste avant de découvrir ces moments privilégiés de la politique que sont les campagnes électorales. Ces milliers de kilomètres parcourus par des hommes et des femmes que la fatigue semblait avoir à jamais épargnés. Ces moments hors du temps où le reste du monde était mis entre parenthèses, où chaque homme politique semblait sacrifier sans regrets ni remords famille et amis pour gagner une parcelle de pouvoir. Jouraud s'était pris de passion pour ces jeux du cirque. De Quimper à Grenoble, de Nevers à Ussel, il ne voyait généralement rien d'autre qu'une grand-rue ou une place déserte, mais peu importe, ce qui comptait c'était la cohorte que formaient les journalistes accompagnant le candidat et son entourage. Comme ses confrères, il avait pris goût à ce jeu dérisoire qui consistait à obtenir une place dans l'avion privé de la vedette politique du moment. À l'époque, il n'aimait pas beaucoup l'avion, il devait se faire violence pour aller voir sa mère restée à New York, mais aux côtés des candidats et dans des situations autrement plus risquées, la peur lui était interdite. C'était le métier, c'était la politique, il avait le sentiment que rien ne pourrait lui arriver ni mettre un terme à cette forme de chevauchée fantastique.

C'est à l'occasion d'une de ces campagnes que Marseille s'était à nouveau invité dans sa vie. Exceptionnellement ce jour-là, le candidat et les journalistes qui le suivaient pour un grand meeting prévu au parc Chanot étaient en avance. Apparemment les organisateurs locaux et l'équipe parisienne ne s'étaient pas compris. Deux heures à meubler qu'il avait passées en compagnie du maire, sans doute le meilleur des guides pour Marseille. Un dinosaure de la politique qui aimait raconter sa ville, son histoire, ses calanques, ses plages, Notre-Dame-de-la-Garde avec un mélange de sérieux et de drôlerie qui faisait la joie de ses électeurs. Il était surtout très fier de ce musée qui retraçait l'histoire de la cité phocéenne, emmenant ses auditeurs dans un voyage immobile et passionnant au cœur de la Grèce et de la Rome antiques. Avant le meeting, la petite troupe avait terminé son périple au vallon des Auffes chez Fonfon, l'incontournable rendez-vous des amateurs de bouillabaisse. C'est ce soir-là que Patrick, contemplant ces maisons – auxquelles étaient amarrés quelques bateaux de pêche multicolores –, avait compris qu'il ne pourrait plus rester très longtemps éloigné de Marseille. Il avait trouvé sans difficulté un petit cabanon à louer à l'Estaque. Sommaire mais suffisant pour une utilisation encore très épisodique à l'époque. Quelques années plus tard, à nouveau célibataire et devenu patron de *France Hebdo*, il avait choisi d'abandonner le bord de mer pour un appartement beaucoup plus spacieux au cœur de la ville qui lui permettait de humer sa chère

Provence trois heures seulement après avoir quitté la capitale. Cet appartement, il l'avait cherché longtemps. Pas trop près des quartiers difficiles, pas trop loin de chez Fonfon. Il avait finalement déniché, à deux pas de l'Opéra et du musée Cantini, rue Paradis, un endroit bizarrement tarabiscoté mais dans lequel il avait immédiatement trouvé ses marques : une pièce de réception transformée en grand bureau, puisqu'il n'avait nulle intention d'y recevoir qui que ce soit, des chambres dont l'une immense et deux autres pour ses enfants qu'il voyait à vrai dire assez peu. Mais l'essentiel était que chez lui, ils soient chez eux. Pour être sûr de les attirer au moins le temps des vacances, il avait d'ailleurs acheté une maison à Jouques, rue des Lavandins, à quelques kilomètres d'Aix-en-Provence, persuadé que la piscine située juste au-dessous d'une terrasse ombragée saurait les retenir plus que de longues palabres. Cette maison, Patrick s'y sentait bien au point de ne jamais manquer d'y passer une soirée lorsqu'il venait à Marseille. Il y retrouvait les milliers de livres déménagés de Paris. Marseille l'hiver, Jouques l'été, *France Hebdo* au milieu quatre jours par semaine, et bientôt trois, sa vie était désormais celle qu'il avait choisie. Il y était libre dans une ville qu'il aimait et dans un paysage qui l'apaisait.

Voilà pourquoi sa voluptueuse maîtresse américaine qui partageait ses amours méditerranéennes avait suggéré qu'ils se retrouvent dans le Sud. Mais à l'hôtel plutôt que chez lui. Il avait opté pour le Petit Nice, un cinq étoiles qui mariait la ville et la mer. Parmi les seize chambres, il n'avait pas pris la plus grande mais celle qui avait la plus belle vue sur les îles. De toute façon, lorsqu'ils passaient quelques jours ensemble, ce n'était pas pour faire du tourisme ! Certes la jeune femme appréciait la cuisine française et les bons vins – et quoi de meilleur que les rougets avec poutargue et caviar Kristal ou la soupe d'oursins ? –, mais elle concevait surtout les vacances avec Patrick comme un marathon amoureux et préférait de loin une chambre avec ou sans vue sur mer à la visite guidée de la montagne Sainte-Victoire.

Ils s'étaient rencontrés à Washington trois ans plus tôt, dans un restaurant réputé pour ses viandes, le Fogo de Chão. Jouraud, qui passait chaque année quelques jours avec sa famille à New York, avait pris l'habitude avant de rentrer en France de faire un détour par Washington. Juste pour le plaisir. Il aimait le contraste entre l'atmosphère fébrile qui agitait le Congrès et la sérénité endormie du reste de la ville. Il aimait y retrouver ses amis américains rencontrés il y a près de quarante ans lorsque son père français et sa mère new-yorkaise étaient encore mariés. Attaché à l'ambassade de France, son père l'emmenait souvent en fin d'après-midi au Capitole, avant de rentrer dans la grande villa mise à leur disposition à la frontière du

Maryland.

Ce jour-là, Jouraud devait reprendre l'avion d'Air France de 18 h 05, ce qui lui laissait largement le temps de déjeuner. Assise seule à la table qui lui faisait face, une femme d'une trentaine d'années avait l'air d'attendre elle aussi. Patrick, dont le goût des femmes ne restait jamais longtemps inassouvi, lui sourit après que l'inconnue lui eut adressé des regards sans équivoque. Comme si elle savait déjà. Et c'est ainsi que ce déjeuner qui s'annonçait sans saveur devint celui de tous les possibles. Elle s'appelait Monica Byrnes, travaillait au Washington State General Administration Building et faisait partie du cabinet de l'un des deux sénateurs démocrates du Massachusetts dont elle était la conseillère juridique. Un travail d'équipe qui permettait à Monica de jouer un rôle politique discret mais bien réel. Elle était brune, fine et surtout volontaire comme l'avait démontré son attitude à l'égard de cet homme qu'elle ne connaissait pas quelques minutes auparavant. Accepter de se faire draguer dans un restaurant aux États-Unis est un signe de vraie liberté ou de totale inconscience !

Ses yeux bleu pâle éclairaient un visage d'ordinaire plutôt sévère mais qu'enjolivaient une bouche bien dessinée et une légère fossette au creux du menton. La veste de son tailleur-pantalon noir impeccable s'ouvrait sur une chemise de soie couleur ivoire sur laquelle se détachait un pendentif que Patrick reconnut immédiatement. Il avait offert le même à son ex-femme. Une tête de panthère en or rose incrustée de diamants créée par Anita Ko. Monica relevait régulièrement d'un geste la longue mèche qui tombait sur son front et ses yeux parfaitement maquillés donnaient d'elle l'image d'une riche héritière plus intéressée par les mondanités que par la paperasserie juridique. Patrick lui laissa sa carte lorsqu'ils se séparèrent à la fin du déjeuner. D'une poignée de main et d'un dernier regard qui disaient déjà la suite, ils se quittèrent sans promesse inutile.

Trois mois plus tard, Monica Byrnes débarquait à Paris. Elle avait prévenu Patrick qu'elle comptait y passer quelques jours et espérait bien le voir quelques minutes. Quelques minutes ? En fait la jeune femme resta près d'une semaine. Ils savaient leur relation amoureuse inévitable depuis ce déjeuner. C'était le printemps, Patrick avait retenu pour ce premier soir une table à la Maison blanche, un restaurant parisien installé sur le toit d'un immeuble d'où l'on dominait tout Paris. Entre eux ils parlaient anglais mais, d'une voix assurée, c'est en français que Monica, tout en goûtant une lotte à la prune rouge, murmura à l'oreille de Patrick :

— Je meurs d'envie de faire l'amour avec vous... Avec toi.

Manquant de répartie, Patrick répondit assez platement : « Moi aussi », à la fois surpris par le côté direct de la jeune femme et ébloui à l'idée qu'ils seraient bientôt amants.

Sans même attendre la fin du dîner, toujours aussi abrupte, Monica proposa son hôtel, le Lutetia. Il connaissait bien ce palace de la rive gauche, ses vastes salons où se donnaient rendez-vous le soir venu journalistes et hommes politiques, gens de théâtre et patrons de télévision. L'idée d'y retourner avec elle l'amusait. Après un dernier Bellini au bar, ils se retrouvèrent dans la chambre de la jeune femme. Patrick la désirait d'autant plus fort qu'il la connaissait à peine. Du désir ? s'interrogea-t-il. Pas sûr. Une sorte de passion plutôt pour ses lèvres parfaitement dessinées, pour ses seins qu'il apercevait sous son chemisier, pour ce sexe si souvent imaginé et dont il pressentait qu'il serait la source de plaisirs rares. Il n'eut guère le temps de se demander ce qu'il pourrait faire ou ne pas faire, ce fut elle qui, la porte à peine refermée, l'attira pour l'embrasser. Il aima tout de suite sa bouche chaude et tendre, sa langue si experte, son corps qui se collait au sien. Il était si pressé de la posséder que sa première prestation sexuelle n'eut rien d'éblouissant. Juste celle d'un homme découvrant l'amour comme un adolescent. Ni déçue ni énervée, au comble de l'excitation pourtant, la jeune femme sourit seulement en lui disant à l'oreille, en anglais cette fois :

— Nous avons toute la nuit.

Un peu plus tard, après l'avoir longuement caressé, sentant sous ses doigts le membre de Patrick se durcir à nouveau, elle le fit entrer en elle et garda l'initiative. Entre eux l'amour fut à la fois violent et doux, fort et tendre, jamais médiocre. Pendant quatre jours, ils ne quittèrent pratiquement pas la chambre, se découvrant, s'attendant l'un l'autre, maîtrisant leur désir pour partager un plaisir chaque fois différent. De ces quatre jours, leurs corps gardèrent l'empreinte. Au point de former un couple étrange, scellé par un désir jamais complètement assouvi au cours de leurs brèves rencontres. Quelques week-ends à Paris, huit jours l'été dernier passés à Washington et maintenant cette semaine à Marseille.

L'avion d'American Airlines était à l'heure et malgré la longueur du voyage Monica avait l'air de sortir de sa salle de bain, fraîche et maquillée. « Comme elle est jeune ! se dit Patrick. Et comme elle est belle ! » En jean bleu et pull-over blanc qui dessinaient à merveille son corps filiforme, un manteau blanc cassé sous le bras, elle n'avait pour tout bagage qu'une valise cabine. Comme si elle savait déjà qu'elle passerait plus de temps pendant son séjour déshabillée que portant des robes du soir !

Lorsqu'ils arrivèrent à l'hôtel, le soleil déclinait et un léger mistral donnait à la côte et aux îles un relief qui n'appartenait qu'à Marseille. Dans le jardin, seul le cri des mouettes venait troubler un silence enchanteur. Monica était fascinée par la beauté de ces paysages qui ne

lui rappelaient rien de ce qu'elle connaissait. Leur chambre était élégante et sobre. Patrick descendit au bar, laissant à sa maîtresse le peu de temps dont elle avait besoin pour ranger ses affaires.

Impatient, il n'attendit guère plus d'un quart d'heure, lui ayant fait comprendre que la nuit pourrait commencer plus tôt que prévu. Elle ne s'y était pas trompée puisqu'elle l'attendait à peine vêtue d'un déshabillé en soie ouvert sur sa nudité. La couleur du peignoir, d'un vert ardent combiné à un rouge éclatant, l'avait d'ailleurs surpris.

— C'est chinois, lui dit-elle comme pour s'excuser.

Un achat fait à Pékin quelques semaines plus tôt. « Tiens, se dit-il, dans aucun de ses mails, aucun de ses coups de téléphone, elle ne m'a parlé de la Chine. » De quel souvenir était porteuse cette étoffe soyeuse ? se demanda Patrick, intrigué, tout en se gardant bien de poser la question. Après tout, elle était libre, comme lui, et à Paris, à l'aube de leur aventure, non seulement ils ne s'étaient pas juré fidélité, mais ils étaient convenus qu'ils ne se devaient rien. Leur entente physique n'impliquait aucune dépendance. « Addiction, peut-être, avait-elle plaisanté, mais à dose contrôlée. » Les sentiments étaient priés de rester à la porte de leur désir. Monica ne savait pas grand-chose de son amant, sinon qu'il aimait les femmes, et c'était d'autant mieux ainsi que Patrick, de son côté, n'ignorait pas qu'à Washington elle menait une vie sans contrainte. Elle savait juste qu'il était divorcé, qu'il alternait vie parisienne et refuge marseillais, et qu'il dirigeait l'un des journaux les plus influents de France. De toute façon en ce début de soirée, dans ce palace marseillais, la politique n'avait pas sa carte d'entrée. Près d'un an qu'ils ne s'étaient pas vus et l'éloignement, les fantasmes nourris par l'absence n'avaient fait qu'accroître l'envie qu'ils avaient l'un de l'autre. Au point qu'ils se disaient que cette distance obligée était certainement le meilleur des carburants pour alimenter leur passion et laisser libre cours à leur imaginaire érotique. Comme s'ils étaient d'autant plus libres dans leur jouissance qu'ils étaient étrangers l'un à l'autre.

Malgré cela et malgré un désir qu'il pouvait difficilement cacher, Patrick desserra son étreinte et proposa à Monica de redescendre au bar. Après tout ils avaient une semaine devant eux et prolonger l'attente était une forme de jeu sexuel qu'ils appréciaient tous les deux. Et puis Jouraud avait d'autant plus besoin de parler, de faire partager à cette spécialiste de la politique américaine la complexité de la situation en France qu'en réalité il avait beaucoup de mal à chasser de son esprit le meurtre de Charrié et l'atmosphère d'incertitude qui pesait sur la politique française. Cette invitation à dîner était aussi une manière pudique et élégante de signifier à Monica que leur relation n'était pas que sexuelle, qu'il avait pour elle une admiration vraie et qu'il n'était pas fâché d'afficher, lui d'ordinaire si discret, la beauté et

le charme de celle qui l'accompagnait. Elle mit la seule tenue un peu chic qu'elle avait emportée, une robe fourreau de soie noire. Au bar, les deux amants burent le champagne proposé par un barman qui savait d'expérience que les Américaines préfèrent le rosé. Patrick se montra ce soir-là presque amoureux. En tous les cas plus empressé que pressé et ce fut délicieux. Tout se conjugia pour faire de cette soirée un moment inattendu et tendre : le coucher de soleil, le parfum de fleur d'oranger dans le jardin, la douceur de la température. Et Monica rit de bon cœur lorsqu'il lui raconta la vie locale où chacun rivalisait dans l'art de tricher avec la loi, de franchir la ligne rouge avec une telle bonne humeur et un tel aplomb qu'« à Marseille, dit-il, on ne sait jamais si cela va finir dans une franche rigolade ou dans le drame ». Il évoqua même Marcel Pagnol dont naturellement elle ignorait l'existence, ce qu'elle avoua sans complexe en savourant une soupe de poisson maison. Et bien sûr ils parlèrent politique. Patrick ne lui cacha pas que les Français avaient été surpris des attentions que le président américain et sa femme avaient manifestées au couple Berlau. De son côté, Monica évoqua le tohu-bohu permanent que Jackson faisait régner à la Maison-Blanche. Et manifestement elle ne semblait pas vraiment séduite par le chef d'État français, disant préférer sa femme Claude qu'elle avait vue à la télévision très complice avec la First Lady. Elle la trouvait plus naturelle, moins apprêtée, plus sympathique en un mot que son époux.

Il était un peu plus de 23 heures lorsqu'ils décidèrent que la conversation avait assez duré. À peine entrés dans la chambre, en quelques gestes, ils se retrouvèrent nus face à face. Le journaliste, qui admirait la sveltesse de sa compagne, eut juste le temps de regretter ses quelques kilos en trop, mais Monica, manifestement indifférente à ces considérations esthétiques, l'attira sur le lit et bascula sur lui dans un mouvement qui le jeta au bord du plaisir. En entrant en elle il reconnut la courbe ample de son pubis et la moiteur de ses lèvres. Immobile, il goûtait ce moment sublime avant la tempête, instants de bonheur intense précédant un corps-à-corps qui ne trouverait son terme que dans une jouissance simultanée. Ils savaient qu'ils étaient dans ce moment incertain où l'on se découvre encore sans être totalement inconnus l'un pour l'autre, celui où l'on ne s'est pas habitué à son partenaire, où l'imagination ajoute du plaisir au plaisir, celui où l'on se sent libre d'inventer, de recommencer sans que l'habitude affadisse déjà les gestes de l'amour.

Patrick, enfermé dans son désir, ne parlait pas, elle au contraire ne cessait de l'exciter par ses gémissements puis par ce drôle de cri rauque à l'instant de verser dans un autre monde.

Hors d'haleine, elle redevint silencieuse. Épuisés, ils rirent tous deux du spectacle de cette chambre en désordre, robe du soir abandonnée

près de la porte, chemise de Patrick au milieu de la pièce, escarpins dorés mêlés aux chaussures masculines, oreillers et draps froissés, couvertures jetées par terre.

— Merci, dit-elle simplement en se blottissant contre lui.

— Ça veut dire quoi, merci ? Pourquoi me dis-tu merci ? On a l'impression que tu parles à un prestataire de services trouvé sur un site de rencontres. Tu n'as pas plus à me remercier que je n'ai à le faire. Ce qui vient de se passer montre tout simplement que nous nous aimons sans doute plus que nous ne voulons le croire.

Monica se dit qu'il avait raison, mais ça la dérangeait d'avouer que derrière ces jeux du sexe, elle sentait bien qu'un sentiment plus important la liait à Patrick. Et de ce sentiment, elle ne voulait pas. Sa vie était ailleurs, ça n'était qu'une parenthèse, se répétait-elle les yeux fermés. Ce ne sont pas les amants qui comptent, c'est leur façon différente de faire l'amour. Mais elle savait que ce n'était pas tout à fait vrai : pour l'heure elle n'avait aucune envie d'un autre corps, d'autres mains, d'un autre sexe que le sien.

— Ton président français, dit-elle brutalement pour interrompre ses réflexions amoureuses, j'aurais beaucoup à en dire, tu sais.

— Comment cela, beaucoup à en dire ? Tu m'as raconté n'avoir fait que l'apercevoir.

— Je veux dire sur lui, sur la façon dont il a été élu.

Patrick l'écouta d'abord sans broncher. Ce qu'elle savait, disait-elle, elle l'avait appris de source sûre. Surpris et troublé, son amant fit malgré tout mine de n'accorder qu'une attention distraite à son récit. En réalité, les paroles de Monica s'installaient progressivement dans sa mémoire, même si à cet instant il voulait donner le sentiment de ne pas en croire un mot. Mais enfin, il les écouta, ces pseudo-révélations, et voilà qu'il regardait d'un œil différent cette femme allongée à ses côtés, manifestement fière de lui montrer qu'elle avait des informations sur François Berlau dont lui-même, tout directeur d'hebdomadaire qu'il était, n'avait pas connaissance. Au point que lorsqu'elle s'arrêta de parler, il ne riait plus du tout. D'abord parce qu'à entendre Monica ses informations ne souffraient pas discussion, ensuite parce que si elles étaient vérifiées ce serait l'un des plus grands scandales que la France ait jamais connus. De ces affaires qui contraignent les politiques les plus prestigieux à disparaître corps et biens.

Finalement il en voulait à sa maîtresse de lui révéler tout à trac sur un lit, après l'amour, tant de secrets venus des États-Unis, qui étaient autant de grenades dégoupillées contre le président français. Celui-ci bénéficiait encore d'une bonne image, même si depuis le meurtre de Charrié elle était plus controversée. Certains l'appréciaient pour son talent, dont il avait donné d'incontestables preuves, tandis que d'autres

au contraire le trouvaient de plus en plus arrogant. Mais tous étaient d'accord pour dire qu'avec lui, le prestige de la fonction présidentielle était de retour. Bref, pour la première fois, Patrick était presque de mauvaise humeur tant les propos de Monica le dérangeaient. « Après tout, se disait-il, d'où sort-elle ces informations ? Si c'est pour me faire la leçon et me montrer qu'en matière de journalisme elle est meilleure que moi, c'est d'autant plus stupide que ce n'est pas son métier. Et s'il s'agit de m'épater, elle est franchement à côté de la plaque. Mais qui a bien pu lui mettre tout cela dans la tête, et pourquoi ? » Plus les minutes passaient, plus la situation l'irritait. Tant que leur histoire d'amour était « hors sol », une parenthèse dans leur vie professionnelle et sentimentale, c'était exquis. Mais ce soir, tout était différent : il y avait dans la voix de Monica quelque chose de péremptoire qui le choquait. Pourquoi parlait-elle ainsi, avec une sorte de sourire narquois, de la vie politique française qui, jusqu'à présent, semblait la laisser indifférente ?

Cette confession avait duré à peine plus d'un quart d'heure mais, pour Patrick, ce fut une éternité. Leur aventure tout à coup n'avait plus la même saveur. Cette semaine devait être pour eux l'occasion de se connaître mieux, de se découvrir une complicité, de s'aimer peut-être. Sûrement pas le moment de recueillir des confidences qui, s'agaçait-il, n'avaient pu qu'être reçues sur un autre oreiller. Monica, comprenant qu'elle avait déplu à son amant, changea de sujet. Patrick eut du mal à lui faire l'amour une seconde fois. Il le fit sans plaisir. Monica, elle, prit le sien sans attendre ni remarquer que son compagnon était ailleurs. Ils s'endormirent enfin. La terrasse du restaurant en contrebas était maintenant déserte et seul le clapotis de l'eau troublait le silence de cette nuit sans lune.

Le sommeil de Patrick fut bref. Deux heures à peine. Monica ne bougeait pas. Ses longs cheveux répandus sur l'oreiller, elle dormait profondément : le décalage horaire et l'amour n'y étaient pas pour rien. Patrick se leva et, dans le salon qui jouxtait la chambre, il repensa aux révélations de sa maîtresse. De deux choses l'une : ou elles étaient fausses – et alors pourquoi et sur ordre de qui avait-elle choisi leur première nuit pour en parler ? –, ou bien elles étaient vraies – et il ne pouvait faire comme s'il n'avait rien entendu. Il n'avait pas sur lui le carnet de moleskine noir dans lequel tous les soirs ou presque il notait les événements de la journée. Mais la veille, à l'aéroport, en attendant la jeune femme, il avait acheté – pas cher, s'était-il dit – une sorte de tablette dont le vendeur lui avait fait une démonstration enthousiaste : c'était comme un cahier doté d'une prodigieuse mémoire, dans lequel les informations classées et ordonnées étaient protégées par un code secret. Après quelques tâtonnements, il y consigna les grandes lignes du récit de Monica. Il le fit en prenant le

temps qu'il fallait pour ne rien oublier tout en surveillant du coin de l'œil le sommeil de sa maîtresse. En moins d'une heure, tout était verrouillé, il pouvait se recoucher. Charrié, Berlau, Blanche Dubois, mi-rêve, mi-cauchemar, il passa une nuit agitée.

Monica – le décalage horaire sans doute – se réveilla avant lui et commanda le petit déjeuner. À l'américaine pour elle – thé, œufs brouillés pas trop cuits et bacon –, à la française pour lui – café et croissants. Elle se garda bien de revenir sur l'épisode de la veille, comme si elle regrettait d'avoir trop parlé. Jouraud n'en dit rien non plus. Qu'allaient-ils faire aujourd'hui ? Patrick lui proposa, ce qu'il n'avait jamais fait avec aucune autre femme, d'aller à Jouques, pour lui montrer la maison dans laquelle il aimait passer ses vacances d'été en famille, mais il ne jugea pas utile de le lui dire.

Ils se mirent en route vers 11 heures, le temps était splendide. Elle ne connaissait rien des innombrables petits villages qui jalonnent la route en direction de la Durance au-delà d'Aix. Venelles, Meyrargues, Peyrolles, l'excursion était charmante et Monica semblait apprécier. À Jouques, elle trouva la maison que lui avait décrite Patrick plus vaste que ce qu'il lui en avait dit. Dans le village certes, mais avec une piscine au centre d'un jardin de curé. Une grande pièce en bas à côté d'une immense cuisine dans laquelle, lui confia-t-il, il aimait se laisser aller à son inspiration culinaire. Au premier étage, trois chambres avec une seule salle de bain, ce qui, par parenthèse, parut insuffisant à Monica. Au-dessus, des combles dont l'aménagement était à peine commencé. Seul le bureau de Patrick, ouvert sur la campagne, était terminé, confortable, chaleureux, les murs tapissés de livres. C'est dans cette pièce qu'il écrivait la plupart de ses romans.

Tandis que Monica manifestait son désir de se baigner, nue dans la minuscule piscine à peine chauffée par un pâle soleil, il décida de laisser à Jouques les notes qu'il avait prises la veille sur son cahier informatique. Il chercha un endroit où le mettre en sécurité : verrouillé, il ne risquait pas d'être lu. De toute façon, personne, aucune femme de ménage, aucun jardinier ne mettait les pieds dans cette maison avant le mois d'août. Malgré tout, il plaça la précieuse tablette dans l'un des tiroirs secrets de l'armoire coréenne que son ex-épouse avait achetée avec lui à la brocante de Pertuis. Et, miracle de la technologie, cela ne l'empêchait pas de pouvoir relire à distance ses notes sur son ordinateur. Il n'en souffla mot à Monica, laquelle avait renoncé à se baigner et s'était contentée de tâter la température de l'eau du bout des orteils.

À la nuit tombée, vers 18 heures, ils reprirent la route en décidant cette fois de s'arrêter à Aix. Ils dînèrent dans le meilleur restaurant, les Caves Henri IV, avant de descendre à pied le cours Mirabeau, jusqu'aux fontaines de la Rotonde. Même s'il faisait un peu frais, c'était

l'époque idéale pour visiter la ville, avant l'arrivée des premiers touristes.

Rentré à Marseille, Patrick retrouva l'ardeur sexuelle qui lui avait presque fait défaut la veille. Monica, sur le lit, se taisait, attendant qu'il prenne l'initiative.

En la reconduisant quelques jours plus tard à l'aéroport de Marignane, il savait que sa relation avec cette maîtresse lointaine était à un moment charnière : ou bien les choses devenaient trop sérieuses pour qu'ils restent plus longtemps séparés, ou bien – et c'était le plus probable – leur passion allait s'éteindre lentement. Monica était assez ambitieuse pour ne pas envisager d'abandonner le Capitole. Patrick savait que son métier et sa liberté lui étaient trop chers pour changer quoi que ce soit à sa façon de vivre. D'autant qu'il ne cessait de penser aux informations que lui avait glissées la jeune femme au cours de leur première nuit marseillaise. Il n'y croyait guère, mais s'en serait voulu de ne pas vérifier.

11.

Une heure à peine après avoir enlacé une dernière fois Monica à l'aéroport, Patrick était déjà gare Saint-Charles pour prendre le dernier TGV Marseille-Paris. À vrai dire, ce que lui avait confié la jeune femme était une telle bombe qu'il ne savait pas bien par qui ou par quoi commencer. Il ne pouvait en parler à ses collaborateurs, pas même à son fidèle Montigny qu'il avait désigné pour enquêter sur la mort de Charrié.

La source de Monica était forcément américaine. La jeune femme n'était pas seulement la maîtresse de Jouraud, elle était aussi haut fonctionnaire à Washington. Ce qu'elle lui avait révélé, elle le tenait sans aucun doute de quelqu'un travaillant au cœur de l'administration américaine des États-Unis. Avait-elle voulu manipuler le patron de *France Hebdo*, à la demande d'on ne sait quel commanditaire ? Dans tous les cas, Jouraud avait été frappé par l'assurance tranquille avec laquelle elle avait raconté cette histoire.

Tout en réfléchissant à la manière de vérifier ses révélations, il pensa, avec une tristesse réelle, que ses relations avec Monica ne seraient plus jamais les mêmes, moins légères et surtout moins exaltantes. Mais il se dit qu'il avait autre chose à faire que d'analyser ses sentiments.

Qui pouvait-il joindre pour confirmer ou non les propos de Monica ? Pas question, évidemment, de donner à un interlocuteur quel qu'il soit le nom de son informatrice, ni surtout le lieu et la façon dont il avait été renseigné. Pas question non plus de laisser fuiter un éventuel scandale qui pourrait être révélé par un confrère alors que lui en aurait eu la primeur. La seule personne qu'il pouvait contacter en toute discrétion, c'était Bob Silverstone. Bob était premier conseiller à l'ambassade des États-Unis. Jouraud l'avait connu il y a près de trente ans, à Sciences Po, avant qu'il n'achève ses études à l'université de Georgetown à Washington. Il s'intéressait plus à la politique internationale que son ami français, qui était surtout un passionné de politique intérieure. Ils avaient eu malgré tout un certain nombre de

cours et de séminaires en commun. Pendant trois ans, ils s'étaient retrouvés côte à côte, en amphi ou dans les salles du deuxième et du troisième étage de la rue Saint-Guillaume. Bob était grand, brun, le visage fin et régulier, assez beau et content de l'être, sérieux et décontracté à la fois. Après ces années passées à Paris et à Washington, il avait commencé une carrière diplomatique aux États-Unis. D'abord à l'ONU puis hors des frontières américaines, de Monrovia à Genève et enfin depuis deux ans à nouveau à Paris. Fort d'une bonne connaissance de la société française acquise vingt ans plus tôt, il était le collaborateur le plus proche de l'ambassadeur. Si vraiment Monica avait raison, Bob ne pouvait pas ne pas être au courant. Patrick et son ami déjeunaient régulièrement ensemble, dans un restaurant recherché pour ses fruits de mer à Montparnasse. L'Américain y appréciait particulièrement les huîtres servies à la française, c'est-à-dire juste ouvertes sans passer par la case eau chlorée comme aux États-Unis.

Rentré la veille au soir, obsédé par les informations de Monica qu'il n'arrivait décidément pas à recouper, le patron de *France Hebdo* se décida à appeler Silverstone. Après tout il ne risquait pas grand-chose à sonder son ami.

— Tu es libre ce soir ? J'ai besoin de te parler.

— Ce soir, non, pas possible. On est tous en réunion chez l'ambassadeur. C'est tellement urgent ? Ça ne peut pas attendre notre prochain déjeuner ?

— C'est vraiment urgent. C'est aussi assez confidentiel. Rendez-vous demain à l'ambassade ou ailleurs ?

— À notre restaurant habituel, c'est peut-être mieux.

— Tu as raison, paradoxalement c'est plus discret. En tous les cas cela paraîtra plus naturel qu'à l'ambassade.

Jouraud raccrocha. Il était contrarié à l'idée de devoir attendre le lendemain. D'un autre côté, après sa semaine de vacances à Marseille, il avait hâte de retrouver ses collaborateurs. Sans dire un mot de ce qui le préoccupait, il allait surtout profiter de son après-midi et de sa soirée pour se plonger dans la lecture de son propre journal, délaissé pendant cette semaine passionnée et étrange. Il retrouva avec plaisir son équipe, prit le temps d'interroger Montigny sur l'évolution de l'enquête concernant Charrié.

— Calme plat, lui dit le journaliste en confirmant que la majorité à l'Assemblée nationale maintenait tant bien que mal son unité, au grand dam des oppositions.

Le lendemain, lorsque Bob entra dans la salle de restaurant, il était égal à lui-même comme toujours, amical et chaleureux. « En réalité, se disait Jouraud à chaque fois qu'il le voyait, il n'a vraiment pas l'air d'un diplomate. » À l'ambassade, il se composait un personnage bien

loin de ce qu'il était réellement : un spécialiste des relations internationales, certes, mais surtout un bon vivant plus attaché à compter ses conquêtes qu'à rédiger des rapports sur la politique française au Moyen-Orient. Pour l'heure, Silverstone était avant tout intrigué par cette invitation en forme de convocation urgente.

À peine les huîtres commandées, Jouraud entra dans le vif du sujet. Il raconta, en restant évidemment discret sur son informatrice, tout ce que Monica lui avait dit de l'élection du président de la République française. Bob l'écouta avec attention, puis posa quelques questions. Les services de l'ambassade n'étaient pas constitués de « bras cassés » et le conseiller était sans doute au courant de la liaison de son ami avec l'assistante d'un sénateur américain, mais il n'en dit rien. Au bout de quelques minutes il se contenta d'opposer un démenti formel :

— Je tombe des nues, je te jure. Je ne sais pas qui t'a raconté ces sornettes, mais je n'y crois absolument pas. A-t-on essayé de t'entraîner, ou plutôt d'entraîner ton journal, sur une mauvaise piste ? Qui pourrait imaginer de telles balivernes à Washington ?

— Les services secrets ?

Bob sourit. Manifestement, rien de ce qui avait trait aux services secrets ne lui était étranger. Jouraud se demandait d'ailleurs depuis longtemps si Bob, derrière sa couverture diplomatique, n'était pas à l'ambassade le correspondant forcément discret de la CIA ou d'autres officines américaines.

— Non, côté services secrets, ils ne m'ont pas l'air du tout obsédés par le président français. Tu te doutes bien que, si c'était le cas, je le saurais. Inutile de te demander l'identité de ton informateur ? À moins qu'il ne s'agisse d'une informatrice ?

« Touché », se dit Patrick, alors qu'il tentait de rester impassible. Si les Américains étaient au courant de sa relation avec Monica, sa maîtresse pouvait fort bien avoir été utilisée pour faire passer n'importe quel message déstabilisant pour la France.

Malgré les efforts de Jouraud pour ne rien laisser paraître, Bob sentit que son ami avait été gêné par sa question.

— Écoute, ajouta-t-il avec fermeté, informatrice ou informateur, cela ne change rien. Ces suppositions sont inexactes et infondées. Je ne peux pas te dire mieux. Si tu publies ces inepties dans ton journal, je te garantis que l'ambassade et Washington démentiront immédiatement. Tu peux me croire. Nous nous connaissons depuis assez longtemps pour que je n'aie pas besoin de te mentir.

Rien à dire après ça. Patrick et Bob parlèrent d'autre chose : de la lutte contre le terrorisme en Europe, de la future campagne européenne et même des mérites comparés du festival de Berlin qui battait son plein à cette époque de l'année et du prochain festival de Cannes.

Et puis, en le quittant, Bob eut cette dernière question, qui résonna désagréablement aux oreilles de Patrick parce qu'elle montrait qu'il en savait plus qu'il ne le disait :

— Quelqu'un vous a entendus parler à Marseille ? Tu as noté quelque part ce qu'on te disait ? Tu pourrais peut-être me montrer ces notes, si tu en as, pour que j'essaie d'y voir plus clair ?

— Je n'ai rien écrit.

Il mentait, mais cela n'avait guère d'importance. Il n'était au fond pas surpris par les réactions de Bob.

Il était presque minuit, le boulevard du Montparnasse était désert et Jouraud rentra chez lui en se disant qu'il appellerait quand même Monica le lendemain à la première heure.

En arrivant au bureau, il n'osa pas l'appeler tout de suite, il devait être 8 h 30 du matin à Washington, un peu tôt pour elle. Il attendit l'heure du déjeuner, c'est-à-dire la fin d'après-midi à Paris. Elle était déjà dans sa voiture lorsque enfin il put lui parler.

— Écoute, lui dit-il, comme pour mettre un terme à une discussion oiseuse, ce que tu m'as raconté l'autre jour sur le président français est faux, et même diffamatoire. Tu ne dois pas colporter de tels mensonges. Je ne sais d'où tu les tiens, et ça ne me regarde pas. Je te conseille simplement de ne pas relayer des propos qui te nuiraient gravement si on savait qu'ils étaient tenus par toi.

Monica eut, contre toute attente, un petit rire frais.

— Allons, dit-elle, je savais bien que j'avais tort de te mettre dans la confidence. En réalité, est-ce que tu as pensé à autre chose pendant notre séjour ? À faire l'amour, sans doute – et, sur ce plan, je n'ai rien à te reprocher. Mais dis-moi la vérité : tu pensais surtout à ce scoop improbable, non ? J'ai bien vu que tu avais parfois hâte que je m'en aille pour pouvoir rentrer à Paris.

Il bredouilla que non, on ne pouvait pas dire cela, mais il s'interrompit, comprenant qu'il n'était pas crédible. Elle avait raison. Leurs relations avaient changé à partir du moment où elles étaient devenues presque professionnelles, à partir du moment où Monica avait débarqué dans son monde. Elle l'avait agacé par son ton sans réplique, par son mépris pour la France, où selon elle tout n'était que combines et magouilles. Il savait bien que cette semaine à Marseille avait tué quelque chose entre eux. Il se disait qu'il avait fait le tour de leur histoire. Il lui avait donné du plaisir et en avait pris beaucoup, mais voilà. Il n'avait plus aucune envie désormais de revoir Monica, encore moins dans son cadre de vie.

— Tu penses ce que tu veux, répliqua-t-elle sans aucune aménité. Je confirme ce que je t'ai dit, je regrette seulement que tu réagisses de cette façon. Il n'y a rien à ajouter. Sinon bien sûr que je te remercie pour cette mer de carte postale et le ciel sans nuages que tu m'as fait

découvrir. Salut ! conclut-elle sans la moindre tendresse.

Pour elle aussi, la fête était terminée. Elle en avait bien profité, il était temps de passer à autre chose, ou plutôt à un autre homme, qui était déjà dans sa vie.

Monica avait fait sa connaissance quelques semaines plus tôt, à Pékin, où elle avait été envoyée par son boss pour conseiller un grand patron du Massachusetts qui envisageait de créer une joint-venture avec une société détenue par un des innombrables nouveaux millionnaires pékinois. Monica devait faire sur place les repérages nécessaires et surtout se renseigner sur les rapports entre l'État chinois et ce patron qui voulait faire des affaires aux États-Unis. Sa première visite avait été bien sûr pour l'ambassade américaine, au 55 Anjialou Road, où John Kenley, un conseiller aux yeux bleus, la quarantaine et déjà quelques cheveux gris, l'avait courtoisement reçue. Il connaissait tout de ce jeune Chinois, de ses projets aux États-Unis (il en avait bien d'autres que la joint-venture du Massachusetts), de ses contacts privilégiés avec Xi Jinping. « Bref, s'était dit Monica en le quittant, s'il n'est pas le responsable local de la CIA, je veux bien être pendue. »

Ils s'étaient retrouvés au restaurant de l'hôtel Peninsula, au centre de Pékin, tout près de la place Tian'anmen. Kenley l'avait beaucoup interrogée sur son travail auprès du sénateur et lui avait organisé une rencontre avec l'industriel de Pékin, dans une sorte de club sino-anglais que l'on ne s'attendait pas à trouver dans cette ville. C'était là qu'ils avaient dîné, dans cet endroit très chic réservé aux hauts fonctionnaires et à quelques riches Chinois triés sur le volet, au vingtième étage d'un bâtiment massif, loin du centre. Par chance, il faisait beau ce soir-là, et le brouillard épais dans lequel était généralement plongé Pékin s'était transformé en brume. D'en haut, on voyait les sept périphériques qui entouraient la ville et Monica avait eu du mal à repérer la Cité interdite dans cet entrelacs d'avenues aux enseignes lumineuses rouge et jaune canari.

La jeune femme avait obtenu ce qu'elle voulait et, nantie des renseignements dont elle avait besoin pour rassurer les électeurs du sénateur, elle avait repris l'avion pour Washington.

Elle avait revu John Kenley quelques semaines après. Comme elle l'avait fait pour Patrick, elle était passée assez rapidement de la table au lit. Pour découvrir que John était bien l'un des patrons de la CIA, passé par Pékin avant d'être nommé par la nouvelle directrice de l'agence sous-directeur de l'Asie et du Moyen-Orient. Quelques jours plus tard, juste avant le départ de la jeune femme pour Marseille, c'est lui qui l'avait mise au parfum en lui révélant tout ce que les services secrets américains avaient appris sur le président français.

Que Patrick l'ait crue ou pas, elle s'en fichait complètement. Tant pis pour lui s'il passait à côté. De toute façon, elle avait toujours pensé

que cette love affair avec le Français ne durerait pas. Certes il avait été un très bon amant, mais elle était ainsi : curieuse de tout, elle avait aimé connaître la France à travers lui. Connaître aussi le système politique français, qui ressemblait si peu à celui de son pays – elle avait ri de la multiplication de courants et des sous-courants qui traversaient la majorité comme l'opposition, encore plus divisée. Elle avait dîné dans les meilleurs restaurants et vu les plus beaux couchers de soleil sur la Méditerranée. Mais bon : John était en Virginie, c'était tout de même plus commode que Paris, même si les prouesses sexuelles de son nouvel ami lui paraissaient bien fades comparées à ce qu'elle avait vécu avec Patrick. Il faut savoir tourner la page. Monica faisait cela mieux que personne.

À Paris, les enquêteurs chargés de l'affaire Charrié tournaient en rond et les journalistes n'en pouvaient plus de n'obtenir aucune réponse aux questions que chacun se posait. Briare ? C'était ridicule. Pourquoi aurait-il voulu tuer Charrié ? Parce que celui-ci ne lui avait pas été tout à fait fidèle ? Autour de Briare, tellement d'autres hommes et femmes avaient déversé leur bile, tellement d'autres avaient été fuyants, inamicaux, minables ! Et Revers ? Pauvre type qui n'existait que parce que Briare était politiquement mort. Non, rien ne tenait debout. La police manifestement se fourvoyait depuis le début.

Délétère, ce climat politique rejaillissait sur tous : sur le gouvernement, dont l'opposition dénonçait la maladresse pour ne pas dire l'incompétence, et sur le président bien sûr, pas même capable de maintenir un semblant de sécurité. Mais aujourd'hui il ne s'agissait pas de cela, non, il s'agissait tout simplement de savoir comment, pourquoi et par qui le président du Sénat avait été abattu. Patrick avait réuni la rédaction, essayé de dessiner de nouvelles pistes, houspillé Montigny, qui avait baissé les bras. Il avait secoué le journaliste préposé à la police des mœurs pour savoir si oui ou non, de ce côté-là, une nouvelle piste pouvait se dessiner. Mais tout le monde avait fait chou blanc.

— Et Blanche Dubois ? interrogea Jouraud. Elle a fait un très bon papier la semaine dernière.

— Elle n'est pas plus avancée que nous, rétorqua, vexé, Montigny. D'ailleurs, si elle avait quelque chose à écrire sur l'affaire, elle ne s'en priverait pas, tu la connais. Elle est si peu avancée qu'elle s'est même demandé au cours d'un déjeuner de la presse ministérielle si après tout Charrié n'avait pas été abattu par erreur comme cet ancien ministre dont le cadavre avait été retrouvé dans une rue proche de la rue des Vignes.

Après tout, pourquoi pas, se dit Patrick, qui n'avait pas suivi cette vieille affaire jamais élucidée après de très nombreuses années

d'enquête infructueuse. Et si ça n'était qu'un crime de rôdeur ? Dans ce cas, quel bordel pour un médiocre fait divers.

Il était crevé. Il regarda sa montre : 21 heures. Après s'être excusé auprès de ses collaborateurs de les avoir retenus si tard, il résista au dîner proposé par Michel Montigny, récupéra sa voiture au parking du journal et rentra directement se coucher.

Il dormit profondément, comme il n'avait pas dormi depuis une semaine, Monica ne lui ayant autorisé que de rares moments de repos. Le lendemain, mercredi, c'était habituellement le jour de la conférence de prévision au journal. Encore fatigué, Jouraud traîna avant de se lever, au point qu'à 8 heures il était déjà en retard. Après un café avalé à la hâte, il se rua vers sa voiture. Il se souvenait l'avoir garée assez loin de chez lui, boulevard Voltaire. Il mit cinq bonnes minutes à la retrouver. Il s'assit au volant, s'assura qu'il pouvait déboîter sans envoyer valdinguer une moto garée juste derrière, ce qui ne manqua pas de l'énerver, et tourna enfin sa clé de contact.

L'explosion se fit entendre jusqu'à la place de la République, à cinq cents mètres de là. Les policiers du commissariat voisin sortirent en courant. La voiture était en flammes, une fumée noire avait obscurci le ciel. Il ne restait pas grand-chose de Patrick Jouraud ni de sa voiture. Le médecin légiste, dépêché sur les lieux, ne put que signer l'acte de décès.

Cette fois, contrairement à ce qui s'était passé pour Charrié, la revendication du meurtre fut immédiate. Un mouvement inconnu des services de police, le MAS – le Mouvement anti-système –, revendiquait dans le même communiqué, constellé de fautes d'orthographe, l'assassinat de Charrié et l'attentat contre Jouraud.

— Le MAS, ça sort d'où ? demanda Étienne Bougival, le ministre de l'Intérieur, à son directeur de cabinet.

— De nulle part, franchement. Si on analyse le vocabulaire, on pourrait penser qu'il s'agit d'un groupement d'extrême gauche. « Anti-système », ça sent son trotskiste !

— Ça peut aussi être un mouvement d'extrême droite, fit remarquer le conseiller spécial du ministre, qui n'en savait pas plus.

Malheureusement pour Bougival, Jouraud avait été assassiné un mercredi matin.

— Et les questions au gouvernement, soupira le ministre de l'Intérieur, vous y avez pensé aux questions au gouvernement, cet après-midi ? C'est encore moi qui vais devoir m'y coller. Préparez-moi n'importe quoi, mais quelque chose.

De son côté, immédiatement prévenu, le président Berlau chercha à appeler l'épouse de Jouraud pour lui présenter ses condoléances. Mais son service de presse lui fit remarquer que le journaliste, dont on connaissait les innombrables conquêtes, était divorcé depuis

longtemps.

— Appelez-la-moi quand même, soupira le président.

La mort de Jouraud créa une onde de choc jusque dans les plus modestes journaux locaux. De très nombreux confrères du patron de *France Hebdo* avaient été tués en reportage et beaucoup de journalistes étrangers n'échappaient pas à la vindicte souvent meurtrière de régimes dictatoriaux. Mais de mémoire de policier, c'était la première fois qu'une organisation terroriste, qui plus est inconnue, abattait en plein Paris un éditorialiste dont la signature jouissait d'une belle réputation bien au-delà de nos frontières. Dans les années 60, à la fin de la guerre d'Algérie, l'OAS s'en était prise à certains d'entre eux, mais fort heureusement sans succès. Cette fois la charge explosive placée dans la voiture avait été conçue pour ne laisser aucune chance à son occupant.

En d'autres temps, les fautes d'orthographe émaillant ces menaces auraient pu faire sourire et être interprétées comme la mauvaise plaisanterie de joyeux farfelus. Seulement voilà, la mort de Jouraud interdisait de prendre à la légère ce Mouvement anti-système surgi de nulle part mais trop efficace pour être le fait d'amateurs. D'autant que l'attentat avait commencé à susciter une forte inquiétude dans l'opinion, même si la majorité des Français n'était pas visée par l'organisation terroriste.

Après avoir appelé l'ex-femme de Jouraud, beaucoup plus affectée qu'elle ne l'aurait imaginé, le président Berlau convoqua Bougival. Le ministre de l'Intérieur confirma qu'après cette revendication, le procureur avait saisi la section antiterroriste du parquet. Et le ministre d'évoquer le spectre d'Action directe, et même des Brigades rouges et de la bande à Baader, ce qui eut le don d'agacer Berlau.

— Arrête de dire des conneries, Étienne. Si tu dis ça publiquement, tu vas foutre la trouille à soixante millions de Français, s'insurgea le président. Le terrorisme islamiste ne te suffit pas ?

— Ce n'est pas la question, rétorqua Bougival, vexé. Je dis seulement que l'assassinat de Jouraud montre qu'il y a désormais dans les milieux d'extrême droite ou d'extrême gauche ou dans les deux des organisations capables de mener des actions terroristes.

— Raison de plus pour en finir au plus vite avec ces assassins. J'espère que tes flics seront plus efficaces que dans l'enquête sur Charrié.

— Premièrement ce ne sont pas *mes* flics, deuxièmement ceux qui ont été désignés sont les meilleurs. Que veux-tu que je te dise de plus ?

— Que vous avez arrêté les meurtriers, répondit sèchement Berlau en signifiant à son ministre que le rendez-vous était terminé.

En sortant de l'Élysée, Bougival reçut un coup de téléphone de l'ex-

femme de Jouraud. Les obsèques devaient avoir lieu le lundi suivant. Le ministre confirma qu'il y assisterait. Le Premier ministre y serait également pour faire l'éloge funèbre du journaliste.

12.

Au lendemain de l'enterrement de Jouraud, Blanche Dubois n'était pas retournée immédiatement à son journal. Les obsèques de son ami, la messe à Sainte-Clotilde puis l'inhumation dans le cimetière de son village provençal, avaient été pour la reportere un moment d'extrême solitude. Impossible pour la jeune femme de laisser paraître une douleur qui n'était pas seulement celle de la consœur et de l'amie. Tous ceux qui étaient à l'église connaissaient les liens d'amitié qui unissaient les deux journalistes, mais aucun ne pouvait soupçonner la passion qu'ils avaient vécue pendant près de dix ans. D'autant qu'après son divorce, Jouraud avait repris la vie de fêtard qui avait été la sienne jusqu'à son mariage. Il avait retrouvé le goût des femmes et des amours de passage. Jusqu'à cet après-midi d'octobre où l'art contemporain avait pris pour lui le visage de Blanche. La journaliste était à la Fiac pour préparer une enquête sur le marché de l'art. Blanche n'était pas une spécialiste, Jouraud avait enquêté sur le sujet quelques années auparavant à l'occasion de la vente record d'un Van Gogh. Blanche était belle, plutôt grande, très brune, les cheveux longs et frisés, elle avait un regard étrange sans doute dû à la couleur très particulière de ses yeux. Un vert profond qui lui donnait un air inaccessible et parfois glaçant. Elle en jouait volontiers, écartant tous ceux, très nombreux, qui de manière trop appuyée tentaient de s'approcher sans qu'elle l'ait décidé. L'amour était pour elle d'abord une rencontre de deux corps. De l'amour, elle n'aimait que la jouissance. D'une heure, d'une nuit ou de quelques semaines tout au plus. La nouveauté était son moteur et la liberté son credo. Mais avec Jouraud, ça avait été tout de suite différent. Pas seulement parce qu'il lui avait permis d'entrer dans les arcanes compliqués d'un monde de l'art qui ne lui était guère familier, mais parce que au plus profond d'elle-même s'était imposée une urgence qu'elle n'avait jamais connue. À l'instant où il lui avait pris le bras pour l'entraîner dans la salle voisine, elle avait su qu'ils finiraient la journée chez lui, chez elle, peu importe mais ensemble. Ça avait été chez elle. Blanche habitait

l'immense appartement qui était celui de ses parents, rue du Bac. Elle y avait vécu une enfance et une adolescence ballottées entre la dureté d'un père magistrat et la soumission craintive de sa mère. Du coup, le jour de ses dix-huit ans, elle avait claqué la porte pour n'y revenir qu'à la mort de ses parents. De petits boulots en piges chichement payées, elle avait fini par se faire embaucher au service des informations générales du *Figaro*. Elle y avait appris le reportage, et très vite la jeune fille du 7^e arrondissement s'était glissée dans l'uniforme de baroudeuse, choisissant les terrains les plus dangereux et les enquêtes les plus risquées.

Elle utilisait volontiers sa beauté pour séduire et obtenir ce qu'elle voulait sans jamais rien donner. Sauf que ce soir-là, chez elle avec Jouraud, ça avait été l'inverse. Pour la première fois, son corps et sa tête marchaient ensemble.

C'était il y a quinze ans. Depuis elle n'avait jamais cessé d'aimer Patrick. Aucun des deux n'avait souhaité s'installer chez l'autre, ils avaient même veillé à ce que cet amour reste un secret indicible et invouable. Ils ne voulaient d'aucun regard étranger, fût-il complice. Une manière aussi de se donner la liberté de gérer la fin, sans avoir de comptes à rendre. Trop de séparations professionnelles, trop d'aventures contingentes avaient eu raison de leur histoire. Ils s'étaient séparés, mais jamais quittés, et revus souvent.

Au cimetière, parmi ses confrères, à deux pas de l'ex-femme de son ami, Blanche avait pleuré à peine plus que les autres. Pour Patrick, elle s'était juré de ne rien dire. Jamais. D'enfouir son amour avec le cercueil disparu sous les pelletées de terre.

Le chagrin, ça se digère seul. Blanche était ainsi restée près d'un mois dans ce coin des Alpilles où la vigne et les oliviers se disputent le mistral. La blessure demeurait tout aussi vive, mais la plaie se refermait lentement. Un mois pour se vider de la haine qui l'avait submergée, un mois pour émerger d'entre les morts, quitter provisoirement Patrick et revenir parmi les siens.

Rentrée à Paris, Blanche demanda au directeur de *L'Univers* de lui confier l'enquête sur l'assassinat de son ancien amant. Une requête d'autant plus naturelle qu'elle travaillait depuis plus de trois mois sur le crime de la rue des Vignes. Morel ne s'y opposa pas, à condition toutefois qu'elle coopère avec l'équipe de journalistes qui pendant son absence avait investigué sur ce double meurtre.

— Tu ne t'en es peut-être pas aperçue, mais la situation se dégrade un peu plus chaque jour pour Berlau et le gouvernement, conclut ironiquement Morel sur un ton de reproche.

— Je te remercie, mais je n'étais pas dans un trou perdu.

— Alors tu sais que cette affaire est d'autant plus compliquée que les flics n'ont toujours pas réussi à identifier quel réseau se cache derrière

le MAS. Depuis le meurtre de Jouraud, c'est silence radio.

— Je vais appeler mes amis. J'ai vu que le commissaire Grosjean avait été chargé de l'enquête avec Maestracci et qu'un juge de la section antiterroriste du parquet avait été saisi.

— Maletterre. Tu le connais ?

— Moins engagé que Bringuier, mais tout aussi coriace.

— Cela ne les empêche pas de pédaler dans la semoule depuis l'assassinat de Charrié. On dit que Berlau ne décolère pas. Je pense que Bougival ne va pas pouvoir s'accrocher à son maroquin très longtemps.

— Ça ne changera pas grand-chose. Ce n'est pas le ministre qui dirige l'enquête.

— Non, mais Berlau va sans doute avoir besoin d'un fusible, l'opposition est en train de se refaire une santé.

En rentrant dans son bureau, Blanche dut s'avouer qu'elle n'avait pas été meilleure que les autres. À la relecture de ses derniers articles, elle était obligée de reconnaître qu'elle avait écrit à peu près autant de bêtises que ses confrères. Et même un peu plus, avec ce pseudo-scoop sur une éventuelle implication de Briare.

L'ancien candidat avait passé deux jours en garde à vue après l'assassinat de Charrié, il en était ressorti libre sans avoir à subir l'affront du sinistre cérémonial imposé à d'autres et diffusé en boucle sur les écrans : la sortie de la PJ dans une voiture aux vitres teintées, en route pour le palais de justice et la présentation à un juge. Pas de mise en examen, pas même le statut de témoin assisté.

Pendant ces quarante-huit heures, la commissaire Maestracci n'avait guère plus dormi que Briare. Marianne n'avait pas de sympathie particulière pour cet homme dont les affaires judiciaires s'étaient accumulées à la veille de la présidentielle. Non pas qu'elle lui soit opposée politiquement – il y avait belle lurette que Marianne Maestracci, après avoir vu défiler dans son bureau nombre de députés, de ministres et de dirigeants politiques de tous bords, avait cessé de croire à quoi que ce soit. Ces gens-là étaient pour elle des hommes et des femmes comme les autres. Et même pires, avec leurs grandeurs mais surtout leurs petitessees et leurs médiocres arrangements avec la vérité. L'expérience avait donné à la commissaire la froideur des grands flics, à laquelle elle ajoutait une forme de cynisme désabusé. Bref, Briare n'avait aucune chance d'inspirer la moindre compassion à cette femme plus tout à fait jeune mais encore trop pour avoir le détachement des vieux routiers de la police qui avaient appris à comprendre et à relativiser. Marianne, elle, ne cherchait pas à comprendre, elle voulait juste savoir. Sans enfant – pas le temps –, réduite à des rencontres amoureuses sans lendemain – la plupart du

temps des collègues –, c'était une lame plus tranchante qu'un couteau de boucher. Bien utile pour les procureurs et les magistrats enquêteurs, mais quand même difficile à vivre pour ceux qui avaient la malchance de la croiser sur leur chemin.

Dans la petite pièce utilisée comme salle d'interrogatoire à la PJ, Briare avait malgré tout tenu. Celui que la plupart de ses amis avaient lâché en dénonçant l'entêtement qui n'appartient qu'aux faibles avait fait face. Dans ce combat à armes souvent inégales, Marianne avait perdu. C'était suffisamment rare pour qu'elle le reconnaisse elle-même chez le procureur qui avait lavé Briare de tout soupçon. La haine peut être un mobile, mais en général insuffisant. L'ancien candidat de la Droite républicaine n'avait pas nié les propos qu'il tenait à l'encontre de Charrié, mais ce n'étaient, disait-il, que les « mots d'un homme en colère », miné par un échec qu'il considérait toujours comme injuste. Le dîner avec le président du Sénat le soir du meurtre ? Charrié l'avait annulé dans l'après-midi. Un SMS envoyé à 15 heures et retrouvé dans le second téléphone du sénateur quelques semaines après le crime de la rue des Vignes le prouvait. Confirmé par une jeune femme qui dînait ce soir-là avec Briare. Restaient les Russes et ces échanges mystérieux avec le dénommé Dimitri. Pas moins d'une centaine de questions et dix heures d'interrogatoire n'avaient pas suffi à Marianne Maestracci pour établir un lien quelconque entre les liaisons dangereuses de l'ancien candidat et l'assassinat de Charrié.

Et pourtant ce n'était pas faute d'avoir essayé. Marianne avait fait deux allers-retours à Moscou. Le deuxième séjour avait duré un peu plus d'une semaine. Prévenants, ses homologues russes lui avaient ouvert leurs bureaux et leurs dossiers. Elle avait même pu rencontrer, au hasard d'une soirée, le fameux Dimitri. Que voulait lui demander Briare ? Quel service espérait-il obtenir ? À en croire le Russe, sans doute quelques bonnes adresses privées. Bref, pour Marianne, une semaine perdue.

Enfin, pas tout à fait. Entre deux journées d'enquête infructueuse, Marianne avait découvert les nuits moscovites, qui n'ont rien à envier aux nuits berlinoises qu'elle connaissait bien. Elle y avait même fait une de ces rencontres qu'elle affectionnait. Un corps, un sexe pour quelques nuits et une affaire sans suite. La parenthèse moscovite s'appelait Boris. Il était flic comme elle. Amateur de poésie et de littérature russes, il tranchait singulièrement avec ses collègues à qui l'on avait appris à dormir un revolver sous l'oreiller. Marianne ne pouvait s'empêcher de rire en les imaginant faire l'amour l'arme au poing. Rien de tel avec Boris. Face à lui, c'est plutôt elle qui faisait figure de grand fauve prêt à dévorer sa proie. Quand elle s'était déshabillée le premier soir avec une violence à peine contenue, il était resté un instant saisi. Marianne pensait qu'il ne faisait que regarder

son corps nu, ses seins plutôt lourds, son ventre, ses jambes longues et fines – un test d'évaluation, en somme ? En réalité, il s'interrogeait seulement sur son envie de faire l'amour à cette femme qui avait décidé de ne jamais céder à un romantisme qu'elle jugeait inutile et encombrant. Et puis le désir l'avait emporté. Il s'en était suivi trois nuits sans douceur où la recherche du plaisir brut n'autorisait aucune pause.

De retour à Paris, Marianne avait dû convenir que les maigres informations récoltées ne lui permettaient pas de confondre Briare. Oublié, l'ancien candidat, ses rancœurs et ses haines recuites, il était temps pour la commissaire Maestracci d'explorer d'autres pistes et cette fois avec Grosjean, qui ne la quittait plus d'une semelle.

13.

Le directeur de *L'Univers*, Philippe Morel, avait raison. Le président de la République, qui avait affecté un sang-froid frisant l'indifférence après l'assassinat de Charrié, avait compris qu'avec la mort de Jouraud c'était l'avenir du quinquennat qui cette fois était en cause. Non parce qu'il risquait de devoir démissionner, comme le demandaient certains dans l'opposition, mais parce que sa parole était étouffée par le doute et la peur qui s'étaient installés dans les esprits. Ce matin encore, à la radio, Berlau était tombé sur l'interview du patron de la Droite républicaine, qui s'en donnait à cœur joie :

— Dans quelle république bananière sommes-nous ? demandait d'une voix douce Pierre Lassry. Qui aurait pu croire qu'en France, au ^{XXI}^e siècle, on pourrait ainsi à quatre mois d'intervalle assassiner le deuxième personnage de l'État et le journaliste le plus connu de ce pays !

— ...

— Vous ne répondez pas ?

— Ce n'est pas à moi de répondre, avait rétorqué sèchement le journaliste, en revanche, c'est à moi de vous demander si vous souhaitez la démission du président de la République.

Lassry avait fait mine de s'emporter pour ne pas répondre.

— Écoutez, franchement ce n'est pas la bonne question. Moi, ce que je demande solennellement, c'est que l'on retrouve les assassins de Charrié et de Jouraud et qu'on mette un terme à cette peur sourde de nos compatriotes alors que le gouvernement n'est pas fichu de nous dire qui se cache derrière le MAS. D'ailleurs vous, journalistes, vous savez que vous êtes tout autant menacés. En attendant que ce soit n'importe quel Français. C'est insupportable !

François en avait assez entendu. Il venait de passer le week-end de Pâques avec Claude et les filles dans une petite maison de la côte basque. Trois jours pour rien. Ils auraient mieux fait de rester à la Lanterne ! Impossible de sortir sans être harcelés par la mitraille des photographes. Le jardin était heureusement à l'abri des regards et un

portail discret permettait à Louise et Justine de s'échapper avec la jeune fille au pair sans être importunées. François avait tenté d'emmener Claude et les enfants déjeuner dans l'arrière-pays, comme ils le faisaient souvent avant son élection, mais les policiers étaient si nombreux pour le protéger des journalistes que la situation lui avait vite paru insupportable et, pire, vaguement ridicule. Et puis, surtout, pouvait-il imaginer oublier quoi que ce soit sous le prétexte qu'il était à huit cents kilomètres de Paris ? Même Claude n'avait pas réussi à le dérider. Elle ne lui en voulait pas, mais elle s'inquiétait. Elle ne l'avait jamais vu dans cet état. Lui si prompt à raconter les moindres détails de sa journée parlait à peine et sa femme en était réduite à quémander les informations auprès de Rocher, le secrétaire général. Et quelles informations ? Toujours les mêmes, c'est-à-dire rien ou presque. Les meilleurs enquêteurs, les magistrats les plus aguerris n'étaient pas plus avancés qu'au lendemain du meurtre de Charrié, cinq mois plus tôt. Pire, ils avaient épuisé toutes les hypothèses sans qu'aucune ait eu le temps de trouver un semblant de crédibilité.

Le juge Bringuier et maintenant Maleterre, qui n'étaient pas les meilleurs amis du monde, trop semblables pour être proches, avaient pourtant décidé de mettre entre parenthèses leurs rivalités le temps de l'enquête. Ils avaient même déménagé et s'étaient installés dans des bureaux juste séparés par leur secrétariat. À la PJ, Marianne Maestracci et Paul Grosjean avaient fait de même et réorganisé leurs locaux pour accueillir la bonne trentaine de policiers qui travaillaient jour et nuit sur ces meurtres. Au total, déjà des milliers de procès-verbaux sur le bureau des juges et des centaines d'interrogatoires dans les locaux de la police.

Maleterre, tout comme son confrère Bringuier, était connu pour être à peu près aussi tendre qu'un diamant brut. Autant dire qu'il ne lâchait jamais. Il avait été nommé à la section antiterroriste du parquet peu avant les attentats meurtriers de Paris, débarquant de sa région natale des Hauts-de-France sans la moindre idée de ce qu'était l'instruction d'un dossier de ce genre. Le ministère l'avait remarqué parce qu'il avait déjà eu à traiter de lourds dossiers criminels et qu'entre les braquages, les crimes de sang et les petits délits du quotidien, il s'était fait une solide réputation de rigueur et d'obstination. Sur le papier et dans la vie, Maleterre était pourtant tout le contraire de Bringuier. Il n'était pas très grand et plutôt rond, le visage avenant, arborant depuis toujours une large moustache grise taillée à l'ancienne. Bringuier, lui, faisait plus d'un mètre quatre-vingt-dix pour à peine plus de soixante-dix kilos. Les traits émaciés, le regard perpétuellement inquisiteur, on disait de lui qu'il faisait baisser la température de quelques degrés dès qu'il entraînait dans une pièce. Et malgré cela, pour les policiers qui travaillaient avec eux, il n'y avait pas de discussion possible : mieux

valait passer deux heures dans le bureau du filiforme Bringuier qu'un quart d'heure face aux rondeurs de Maletterre.

Mais en l'occurrence ni l'un ni l'autre, malgré les piles de documents qui s'entassaient sur leur bureau et leur style cow-boy, n'avaient réussi à extraire le moindre filet de vérité de ce labyrinthe de témoignages inexploitable. Une situation d'autant plus préoccupante que plusieurs dirigeants politiques et quelques-uns des éditorialistes les plus en vue étaient eux aussi menacés par le MAS.

C'était le cas notamment de Blanche. Elle fut même sans doute parmi les premières. Mais à la différence de ses confrères qui reçurent le même courrier – une enveloppe kraft contenant un mini-cercueil –, elle fut physiquement agressée. Alors qu'elle se rendait au journal comme chaque jour à 6 heures du matin, un homme cagoulé fit mine de l'étrangler en l'injuriant, la traitant de salope et lui promettant le sort de Jouraud. Trois jours plus tard, une enveloppe au nom de la journaliste fut déposée à l'accueil de *L'Univers* par une jeune femme qui s'esquiva avant même que l'hôtesse ait eu le temps de lui demander son nom. Dans l'enveloppe, une poudre blanche – qui s'avéra n'être que de la farine –, mais surtout une longue lettre qui racontait avec une grande précision de détails la vie cachée de Blanche et de Jouraud. La jeune femme crut défaillir en lisant ce courrier, rédigé à l'aide de lettres découpées dans différents journaux. Qui pouvait savoir, alors que jamais personne, même par allusion, n'avait évoqué avec elle sa liaison ? Même Morel, son vieux copain, son confident des jours sombres, en ignorait tout.

Blanche rentra rue du Bac, tôt dans l'après-midi, avec une seule envie, se glisser entre ses draps, ne plus rien voir, et surtout ne plus rien entendre. À peine la porte de l'appartement refermée, ses chaussures balancées dans l'entrée, son chemisier dégrafé dans le salon, sa jupe jetée au pied du lit, elle se coucha en tremblant. Blanche Dubois, la grande reportere qui n'avait peur de rien, qui avait passé des jours et des nuits sous les bombardements en Irak et en Afghanistan, était terrorisée. Elle demeura ainsi une partie de l'après-midi sans bouger, guettant le moindre bruit dans cet appartement qui lui semblait ce jour-là démesuré.

La nuit était tombée quand elle se réveilla. Elle avait fini par s'assoupir, après avoir cherché en vain qui pouvait être au courant de sa relation avec Patrick Jouraud : elle vivait seule, avait finalement assez peu d'amis et ne se confiait jamais. Elle se leva et se fit un café avant d'appeler Philippe Morel. Pas question de rester enfermée dans cette chambre.

Dehors, des gouttelettes s'accrochaient aux vitrines comme des vers luisants. Il avait plu et Blanche ne croisait que des passants soucieux d'éviter une nouvelle ondée. En se mettant au diapason de ce ballet

improvisé, elle accéléra le pas et se dit en traversant le boulevard Raspail que choisir un bistrot si loin de chez elle n'était pas forcément une bonne idée.

En s'engouffrant dans la porte à tambour du café-restaurant, elle aperçut Philippe qui tenait une mini-conférence de presse pour le patron et l'un des garçons. Les deux hommes étaient persuadés que M. Morel avait des informations que le commun des lecteurs de *L'Univers* ne devait pas connaître. Par jeu et pour donner à son personnage une aura de mystère, il démentait mollement, laissant au cafetier imaginer ce qu'il voulait. Habituellement cette comédie légère amusait Blanche, mais cette fois le visage fermé et tendu de sa consœur fit comprendre à Morel qu'il était inutile de jouer plus longtemps.

Une fois que le patron se fut éloigné, Blanche, plantant ses yeux dans ceux de Philippe, commença à parler. Spectatrice d'elle-même, comme si sa voix ne lui appartenait pas, elle s'entendit raconter à son ami, qui était aussi son directeur, son amour pour Patrick Jouraud, la folle passion jamais éteinte malgré leur séparation et ce qui avait provoqué cet après-midi son départ brutal du journal : l'agression et le courrier reçu révélant les moindres détails de sa vie privée.

Blanche parla ainsi pendant près d'une heure, quasi immobile face à Philippe dont le regard fixe trahissait une surprise teintée d'envie et de jalousie posthume pour ce Jouraud qui avait réussi là où il avait toujours échoué. Comme beaucoup, Morel était lui aussi amoureux de Blanche, mais elle se montrait si inaccessible qu'il avait depuis longtemps enfoui ce sentiment qu'il pensait consumé. Après l'avoir écoutée, sans un mot, se contentant de regarder ce visage qu'il croyait connaître, et qu'il redécouvrait, il lui prit la main sans vraiment savoir quel sens il donnait à ce geste, et la garda un long moment. Blanche la porta à son visage et s'y lova comme on se blottit amoureusement contre un corps chaud. Plutôt que d'aller dîner, elle l'entraîna chez elle et, la porte à peine refermée, le serra dans ses bras. Plus qu'une envie passagère, plus que du désir ordinaire, ce fut un besoin violent de faire l'amour, d'être caressée pour s'oublier.

Au petit matin, il leur fallut plus de quelques secondes pour comprendre la situation et se remémorer la nuit qu'ils venaient de passer. Intense, passionnée, comme si Philippe Morel avait voulu assouvir vingt ans d'amour interdit. Pour Blanche, ce fut l'étonnement de découvrir chez cet homme et ce patron plutôt rugueux une douceur et une tendresse qu'elle ne soupçonnait pas. Ce qui ne l'empêcha pas de retrouver très vite l'assurance que Philippe lui connaissait. La Blanche habituelle qui n'en faisait qu'à sa tête et prenait le moindre conseil pour une agression. Ce fut le cas lorsque Philippe lui proposa de l'accompagner au ministère de l'Intérieur, pour raconter à Étienne Bougival les intimidations dont elle faisait l'objet. Pas question de se

faire chaperonner par son directeur de la rédaction, encore moins de conter les détails de cette menace et d'avouer son ancienne liaison avec Patrick Jouraud. Elle se rendit donc seule Place Beauvau, après avoir pris soin d'appeler directement sur son portable le ministre.

Étienne Bougival avait l'air épuisé. Les traits tirés, la lassitude se lisait sur son visage. La nuit dernière encore, alors qu'il venait tout juste de regagner son appartement privé – à peine cent mètres carrés, pas vraiment confortables –, il avait dû redescendre précipitamment dans son bureau, appelé par son directeur de cabinet. Un incendie, vraisemblablement criminel, avait détruit entièrement une usine de papier dans le Doubs. Un pompier tué, cinq autres blessés et deux cents personnes au chômage. En temps normal, le ministre aurait décidé de se rendre sur place mais cette fois – l'âge sans doute, et cette fatigue tenace –, il s'était contenté d'envoyer le patron de la sécurité civile et il était remonté dans ses appartements en espérant trouver quelques heures de sommeil. Peine perdue. Après une nuit blanche, c'est un vieillard qu'il avait découvert le matin dans la glace de sa salle de bain. Lui qui avait rêvé si longtemps du job se disait qu'il avait sans doute présumé de ses forces et qu'il avait de plus en plus de difficultés à n'en rien laisser paraître. Au point que Blanche se demanda en entrant dans le bureau s'il était en état d'entendre ce qu'elle avait à lui dire. Mais après tout, il était là pour ça, elle prit juste soin de rapporter le minimum et s'en tint donc aux menaces de mort sans entrer dans les détails, affectant de n'y attacher que l'importance qu'y accordaient ses autres confrères menacés. Pas la moindre allusion à sa vie personnelle. Ce fut assez en tout cas pour que le ministre de l'Intérieur estime urgent de déranger le président.

Berlau, qui avait prévu de déjeuner avec quelques journalistes, lui donna rendez-vous à 15 h 30, le temps pour lui de monter embrasser Claude et les filles. Pause d'un quart d'heure qui suffit à Claude pour comprendre que son mari, qui pourtant aimait bien le « vieux », comme l'appelaient méchamment ses collègues, n'était pas d'humeur à écouter le moindre propos visant à justifier son impuissance. Bougival décida de faire à pied les quelques dizaines de mètres qui séparent Beauvau de l'Élysée. De manière calculée, François Berlau avait choisi de ne pas recevoir son ministre comme il le faisait habituellement autour d'un café dans le salon d'angle. Bien calé derrière le bureau présidentiel, il l'attendait en jouant nerveusement avec les lunettes qu'il était désormais obligé de porter. C'était nouveau et ça ne lui plaisait pas. Rien que de très normal à quarante-deux ans, mais Berlau n'aimait pas le normal ! Et encore moins le thriller politique qui, depuis plus de six mois, se jouait à guichet ouvert sous ses fenêtres.

— Entrez, Bougival.

Pas de « cher Étienne », mais « monsieur le ministre » et un vousoiement protocolaire au lieu du tutoiement amical. Au ton et à ces premiers mots, Bougival comprit qu'il n'était plus en territoire ami.

— Vous avez demandé à me voir, monsieur le ministre de l'Intérieur ? dit sèchement le président en lui faisant signe de s'asseoir. Je vous préviens, je n'ai qu'un quart d'heure et si c'est pour me dire que les enquêtes n'avancent pas, je vous remercie mais ça n'était pas la peine de traverser la rue, je le sais déjà. D'ailleurs, ajouta le président en élevant la voix, je ne sais pas si vous avez remarqué, mais vos services de la police et la magistrature sont la risée de tout Paris.

— ...

— Et encore, s'il ne s'agissait que du Tout-Paris... mais, Bougival, rendez-vous compte, nous sommes ridicules aux yeux de la France entière.

Comprenant qu'il avait intérêt à garder un silence prudent, Bougival laissa Berlau exhaler une colère trop longtemps contenue. Mais qu'il ne pouvait s'empêcher de juger injuste et surtout excessive alors que policiers et magistrats ne dormaient plus depuis des mois, à la poursuite d'une organisation fantôme. C'est d'ailleurs pour parler du MAS que le ministre utilisa les quelques minutes qui lui restaient.

— Monsieur le président, après ce que je viens d'entendre, souffla-t-il d'une voix à peine audible, je crains de vous donner des informations qui vous déplairont plus encore.

— Parlez plus fort, Bougival. J'ai besoin de lunettes, mais je ne savais pas que j'étais également sourd.

— Vous ne l'êtes pas, rétorqua Étienne en haussant le ton pour lui dire enfin ce pour quoi il était venu. Les menaces de mort se multiplient, plusieurs responsables politiques dont les présidents de groupe parlementaire mais aussi l'ancien président de la République, votre prédécesseur, ont reçu des lettres leur promettant une mort violente et imminente. Des journalistes sont également ciblés par le MAS, j'ai été alerté ce matin par Blanche Dubois. Bien entendu, ceux qui sont déjà protégés vont avoir une sécurité renforcée et j'envoie des policiers à tous les journalistes qui en font la demande. Pour ces derniers, c'est compliqué parce qu'ils sont plus que réticents à accepter de faire leur travail accompagnés de flics.

— Écoutez, Bougival, s'agaça Berlau, les états d'âme des éditorialistes, je m'en fous. Après Jouraud, vous ne voulez quand même pas qu'on ait un nouvel assassinat de journaliste ! Alors faites ce que vous avez à faire, et ne leur demandez pas leur avis.

— Bien, monsieur le président, répondit Bougival en constatant que Berlau s'était à peine calmé.

Suffisamment malgré tout pour qu'il retrouve, un instant, le tutoiement habituel :

— J'ai sans doute été un peu rude tout à l'heure, Étienne, mais tu connais comme moi la situation. Les meurtres, ce climat de menaces, et cette peur qui s'est installée chez les Français, tout cela a réduit à néant en quelques mois une bonne part de ce que nous avons fait depuis le début du quinquennat. Mon impopularité, je m'en moque, je l'avais intégrée dès mon arrivée, l'essentiel est de la reconquérir à la veille de la présidentielle, mais là, depuis cinq mois c'est terrible, plus rien ne répond. Comment veux-tu continuer de réformer dans ces conditions ! La majorité se terre et les oppositions pensent que le moment du coup de grâce approche. Elles ne savent pas encore où et comment, mais il suffit d'écouter Malingaud et les responsables de la Gauche d'abord. Voilà des semaines qu'ils essaient de créer un front commun avec les syndicats pour faire basculer le pays dans la grève générale. Jusqu'à présent, ça n'a guère fonctionné, mais je te le dis, Étienne, si on n'arrive pas à mettre rapidement hors d'état de nuire les responsables de ce MAS, sorti de nulle part, nous allons y laisser notre peau. Au sens propre comme au figuré.

— Je sais tout cela, François, et crois-moi, je fais tout ce qui est en mon pouvoir.

— Apparemment tu n'en as plus beaucoup, répondit sans aménité Berlau qui se leva pour faire comprendre à son ministre que l'entretien était terminé.

Bougival redescendit d'un pas lent le grand escalier et respira un grand coup en franchissant la porte tenue ouverte par un huissier. Sa voiture l'attendait dans la cour, mais il fit signe au chauffeur qu'il rentrerait comme il était venu, à pied. En fait, il était sonné. Le secrétaire général Francis Rocher, qu'il était passé voir dans son bureau, ne lui avait pas caché que le président s'agaçait un peu plus chaque jour de son manque de résultat. Berlau avait d'ailleurs confié à Rocher qu'il regrettait d'avoir donné l'Intérieur à Bougival. Certes le président n'oubliait pas qu'Étienne lui avait rendu de précieux services pendant la campagne, mais il incarnait trop cette politique à l'ancienne que les Français avaient rejetée deux ans plus tôt. Et puis, était-ce dû à l'âge ? Bougival donnait le sentiment d'être dépassé par la situation. L'homme était fait pour les mers calmes, or l'Intérieur ne l'est jamais, et c'était pire encore depuis que ce double meurtre n'en finissait pas de salir l'image présidentielle.

À peine arrivé au ministère, sans prendre la peine de saluer les policiers en faction, Étienne Bougival se précipita dans son bureau. Pendant quelques minutes, il pensa démissionner. Michèle, sa femme, qui avait bien vu que le vent tournait, le lui suggérait déjà depuis quelque temps. Ce qui immanquablement provoquait une brève mais violente dispute. Mais cette fois, en contemplant le jardin qui sortait à peine de l'hiver, son deuxième passé Place Beauvau, Étienne se dit

qu'après tout elle n'avait pas forcément tort. Pourquoi se pourrait-il ainsi la vie ? Il n'était ni flic ni juge, que pouvait-il donc faire alors même que les enquêteurs n'y arrivaient pas ? Et puis, comme s'il reprenait en écho ce que lui disait souvent sa femme, pour qui se prenait Berlau ? Qui l'avait fait roi, sinon des gens comme lui ? Du coup, il prit un papier et griffonna un brouillon de démission. Adressée à « Monsieur le Président, cher François » avant que d'un geste rageur il raye le « cher François ». Pas bienvenu et pas envie, d'autant qu'à l'évidence lui-même n'était plus le « cher Étienne » de Berlau. Le président avait-il pris des gants pour lui faire comprendre qu'il n'avait plus sa confiance ? Non, alors...

Se faisant cette réflexion, Bougival posa son stylo et fut pris à son tour d'une violente colère intérieure. Comment Berlau avait-il pu lui parler ainsi ? Étienne, c'était un fidèle et un vieux cacique de la politique, il était toujours très respectueux des institutions et en particulier de la fonction présidentielle. Mais c'était aussi un sanguin. Bourguignon par son père, corrézien par sa mère, il était capable de s'enfermer dans des brouilles qui ne s'épuisaient qu'avec les excuses ou la mort de l'ennemi !

La difficulté était que cette fois l'adversaire était trop fort pour lui. Le président évidemment ne s'excuserait pas. À lui donc de choisir la démission ou l'allégeance, une fois la colère passée. Il déchira son brouillon et choisit l'allégeance, qu'il rebaptiserait pour se rassurer « discipline républicaine ». Ministre il était, ministre il resterait ! Mais pour combien de temps ? Au fond de lui-même, il se savait en sursis. Il ignorait seulement à quel point l'échéance était proche.

À l'Élysée, François Berlau avait demandé au Premier ministre, Maxime Charbonneau, de le rejoindre pour le dîner. Une aubaine pour Claude qui en profita pour aller respirer à l'extérieur du palais un air plus léger. Depuis le week-end au Pays basque, malgré les efforts de son mari, l'atmosphère s'était singulièrement alourdie. Les filles ne pouvaient pas ne pas le ressentir. D'autant que pour des raisons de sécurité leurs copines, déjà rares, n'avaient plus le droit de venir les voir, et les deux ados étaient quasiment privées de sorties. Une bonne occasion que ce dîner pour permettre à Claude et aux enfants de se faire une soirée entre filles.

Claude choisit un restaurant que Louise et Justine adoraient lorsqu'ils habitaient encore rue Monge. Elles n'y étaient pas retournées depuis leur installation à l'Élysée. Et le patron n'était pas peu fier d'accueillir la famille du président. Ce fut une excellente soirée. Les clients, pour la plupart des habitués, étaient souriants et plutôt chaleureux à l'égard de ces trois convives discrètes mais qui ne pouvaient passer inaperçues. Certains même osèrent s'approcher pour

exprimer leur sympathie. Louise et Justine riaient de bon cœur, ce qu'elles semblaient s'être quasiment interdit derrière les murs du palais. Bref, ce fut pour Claude une parenthèse bienvenue et nécessaire. En fait, chahutées plus qu'elles ne le laissaient paraître par ce climat détestable, les filles étaient inquiètes pour leur père. François Berlau avait toujours fait en sorte que la politique reste à la porte des appartements privés, mais ses enfants n'étaient pas dupes. Elles n'ignoraient rien de ce qui se passait depuis des mois. À l'école, leurs professeurs les entouraient d'une sollicitude affectée qu'elles n'aimaient pas. Elles avaient seulement besoin d'être rassurées par leurs parents. Claude profita de ce dîner pour trouver des mots apaisants.

De retour à l'Élysée, elle constata que la voiture du Premier ministre était toujours dans la cour. La table du dîner avait été dressée dans un salon du rez-de-chaussée et cela faisait près de trois heures que le président et Maxime Charbonneau cherchaient la riposte la plus efficace face au déchaînement de l'opposition.

D'emblée, Berlau avait relaté au Premier ministre l'entrevue houleuse qu'il avait eue avec Bougival, s'interrogeant à haute voix sur l'avenir qui devait être réservé au ministre de l'Intérieur. Fallait-il le démissionner dès maintenant ? Ou attendre encore ? Mais attendre quoi ? Les enquêtes piétinaient, et pour Berlau, seul un geste politique fort pourrait momentanément apaiser les esprits.

— Dans ce cas, c'est ma démission et celle du gouvernement qu'il te faut, répondit Charbonneau. Le départ de Bougival, seul, apparaîtrait comme un aveu de faiblesse de l'exécutif, incapable de gérer la crise. Quitte à faire sauter un fusible, il faut que ce soit efficace. Le limogeage de Bougival ne calmera pas l'opposition. Bien au contraire, elle sautera sur l'occasion pour dénoncer la lâcheté et l'incurie du gouvernement.

— Tu as peut-être raison pour Bougival, mais ta démission serait encore pire. Maxime, j'ai besoin au contraire que nous affichions une totale solidarité. D'accord, on garde Étienne, mais imagine qu'il y ait un nouvel attentat, ce serait intenable pour nous tous. Donc on lui laisse un mois, mais exige qu'il te fasse un rapport quotidien sur les enquêtes. Et réfléchis à un remaniement. Il va falloir ouvrir si on veut calmer le jeu. Plus que jamais il faudra appeler à l'union nationale, la Gauche d'abord de Malingaud n'acceptera pas, mais la Droite républicaine de Lassry ne pourra pas se dérober.

Il était tard, plus de minuit. Berlau raccompagna le Premier ministre jusqu'au perron. Une nuit de pleine lune. De bon ou de mauvais augure ? se demanda Berlau. En tous les cas, il était convaincu que cette situation ne pouvait plus durer.

François rejoignit quelques minutes Claude à l'appartement. Sa

femme lui conta dans le détail le dîner rue Monge, et le bonheur des filles. Elle insista pour qu'il leur parle rapidement. Berlau s'y engagea, avant de redescendre dans le bureau d'angle. À près de 1 heure du matin, le président se disait qu'il avait deux bonnes heures devant lui pour réfléchir au cas Bougival. Décidément, il aimait ce silence de la nuit, qu'il ne troublait que pour choisir une musique liée à son humeur. Fréquemment du jazz. Mais ce soir, il choisit le *Concerto n° 23* pour piano et orchestre de Mozart. Alors que Barenboïm attaquait le deuxième mouvement, il prit son stylo et commença à jeter les bases du nouveau gouvernement. Sans Bougival.

Ministère de l'Intérieur, avril 2020

Ce mardi soir, comme le président, le Premier ministre et quelques centaines de privilégiés, Étienne trouva sur son bureau le numéro du *Canard enchaîné* à paraître le lendemain. Il revenait de l'Assemblée nationale où il avait dû affronter le tir groupé des questions de députés rivalisant d'agressivité pour dénoncer son incompétence et l'incurie du gouvernement. Le matin même, à la réunion du groupe majoritaire, il avait eu une passe d'armes particulièrement violente avec son président, pourtant un ancien socialiste comme lui, mais il y avait belle lurette que les étiquettes avaient été balayées par le souffle de l'élection présidentielle. Et la solidarité que ce groupe devait au gouvernement n'était manifestement plus à l'ordre du jour. Les menaces que faisait peser le MAS sur les parlementaires avaient éveillé une inquiétude qui ne cessait de croître depuis l'attentat contre Jouraud.

Voilà six mois que Charrié avait été retrouvé abattu dans une rue déserte, huit semaines que la voiture du patron de *France Hebdo* avait explosé en plein jour, et le ministre de l'Intérieur était toujours incapable de fournir une explication cohérente. La piste du terrorisme islamiste et l'hypothèse d'une action des extrêmes – droite ou gauche – ayant été écartées, la police avait assez piteusement émis l'idée qu'il pourrait s'agir d'un groupe anarchiste sans base politique identifiée et qui serait passé sous les radars des services de renseignement.

« Si c'est le cas, autant chercher une aiguille dans une botte de foin », s'était dit Bougival en franchissant les grilles du ministère. Dans la voiture, sur l'écran placé devant lui défilait la séquence de cette sinistre séance à l'Assemblée. Résumé en quelques secondes, c'était encore plus violent. Et il n'était pas le seul à le penser : Michèle, sa femme, qui avait regardé ces images diffusées en boucle tout l'après-midi, n'avait pu s'empêcher de l'appeler pour s'en inquiéter.

Faussement détaché, Étienne avait voulu la rassurer, mais il n'y était guère parvenu tant il était lui-même perturbé. Dans le hall du ministère, même les gardes habitués à afficher une forme d'indifférence professionnelle avaient été frappés par la démarche fatiguée de Bougival. Cet après-midi-là, il avait été saisi dans l'hémicycle d'un mal de tête qui ne l'avait plus quitté. Ça cognait dur, au point qu'en entrant dans son bureau il s'était accordé un moment de répit sur le canapé installé face à la porte-fenêtre qui ouvrait sur le jardin, le temps de prendre deux nouveaux comprimés après les quatre déjà avalés en séance. Mais rien n'y faisait. Ces maux de tête étaient d'ailleurs de plus en plus fréquents. N'importe qui s'en serait alarmé, mais lui avait décidé de passer outre. À plus de soixante-dix ans, Étienne continuait de penser que consulter un médecin c'est déjà mourir un peu. Michèle trouvait cette idée stupide, mais elle n'avait jamais réussi à le convaincre de cesser de jouer les autruches effarouchées. Pour éviter toute conversation qui risquait de dégénérer, Bougival s'était bien gardé de lui parler de ses migraines.

Cette fois la douleur était tenace et il se disait qu'il serait peut-être temps de consulter, quand l'interministériel se mit à sonner. Et c'est en se levant pour répondre qu'il aperçut le journal. Au bout du fil, le secrétaire général de l'Élysée :

— Vous avez vu *Le Canard enchaîné* ?

— Je suis en train de le découvrir.

— Vous n'étiez pas au courant ?

— Non.

— Franchement, dans le climat actuel, vous vous rendez compte ? Ce tissu de conneries va nous faire un mal de chien.

— Le président l'a lu ?

— Non, je vais le lui porter. Mais attendez-vous à ce que ce soit très chaud. En particulier pour vous, monsieur le ministre. Comment avez-vous pu ne pas être au courant de ce qui se tramait ?

Bougival n'eut pas le temps de reposer le téléphone que Rocher avait déjà raccroché.

Avec les mollahs, Berlau n'y est pas allé mollo

Financement illégal, campagne payée par les Iraniens, renvoi d'ascenseur... Bougival n'en croyait pas ses yeux et s'obligea à relire deux fois l'article tant cela lui paraissait invraisemblable. Mais, crédible ou pas, le ministre de l'Intérieur n'eut pas besoin d'une troisième lecture pour imaginer les dégâts politiques que cette affaire allait provoquer.

Péniblement, il traversa la pièce pour s'allonger sur le canapé tant sa migraine le faisait souffrir. Il avait le sentiment que sa tête allait

éclater. Un coup de fil pour dire à son directeur de cabinet qu'il ne voulait pas être dérangé et, les yeux fermés, il attendit l'inévitable appel de Berlau.

Bougival n'avait pas de mal à imaginer la colère du président. Évitant l'interministériel, il appela de son portable sécurisé le Premier ministre. À sa grande surprise, Maxime Charbonneau lui parut plus inquiet que furieux. L'espace d'un instant, le ministre de l'Intérieur crut même percevoir un doute dans la voix de son interlocuteur qui eut cette formulation étrange :

— Vrai ou faux, il va falloir faire bloc et réagir d'une seule voix.

— Pourquoi dis-tu ça ? Tu penses que ça pourrait être vrai ?

Charbonneau, se rendant compte de ce qu'il venait de laisser entendre, se ressaisit :

— Non non non, pas du tout. C'est inimaginable. Viens tout de suite. Le porte-parole va intervenir dans les journaux télévisés de 20 heures.

Toujours pas d'appel du président. Dès son arrivée à Matignon, Bougival constata que l'Élysée avait déjà mis au point avec le cabinet du Premier ministre un début de communication.

Rentré Place Beauvau, il dut attendre le creux de la nuit, alors qu'il venait de s'assoupir malgré cet insupportable mal de tête, pour recevoir enfin l'appel tant redouté. Au bout du fil, la voix de Berlau s'évertuait à ne trahir aucun sentiment. Pas même menaçante, elle était seulement glaciale. La conversation fut brève.

— Tu aurais pu, tu aurais dû me prévenir avant que Rocher ne vienne me montrer cette saloperie.

— Mais je ne le savais pas. Je n'étais pas au courant de ce que préparait le *Canard*.

— C'est bien ce que je te reproche. À demain. Ou plutôt à tout à l'heure, on ne change rien. Je te verrai après le Conseil des ministres.

Le lendemain, dans la cour du palais, les journalistes avaient été soigneusement parqués sur l'aile gauche du bâtiment. Depuis l'élection de Berlau, les ministres étaient interdits de déclaration dans la cour de l'Élysée, et ce matin-là, c'était pire encore, pas même un sourire ou un signe de la main. Les voitures se garaient au plus près du perron pour éviter tout faux pas ou prise de parole inopportune. Bougival arriva parmi les premiers. Il n'avait pas dormi et ça se voyait. Il avait pourtant fait un effort en se rasant de près et en choisissant un costume jamais porté, ce qui ne suffisait pas à effacer la trace des fatigues accumulées.

Après le Conseil, ultime humiliation pour Étienne, le président le fit attendre devant la porte de son bureau pendant un temps qui lui parut interminable. La porte à peine fermée, le vent se leva, ce n'était plus la bourrasque des semaines précédentes, mais un ouragan. Le journal

vola à travers la pièce tandis que les hurlements du président claquaient aux oreilles de son ministre. Nul... minable... incapable... Plus rien ne semblait pouvoir arrêter Berlau. Le premier étage du palais semblait s'être rempli d'un torrent de boue qui ensevelissait tout sur son passage, jusqu'au ministre lui-même. Bougival étouffait sous les insultes, incapable de prononcer un seul mot.

Lorsque enfin la tempête se calma, les reproches de Berlau ne lui laissaient d'autre choix que de démissionner sur-le-champ. Mais dans un dernier coup de colère, comme pour l'enfoncer encore un peu plus, le président refusa d'entériner cette démission qu'il savait pourtant avoir provoquée.

— Tu partiras quand je le déciderai ! cria-t-il alors qu'Étienne Bougival avait déjà fermé la porte.

Sa femme Michèle, qui pressentait que la matinée serait douloureuse et même bouleversante, avait annulé le déjeuner qu'elle avait prévu de longue date avec sa sœur. Cela faisait plus de quarante ans que Michèle et Étienne étaient mariés. En quarante ans, elle avait tout connu avec lui, l'amour, les tromperies, les désillusions, mais aussi la tendresse de ceux qui continuent ensemble. Jusqu'au bout.

Pendant ce déjeuner, tandis qu'elle l'observait, elle crut ne pas le reconnaître. Son mari était exténué.

— J'ai donné ma démission, lui annonça-t-il. Berlau a été plus qu'odieux, me reprochant pêle-mêle les enquêtes qui n'avancent pas et de ne pas l'avoir averti de ce que préparait le *Canard*. Mais comment aurais-je pu le savoir ? On est dans un État de droit quand même, je ne fais pas suivre les journalistes. Est-ce que mes prédécesseurs auraient fait mieux ? Certainement pas, conclut-il en criant presque.

La réponse de Michèle ne fit qu'envenimer les choses :

— Non, mais c'est vrai qu'il paraît incroyable que les services de renseignement ne soient pas au courant de ce genre d'enquête !

— Toi aussi tu t'y mets ? Je te remercie. La police a mieux à faire en ce moment que de fliquer les journalistes. Je ne sais pas si tu es au courant, mais il y a un risque terroriste qui mobilise nos services.

Michèle pensait au fond d'elle-même que cette affaire du *Canard* risquait de faire plus de mal que le plus abominable des attentats. Mais son mari avait l'air tellement malheureux qu'elle se garda bien d'en rajouter. Sur un ton beaucoup plus calme, affectueux même, elle lui demanda seulement quand cette démission serait rendue publique.

— Je n'en sais rien. Berlau s'est contenté de dire que c'est lui qui en déciderait. Au point où nous en sommes, je pense que je l'apprendrai par une dépêche de l'AFP.

Michèle se leva et fit le tour de la table pour embrasser son mari.

— Que vas-tu faire ?

— Comme d'habitude, je vais à l'Assemblée à 15 heures et j'irai à une réunion du parti en fin d'après-midi. Ne m'attends pas pour dîner.

— De toute façon, j'ai proposé à ma sœur de remplacer notre déjeuner annulé par une soirée entre filles. Je ne rentrerai pas tard.

L'après-midi se passa comme prévu – mal. À l'Assemblée nationale, l'opposition se déchaîna après la publication du *Canard* et il fallut le sang-froid et tout le savoir-faire du Premier ministre pour que la séance ne se termine pas en pugilat. Bougival, violemment mis en cause, ne pipa mot, luttant contre le mal de tête qui ne le quittait plus.

Mais le pire était à venir. La réunion du parti se transforma en véritable tribunal. Au pilori, un seul homme, Étienne, qui dut pendant près de trois heures répondre aux accusations de ses « amis », à commencer par celles du président du groupe parlementaire, plus violent encore qu'il ne l'avait été quelques jours auparavant. Oubliant qu'il s'adressait à un ministre de la République, qui plus est appartenant à un gouvernement qu'il était censé soutenir, il alla jusqu'à parler de sabotage.

— Ou tu es con, ou tu es totalement incompetent. Une enquête comme celle du *Canard*, ça se prépare pendant des semaines, voire des mois. Et chez toi personne n'en a rien su. Franchement, comment peut-on être aussi stupide ou nul pour n'avoir rien vu venir !

Bougival eut beau faire remarquer que rien n'était étayé, que le *Canard* avait décidé de cette publication à partir d'informations qu'il n'avait pas pris la peine de vérifier, y compris auprès de ses services, rien n'y fit. Les plus lucides se disaient que cet argument ne tenait pas, que jamais le journal n'aurait pris le risque de lâcher une telle bombe sans faire un minimum de recoupements, les autres n'étaient même plus en état d'entendre quoi que ce soit d'un peu rationnel. En fait les députés de la majorité s'étaient déjà noyés dans un océan de lâchetés et de peurs. Pour leur avenir : qu'allaient-ils devenir si Berlau devait tomber ? Et même pour leur vie, puisque le MAS continuait de les menacer. Il n'y avait plus rien de raisonnable dans les invectives dont était accablé Bougival, mais une énorme trouille.

Étienne, qui avait le sentiment que sa tête allait se fracasser tant il souffrait, avait bien compris que ce massacre verbal ne s'arrêterait qu'avec sa démission. Avant de quitter la salle sous les quolibets, il tenta de reprendre une dernière fois la parole pour leur annoncer qu'il ne serait plus ministre dans les heures à venir.

— Fous le camp, rentre chez toi, connard !

C'était bien de haine qu'il s'agissait.

Tout au long de sa vie politique, Bougival avait connu des combats meurtriers, il avait reçu des coups et en avait beaucoup donné. Mais jusqu'alors c'étaient des adversaires qu'il avait eu à affronter, cette fois c'était son camp qui se levait contre lui. L'homme était brisé. Depuis

deux ans, sa fonction l'obligeait à dormir Place Beauvau, Michèle se partageant entre leur appartement privé et le ministère. Et cette vie, Étienne ne la supportait plus. Il décida de rentrer chez lui.

Sauf que ce soir-là rien ne se passa comme d'habitude. Devant sa porte, il se mit à tituber, sa main tremblait et il eut du mal à trouver la serrure. En entrant dans l'appartement, il eut le sentiment que plus rien n'était à sa place. Le plafond tournait comme une toupie lancée à pleine vitesse. Il s'accrocha au guéridon qui se trouvait dans l'entrée, mais il ne fit que le renverser et s'effondra avec. « Pourtant je n'ai rien bu », se dit-il en heurtant le pied du meuble. Sa tête venait d'exploser.

Cette nuit, Michèle avait décidé qu'elle rejoindrait son mari au ministère. Elle aussi était fatiguée et surtout envahie par une immense tristesse. Elle avait besoin de parler et prit du temps pour raconter à sa sœur ces vingt-quatre heures horribles et les humiliations qu'Étienne avait dû subir. Elle conta également par le menu l'attitude inhumaine du président, ses vexations permanentes, et la démission qui allait être annoncée sans doute aux premières heures de la matinée. Il était tard quand elle rentra, mais elle s'étonna quand même du silence qui régnait Place Beauvau. Elle trouva étrange qu'Étienne ne soit pas là, tentant de se rassurer en se disant que la réunion avait sans doute duré plus longtemps que prévu. Elle décida de se coucher sans l'attendre, vaguement inquiète après lui avoir passé deux coups de fil restés sans réponse, mais la fatigue l'emporta sur ses interrogations. Lorsqu'elle se réveilla, il faisait toujours nuit. Juste un rai de lune qui éclairait suffisamment la chambre pour qu'elle constate que rien n'avait bougé. Il était un peu plus de 4 heures, Bougival n'était pas rentré. D'une voix à peine compréhensible, elle interrogea le conseiller de permanence au cabinet, qui mit quelques secondes à comprendre de quoi elle parlait. Non, lui non plus n'avait pas de nouvelles, il savait que la réunion au parti s'était mal passée, mais il n'y avait pas accordé plus d'importance que cela. Peut-être que le ministre avait préféré dormir chez lui.

Le conseiller proposa à Michèle de la faire accompagner jusqu'à son appartement. Arrivée au pied de l'immeuble, en voyant de la lumière au premier étage – le sien –, elle comprit qu'il était arrivé quelque chose. Le policier qui l'escortait fut le premier à entrer, le premier à découvrir le corps d'Étienne Bougival inanimé. Et à constater dans le même instant qu'il ne respirait plus. Michèle regardait, immobile, les yeux de son mari encore ouverts, refusant de croire à l'évidence. Étienne était mort.

Elle demeura ainsi comme statufiée une minute, peut-être deux, avant de s'effondrer en larmes en hurlant qu'« ils » l'avaient tué.

Le directeur de cabinet du ministre, prévenu par le policier, arriva peu après les médecins du Samu. Les premières radios faites à l'hôpital

étaient sans appel. Le cerveau du ministre était noyé dans un bain de sang. Bougival avait été foudroyé par un accident vasculaire cérébral massif.

— Ils l'ont tué, ne cessait de répéter Michèle sans très bien savoir elle-même de qui elle parlait.

Des dirigeants du parti qui avaient violemment agressé son mari la veille au soir ? Du président qui l'avait accablé quelques heures auparavant ? De la politique, tout simplement, dont les jeux cruels tuent parfois plus sûrement que les balles ? Quand elle décrocha le téléphone pour répondre à Berlau, elle se répétait encore en boucle ces accusations, expression d'une immense détresse, mais surtout inspirées par la conviction que l'AVC d'Étienne était la conséquence mortelle des coups de boutoir qu'il subissait depuis des mois.

Au téléphone, elle laissa François dérouler son chapelet de mots qu'il voulait réconfortants. Elle les écouta sans répondre, écourtant la conversation d'un merci sec pour lui faire comprendre ce qu'elle pensait sans aller jusqu'à le lui dire de vive voix. C'était le président de la République, après tout.

Un président sincèrement touché. Beaucoup plus que Michèle, aveuglée par la douleur, ne l'imaginait. Bougival était parmi les compagnons du premier jour. Berlau savait ce qu'il lui avait apporté, même s'il voulait se persuader qu'il ne devait sa victoire qu'à lui-même. Ce matin-là, François était malheureux et pas franchement fier. Cette démission exigée, c'était peut-être injuste et ses colères sans doute excessives.

Francis Rocher entra dans le bureau au moment où Berlau venait de raccrocher. Son trouble n'était pas feint, au point que le secrétaire général jugea nécessaire de rappeler au président qu'excessives ou non, ses colères étaient légitimes. Bougival, fin politique jusqu'à son arrivée Place Beauvau, n'avait sans doute pas été un bon ministre de l'Intérieur. Sa gestion des meurtres de Charrié et de Jouraud et surtout le fait qu'il n'ait en rien anticipé ce que préparait le *Canard* justifiaient qu'il soit remplacé. Sa mort, si tragique fût-elle, ne changeait rien aux raisons qui l'avaient conduit à démissionner.

— On va publier un communiqué pour dire que bien évidemment tu présideras la cérémonie des obsèques. Et on devra d'ici la fin de la matinée donner le nom du nouveau ministre de l'Intérieur. À qui penses-tu ?

Sincèrement troublé, Berlau en réalité n'y avait pas repensé ce matin. En revanche, il avait évoqué l'hypothèse avec le Premier ministre depuis plusieurs jours, et c'était évidemment dans les rangs de la droite qu'il fallait aller le chercher.

— J'en ai déjà parlé à Charbonneau. Ce sera Jean-Pierre Lallemant,

il a pris ses distances avec le parti de la Droite républicaine et est prêt à nous rejoindre. Il est très proche de Matignon, ce qui pourrait être un inconvénient, mais je le connais un peu, il sera loyal et surtout efficace.

À 10 heures tomba le communiqué du président exprimant la douleur qui l'avait saisi en apprenant la mort de Bougival. Il confirmait qu'il présiderait la cérémonie des obsèques.

La femme de Bougival apprit comme tout le monde les intentions du président à la radio. Elle ne le rappela pas et fit simplement savoir à l'Élysée, sans se préoccuper de l'agenda présidentiel, que l'inhumation aurait lieu trois jours plus tard à Strasbourg, là où les parents d'Étienne étaient enterrés.

À midi, la nomination du nouveau ministre de l'Intérieur était annoncée. En d'autres temps, ce choix aurait été salué comme un nouveau coup politique de Berlau, déchirant un peu plus encore la Droite républicaine. Mais ce fut l'inverse. La mort brutale de Bougival, même si elle était de toute évidence naturelle, venait s'ajouter aux meurtres de Charrié et de Jouraud. Deux morts c'était déjà beaucoup, un troisième c'était trop. Et la presse ne fut pas tendre. Philippe Morel, le patron de *L'Univers*, qui ne prenait pas souvent la plume, signa un éditorial au vitriol :

Où va la présidence Berlau ?

Il décrivait une France à nouveau recroquevillée et engluée dans ses peurs.

Trop de morts hantent désormais cette présidence qui prétendait renverser la table en s'exonérant des codes habituels. Les débuts furent brillants et beaucoup, comme l'auteur de ces lignes, y ont cru. Mais aujourd'hui, au terme de cette deuxième année de mandat, le président se retrouve pieds et poings liés dans la pire des situations. Des meurtres non élucidés, des morts naturelles mais qui ensanglantent l'Élysée plus salement qu'un crime, une crédibilité à l'extérieur qui s'effrite, une impopularité de l'exécutif qui s'approche du point de non-retour, un parti majoritaire qui s'interroge sur lui-même et doute de sa survie, tous les ingrédients sont réunis pour plonger la France dans une de ces crises dont elle a le secret. Avec à la clé une détestation pour le président, à la hauteur de l'engouement qu'il a suscité après son élection. Et ce n'est pas le débauchage de Jean-Pierre Lallemand qui va changer quoi que ce soit. À l'inverse des prises de guerre du début de quinquennat, saluées comme autant de coups de maître de François Berlau, cette entrée de Lallemand n'apparaît plus aujourd'hui que comme une médiocre manœuvre politicienne.

Et Philippe Morel de conclure en rappelant le climat mortifère qui avait enveloppé la fin de mandat d'un ancien chef de l'État et la situation plus délétère encore de celui qui avait précédé Berlau à l'Élysée, lui interdisant de se représenter.

Nous n'en sommes pas encore là. Mais nous n'en sommes pas loin.

François Berlau était dans l'avion qui le conduisait à Berlin pour un dîner en tête à tête prévu depuis longtemps avec le chancelier. Lui non plus n'était pas en très bonne posture. Son médiocre résultat aux élections l'avait obligé, après des mois de tractations, à reconduire une grande coalition exsangue et sans réel projet. Cette situation avait un temps profité à Berlau, mais aujourd'hui, c'étaient deux infirmes de la politique qui allaient se retrouver. En lisant dans l'avion l'éditorial de Morel, Berlau se disait qu'au fond il aurait pu signer ce papier. Il était étrangement calme en reposant *L'Univers* sur la table du coin bureau aménagé dans le Falcon 900 présidentiel. Le porte-parole du gouvernement était assis en face de lui, il avait lu l'article avant d'embarquer et s'attendait à son tour à être traité d'incompétent, incapable de gérer la presse. Ce fut tout le contraire.

— Tu as lu l'éditorial de Morel ? lui demanda Berlau. Il n'a pas tort et c'est pour cela que j'en voulais à Bougival. Morel dit vrai. Le gouffre n'est pas loin. Et même si les conneries du *Canard* n'ont pas provoqué jusqu'à présent la déflagration qu'il souhaitait, ne nous y trompons pas, s'il peut relancer l'affaire il le fera, et si ce n'est pas lui, d'autres le feront. Je les connais : ils ont lâché les chiens, ils ne me lâcheront plus.

Berlau n'en dit pas plus, l'avion venait d'atterrir à Berlin. François n'avait jamais aimé cette ville. Il la trouvait laide, reconstruite à la vavite, avant et après la chute du Mur, et chargée d'une histoire qu'il détestait. En revanche, il s'entendait très bien avec le chancelier et la soirée fut plutôt détendue.

Rentré à Paris dans la nuit, Berlau pensa que décidément il n'y avait pas photo entre les deux capitales.

Claude l'attendait. Elle avait lu *L'Univers* et s'était préparée à rassurer son mari. Finalement, elle aussi fut surprise du calme étrange affiché par François. Il lui redit ce qu'il avait expliqué à son porte-parole, comme s'il avait déjà intégré l'idée que la chute était inévitable. Claude portait une sorte de kimono qui la rendait plus attirante encore que si elle avait été totalement nue. Elle s'approcha de François, assis au bord du lit, et commença à le déshabiller. Ils n'avaient pas fait l'amour depuis plusieurs semaines. François était fatigué, il la laissa faire. Et, pour la première fois depuis longtemps, Claude s'endormit apaisée.

Trois jours après, l'Élysée semblait avoir retrouvé un peu de sérénité. Il y eut les obsèques de Bougival. Berlau avait fait comme prévu un discours qu'il avait écrit lui-même la nuit précédente. Il y saluait le sens de l'État de son compagnon de campagne et ministre de l'Intérieur qui avait donné sa vie à la politique. Mais il n'était pas à l'aise et ça se voyait. Alors qu'il prononçait son discours – salué unanimement par la presse –, il fit en sorte que son regard ne croise jamais celui de Michèle. La femme d'Étienne avait refusé que le président vienne saluer la dépouille de son mari à la fermeture du cercueil. Dévastée par le chagrin, elle ne décolerait pas contre Berlau, qu'elle jugeait responsable.

L'après-midi même une visite à Sophia Antipolis permit au chef de l'État de célébrer des résultats économiques qui avaient dû faire pâlir d'envie ses deux prédécesseurs. Seul point noir, les dépenses publiques ne diminuaient pas aussi rapidement qu'escompté. Compte tenu de ces résultats, le président avait dû lâcher du lest pour éviter une fronde des plus modestes. Et dans la fonction publique, hôpitaux, Éducation nationale, police, les salaires avaient été significativement augmentés. En sillonnant les routes de Sophia Antipolis qui traversaient une forêt de ces pins parasols qu'il affectionnait tant, Berlau se disait que si le climat politique n'avait été aussi délétère, il aurait pu espérer que tout allait repartir comme au début. D'autant qu'en l'espace de quelques jours, le successeur de Bougival avait déjà fait le ménage. Du moins le croyait-il.

III

La déflagration

Paris, début mai 2020

Jean-Pierre Lallemand, le nouveau ministre de l'Intérieur, n'avait pas seulement l'avantage de venir des rangs de la Droite républicaine, il était surtout un excellent connaisseur de l'univers policier. Il avait ses réseaux, tissés depuis son passage à la préfecture de police, quinze ans plus tôt. Jeune sous-préfet, après plusieurs années passées d'abord en Gironde puis dans les Alpes-Maritimes, il avait été nommé chef de cabinet du ministre de l'Intérieur de l'époque. C'était là, Place Beauvau, qu'il s'était familiarisé avec les différentes directions de la police. Apolitique mais penchant plutôt à droite, il avait noué très vite des relations avec les syndicats, et su habilement déjouer un mouvement de grogne sur le point de dégénérer. Remarqué à l'Intérieur, il était passé naturellement de la Place Beauvau à la préfecture de police. Actif directeur de cabinet, il était devenu en quelques mois une sorte de préfet bis, réputé pour ses qualités de négociateur et qu'utilisaient volontiers Matignon ou l'Intérieur en cas de tension avec les policiers. Et c'est ainsi qu'il avait quitté la haute fonction publique pour se présenter aux élections. Député à tout juste quarante ans, il avait choisi à l'époque la droite parce qu'elle était au pouvoir, mais il avait vite compris qu'en politique, mieux vaut ne pas avoir les deux pieds dans le même sabot et il avait toujours su nouer des liens avec le camp d'en face. Loin des extrêmes, il avait habilement cultivé des relations sur tous les bancs de l'Assemblée nationale, ce qui lui avait permis d'être élu à l'unanimité à la présidence de la commission des lois. Après le big bang provoqué par l'élection de Berlau, il avait été réélu sans difficulté malgré la déroute de ses anciens amis, beaucoup l'imaginant bientôt ministre. Un secrétariat d'État lui avait été proposé, ce qu'il avait refusé en estimant qu'il valait mieux que cela. En réserve de la nouvelle majorité, il savait que son tour viendrait. Il ne s'était pas trompé, et la mort de Bougival en avait

été l'occasion.

Berlau l'aimait bien. Lallemand, plus flic que ministre, le rassurait. Avec lui le président avait enfin ce relais chez les policiers qui lui avait tant manqué les deux premières années. Il était convaincu que dans ce moment compliqué, le choix de cet homme lui permettrait au moins de ne pas être le dernier prévenu de ce qui se préparait ou se tramait dans son dos, c'est-à-dire dans les rédactions. Il n'avait pas tort. Mais ce fut cette fois encore à ses dépens.

L'Univers travaillait dans le plus grand secret sur le financement iranien de la campagne de Berlau. Aucune preuve n'avait été apportée par *Le Canard enchaîné*, mais Philippe Morel était convaincu que le journal satirique ne s'était pas lancé sans un minimum de garanties. Blanche Dubois, officiellement venue à Marseille pour enquêter sur la drogue dans les quartiers nord, n'avait passé que quelques jours dans la cité phocéenne, malgré une passion très ancienne pour le côté bigarré, remuant et chaleureux de la ville. Elle avait quitté à regret les bars du Vieux-Port où elle s'était rendue volontairement plus que de raison pour accréditer l'idée qu'elle s'y était installée pour un bon moment. En fait, au bout de quelques jours, selon le plan établi par le boss, elle était rentrée à Paris, sans pour autant revenir au journal. Elle avait transformé son appartement de la rue du Bac en mini-rédaction consacrée jour et nuit à la recherche de preuves sur les liens secrets de Berlau avec Téhéran. En quelques semaines, elle avait ainsi pu reconstituer, à travers de nombreux témoignages, des enregistrements et même des photos, les rencontres bien plus nombreuses que ne l'avait affirmé le *Canard* entre le futur président et les émissaires iraniens. Pour Blanche, le doute n'était plus possible : le financement occulte était avéré et les sommes en jeu plus importantes encore que celles évoquées dans la première publication. Selon les interlocuteurs de la journaliste, il s'agissait plutôt de soixante-dix, voire de quatre-vingts millions. La seule question à laquelle Blanche ne trouvait pas de réponse était la destination d'une partie de cet argent alors que, malgré l'énormité des sommes avancées, la campagne n'avait sans doute pas coûté plus de cinquante millions.

En dépit de ces interrogations, le directeur de *L'Univers*, convaincu par cette accumulation d'informations, décida de les publier. Il hésitait seulement sur le jour et l'opportunité du moment. Blanche venait de boucler son papier, une enquête de trois pages qui allait mettre le feu. Elle le savait, Morel aussi. Les documents et notamment plusieurs photos qui illustraient l'article avaient été placés par précaution dans le coffre du patron. Mieux valait tout prévoir.

C'est le responsable du GSPR, le groupe qui assure la protection du président et de ses proches, qui prévint le ministre de l'Intérieur de l'imminence de la publication. Il avait eu l'information presque par

hasard. L'un de ses collègues assurait la protection de Justine, l'aînée du couple Berlau, et parmi les amis de l'adolescente, qui était en cinquième dans un collège du 8^e arrondissement de Paris, il y avait la nièce de Blanche Dubois. Celle-ci avait surpris une conversation entre sa tante et sa mère. La sœur de Blanche s'étonnait que cette dernière ne soit pas à Marseille. La journaliste s'était contentée de répondre qu'elle enquêtait sur la campagne de Berlau et qu'elle était sur le point de publier son article. « Tu vas lire, c'est du lourd, du très lourd, avait seulement dit Blanche. Cette fois, Berlau devra s'expliquer, sinon il explose. »

La nièce de la journaliste, plus inquiète que fière d'avoir une telle information, s'était empressée de dire à Justine ce qu'elle savait. Et la fille du président de le raconter au policier qui l'accompagnait. Il s'appelait Joseph, il avait tout juste trente ans. Ce grand gaillard, qui avait deux sœurs à peine plus âgées que Justine, s'était naturellement pris d'affection pour la fille aînée du président. Elle ne voyait pas grand monde et du coup Joseph était devenu le confident des bons et surtout des mauvais jours. Elle lui avait demandé conseil. Devait-elle en parler à son père ?

« Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne idée, lui avait répondu le policier. Il n'apprécierait pas que tu te mêles d'affaires aussi graves et qui te dépassent.

— Mais justement, je ne peux pas faire comme si je ne savais rien. Et puis, tu sais, je crois que j'ai peur. Papa, il n'est plus pareil. Je ne sais jamais s'il va se mettre en colère ou être gentil avec nous.

— Crois-moi, Justine, n'en parle pas. À personne. Moi j'en dirai un mot à mon chef. »

Avant d'en informer le président, le ministre de l'Intérieur se donna le temps de vérifier ce que venait de lui apprendre le patron du GSPR. Une enquête sur les allées et venues de Blanche Dubois, et le ministre fut rapidement convaincu que la publication de l'article était effectivement imminente. En arrivant à l'Élysée, il croisa Claude sur le perron.

— Rien de grave, j'espère, monsieur le ministre de l'Intérieur ?

Lallemand se contenta d'un sourire et lui souhaita une bonne journée.

Au premier étage, les secrétaires du président et celles du secrétaire général, qui partageaient le même bureau, se précipitèrent sur le ministre, rivalisant d'amabilités, lui proposant qui un café, qui un croissant ou un jus d'orange. Lallemand était plutôt séduisant et les jeunes femmes appréciaient ce nouveau venu dans le cercle présidentiel qui avait toujours un mot gentil à leur égard. Francis Rocher venait de sortir du bureau de Berlau et salua Lallemand d'un « Comment vas-tu ? » enjoué et détendu. Le ministre de l'Intérieur lui

fit comprendre d'un signe et d'une moue peu engageante que ce qu'il avait à dire au président n'était pas de nature à le mettre de bonne humeur. Du coup le secrétaire général proposa à Lallemand de passer dans son bureau, mais Berlau sortit du sien au même moment et invita son ministre à le rejoindre. Puis, s'adressant au secrétaire général, il lui proposa d'entrer également.

— Viens, Francis, je ne pense pas que Jean-Pierre veuille me confier un secret d'État.

— Un peu quand même, monsieur le président. Enfin, un secret qui va vite être éventé.

L'huissier avait à peine refermé la porte du bureau que Berlau lança un « Alors ? » vaguement inquiet.

— Monsieur le président, *L'Univers* devrait sortir aujourd'hui, ou plus sûrement demain, une enquête qui ne va pas vous faire plaisir.

— Une de plus ! J'ai l'habitude.

— Non, la deuxième sur le même sujet. Après le *Canard*, *L'Univers* s'apprête à revenir sur le financement iranien de votre campagne.

— Quoi ? Un mois après le *Canard* ! Mais il n'y avait rien. Ils n'ont pas fourni la moindre preuve. Et pour cause : ce n'était qu'un ramassis d'informations bidon. Comme prévu, tout cela a fait *pschitt*. Dites-moi plutôt, monsieur le ministre de l'Intérieur, si nous avons du nouveau sur le MAS.

Berlau avait retrouvé le voussoiement protocolaire, comprenant que ce qu'il devait entendre allait sérieusement lui gâcher la journée et sans doute les suivantes.

— Et d'abord, qui a fait cette prétendue enquête ?

— Blanche Dubois, monsieur le président.

— Blanche n'est pas une ennemie pourtant. Nous avons même de bonnes relations. Et je l'ai beaucoup soutenue après la mort de Jouraud.

— Oui, mais Dubois, elle est comme tous les journalistes, elle serait prête à tout pour une information. D'après ce que je sais, *L'Univers* s'apprête à publier non seulement l'enquête de la journaliste, mais des photocopies de documents et surtout des photos qui seraient autant de preuves de ce qu'écrivait le *Canard*.

Berlau, qui ne pouvait plus contenir sa colère, explosa à cette dernière phrase :

— Mais enfin, Dubois et son torchon disent n'importe quoi et vous aussi, Lallemand ! Je suis le président et je vous dis que tout cela n'a jamais existé. Ou vous me croyez ou vous donnez votre démission !

— Je vous crois, monsieur le président, mais je ne pouvais pas ne pas vous prévenir. Vous avez assez reproché à Bougival de ne pas l'avoir fait.

Rocher, qui avait assisté à cet échange sans intervenir, fit

comprendre d'un mouvement de tête au ministre qu'il était temps pour lui de se retirer. Tout était dit. Il demanda seulement à Lallemand de tenter de récupérer l'article avant qu'il ne soit publié.

— Je crains que ce ne soit pas possible. Ils ont pris toutes les précautions, répondit-il en ouvrant la porte. Au mieux, j'aurai le papier deux heures avant l'imprimerie.

François Berlau était passé pendant ces quelques secondes de la colère à la prostration. Et surtout à l'incompréhension. Rocher le regardait sans rien dire. Partagé entre la compassion et les interrogations. Compassion pour son ami qu'il voyait défait et interrogations sur la réalité de ce qu'allait publier *L'Univers*. Pendant la campagne, il n'avait pratiquement jamais quitté Berlau et jamais il n'avait eu l'occasion de s'interroger sur quoi que ce soit qui aurait pu lui paraître illégal. François était profondément honnête et d'une rigueur presque malade. Il allait falloir se battre, dénoncer les mensonges et les calomnies. Ils l'avaient fait il y a un mois, ils recommenceraient si nécessaire. Francis espérait seulement que son ami résisterait. Il avait su être fort et retourner la situation une première fois, qu'en serait-il cette fois-ci ?

Lallemand était bien informé – et pour cause : l'enquête de Blanche parut le lendemain. Un énorme titre barrait toute la une de la première page. Sur cinq colonnes.

Le financement iranien de Berlau

Et juste au-dessous ces premières explications :

L'enquête de notre reportere Blanche Dubois confirme les informations publiées il y a un mois. Des documents dont nous livrons la photocopie attestent qu'il y a bien eu plusieurs rencontres entre des émissaires du gouvernement iranien et le candidat François Berlau. Notre reportere a pu retrouver l'un de ces émissaires. Il témoigne, donne des dates. Une photo de cet homme avec le candidat, prise dans une commune du Doubs, authentifie ce témoignage.

Ce court texte chapeautait une photo du président et un éditorial expliquant pourquoi le journal avait décidé de publier cette enquête :

Les faits sont d'une gravité exceptionnelle. Avant de les publier, Blanche Dubois s'est assurée qu'en aucun cas il ne pouvait y avoir manipulation ou faux témoignage. Toutes ces informations ont été recoupées et validées par de multiples interlocuteurs. Les sommes évoquées sont considérables. Au total, plus de soixante millions, versés en espèces par l'un des émissaires ou virés sur des comptes offshore et ensuite rapatriés une fois blanchis.

Les accusations que nous avons décidé de porter en place publique mériteront mieux que de vagues dénégations. Le président Berlau va devoir s'expliquer.

À l'intérieur, le journal consacrait quatre pages à l'enquête de Blanche. Confirmant les informations du *Canard*, elle donnait des dates : entre 2014 et 2017, il y avait eu pas moins de quatre rencontres, trois à Téhéran et une à Paris, entre Berlau, qui gérât les affaires de plusieurs grands groupes internationaux, et le ministre de l'Économie iranien ; fin 2017, Berlau, qui venait d'annoncer sa candidature à la présidentielle, avait eu plusieurs échanges téléphoniques avec un conseiller de l'ambassade d'Iran à Paris. Le script des conversations publié par *L'Univers* ne laissait aucun doute sur la nature des relations entre le gouvernement iranien et Berlau. On pouvait y lire que, dans une première conversation, Berlau avait fait part de ses difficultés financières. Dans une deuxième, le conseiller de l'ambassade lui demandait de quelle somme il aurait besoin. Au bas mot quarante millions, lui avait répondu Berlau. Et dans une troisième, le même conseiller lui annonçait que Téhéran était prêt à aller beaucoup plus loin et proposait au candidat une rencontre avec un émissaire venu directement de la capitale iranienne. Berlau avait accepté à la condition que ce soit ailleurs qu'à Paris. Il avait suggéré une petite commune du Doubs. Il devait faire un meeting à Besançon, il profiterait de la pause d'après-meeting pour s'échapper. Rendez-vous avait été pris chez une vieille amie du futur président, recontactée pour l'occasion, à Baume-les-Dames. *L'Univers* publiait deux photos de ces rencontres, l'une de l'émissaire iranien, une valise à la main, entrant dans une maison de Baume, l'autre de ce même émissaire serrant la main de Berlau devant la même maison.

Enfin, Blanche donnait les noms de plusieurs donateurs qui avaient payé directement les entreprises chargées d'organiser les meetings du candidat. Avec de l'argent transféré de comptes offshore alimentés par plusieurs banques iraniennes. Pour rester dans les limites autorisées pour la campagne, une double comptabilité avait été créée. Une faible partie du coût des meetings était prise en charge officiellement, le reste était facturé aux donateurs, listés par la reportere, photocopies de factures à l'appui.

Le journal à peine distribué dans les kiosques, un communiqué de l'Élysée tombait dans toutes les rédactions :

Le journal L'Univers publie ce jour une enquête qui reprend un certain nombre de prétendues informations déjà diffusées il y a un mois. L'auteur accompagne son article de photocopies et de photos qu'elle présente comme des preuves irréfutables. Le président de la République renouvelle le démenti le plus formel à ces allégations. Il regrette que ce quotidien qui fait

autorité en France et au-delà de nos frontières s'autorise à publier des documents qui ne sont que faux et montages grossiers. Malgré la répugnance qu'une telle démarche lui inspire, M. François Berlau fera déposer dès cet après-midi sur le bureau du procureur de la République une plainte en diffamation contre L'Univers et il met en garde tous ceux qui diffuseraient de telles informations qui sont une atteinte grave à son honneur et, à travers lui, à celui de la République française.

Berlau avait rédigé ce communiqué avec Rocher et le Premier ministre. Maxime Charbonnau avait été mis au courant la veille au soir de la parution probable de l'article. Sans en connaître le contenu exact, il savait déjà que cette réplique tardive du séisme provoqué par la première salve serait difficile à maîtriser. Voire impossible. Il devait passer la nuit à Dijon, après avoir présidé plusieurs réunions à la préfecture. Mais la dernière à peine achevée, il avait repris la route de Paris, en se disant qu'il ne suffirait pas de manier l'humour ou la menace pour endiguer la vague. Dans la voiture, il avait appelé sa femme, Jeanne, pour lui dire en deux mots ce qui était en train de se jouer. Pas seulement son poste, mais le quinquennat. Et de conclure avec son humour habituel, la tristesse en plus : « Essaie de trouver un endroit calme pour cet été. Je crois que nous en aurons bien besoin. » Il était plus de 2 heures quand il avait franchi la porte de Matignon. Jeanne ne dormait pas. Elle lui avait demandé s'il en savait plus. Non, il avait tenté d'appeler Blanche Dubois, mais la journaliste s'était bien gardée de le rappeler. Ils n'avaient plus sommeil ni l'un ni l'autre. Et ils avaient passé une bonne partie de la nuit à se refaire le film de ces deux dernières années, en se disant que non vraiment, ça ne pouvait pas se terminer ainsi. Aussi médiocrement. Et pourtant ! Ils ne voyaient plus d'issue. La fatigue avait fini par couper court à cette conversation. Jeanne s'était endormie.

Comme convenu, le Premier ministre s'était rendu à l'Élysée en fin de matinée, arrivant discrètement par la grille du Coq. Quand il était entré dans le bureau du président, Rocher était déjà là. Berlau écrivait et le secrétaire général, figé devant la fenêtre, regardant fixement le jardin sans vraiment le voir, attendait le communiqué qui allait être diffusé. Seuls quelques chants d'oiseaux nichés dans les arbres du parc déchiraient le silence que Charbonnau n'avait pas cru devoir rompre en pénétrant dans la pièce. Lui aussi attendait. Le président ne laissait rien transparaître, comme si ce qui se jouait n'était qu'une mauvaise pièce écrite par un auteur de série B. Sauf que l'auteur, c'était lui, et qu'il risquait d'en être également l'acteur.

En parcourant le texte que venait de lui tendre le président, Charbonnau se dit qu'il n'était pas très différent du premier communiqué publié il y a un mois. Connaissant Berlau, il se garda

bien d'en faire la remarque, soulignant malgré tout qu'une procédure judiciaire allait obliger la présidence à faire la preuve qu'il s'agissait bien de faux. Or, apparemment, *L'Univers* semblait convaincu de posséder des documents de première main. Et puis, demanda le Premier ministre, était-ce bien utile de menacer tous ceux qui allaient reprendre les informations du journal alors que toutes les radios et télévisions ne parlaient plus que de ces nouvelles révélations ? Remarque de bon sens que n'était pas loin de partager Francis Rocher. Reste que pour Berlau, ce que venait de dire le Premier ministre, c'était déjà beaucoup trop. Une colère sourde l'envahit. Et les mots qu'il employa étaient faits pour blesser :

— Maxime, j'avais déjà trouvé ta réaction étrange après la parution du *Canard*...

— Mais enfin, je suis immédiatement monté au créneau à l'Assemblée !

— Oui, pour expliquer que les faits relatés par le *Canard* ne pouvaient être que mensonges et affabulations parce que sinon ils relèveraient de la Haute Cour. Tu avoueras qu'on pouvait trouver mieux comme défense.

— En tous les cas, ça a suffi pour calmer le jeu.

— La preuve que non, puisque le journal de Morel remet le couvert aujourd'hui.

— C'était prévisible.

— Oui, mais ce qui l'est moins c'est qu'ils publient des documents sortis de je ne sais où et qui ne sont que des faux grossiers.

— Je n'en doute pas.

— Si, tu en doutes. Tu en as d'ailleurs douté à la minute même où je t'en ai parlé. Tu as cru te ressaisir, mais j'ai bien senti ce que tu pensais : et si c'était vrai ! Et si c'était vrai, hein... J'en ai d'ailleurs parlé à Claude.

— Et alors ?

— Elle a pris ta défense, comme d'habitude. Elle prend toujours ta défense.

— Pas toi ?

— Moi, je m'interroge.

Ça allait trop loin. Rocher tenta de faire baisser la pression, comprenant que les mots qui étaient prononcés pouvaient à tout moment déboucher sur une rupture. Et celle-là serait dans l'immédiat plus mortelle encore que tous les papiers que pourrait publier *L'Univers*. Ce serait la fin de l'expérience Berlau. Le pays était déjà suffisamment chahuté depuis les assassinats de l'hiver pour ne pas y ajouter un clash politique. Le secrétaire général en était là de ses réflexions quand il entendit ce qu'il ne voulait pas entendre :

— Si tu le prends sur ce ton, François, je n'ai plus qu'à partir. Tu

auras ma démission d'ici une heure. Je la rendrai publique dès mon retour à Matignon.

Berlau ne s'y attendait pas, même si ses propos ne pouvaient que provoquer une telle réaction. Réflexe d'orgueil et de colère mêlés, il s'entendit répondre :

— Eh bien si tu veux partir, pars. Finalement, j'ai fait une erreur en allant te chercher. J'ai été assez con pour penser qu'on pouvait durablement s'entendre avec des gens qui ne sont pas de son camp.

— Mais de quel camp parles-tu ? Tu as passé ta campagne à expliquer que tu n'étais précisément d'aucun camp !

Berlau, qui n'en pouvait plus et pensait en avoir beaucoup trop entendu, allait congédier Charbonneau quand Rocher prit enfin la parole pour tenter d'éviter un désastre imminent :

— Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, je ne peux laisser se terminer cette réunion sans intervenir. Pardon, François, pardon, Maxime, mais vous êtes tous les deux en train de déconner à pleins tubes. Malgré le respect que je vous dois, ou plutôt parce que je vous respecte sincèrement tous les deux, c'est mon devoir de dire que si Maxime franchit la porte de ce bureau pour ne plus y revenir, c'en est fini de ce que nous avons tenté de faire. Laissez vos ego de côté. Ça va déjà être très compliqué, mais l'un sans l'autre ou l'un contre l'autre c'est carrément injouable. Si tu dois partir, Maxime, ce n'est certainement pas maintenant. Ce serait un lynchage qui te ferait porter la responsabilité de tout ce qui va suivre. Et toi, François, si tu congédies ton Premier ministre alors même que *L'Univers* vient de déclencher un scandale qui met en jeu plus que ta réputation, ton honneur, tu es mort politiquement. Tu seras mis en minorité à l'Assemblée, tu devras dissoudre, tu perdras les élections et tu devras démissionner.

Berlau et Charbonneau écoutèrent cette longue tirade sans piper mot, sachant l'un et l'autre que le secrétaire général avait raison. En guise d'acquiescement, Berlau accepta le premier de remettre la raison au centre du jeu.

— Bon, Maxime, grommela-t-il, oublie tout ce que je viens de dire. Je compte sur toi. Dès cet après-midi à l'Assemblée.

— Je ne te lâcherai pas, François, mais reconnais que c'était violent.

— Oui..., continua de marmonner Berlau, mais puisqu'on est d'accord, maintenant on agit.

Rocher, qui pour la première fois depuis une heure avait le sentiment de s'éloigner du précipice, alla à la fenêtre respirer un grand coup. Après avoir longuement regardé les canards qui s'ébrouaient dans le bassin – heureux canards indifférents à ce qui se jouait derrière ces murs, se disait-il bêtement –, il se tourna à nouveau vers le président pour compléter son propos et lui dire que cette fois, il

n'échapperait pas à une interview télévisée.

— Il n'en est pas question. J'aurais forcément l'air d'un accusé sur la défensive. Ce n'est pas le cas et je ne vais pas m'exposer inutilement. Laissons retomber le soufflé, comme la dernière fois. Maxime fera ça très bien à l'Assemblée.

— Comme tu veux, lui répondit Rocher alors que Charbonnau prenait congé en prétextant la nécessité de préparer son intervention devant les députés. Comme tu veux, répéta Rocher seul face à Berlau, mais prépare-toi, tu devras le faire. Je connais la presse. Les confrères de *L'Univers* sont furieux de s'être laissé devancer par Blanche Dubois. Dans chaque rédaction, des équipes vont se créer pour enquêter. Ce sera à celui qui aura le meilleur scoop, l'interview la plus originale ou la plus inattendue. Quitte à aller trop vite, à ne pas vérifier, voire à prendre le risque de se faire manipuler. En tous les cas, François, ils ne te lâcheront plus. D'ailleurs tu le sais très bien, c'est toi-même qui nous l'as dit !

En écoutant Francis, Berlau se disait qu'il avait en face de lui le seul ami sur lequel il pouvait compter. Il savait bien au fond de lui-même que tout à l'heure Rocher l'avait sauvé d'une catastrophe en évitant que Charbonnau démissionne. Mais cet ami, fût-il sincère et proche, ne pouvait gommer la solitude qui était aujourd'hui la sienne. Lui, président, savait que tout était faux. Mais comment le prouver ? Les bulldozers étaient en marche.

En rentrant de l'Élysée, plutôt que de passer par les Invalides, la voiture de Charbonnau fit un crochet par la place de la Concorde et le boulevard Saint-Germain. Entre la rue de Solferino et Matignon, il y avait à peine un kilomètre que le Premier ministre avait décidé de parcourir en flânant. La journée contrastait avec le climat politique. Le soleil était déjà chaud. Boulevard Saint-Germain, les passants ne prêtaient guère attention à ce presque jeune homme qui déambulait la veste à l'épaule. Et ceux qui le reconnaissaient étaient plutôt aimables. La plupart à coup sûr n'avaient pas lu *L'Univers*, pourtant bien visible au kiosque du carrefour Bac-Saint-Germain. Maxime s'y arrêta pour acheter le journal. Un attroupement se forma rapidement et ceux qui interpellèrent Charbonnau le firent sans agressivité, mais chacun voulait savoir. Beaucoup n'avaient lu que le titre de une ou entendu les premières informations à la radio. Un passant qui arborait sa Légion d'honneur à la boutonnière s'enhardit pour apostropher le Premier ministre :

— On a voté pour vous, mais que va faire le président ? Il doit s'expliquer et nous prouver sa bonne foi.

En écoutant cet électeur, Maxime se dit que pour l'heure le scepticisme à l'égard de la presse et des médias l'emportait encore sur des sentiments plus violents ou simplement hostiles, mais il savait que

ça ne durerait pas. Il s'attendait au pire dès cet après-midi à l'Assemblée nationale. Du coup, plutôt que de rentrer déjeuner à Matignon, il appela son directeur de cabinet et son conseiller politique en leur proposant de le rejoindre au restaurant Al Dente, un italien très apprécié dans le quartier, à quelques pas de son bureau. Ce ne fut pas la meilleure idée. À peine avaient-ils eu le temps de s'installer et de commander une pizza aux truffes qu'ils furent assaillis de questions. Il y avait là une quarantaine d'habitues. Charbonneau les connaissait presque tous, journalistes, politiques ou écrivains, et leurs propos n'avaient pas la même tonalité que ceux entendus quelques minutes plus tôt boulevard Saint-Germain. Les plus aimables affichaient une certaine tristesse ; les autres – la majorité –, beaucoup plus sévères, affirmaient péremptoirement que tout cela allait mal se terminer ; quant aux plus vindicatifs, ils déclaraient déjà tout de go que Berlau était cuit. Bref, rien qui donne envie à Charbonneau et ses collaborateurs d'attaquer la pizza, refroidie d'avoir trop attendu. Ce qui devait être un moment de détente était en train de tourner au calvaire. « Finalement, se dit-il, un sandwich dans mon bureau fera l'affaire. » Les trois hommes précipitèrent leur départ après avoir bu un café.

Dans la cour de Matignon, Maxime aperçut sa femme qui s'apprêtait à passer le portail.

— Tu as cinq minutes ?

Jeanne acquiesça et retourna garer sa voiture. Elle suivit Maxime dans le salon de leur appartement privé. Selon leur humeur et surtout l'actualité du moment, Maxime et Jeanne dormaient dans cet appartement ou rentraient chez eux. Depuis plusieurs mois, Charbonneau avait d'ailleurs proposé à sa femme de s'installer durablement à Matignon, sinon, disait-il, ils risquaient de ne plus se voir.

Après avoir avalé une moitié de sandwich et bu un second café, trop chaud, comme d'habitude, ce qui eut le don de l'énerver, il raconta à Jeanne sans trop entrer dans le détail l'entretien avec Berlau, la rédaction du communiqué qu'elle avait déjà dû entendre et l'algarade qui avait failli mal tourner entre le président et lui.

— Et puis, conclut-il en prenant un verre d'eau, tout est rentré dans l'ordre.

— Jusqu'à quand ? demanda Jeanne, comme si elle s'adressait à elle-même plutôt qu'à son mari.

— Le temps de traverser cette tempête.

— Tu sais bien que, quoi qu'il arrive, le président n'en sortira pas indemne. Pense à toi aussi.

— J'ai voulu partir, mais Francis Rocher avait raison, ce n'est pas une bonne idée. Ça ne ferait qu'ajouter une crise à la crise. Et puis

Berlau s'est rendu compte qu'il était allé trop loin.

— Il va parler ?

— Non, il considère que le communiqué suffit. Ni Francis ni moi ne le pensons, mais on n'a pas réussi à le convaincre. Du coup, ça risque de dégénérer rapidement.

Charbonnau ne croyait pas si bien dire. La séance à l'Assemblée fut épouvantable. Jamais le Palais-Bourbon n'avait connu un tel désordre. Dès son entrée dans l'hémicycle, le Premier ministre fut accueilli aux cris de « Démission ! » sans qu'on sache très bien si l'apostrophe s'adressait à lui ou au président. On fut vite fixé. C'est la démission de Berlau que réclamaient, d'une voix mêlée, les députés d'extrême gauche, ceux d'extrême droite et de la Droite républicaine. Lassry et Malingaud n'étaient pas les derniers à apostropher personnellement Charbonnau, qui n'avait aucune chance de se faire entendre dans ces conditions. Ce n'était plus un chahut comme l'Assemblée nationale en a le secret, c'était un tribunal populaire qui exécutait le président avant même qu'il ne soit jugé.

À l'Élysée, Berlau et Rocher, scotchés devant leur téléviseur, étaient incapables de se parler. D'ailleurs que dire, sinon espérer que cet horrible spectacle s'arrête. Ce qui fut le cas au bout d'une vingtaine de minutes, lorsque le président de l'Assemblée prit la décision de suspendre la séance sans fixer d'heure de reprise. Il aurait pu le faire plus tôt, se dirent en même temps le chef de l'État et son secrétaire général. Et Rocher de revenir à la charge :

— Tu devrais parler. Tu ne peux pas laisser le pays s'enfoncer de cette manière.

— À quoi bon ? À cette heure je ne serais pas entendu. Mais, crois-moi, Malingaud et Lassry ont fait une erreur : les Français aiment bien qu'on chahute leurs dirigeants, mais ils détestent qu'on insulte la fonction présidentielle. Tu verras les prochains sondages.

Berlau ne pensait pas vraiment ce qu'il affirmait avec une assurance feinte, mais il voulait encore espérer.

En réalité l'article de *L'Univers* avait jeté un immense trouble et les Français ne savaient plus que penser : fallait-il croire la classe politique et médiatique, pour qui c'était un scandale d'État, ou le président, qui se contentait de nier en bloc ? Dans tous les cas, malgré les antidotes en forme de démentis, le poison s'avérait de plus en plus mortel.

Berlau était abîmé et seule la preuve définitive que ce qu'avait écrit Blanche Dubois n'était qu'un faux grossier aurait pu inverser le cours des choses. Seulement voilà, cette preuve, Berlau était incapable de la fournir.

Palais de l'Élysée, fin mai 2020

Deux semaines après la publication de *L'Univers*, aucune contre-attaque sérieuse n'avait été organisée par l'exécutif, de plus en plus embourbé. Le président avait pratiquement renoncé à sortir du palais, tant les manifestations étaient devenues violentes à l'occasion de chacun de ses déplacements. Certes ce n'étaient à chaque fois que quelques dizaines de manifestants, mais c'était suffisant pour empêcher le déroulement normal d'une visite présidentielle.

À l'Élysée, l'atmosphère était devenue détestable. Francis Rocher avait beau tenter de conserver un semblant d'unité au cabinet, la débandade était programmée et le « courage fuyons » était désormais la règle adoptée par la plupart des conseillers, qui cherchaient à descendre au plus vite de ce train à l'arrêt.

Claude et François avaient dû se rendre à l'évidence, cette situation politique avait sérieusement impacté leur vie privée. Au point qu'ils avaient dû retirer leurs filles du collège où elles étaient toutes deux scolarisées. Pas une journée sans qu'elles subissent des agressions verbales de plus en plus blessantes. L'aînée, Justine, avait failli se battre avec une élève de troisième qui, la croisant dans la cour, avait insulté son père. Claude s'était résolue à mettre ses deux filles dans un établissement privé tout en se disant que ce ne pouvait être que provisoire, mais ce n'était pas une vie pour les gamines. Il fut même envisagé qu'elles retournent vivre rue Monge. Mais sans leurs parents, c'eût été sans doute pire encore.

François et Claude n'avaient plus de vie. Non seulement le président avait renoncé aux sorties publiques, mais il avait annulé la plupart des soirées officielles. Quant aux dîners privés, mis à part quelques réunions de famille, il n'y pensait plus depuis longtemps. Depuis l'assassinat de Charrié, précisément. C'est peu dire que depuis cette époque le couple n'allait pas bien. Claude comptait les semaines : ils

n'avaient pas fait l'amour depuis le court voyage de François à Berlin. Cela ne lui manquait même pas, tant son mari, si séduisant et séducteur, était devenu rugueux et inabordable. Et ce n'est pas faute d'avoir tenté de le protéger, toujours prête à le rassurer, utilisant même parfois des arguments à la limite de la mauvaise foi qu'aucune oreille extérieure ou un peu distanciée n'aurait jugés recevables. Mais Berlau semblait ne plus rien entendre. François n'était plus l'homme solide qu'elle avait connu, ne doutant de rien jusqu'au déraisonnable.

Pour survivre, Claude avait décidé de passer ses journées loin de l'Élysée. Ce mardi-là s'annonçait comme les autres jours. Un bel après-midi de printemps. Avec deux amies choisies parmi le dernier carré des fidèles, elle avait déjeuné dans un petit restaurant du Marais qu'elle affectionnait et s'était ensuite promenée au milieu de passants indifférents. Il y avait quelques mois encore, Claude ne pouvait sortir sans être interpellée, applaudie, sollicitée pour soutenir un mouvement ou une cause humanitaire. Désormais, c'était à peine si elle avait besoin de protection, tant elle paraissait déjà oubliée ou pour le moins ignorée. Ce qui lui aurait plutôt convenu, si cette situation ne lui rappelait en permanence celle de François. Son mari était désormais un président pratiquement empêché. Et c'est ce qu'elle allait dire ce soir-là à Francis Rocher, le seul sur qui le couple pouvait encore compter.

Car, pour le reste, l'Élysée n'était plus qu'un bateau ivre. Le secrétaire général ne commandait plus qu'une armée d'ombres, c'est-à-dire personne ou presque. La Belle au bois dormant y aurait été comme chez elle, et le silence du palais, en ce début de soirée, témoignait d'une situation devenue ubuesque à force d'être tragique. Matignon assurait la continuité comme s'il n'avait plus qu'à gérer les affaires courantes. Et du coup Francis avait un peu de temps. Suffisamment en tout cas pour se décider à convaincre – sinon à obliger – le président à parler enfin. Il en était là de ses réflexions partagées avec Claude lorsque l'huissier lui apporta comme chaque mardi la nouvelle livraison du *Canard enchaîné*. En un instant, Claude le vit se décomposer et poser le journal sur le bureau sans même le lire. Le titre suffisait :

Irangate : les bons comptes (offshore) font les bons amis

Claude se saisit du journal et lut, impassible, le papier de une. En tendant le *Canard* à Francis, elle dit seulement d'une voix d'outre-tombe :

— C'est foutu.

À son tour, Rocher lut sans broncher ce qui s'apparentait plus à une bombe à fragmentation qu'à un article de presse. Dès la première

phrase, tout était dit. Aucun humour dans ce papier, mais des faits ou prétendus tels.

Retenez bien ces numéros :

2647KZ958

10387AP575

6274X31987

Ce sont les numéros des comptes en banque du président François Berlau. Non pas à la BNP, à la Société générale ou même chez Rothschild, non, ce sont des comptes ouverts au nom de trois sociétés : la première, une IBA (International Banking Act) déclarée aux îles Vierges, la deuxième, une IBC (International Business Company) créée à Macao, la troisième enfin, une OBU (Offshore Banking Unit) déclarée aux Philippines.

Deux de ces sociétés ont pour actionnaires François Berlau et son beau-frère, la troisième a un actionnariat plus partagé mais qui reste intégralement dans la famille Berlau. Plusieurs dizaines de millions de dollars ont été déposés sur ces comptes il y a un peu plus de deux ans. Au total, entre vingt-cinq et trente millions. Bien évidemment, ni François Berlau ni aucun membre de sa famille n'a jamais mis les pieds à Macao ou dans les îles Vierges. En ce qui concerne les Philippines, on peut seulement noter que l'actuel président de la République y a passé un peu plus d'un mois lorsqu'il était étudiant. Mais on peut douter qu'il ait pensé à y ouvrir un compte à cette époque ! Bref, le Canard est en mesure de révéler aujourd'hui que notre très cher président possède trois comptes offshore ouverts au moment où il négociait avec les Iraniens le financement de sa campagne électorale. Et l'on comprend que ses généreux donateurs n'ont pas hésité à financer sa vie d'après l'Élysée. Avec un tel enrichissement personnel, on ne se fait pas de souci pour François Berlau et sa charmante famille. On n'est même pas loin de penser qu'après ces révélations (étayées par les photocopies des numéros de comptes et des statuts de ces trois sociétés où figure le nom de chacun des actionnaires), le président en profitera sans attendre la fin du quinquennat !

C'était tellement incroyable que Claude et Rocher ne l'avaient d'abord pas cru. Puis il fallut se rendre à l'évidence : en page 3, il y avait bien les différentes photocopies annoncées, notamment les bordereaux de virements sur ces trois comptes datés du 3 septembre 2017, du 4 octobre 2017 et du 6 janvier 2018. Tous provenaient de la même banque iranienne, la Bank Saderat Iran.

Accablant. Que dire ? Rien. Claude prit simplement par le bras Rocher en l'entraînant sans tarder dans le bureau d'à côté, celui du président. C'est elle qui tendit le journal à François, étonné de les voir entrer ensemble à cette heure inhabituelle. Au premier instant, le président ne comprit pas pourquoi sa femme lui tendait le journal. Il

le prit presque machinalement, comme s'il ne trouvait aucune urgence à le lire. Il allait le poser sur la table quand le titre lui explosa à la figure. Au point qu'il dut s'appuyer sur le bureau pour ne pas vaciller. Claude et Rocher étaient restés debout face à lui, observant le moindre signe. Mais Berlau n'affichait rien d'autre qu'une pâleur extrême. La une puis la page 3 où s'étaient les photocopies, il lut tout jusqu'au dernier mot, jusqu'au dernier nom avant de lever les yeux sur sa femme avec un regard creux qu'elle ne lui avait jamais vu. Comme si Berlau s'était vidé de lui-même, comme s'il avait disparu.

C'est Claude qui rompit le silence. Elle croyait hurler, en fait elle était à peine audible.

— C'est vrai ? Tu as vraiment reçu cet argent et ouvert ces comptes ? Et tu as entraîné ma famille dans cette ignominie ?

Berlau la regardait, hébété, sans réaction.

Rocher n'avait jamais vu la jeune femme dans cet état. Alors qu'il devait tendre l'oreille pour comprendre ce qu'elle disait, elle était au bord d'exploser. Elle se voulait impassible, mais son corps tremblait des pieds à la tête. Elle finit par s'asseoir sur le canapé, oscillant entre l'évanouissement et la crise de nerfs.

Alors que le regard de Berlau allait de l'un à l'autre, sa bouche paraissait incapable d'émettre le moindre son. Francis Rocher reprit la question de Claude :

— C'est vrai ? Parce que si c'est le cas, je ne reste pas une minute de plus dans cet endroit. Déjà que ça n'a plus grand sens, là franchement ça va devenir invivable.

Ces mots et surtout la menace de voir son ami quitter à son tour le navire eurent sur Berlau l'effet d'un électrochoc.

— Mais enfin, c'est ignoble ce que vous êtes en train de dire ! Comment pouvez-vous, tous les deux, croire un instant ces monstruosité ! Je ne sais pas d'où viennent ces documents, mais moi je n'ai jamais rien signé.

— Pourtant apparemment cet argent est bien sur ces comptes, les sociétés qui les ont ouverts existent, les noms des actionnaires n'ont pas été inventés. Et les preuves des virements en provenance de Téhéran sont sous tes yeux.

— Mais je ne dis pas que ce sont des faux, je dis que *moi* je ne suis au courant de rien et que je n'ai ni créé ni participé à aucune de ces sociétés. Je ne comprends rien, sinon qu'on veut me tuer. Cet article du *Canard* n'est pas un coup de semonce – ça, c'était il y a un mois –, cette fois c'est un tir à balles réelles. Mais comme ceux qui sont derrière n'ont pas le courage de le faire eux-mêmes, ils utilisent la presse, trop heureuse de pouvoir vendre du papier.

— François, même si l'on accepte l'idée qu'il s'agit d'un complot, il va falloir t'expliquer parce que pour l'instant les Français n'ont aucune

raison de ne pas croire ce qu'ils vont voir imprimé noir sur blanc. Et puis ces gens qui seraient derrière, qui ça pourrait être ?

— Je te rappelle, répondit Berlau, qu'on ne sait toujours pas qui a tué Charrié et Jouraud. Pas même qui dirige le MAS. Après tout ils ont multiplié les menaces contre les politiques et les journalistes, ils ont sans doute décidé de passer à la vitesse supérieure.

— Ça n'explique pas l'existence de ces sociétés et de ces comptes. Le *Canard* sort demain matin, tu n'as plus le choix, insista Rocher, il faut que tu parles dès demain soir. Et nous n'avons pas les moyens de faire dans la dentelle. Même si cela fait hurler, je vais proposer une interview commune à la Une, la Deux et la Trois. Et on exigera qu'elles donnent aux chaînes d'info l'autorisation de rediffuser avec une heure de décalage. Ce qui sera meilleur pour nous.

Peu après, l'Élysée publiait un communiqué annonçant que le président parlerait à la télévision le lendemain à 20 heures.

Des informations ignobles et qui ne correspondent à aucune vérité doivent paraître demain dans la presse. Le président de la République ne peut laisser plus longtemps se développer une campagne dont l'objectif évident est de détruire les institutions de la V^e République. M. François Berlau répondra aux questions des journalistes à 20 heures sur TF1, France 2 et France 3.

Le communiqué à peine tombé sur le fil de l'AFP, coups de téléphone furieux des dirigeants des chaînes. Rocher avait tout simplement oublié de les prévenir, confondant sans doute l'annonce d'une déclaration présidentielle et une interview. C'est en tous les cas ce qu'il répéta pour calmer les chaînes déjà prêtes à se mettre en grève pour dénoncer les ingérences de l'exécutif dans la vie des rédactions. Depuis quelques années, les relations entre l'Élysée et la télévision s'étaient apaisées, mais ce couac tonitruant rappela brutalement que les rapports n'étaient jamais complètement clairs entre le pouvoir et les chaînes. Finalement Rocher accepta de céder sur un point : la Trois ne diffuserait pas à 20 heures mais en ouverture de son journal du soir, vers 23 heures ; le secrétaire général n'étant plus en mesure d'avancer de quelconques exigences, la Une et la Deux purent choisir en toute indépendance les deux journalistes qui feraient l'interview. Une femme et un homme réputés pour leur pugnacité et pour n'être guère appréciés de l'Élysée.

Entre la parution du *Canard enchaîné* et l'interview du président, ce fut sans doute la journée la plus longue que la France ait connue depuis le début de la V^e République. Autant le financement par un État étranger (ce scandale d'État dénoncé par les oppositions) apparaissait encore aux yeux d'une partie des Français comme un fait très éloigné de leur vie quotidienne (ce qu'avait bien vu Berlau),

autant l'enrichissement personnel du président et de sa famille était insupportable à l'opinion. Tout au long de ce jour, ce fut un déchaînement de passions. À l'Assemblée nationale, non seulement les oppositions réclamèrent à nouveau la démission du président, mais une partie de la majorité se désolidarisa de l'Élysée. La fronde si redoutée était même en passe de s'imposer.

Dans le pays, à écouter les auditeurs s'exprimer sur les radios, à entendre les débats sur les plateaux de télévision, la violence des propos, la haine même de certains ne laissaient aucune chance à Berlau. Voleur, profiteuse, pourri... Tout juste si le président de la République n'était pas traité d'assassin.

Dès 19 h 30, malgré la chaleur extérieure, la France entière semblait s'être calfeutrée, comme si l'odeur du sang avait provoqué un retour précipité des Français devant leur petit écran. Ceux qui n'avaient pas eu le temps de rentrer s'agglutinaient dans les cafés. Une ambiance de Coupe du monde de football, mais cette fois pour une corrida avec mise à mort.

À 20 heures, lorsque Berlau apparut sur les écrans, pas un Français ne semblait douter que c'était sa dernière interview. Qui pouvait désormais le croire, face à une telle avalanche de documents ? Depuis la première parution du *Canard*, les démentis s'étaient accumulés, mais jusqu'alors Berlau avait refusé de s'expliquer. Il le faisait ce soir, contraint, le dos au mur. C'était sans doute trop tard.

Devant les journalistes de TF1 et de France 2, qui manifestement entendaient confirmer leur réputation de pugnacité, Berlau redit qu'il n'avait pas de comptes à l'étranger, qu'il n'était actionnaire d'aucune société et que jamais les Iraniens n'avaient financé sa campagne.

— Vous avez des preuves de ce que vous affirmez ? demanda alors l'un des deux journalistes. Parce que pour l'instant les seules preuves que nous ayons sont ces documents publiés, qui vous accablent.

— C'est donc à moi de prouver ma bonne foi, rétorqua Berlau, très énervé.

— C'est donc à vous, monsieur le président, de convaincre les Français de ce que vous dites. Parce qu'il semble qu'aujourd'hui, ils ne vous croient plus.

— Comment voulez-vous faire la preuve de ce qui n'existe pas ? C'est absurde ! Je suis le président de tous les Français. Ils m'ont élu pour que je transforme notre pays. Ça ne plaît pas à tout le monde, c'est normal, c'est la démocratie, mais que certains aient réussi à créer un doute sur mon honnêteté, ma passion de la France et la défense de ses intérêts par des méthodes inspirées des pires procès staliniens, c'est, je le dis et je pèse mes mots, une tentative de coup d'État. Je m'étonne d'ailleurs qu'on n'ait pas encore cherché à me faire passer

pour fou !

— Quand vous dites « on », vous pensez à qui ?

— Je ne sais pas, mais je constate qu'on n'a toujours pas trouvé qui était derrière le MAS, et ce dont je suis certain, c'est que le seul objectif est de me faire partir pour que les réformes cessent et que les partis retournent à leurs jeux empoisonnés. Mais je vous le redis, poursuivit le président avec véhémence, ce n'est pas mon sort qui est en jeu, c'est celui de notre pays. En m'abattant, on ferme les portes de l'avenir à la France.

Tout Berlau était dans cette interview. À la fois blessé, presque à terre, et malgré tout combatif, arrogant, sûr de lui, voire soupçonneux à l'égard des policiers et des magistrats qui enquêtaient toujours sur les meurtres impunis de Charrié et de Jouraud.

Ce dernier passage provoqua évidemment un flot de commentaires indignés allant s'ajouter aux réactions de ceux qui déclarèrent sans retard ne pas avoir été convaincus. Tous reprochaient à Berlau d'avoir tour à tour joué de la corde sensible et de la menace sans jamais répondre aux accusations bien réelles concernant son enrichissement personnel. La corruption présidentielle était dans toutes les têtes et obscurcissait le jugement de chacun. Le coup de grâce fut donné par BFM avec un premier sondage diffusé à 23 h 30 : près de 90 % des Français se disaient « pas convaincus » par Berlau, tout à la fois avocat et procureur d'un soir. Le lendemain, à la publication des audiences, le record prévisible était confirmé : près de vingt-quatre millions de téléspectateurs, soit un Français sur deux en âge de voter. Rapportés aux 90 % de « pas convaincus », c'était sans appel.

Berlau le savait. Au lendemain de cette intervention, il dut annuler in extremis une visite à la base aérienne d'Istres. Rien à craindre des militaires, mais le commandement avait laissé entendre qu'une manifestation des civils travaillant sur la base n'était pas impossible. Impensable pour Berlau, déjà très affaibli, de voir des images de manifestants hostiles diffusées en boucle sur les chaînes de télévision.

En réalité, le président était bien en état d'empêchement. Il fit semblant quelques jours encore, mais la majorité ne masquait plus ses divisions, la plupart des députés espéraient sauver leur tête aux prochaines élections et considéraient que le président était devenu pour eux un obstacle mortifère. Les sondages quotidiens que le secrétaire général n'osait même plus déposer sur le bureau du patron confirmaient que rien ne pourrait changer une situation dont chacun désormais au palais connaissait l'issue.

À commencer par Berlau lui-même. L'homme était en état de mort politique. Depuis son intervention télévisée, il n'avait plus remis les pieds dans ce bureau d'angle qu'il aimait tant. Enfermé des heures entières dans le salon jaune qu'il détestait, prostré derrière son bureau,

il avait de facto renoncé à présider le pays. Annulant la quasi-totalité des audiences et des réunions prévues à son agenda, il passait le plus clair de son temps à chercher à comprendre ce qui lui restait incompréhensible. Ça ne pouvait plus durer et ça ne dura pas.

Une semaine tout juste après son interview, au terme d'une nouvelle nuit sans sommeil, François n'attendit pas l'aube pour appeler Rocher, l'ami fidèle, le seul encore autorisé à pénétrer dans le bureau présidentiel. Lui non plus n'avait guère dormi depuis huit jours, guettant ce coup de téléphone qu'il savait inévitable. En arrivant à l'Élysée moins d'une demi-heure plus tard, il avait compris que c'était fini.

Le jour était à peine levé et il lui fallut quelques secondes pour discerner la silhouette de Berlau contemplant le jardin, appuyé à la rambarde de la fenêtre. Il faisait frais, presque froid, et sans se retourner le président commença un long monologue qui résonnait encore aujourd'hui aux oreilles de Rocher :

— Qu'est-ce qui nous est arrivé, Francis ? Qu'avons-nous fait ou pas fait qui provoque ce torrent de mensonges et de haine ? Tu sais, toi, que rien de ce qui m'est reproché n'est vrai. J'ai l'impression de devenir fou. Tous ces documents signés de ma main ou de mes proches dont j'ignore tout, ces photos me montrant dans des endroits où je ne suis jamais allé... C'est un cauchemar. Mais cela fait des semaines que je cherche comment je pourrais prouver mon innocence et je ne trouve pas. C'est impossible. Bon Dieu, on me demande l'impossible !

Resté immobile à l'entrée du bureau, Rocher pouvait maintenant voir le visage de Berlau, qui s'était retourné et le regardait fixement. Francis n'avait jamais vu ce regard. Dur et triste à la fois. Puis il vit les yeux de son ami s'emplir de larmes, avant d'entendre ces mots qu'il savait inéluctables :

— C'est fini, Francis, je vais démissionner.

Moins de deux mois s'étaient écoulés depuis la première parution du *Canard enchaîné*.

Le premier jeudi du mois de juin 2020, à 12 h 30 précises, l'Élysée publiait ce communiqué laconique :

À compter de ce jour, jeudi 4 juin 2020, à 23 h 59, M. François Berlau cessera d'exercer ses fonctions de président de la République. Le président s'adressera aux Français à 20 heures.

François Berlau était ainsi le deuxième président de la V^e République à démissionner. En 1969, de Gaulle était parti après onze ans de pouvoir. Désavoué politiquement, le Général tirait les conséquences d'une année de trop, mais la gloire demeurerait et l'honneur était sauf. Berlau, lui, avait tout perdu en deux ans, et

d'abord son honneur. Commencé triomphalement, son quinquennat s'achevait prématurément dans un immense fiasco.

Claude, qui avait compris depuis l'interview télévisée que l'aventure élyséenne allait s'arrêter, avait été pour beaucoup dans cette démission. À défaut de sauver son mari, elle tentait de protéger son couple et surtout sa famille. Louise et Justine n'avaient pas été épargnées. Elles étaient en danger moral et physique, moquées, insultées, il était temps que tout cela cesse.

François Berlau avait la veille réuni son cabinet – ou ce qu'il en restait – autour du fidèle Rocher, redisant une fois de plus qu'il était victime d'un coup d'État légal, dont il voyait les raisons à défaut d'en comprendre l'origine.

En quelques heures, le palais fut vidé de centaines de cartons, et des milliers de documents broyés. Les archives personnelles du président avaient déjà été démenagées et rapatriées rue Monge. Berlau voulait que chacun fasse place nette. Au moment où il allait enregistrer sa dernière intervention, il ne subsistait plus rien de ce quinquennat prometteur qui s'achevait sous la menace de la Haute Cour.

Exceptionnellement, tout le personnel de l'Élysée, au premier rang duquel se trouvaient les assistantes du président, fut invité à assister à l'enregistrement de l'allocution présidentielle. Berlau remarqua que, si les membres de son cabinet n'étaient pas nombreux, en revanche la quasi-totalité du personnel attaché au palais, secrétaires, jardiniers, cuisiniers, huissiers et gardes, avait répondu présent.

La voix blanche, le regard fixe face caméra, François commença :

— *Mes chers compatriotes, mes amis...*

Sur le plateau, la voix du réalisateur interrompit l'enregistrement :

— Pardon, monsieur le président, votre voix ne passe pas, on vous entend à peine, pourriez-vous parler plus fort ?

Ce n'était pas une question de puissance mais de timbre. Le réalisateur le savait, mais n'osait pas le dire. Littéralement les mots ne sortaient pas. Berlau, après avoir laissé passer deux minutes qui parurent à chacun interminables tant le silence était pesant, reprit d'une voix cette fois presque intacte :

Mes chers compatriotes, mes amis, c'est la dernière fois que je m'adresse à vous de ce palais. Ici, j'ai aimé passionnément vous servir car à l'instant même où je suis entré à l'Élysée, je n'ai eu qu'un objectif : être utile à la France et aux Français, c'est-à-dire à vous tous, sans distinction de classe, d'origine, de religion. Vous m'avez élu parce que, comme moi, en majorité, vous étiez convaincus qu'il fallait réformer en profondeur notre pays. Évoluer, se moderniser, se transformer, ou déperir. En m'accordant votre soutien, vous avez choisi le mouvement. Merci du fond du cœur. Aujourd'hui, je décide de démissionner parce que dans les circonstances

actuelles, il m'est impossible de poursuivre cette politique de réformes. Sans vous, je ne suis rien et je sais que vous êtes nombreux à penser que je ne suis plus digne de votre confiance. Je n'ai pas réussi à vous convaincre de mon innocence. Et pourtant, malgré ce qui a été écrit et publié, je vous le redis : jamais je n'ai trahi mon pays, jamais je ne vous ai trahis, jamais je n'ai utilisé mes fonctions pour m'enrichir personnellement. J'aime profondément la France et je vous aime vous, les Français.

Mes amis, je pars le cœur déchiré. Et j'en appelle d'ores et déjà à l'Histoire pour me rendre mon honneur.

Vive la République. Vive la France.

Tandis que retentissait *La Marseillaise* et que dans la salle où le président venait d'enregistrer son allocution les applaudissements se mêlaient aux pleurs, le téléphone portable de Rocher se mit à sonner. Son assistante le prévenait de l'arrivée du directeur de cabinet du président du Sénat.

Au palais du Luxembourg, Gilles Lamarthe était toujours en fonction. Le sénateur Marc Rochelle, élu huit jours après l'assassinat de Charrié, n'était guère préparé à occuper la présidence du Sénat. Il n'avait été choisi par ses pairs que pour éviter l'élection du sénateur Revers. Président de circonstance, Marc Rochelle avait gardé dans son cabinet la plupart de ceux qui occupaient des fonctions identiques auprès de son prédécesseur. À l'exception d'Alice Alma, la responsable de la communication dont personne n'ignorait qu'elle avait eu des relations très particulières avec Charrié.

Francis Rocher et Gilles Lamarthe n'avaient plus que quelques heures pour organiser l'intérim de Berlau. Lamarthe certifia de nouveau à Rocher qu'il assurerait à sa place le secrétariat général de l'Élysée et que la quasi-totalité du cabinet du président du Sénat travaillerait en double commande, se partageant entre le palais du Luxembourg et la présidence de la République. Bien évidemment Rochelle confirmerait son souhait que le Premier ministre reste à Matignon jusqu'à l'élection du nouveau chef de l'État.

Ainsi va la V^e République, dont les institutions déjà bien rodées permirent cette transition tranquille contrastant avec la fin chaotique de la présidence Berlau.

François et Claude n'attendirent pas minuit pour rentrer chez eux. Les filles étaient sur le pas de la porte, impatientes d'accueillir leurs parents. Soulagée, Louise, la plus jeune, avait retrouvé ses jeux vidéo et ne voyait dans cette nouvelle vie que le bonheur revenu de la vie d'antan. Pour l'aînée, Justine, c'était plus compliqué. Elle avait regardé son père à la télévision et bien compris que plus rien ne serait comme avant. Elle voyait ses parents malheureux et, du haut de ses douze ans, elle avait déjà imaginé que la meilleure solution serait peut-être qu'ils

partent très loin tous les quatre. Après tout, il y aurait toujours un collège pour elle et Louise où qu'ils aillent.

En embrassant très fort son père et sa mère, elle se dit qu'elle leur en parlerait dès le lendemain.

Paris, juillet-août 2020

Alors qu'un vent de force dix venait de souffler sur le monde politique, la France respirait difficilement, espérant une bouffée d'air frais qui se faisait attendre. Ce début d'été battait des records de chaleur et les meetings électoraux étaient chaque jour un peu plus désertés au profit des plages, envahies par les premiers vacanciers, et des jardins publics, occupés jusqu'à la nuit tombée.

La démission de Berlau avait provoqué une vague de rejet où l'écœurement des uns le disputait au dégoût des autres. Jour après jour, les sondages pour l'élection présidentielle qui devait avoir lieu début juillet confirmaient que le premier des partis serait celui des abstentionnistes. Déjà beaucoup considéraient que Berlau avait été mal élu, cette fois le vainqueur n'obtiendrait sans doute guère plus de 35 % des inscrits. Mortel, pour une démocratie. Mais les candidats avaient beau augmenter le nombre de leurs déplacements, rien ne semblait y faire. Les Français étaient saturés et ceux qui se disaient décidés à voter n'étaient pas plus convaincus que les millions qui formaient l'immense parti du refus. Pire, plus les jours passaient, plus les chaînes de radio et de télévision multipliaient les émissions politiques, plus progressait l'indifférence. Au point que celles qui avaient décidé de ne pas programmer de débats voyaient leur audience augmenter au détriment des chaînes d'info en continu.

Une situation si préoccupante qu'elle constituait le principal sujet de conversation entre le président par intérim Marc Rochelle et le Premier ministre encore en place.

Rochelle, installé à l'Élysée après la démission de Berlau, avait bien compris que ce bureau n'était pas le sien et que sa légitimité lui venait d'une Constitution faite pour d'autres. Sénateur de l'Yonne, plutôt falot, aussi maigre et sec que Charrié était enrobé et bon vivant, élu à la présidence de la Haute Assemblée par défaut, grâce à l'élimination

de tous les autres, il avait déjà suffisamment de difficultés à s'imposer au Sénat. Le « président d'un jour », comme l'appelaient ses détracteurs, n'était vraiment à l'aise que dans sa commune de Bléneau. Il y était né et, dans ce bourg de mille quatre cents habitants, il était chez lui. Maire depuis les municipales de 1989, Rochelle avait été élu sénateur en 2004. Apprécié de ses pairs locaux, il était bien le représentant de cette France rurale qui se méfiait de la capitale comme ses amis vignerons du phylloxéra. Au Sénat, les débats ne le passionnaient guère et il avait pris l'habitude de voter à l'unisson de la majorité. Après Charrié qui parlait fort et provoquait volontiers l'Élysée, c'était pour ses collègues un président de tout repos.

Propulsé au « Château », Rochelle semblait à peu près aussi embarrassé qu'une baleine échouée sur une plage. Aussi avait-il pris l'habitude de ne jamais se déplacer ou même recevoir un visiteur sans Lamarthe. L'ancien directeur de cabinet de Charrié, devenu le sien au Sénat, et très provisoire secrétaire général à l'Élysée était lui aussi pressé d'en finir avec cet intérim. Mais pas pour les mêmes raisons : il se serait bien vu nommé officiellement numéro deux de l'Élysée par le successeur de Berlau. Un fantasme qui resterait du domaine du rêve, puisque pour lui comme pour Rochelle cette parenthèse élyséenne serait de courte durée. D'autant plus brève que le président de la République par intérim voulait aller vite. Pressé de quitter l'endroit et de rentrer dans son village, il avait décidé que le premier tour aurait lieu cinq semaines plus tard. Bousculés par le temps et surpris par la brutalité de l'échéance, les candidats ne furent pas nombreux. Le parti de Berlau, divisé avant même la démission de son chef, avait explosé alors que l'ancien président n'était pas encore rentré chez lui. Personne n'avait osé se présenter sous les couleurs de ce parti, qui pourtant avait tout emporté sur son passage deux ans auparavant. La gauche déshabillée par ce cyclone politique n'ayant pas eu, elle non plus, le temps de se refaire une santé, seuls Malingaud et l'extrême gauche pouvaient prétendre tenir le haut du pavé. Mais le moral n'y était pas. Sondage après sondage (jusqu'à trois par jour !), il était manifeste qu'après Berlau, c'est la droite qui entrerait triomphante à l'Élysée. Et pas n'importe laquelle, pas celle qui avait fini par apporter à l'ancien président un soutien quasiment sans faille. Celle-là était aujourd'hui en ruine. Non, celle qui attirait encore suffisamment d'électeurs pour donner à Lassry l'impression que la France se pressait à ses réunions, c'était bien la droite dure qu'il incarnait depuis son élection à la tête du parti.

Sur le terrain, il lui arrivait de croiser son concurrent d'extrême droite, Sylvain Catalan. Et même si les deux faisaient mine de ne pas se connaître, ils voyaient bien que leurs électeurs n'étaient pas très différents, pour ne pas dire interchangeables. La droite et l'extrême

droite ne se parlaient pas officiellement, mais elles marchaient du même pas et travaillaient dans le même but. Balayer tout ce qu'avait représenté Berlaud, ce « Merlin l'Enchanteur de papier » comme l'avait surnommé Lassry, une formule méprisante qu'il faisait applaudir à chaque meeting, à la hauteur de la peur qu'il avait eue de voir son parti disparaître et la droite jetée aux oubliettes de l'Histoire.

Depuis quatre semaines, à défaut de multiplier les spectateurs électeurs, le candidat de la Droite républicaine accumulait les kilomètres. Et partout il n'entendait qu'un seul refrain : « Entendez-vous, à droite. Si vous ne voulez pas faire l'union dans votre capitale, nous la ferons dans nos villages et dans nos villes. »

De son côté, Sylvain Catalan l'avait bien compris, et si le candidat d'extrême droite avait adopté un ton plus martial que Pierre Lassry sur l'immigration et la sécurité, il continuait de noyer son discours européen dans un marécage de propositions contradictoires dont le seul but était de rassurer ceux qui s'inquiétaient à l'idée que la France pourrait abandonner l'euro. Quant à ses propositions en matière économique et sociale, bien malin qui aurait pu les différencier de celles défendues par Malingaud, son concurrent d'extrême gauche. C'était à qui proposerait l'augmentation du SMIC la plus forte, la hausse du salaire des fonctionnaires la plus élevée. Mieux encore, Catalan avait trouvé sa martingale en promettant que la première des lois qu'il ferait voter assurerait à tous les chômeurs une allocation équivalente à 90 % de leur dernier salaire. Une campagne populaire et populiste payante puisque, deux ans après l'échec de sa candidate, balayée depuis, l'extrême droite était à quelques jours du premier tour créditée de plus de 30 % des intentions de vote. Et la droite parlementaire avait beau dénoncer à longueur de meeting des propositions qu'elle jugeait irréalistes et dangereusement fantaisistes, rien n'y faisait. Au point que son candidat décida de durcir encore le ton. Et sa promesse d'un retour à l'« ordre républicain » ne semblait plus qu'un décalque de l'ordre préconisé par l'extrême droite.

Bref, la présidentielle avait viré au combat de coqs entre le leader de la droite extrême et celui de l'extrême droite. Avec son principal lieutenant, Fernand Sprery, Lassry courait les plateaux de télé pour dénoncer les fausses promesses de son concurrent, qui en retour lui reprochait de se parer d'une fermeté de pacotille.

Face à cette déferlante annoncée, les autres candidats étaient réduits au rôle de spectateurs d'une pièce qui les dépassait. Seul Georges Malingaud, à l'extrême gauche, imperturbable et plus violent que jamais, attaquait tous azimuts en accusant tout à la fois le président déchu d'avoir laissé une France au bord du gouffre, rongée de l'intérieur par les démons destructeurs de la V^e République finissante, et ses concurrents de vouloir installer un régime autoritaire, voire

fasciste. Malingaud avait compris qu'il ne servait à rien de faire dans la dentelle. Multipliant les provocations, il cherchait l'incident, ce qui ne manqua pas à l'occasion de plusieurs de ses meetings où militants de deux extrêmes s'affrontèrent. Et pas seulement avec des noms d'oiseaux ! Mais ce faisant, il savait qu'affaiblissant son adversaire d'extrême droite, il s'affaiblissait lui-même au profit de l'autoritarisme rassurant de Lassry.

Et c'est bien ce qui se passa. Au soir du premier tour, le candidat de la Droite républicaine apparut comme le grand vainqueur et le principal bénéficiaire du retour de bâton attendu. Plus de 36 % pour Lassry, près de 30 % pour Catalan, ce fut un raz de marée pour les tenants de cette droite, ivre d'elle-même, renaissant de ses cendres après avoir connu l'enfer.

Les derniers meetings de Malingaud et ses provocations lui ayant fait perdre quelques dizaines de milliers de voix, il obtint à peine plus de 10 %. Un score qui résonna à ses oreilles comme une fin de partie, sans retour possible. Les autres candidats à gauche et à droite se partageaient des miettes, dans un paysage dévasté par l'abstention record annoncée par tous les sondages : plus de 45 %. Du jamais-vu à une présidentielle.

Et pour le deuxième tour, les chiffres prévus étaient pires encore. Beaucoup de ceux qui avaient voté au premier tour n'avaient pas envie d'arbitrer un duel Lassry-Catalan dont l'issue était écrite d'avance. C'était si vrai que dans le débat d'entre-deux-tours, difficile de dire s'il s'agissait réellement d'un face-à-face ou d'un côté à côté tant les positions étaient proches sur la plupart des sujets. Et il advint ce qui était prévisible et prévu : Pierre Lassry et derrière lui la droite la plus dure entrèrent à l'Élysée au terme de cette campagne expresse, violente, et sans autre enjeu que de faire oublier au plus vite le président chassé et ses discours réformistes.

À l'image de l'état du pays déchiré, la soirée du deuxième tour ne fut pas celle de l'allégresse mais plutôt d'une revanche haineuse. Malgré la chaleur encore étouffante à cette heure tardive, plusieurs centaines de militants d'extrême droite, drapeaux à la portière et klaxons hurlants, avaient décidé de prendre d'assaut les Champs-Élysées avant que des dizaines de milliers d'autres venus manifester leur soutien au président élu ne les rejoignent. Tard dans la soirée, après être rentré de son fief niché au cœur du Midi provençal, Pierre Lassry, du haut d'une tribune installée place de la Concorde, s'adressa à eux en les exhortant au calme, mais en réitérant ses promesses de campagne. En des termes faits pour plaire tout autant aux électeurs de son concurrent d'extrême droite qu'à ses propres soutiens :

Mes chers amis, le pays laissé par mon prédécesseur, parti pour les

raisons que vous savez dans le déshonneur et l'opprobre national, a besoin d'abord de se réconcilier avec lui-même. Pour cela, remettons au premier plan ensemble les valeurs de nos ancêtres, celles qui ont fait la France éternelle. Je fais appel ce soir à votre patriotisme, à votre amour de la France, celle de Jeanne d'Arc, de Napoléon, de Clemenceau et de De Gaulle pour bâtir notre nouvel avenir. Un futur débarrassé du cancer de l'immigration, un futur qui ne sera pas rongé par la peur et l'insécurité, un avenir où nous serons « bien chez nous ».

Et, pour faire bonne mesure, il conclut en appelant tous les Français à porter les couleurs de la France partout dans le monde, au sein d'une Europe délivrée des technocrates de Bruxelles mais unie entre nations égales.

En somme, lui au pouvoir, ce serait la contradiction assumée du repli sur soi conjugué à l'ultralibéralisme des tenants de la mondialisation. Un exercice d'équilibriste compliqué qu'il allait illustrer par la constitution de son premier gouvernement.

Le président élu avait une semaine pour le faire, tout juste le temps d'organiser son cabinet. Le choix du secrétaire général s'imposait naturellement. Attribué sans hésitation à l'ultrafidèle Fernand Sprery. Fidèle sans aucun doute et ultra tout autant, il était le meilleur pour créer des ponts avec l'extrême droite. Et à défaut de la faire entrer officiellement au gouvernement, Sprery saurait lui parler et trouver les mots pour faire d'elle un voisin compréhensif et même consentant.

Pendant cette semaine claire-obscur, Sprery organisa d'ailleurs chez lui, dans sa maison natale près de Nice, un dîner discret entre Pierre Lassry et Sylvain Catalan. Trop concurrents pour être un jour vraiment proches, les deux hommes ne s'aimaient pas. Catalan, d'origine modeste, s'agaçait de l'attitude hautaine et condescendante qu'adoptait avec lui Lassry ; quant au leader de la Droite républicaine, il trouvait insupportables les mauvaises manières affectées de Catalan. C'est dire que le dîner ne risquait pas de tourner à la franche camaraderie.

Comme on pouvait s'y attendre, le président élu ne cessa de marquer ses distances par un voussioement appuyé indiquant à Catalan qu'il y avait entre eux trop de divergences pour qu'il puisse faire entrer ses amis au gouvernement. En revanche, il se dit convaincu qu'ils avaient suffisamment de points communs pour que les députés qui siègeraient côte à côte à l'Assemblée nationale puissent faire un bout de chemin ensemble. Et, pour marquer son esprit d'ouverture, il ajouta qu'indépendamment de Sprery, numéro deux à l'Élysée, il nommerait ministres des personnalités qui s'étaient prononcées pour un rapprochement avec l'extrême droite.

— En somme, dit Catalan, vous me demandez le beurre et l'argent

du beurre. À la fois d'obtenir le vote des députés qui seront élus avec l'étiquette de mon parti et d'accepter qu'aucun de mes amis ne fasse partie du gouvernement.

Lassry comprit que Catalan, qui était tout sauf un imbécile, ne donnerait pas son aval à un accord de ce genre sans de sérieuses garanties.

— Écoutez, dit-il, vous savez comme moi qu'entre nous il ne peut y avoir d'accord sans que ce soit gagnant-gagnant. Je n'ai donc aucunement l'intention de vous nuire. Vous comprendrez seulement que le pays n'est pas mûr pour que votre parti participe dès mon entrée à l'Élysée au gouvernement de la France. Laissez du temps au temps. Cela ne devrait pas être très long. Je suis persuadé qu'à nous deux, nous allons réussir. Et d'ici deux ans, les vôtres seront à la table du Conseil des ministres. Et pourquoi pas vous à Matignon ? D'ici là, vous pourrez vérifier que je joue le jeu. Dès la semaine prochaine, l'un de vos amis sera préfet de police et je veillerai personnellement à ce que des préfets proches de vous soient nommés à la tête de plusieurs grandes régions. Croyez-moi, nous avons tout intérêt, vous et moi, à agir ainsi.

Catalan regardait Lassry droit dans les yeux en l'écoutant parler, cherchant où était l'entourloupe. Il ne trouva pas vraiment, et du coup lui tint un langage de vérité :

— Monsieur le président, seuls les actes comptent. J'entends tout ce que vous venez de me dire. Je n'ai pas de raison de ne pas vous croire, même si je pense que vous attendez l'opportunité de nous piéger, mes amis et moi. Mais pour l'heure, je préfère opter pour la confiance. Donc je prends.

Sprery, qui avait assisté à tout le dîner quasiment muet, respirait enfin. À deux ou trois moments il avait craint le clash, mais à chaque fois les deux hommes, pour qui c'était tout autant un jeu qu'une négociation, avaient su habilement faire redescendre la tension. Bref, le futur secrétaire général avait obtenu ce qu'il voulait : un accord de principe qui venait de porter au pouvoir son champion, et d'une certaine manière l'extrême droite. Enfin ! se dit Sprery. Le futur secrétaire général avait bien travaillé. Et l'installation du nouveau président s'annonçait sous les meilleurs auspices.

Alors que les invités faisaient la queue rue du Faubourg-Saint-Honoré, les télévisions filmaient un Paris indifférent. Sur le cours Albert-I^{er} tout proche, l'été précoce avait déjà brûlé les marronniers, et le macadam encore trempé par un orage qui avait éclaté à l'aube brillait comme s'il avait été lavé pour l'occasion. En fait, en ce dimanche pas tout à fait comme les autres, seuls les touristes matinaux tenaient le haut du pavé abandonné par les Parisiens, qui avaient

déserté la capitale sans que l'on sache s'ils avaient fui le nouveau pouvoir ou une chaleur devenue irrespirable.

Au premier étage du palais, il ne fallut qu'une demi-heure à Rochelle et Lassry pour respecter le rituel de la passation de pouvoir. N'ayant rien à se dire, ils n'échangèrent que quelques banalités. Une poignée de main rapide sur le perron et le président du Sénat retourna dans son cher palais du Luxembourg, trop heureux d'en avoir fini avec cet intermède peu glorieux.

Il y avait du monde dans la salle des fêtes pour cette cérémonie d'investiture. Aucun représentant des oppositions de gauche ni des syndicats mais beaucoup de ces leaders de droite que l'on croyait disparus et qui faisaient aujourd'hui allégeance au nouveau chef. Et puis surtout, pour la première fois, les dirigeants de l'extrême droite avaient été invités en nombre. Pour éviter que ce ne soit trop voyant, le protocole les avait placés au deuxième et au troisième rang, mais les caméras de télévision s'arrangeaient pour ne filmer qu'eux. Et Catalan ne faisait rien pour passer inaperçu. Répondant aux interviews, on le voyait aller de groupe en groupe et parader bras dessus, bras dessous avec Sprery qui savourait lui aussi cette heure de gloire inimaginable il y a seulement quelques semaines. Il fallut un bref échange en forme de rappel à l'ordre du président Lassry à son secrétaire général pour que chacun se fasse plus discret. Le nouvel élu savait que la présence du patron de l'extrême droite et de ses amis du palais serait le fait marquant de cette journée. Inutile d'en rajouter. La main tendue ne devait pas se transformer en prise d'otage du président par ce sulfureux voisin.

Le premier discours officiel fut d'ailleurs l'occasion pour Pierre Lassry de remettre chacun à sa place, et de rappeler que sa fonction le situait au-dessus des partis. Loin des mots très militants prononcés quelques jours plus tôt place de la Concorde, il retrouva les accents classiques et les formules de tous ses prédécesseurs pour appeler au rassemblement et à l'union de tous.

— *Aucun Français ne sera laissé au bord de la route*, conclut-il comme s'il voulait faire oublier les outrances de sa propre campagne.

Après les discours d'exclusion, la main tendue. Ce n'était pas forcément très crédible, mais la plupart des commentateurs et éditorialistes s'en contentèrent pour saluer la mutation rapide du chef de la droite.

L'après-midi même, la nomination du Premier ministre témoignait de cette volonté de rassembler. Arnaud Basque n'était guère connu des Français. Ministre de l'Industrie dans les derniers gouvernements de droite, il était retourné dans le privé et, depuis quelques mois, présidait la filiale européenne d'un fonds d'investissement américain. Très proche du nouveau président concernant la politique

d'immigration et de sécurité, il avait une approche nettement plus libérale que lui en matière économique et sociale. En somme l'oiseau rare, que Lassry avait mis du temps à convaincre. Avant même le premier tour, le président élu avait contacté Basque. Ils avaient fait leurs études ensemble et ne s'étaient jamais complètement perdus de vue. Mais son camarade avait fait des choix de vie et avait surtout des ambitions financières qui ne cadraient pas franchement avec Matignon. Il n'avait donné son accord qu'à la veille de la cérémonie d'investiture et après avoir négocié pied à pied la composition du gouvernement. Pas de poste pour l'extrême droite officielle et surtout le retour aux affaires des figures emblématiques d'une droite plus modérée. Lassry avait accepté ces conditions plus contrainant qu'enthousiaste.

Mais avait-il le choix, s'il voulait éviter que la France, divisée comme elle l'était, ne finisse par se perdre dans une guerre civile meurtrière ? La formation du gouvernement, actée sur le papier, prit donc à peine plus de vingt-quatre heures. Un record de rapidité sous la V^e République, certes symbolique, mais que les Français apprécèrent en y voyant sans malice une forme d'autorité retrouvée.

C'est surtout le nom du nouveau ministre de l'Intérieur qui fit l'objet de tous les commentaires. Et pour ce poste, Lassry n'avait pas laissé le choix à son Premier ministre. Place Beauvau, ce serait Pascal Morena et personne d'autre.

Morena était un vieux compagnon du président, proche de la Russie et surtout des régimes dictatoriaux du Moyen-Orient, notamment de la Syrie. Il y avait fait de nombreux voyages et militait pour un rapprochement avec le maître de Damas. De quoi plaire à l'extrême droite et compenser le libéralisme teinté de neutralisme du Premier ministre. Et puis, fidèle d'entre les fidèles, Morena devait rendre compte directement à Lassry à chaque fois que nécessaire de l'avancement des enquêtes sur les meurtres de Charrié et de Jouraud.

Le président était bien conscient que la chute de Berlau et son élection n'avaient pas tout effacé. Il savait que les crimes impunis et le MAS, toujours aussi insaisissable, que tout cela se retournerait d'autant plus contre lui qu'il s'était fait le premier combattant de l'ordre retrouvé. Pour l'heure, les assassins couraient toujours et le pays restait menacé, agité à l'intérieur par un terrorisme multiforme.

Au lendemain de la nomination du gouvernement, après le Conseil, Lassry organisa un déjeuner impromptu avec le Premier ministre, celui de la Justice et celui de l'Intérieur. En guise d'apéritif et affichant sans détour sa priorité, il détailla pour chacun un cahier des charges qui s'apparentait plus à un ordre de mission militaire qu'à un plan de travail.

— L'ordre républicain ne sera vraiment restauré que lorsque nous aurons mis la main sur ces salopards qui ont descendu Charrié et Jouraud. J'ai été élu pour cela et, dans l'immédiat, vous n'avez pas d'autre objectif. Outre ses affaires financières, Berlau a été largement décrédibilisé par l'incompétence supposée de vos prédécesseurs, messieurs les ministres. Je n'ai ni l'envie ni l'intention de subir le même sort à cause de vous.

— Doit-on en déduire qu'il faut dessaisir les magistrats et les policiers actuellement en charge de ces enquêtes ? demanda alors Morena.

— Faites ce que vous voulez, ce n'est pas mon problème, mais je veux voir à la une des journaux de 20 heures les photos de ces assassins enfin arrêtés.

Les enquêteurs en question, Grosjean et Maestracci, affichaient désormais une solidarité sans faille, malheureusement scellée sur leur incapacité commune à débusquer les auteurs des attentats. Voilà six mois qu'ils remuaient ciel et terre pour trouver l'indice libérateur. Ils avaient été jusqu'à éplucher des nuits entières les procès-verbaux rédigés par leurs prédécesseurs qui avaient enquêté sur les crimes d'Action directe. Tout laissait penser que le MAS voulait reproduire les modes opératoires de leurs lointains et sinistres ancêtres. Mais ce qui intriguait les policiers, c'est que contrairement aux assassins d'Action directe, qui avaient poursuivi leurs funestes entreprises jusqu'à leur arrestation, le MAS n'avait commis aucun crime depuis l'assassinat de Jouraud. Des lettres de menaces certes, des tracts diffusant une idéologie grossière dénonçant la corruption des politiques et la complicité des médias, mais rien de tangible.

Maestracci et Grosjean étaient d'autant plus désespérés que, dans le même temps, leurs collègues des services de contre-espionnage avaient réussi à déjouer une dizaine d'attentats préparés par les terroristes islamistes. Les deux policiers n'avaient qu'une certitude : il n'y avait pas de croisement avéré entre les auteurs de ces attentats et les criminels du MAS.

Le ministre de l'Intérieur, Pascal Morena, tout juste rentré du déjeuner à l'Élysée, convoqua les deux chefs d'enquête. Maestracci et Grosjean savaient qu'ils n'allaient pas Place Beauvau pour se faire offrir des orchidées, mais ils ne s'attendaient pas à une telle volée de bois vert. Pas d'entrée en matière, pas de café offert, Morena était déchaîné.

— J'ai pensé vous retirer ces dossiers sans délai tant vous avez fait preuve jusqu'à présent d'une inefficacité indigne de notre police. Je connais vos faits de gloire antérieurs, ils justifiaient qu'on vous confie ces enquêtes. Il y a peu encore, vous étiez considérés comme les meilleurs. Aujourd'hui, vous êtes la risée de la police et de la

gendarmérie. Vous auriez dû être dessaisis depuis longtemps au vu de ces six mois perdus.

Tenant de se justifier, Marianne fit remarquer au ministre que ces semaines n'avaient pas été si inutiles qu'il le disait puisque l'enquête avait permis de démanteler plusieurs réseaux créés dans les arrières-boutiques de l'extrême gauche et de l'extrême droite.

— Et c'est pourquoi, répondit sur un ton nettement plus apaisé Morena, je vais vous donner une dernière chance. Un mois, trente jours, pas un de plus, pour débusquer les coupables. S'ils étaient d'extrême gauche, ce serait mieux, mais s'ils sont d'extrême droite, tant pis pour eux. Le président a promis de rétablir l'ordre républicain. Et ça passe par ces arrestations. Un mois, vous avez un mois !

Inutile pour Morena d'en dire plus. Maestracci et Grosjean avaient compris le message. Ils n'en espéraient pas tant, pensant être remerciés sur-le-champ. Et c'est ainsi que sonna la énième chasse aux terroristes introuvables.

Dès le lendemain, 6 heures, quelque mille policiers et gendarmes étaient mobilisés dans toute la France pour arrêter et mettre en garde à vue une bonne centaine de militants d'extrême gauche. Quelques vieux maoïstes qui avaient remisé depuis longtemps leur *Petit Livre rouge*, des jeunes trotskistes et de nombreux adeptes de l'écologie politique. Beaucoup avaient déjà été interrogés quelques mois auparavant, juste après l'assassinat de Jouraud et la revendication du MAS. La plupart de ces gardes à vue se terminèrent par une libération sans condition. Seuls une petite dizaine d'entre eux furent présentés à un juge, pour des faits mineurs, port d'arme illégal ou faux papiers d'identité. Rien de vraiment sérieux, et surtout rien qui relie ces jeunes gens à une organisation terroriste.

Toutefois, les perquisitions ne furent pas tout à fait inutiles : des armes de poing et des fusils de chasse, du matériel servant à fabriquer des cocktails Molotov, et même quelques faux passeports témoignant de fréquents allers-retours en Belgique, en Espagne et surtout en Allemagne. Mais, revers de la médaille, cette agitation policière estivale eut avant tout un effet pervers inattendu et autrement plus dangereux politiquement que ne l'était chacun des militants arrêtés : des centaines d'écologistes purs et durs mêlés à quelques dizaines de gauchistes prêts à en découdre se regroupèrent dans des régions choisies pour leurs difficultés d'accès. Autant de foyers de fixation qui risquaient de mettre à mal la promesse du nouveau président de réinstaller partout l'ordre républicain.

Pierre Lassry, qui avait suivi de près ces nouvelles péripéties et qui avait lui-même été bousculé à l'occasion d'une visite dans un hôpital du centre de la France, sentit ce vent mauvais se lever. Il découvrait à

son détriment que le temps des harangues à l'Assemblée contre Bougival ou Jean-Pierre Lallemand, les deux prédécesseurs de l'actuel ministre de l'Intérieur, était bel et bien fini. Au Palais-Bourbon à l'époque, il utilisait volontiers son talent pour jouer les picadors et planter des banderilles dans l'échine du Premier ministre. Seulement voilà, le Premier ministre aujourd'hui, c'était le sien et le président, c'était lui-même. Et puisque le candidat Lassry, l'homme fort de la droite qui avait multiplié leçons et admonestations pendant ces longues années d'opposition, avait promis qu'avec lui, président, la justice passerait, eh bien il fallait qu'elle passe. Et vite.

À l'Intérieur, Morena, après ces quelques jours de brouhaha inutile, affronta à son tour les reproches du chef de l'État, qui en l'occurrence jouait sans s'en apercevoir le ventriloque de Berlau. Les mêmes mots, le même ton.

— Qu'est-ce que vous fabriquez, Morena ? Vous n'allez pas m'infliger le spectacle lamentable de vos prédécesseurs ! Je ne vous ai pas nommé et surtout les Français ne nous ont pas élus pour vivre aujourd'hui dans les mêmes incertitudes et les mêmes angoisses que cet hiver. Loin d'apaiser, vous êtes en train de créer des foyers de contestation un peu partout en France.

Morena, qui était resté debout face à Lassry assis derrière son bureau, tenta une diversion en se tournant vers les fenêtres qui donnaient sur le parc.

— Monsieur le président, c'est l'été, les Français sont en vacances, je ne pense pas qu'ils aient emporté dans leurs bagages le souvenir de Charrié et de Jouraud.

— Non, juste l'image d'un gouvernement d'incapables comme tous ceux qui l'ont précédé, répondit, cinglant, Lassry. Et puis comment allez-vous faire avec ces groupes de militants qui construisent un peu partout des camps ? On me dit qu'ils s'organisent en accueillant des jeunes gens venus de toute l'Europe. Et, passé l'été, s'ils restent ? Ce seront autant de foyers d'opposition. Et violente, croyez-moi. Des années avec les zadistes de Bretagne, ça ne vous a pas suffi ?

— Monsieur le président, jamais nous ne laisserons faire. Tout est sous contrôle, croyez-moi.

— On disait déjà cela il y a une dizaine d'années, rétorqua, de plus en plus agacé, Pierre Lassry. Et vous savez très bien ce qui s'est passé. Alors faites comme vous voulez, mobilisez qui vous voulez, mais que ces camps disparaissent dans les plus brefs délais. Vous avez vu l'état des campagnes lorsqu'ils s'installent quelque part. Et puis ça n'est quand même pas acceptable qu'ils s'emparent des routes pour en faire des chemins de randonnée.

Cette fois Lassry était en colère, retrouvant le ton qu'il avait à l'Assemblée nationale pour dénoncer la mollesse de ses adversaires. Et

sa colère était d'autant plus forte qu'il s'était juré qu'avec lui, jamais pareille situation n'arriverait !

Le ministre de l'Intérieur devait se rendre à l'évidence, mis à part l'arrestation de quelques chevelus plutôt sympathiques et plus artistes que politiques, les policiers n'avaient vu passer dans leurs locaux qu'une dizaine de garçons et filles potentiellement dangereux et violents. Les mêmes que l'on retrouvait dans la plupart des manifestations, toujours prêts à « se faire un flic », n'aimant dans la bagarre que les coups de poing reçus ou donnés mais ne sachant jamais pour qui ni pour quoi ils se battaient. Ceux-là avaient été mis en examen pour des motifs que les magistrats n'avaient pas eu de mal à leur signifier mais qui n'avaient pas vraiment fait avancer les enquêtes.

Et ça commençait à se voir. Les meurtriers couraient toujours et la presse multipliait interviews et articles sur l'échec des méthodes musclées du nouveau ministre de l'Intérieur. Deux mois seulement et déjà les chaînes d'info égrenaient avec une forme de délectation des résultats de sondages moins favorables au nouveau pouvoir. Sur LCI, le patron de l'un des principaux instituts d'études politiques déclinait chaque jeudi des chiffres témoignant d'une déception grandissante à l'égard du nouveau président et de son Premier ministre. Ils étaient pourtant partis de haut après le désastre du quinquennat avorté de Berlau. Sauf que les mots s'envolent plus vite que les actes. Et au terme de ces deux premiers mois, les mots n'étaient déjà plus audibles tant les actes paraissaient inefficaces.

Ce jour-là, le patron de ce même institut commentait une fois de plus des chiffres qui sifflaient désagréablement aux oreilles du président. Lassry, qui avait ouvert les fenêtres de son bureau pour s'enivrer de la chaleur humide montant du parc, les referma rageusement pour ne plus entendre les aboiements de ses chiens. Deux labradors que sa femme lui avait offerts pendant la campagne électorale en espérant que cela lui porterait chance, puisque tous les locataires de l'Élysée avaient jusqu'à présent sacrifiés à cette mode un peu ridicule mais qui semblait plaire aux Français. Il appela un huissier et l'invita à se dégourdir les jambes en allant calmer les chiens. Le silence retrouvé, il put tout à loisir réfléchir sur l'analyse du politologue qui insistait sur le fait qu'à prétendre mettre fin sans délai au désordre, le président avait pris le risque de décevoir tout aussi promptement. Mais Lassry avait fait des choix et entendait s'y tenir. Même si une petite voix ricanante venait perturber des convictions qui s'affirmaient d'autant plus brutalement qu'elles s'adaptaient en fonction des publics et des circonstances. Difficile pour ses proches de savoir si Lassry croyait à ce qu'il disait, mais tous avaient pu constater

qu'il s'était pris au jeu de cette posture autoritaire qui l'avait imposé dans son propre camp et face à l'extrême droite. Il savait pertinemment que rien ne viendrait inverser la courbe descendante de sa popularité tant que les meurtriers de Jouraud et de Charrié n'auraient pas été arrêtés.

D'autant plus agaçant que la situation politique lui restait tout de même favorable. Les oppositions étaient laminées, les rues de Paris qui devaient être envahies à l'appel des syndicats par des centaines de milliers de manifestants étaient restées désespérément désertes au lendemain de son installation rue du Faubourg-Saint-Honoré. Et si les lieux qu'en d'autres temps le peuple de gauche s'était appropriés, de la Nation à la Bastille, connaissaient bien l'affluence des grands jours, ce n'était que celle des touristes en cette fin d'été. Quant au grand soir, les Parisiens semblaient avoir choisi de le passer à flâner sur les quais rendus aux piétons. Bref, malgré les efforts de l'extrême gauche, la révolution n'était pas à l'ordre du jour et ce qui était vrai à Paris l'était plus encore dans le reste de la France, épuisée par tant de manifestations infructueuses.

Pour faire bonne mesure et surtout pour ne pas risquer de se voir accuser de complicité, la police avait également multiplié les opérations spectaculaires dans les milieux d'extrême droite. Perquisitions, gardes à vue, mises en examen, le président avait donné l'ordre que cet extrême-là ne soit pas mieux traité que l'autre. C'était d'autant plus nécessaire que si, au terme des premières vagues d'arrestations, les adeptes de l'écologie politique étaient surtout apparus comme de doux rêveurs manipulés par des groupes de casseurs professionnels, l'extrême droite, profitant de la vague qui avait porté Lassry au pouvoir, avait reconstitué des réseaux potentiellement dangereux. Peu nombreux mais violents, ces militants avaient mené ces derniers mois des opérations homophobes ou racistes dans une indifférence inquiétante.

La police avait repéré que ces opérations punitives s'étaient surtout multipliées dans le Nord. Depuis la quasi-disparition des socialistes, l'extrême droite tenait le haut du pavé dans la région. Plusieurs mairies avaient été conquises et on avait vu éclore ici et là des milices d'autodéfense qui pratiquaient plutôt la terreur nocturne et la chasse aux migrants que la protection des paisibles citoyens. Des documents signés du MAS avaient été retrouvés chez plusieurs de ces militants, notamment des tracts dénonçant la collusion entre certains dirigeants politiques et les patrons des grandes entreprises de la région. Photos à l'appui, ces tracts étaient de véritables appels aux meurtres – dont celui du Premier ministre, Arnaud Basque.

Les commissaires Maestracci et Grosjean avaient eux-mêmes interrogé quelques-uns de ces militants et pris la décision de transférer

à Paris une dizaine d'entre eux. Pour la première fois, ils avaient le sentiment de tenir une piste. Mis en examen et écroués, ces militants n'avaient pas tardé à livrer leur cache et les noms de ceux qui les avaient recrutés. Un ancien député, arrêté à son tour, un avocat qui avait choisi de nager dans les eaux boueuses du milieu lyonnais et même plusieurs patrons de PME installés dans l'Est. Pour Maestracci et Grosjean, ils n'étaient à l'évidence que des passeurs et des intermédiaires, mais suffisamment importants pour les conduire vers de plus gros poissons. Les gendarmes avaient retrouvé chez certains d'entre eux des armes lourdes et assez de munitions pour tenir un siège de plusieurs jours. Chez d'autres, notamment chez l'ancien député, les bibliothèques regorgeaient d'une littérature relatant l'histoire des réseaux extrémistes depuis l'entre-deux-guerres et leurs faits d'armes : hold-up, prises d'otages, assassinats. Plus inquiétant, des fiches avaient été minutieusement rédigées sur le président lui-même, sur Morena, le ministre de l'Intérieur, et sur la plupart des patrons de journaux. Si bien que Grosjean et Maestracci n'étaient pas loin de penser que cette fois c'était la bonne. Le MAS, sous couvert de défendre les citoyens contre la corruption du système politico-médiatique, n'était en réalité qu'un réseau de militants fascistes dont il restait à trouver la tête. C'était en tous les cas la conviction exprimée dans le rapport que les deux policiers avaient adressé à leur patron. Ce n'était pas forcément pour plaire au ministre de l'Intérieur, qui à coup sûr comptait plus d'amis de ce côté-là que parmi les hérauts de l'extrême gauche, mais l'important était d'en finir avec ceux qui entravaient depuis le premier jour la marche du président.

Enfin, se dit Morena avant de rejoindre les journalistes qu'il avait invités à déjeuner. L'été n'en finissait pas de finir en ce début septembre et la table avait été dressée dans le jardin du ministère protégé des oreilles extérieures et surtout des bruits de la capitale qui avait retrouvé son animation habituelle. Il y avait longtemps qu'un déjeuner Place Beauvau n'avait été si détendu. Les journalistes, que l'actualité ne retenait guère en cette pré-rentree, appréciaient de s'attarder dans le parc. Et Morena, après quelques verres de vin, ne fut pas lui-même avare de confidences sur les avancées de l'enquête. Ni avare ni prudent, au point de se hasarder à commenter les hypothétiques arrestations d'une tête de réseau comme si elle était déjà acquise.

— Bien évidemment, dit-il, tout cela est off, mais vous pouvez l'écrire et affirmer que ces affaires qui ont hypothéqué le début du quinquennat de Lassry seront bientôt derrière nous.

— Donc vous connaissez les noms du ou des commanditaires ? s'exclamèrent en chœur les journalistes.

Le ministre, qui n'avait pour l'instant aucune information autre que

celles évoquées dans le rapport, resta vague et ambigu pour ne pas courir le risque d'être démenti par ce que pourraient découvrir les policiers. Mais il apparut suffisamment sûr de lui pour que les journalistes ressortent du ministère de l'Intérieur persuadés qu'ils tenaient un scoop, après des mois d'instruction sans résultat. Et puis, en cette fin de vacances, c'était quand même plus glorieux que les incendies de forêts dans le Midi ou la crise du tourisme au Pays basque. Donc, va pour le scoop, même si aucun des journalistes informés par Morena ne prit vraiment le temps de vérifier.

Au lendemain de ce déjeuner, Marianne Maestracci arriva la première à son bureau. Exceptionnellement, elle avait renoncé à son uniforme personnel qui d'ailleurs était un peu celui de tous les enquêteurs de la criminelle : jean et tee-shirt. Ce matin-là, jambes nues et ballerines aux pieds, elle avait décidé de porter une robe légère. La veille, elle avait cru mourir de chaleur, habillée comme elle l'était. La journée s'annonçait plus belle encore et le thermomètre prévoyait de flirter avec les trente degrés. C'est donc dans cette tenue qui lui était peu familière mais qui lui allait à ravir que ses collègues la découvrirent, dévorant avec la même gourmandise les croissants posés devant elle et la presse, peu regardante pour l'occasion, trop contente de pouvoir annoncer en une le scoop lâché par Morena. « Les assassins du MAS bientôt sous les verrous », titrait l'un, tandis que l'autre affirmait que « les meurtres de Charrié et de Jouraud seront bientôt élucidés » et qu'un troisième, fier de son jeu de mots, prétendait que les criminels allaient bientôt être « déMASqués ».

Marianne appela Grosjean, qui était dans le bureau d'à côté.

— C'est toi qui as donné ces infos aux journalistes ?

— Non, je les découvre comme toi. Je n'en ai vu aucun. En revanche, je sais que quelques-uns ont déjeuné avec Morena hier.

— Quel con, ce Morena, il a voulu faire le malin, mais on n'a rien qui permette d'en déduire qu'on va remonter jusqu'au commanditaire.

— Méfie-toi, Marianne, tu es peut-être écoutée ! Je te rappelle que Morena est ministre de l'Intérieur, rétorqua Grosjean en éclatant de rire. Plus sérieusement, j'ai reçu une lettre très intéressante. Qui pourrait nous donner enfin la clé.

— De qui, cette lettre ?

— Anonyme évidemment. Mais fais réserver des billets pour Marseille. Il faudrait qu'on y soit avant ce soir.

18.

Comme d'habitude, pris entre la chaleur et des vents ascendants, l'avion tanguait à onze mille mètres au-dessus de la vallée du Rhône. Le ciel était d'un bleu cobalt. Et pourtant l'Airbus A319 pour Marseille était sèchement secoué depuis le départ d'Orly. Marianne, qui n'avait pourtant peur de rien, détestait les turbulences. Rigolard, Grosjean se pencha vers elle.

— Tu aurais préféré le train, j'en suis sûr, mais le dernier TGV était complet. Il aurait fallu attendre demain matin.

— Peu importe, dit Marianne, peu soucieuse de s'attarder sur sa ridicule phobie aérienne. Tu ferais mieux de me dire ce qu'il y a dans cette lettre anonyme.

— Elle concerne Jouraud, expliqua Grosjean en baissant la voix jusqu'à parler pratiquement à l'oreille de sa coenquêtrice. Je te la montrerai une fois arrivés, quand nous serons seuls. Elle met en cause la façon dont l'enquête a été menée à Marseille au lendemain de sa mort. Si ce qu'affirme son auteur est vrai, on n'a pas cherché au bon endroit. Il aurait fallu fouiller ailleurs.

— Ailleurs ? Ailleurs que dans son appartement ? Les enquêteurs marseillais l'ont passé au peigne fin pendant une semaine. Ils n'ont rien trouvé. Les voisins de Jouraud, qui le connaissaient bien, l'avaient à peine vu à cette période. Selon eux, il n'y était resté qu'une soirée avant de repartir avec son sac.

— Et pour cause, confirma Grosjean, puisque nos collègues n'ont pas eu de mal à retrouver sa trace au Petit Nice. Il y avait passé quatre jours avant de rentrer à Paris.

— Quatre jours et surtout quatre nuits en bonne compagnie, répliqua en éclatant de rire Marianne Maestracci. Il était avec une Américaine qui est la collaboratrice d'un sénateur démocrate. On a regardé de ce côté-là, mais rien de particulier sinon que c'était une maîtresse épisodique depuis trois ans. Une belle brune qu'il avait rencontrée à Washington et qui est aujourd'hui la compagne d'un ponte de la CIA.

Grosjean fit signe à Marianne de parler moins fort, leur voisin côté hublot n'avait pas perdu une miette de leur conversation. Marianne lui jeta un regard noir en refermant précipitamment le rapport des policiers marseillais qu'elle avait étalé imprudemment sur la tablette. « Mais, se dit-elle, ça n'a pas beaucoup d'importance de toute façon, il n'y a rien dedans ! »

Après avoir été brinquebalé pendant près d'une heure comme s'il avait roulé sur un chemin de campagne défoncé, l'avion venait d'amorcer sa descente sur Marseille, secoué comme un prunier à l'approche de la piste. Marianne avait rangé dans son sac le procès-verbal des enquêteurs marseillais, pestant bruyamment à l'idée de devoir refaire l'enquête.

— Calme-toi, lui ordonna Grosjean, ne sachant pas très bien si sa colère était due à sa peur de l'avion ou au travail qui l'attendait.

Arrivé à Marignane, il sortit enfin la lettre de son portefeuille et la lui tendit sans un mot.

La police n'a pas bien fait son travail. Chercher les notes de Jouraud.

— C'est tout ? demanda Marianne.

— C'est tout, oui. Mais ça n'est pas rien, je te fais remarquer que le corbeau évoque des notes dont on n'a jamais entendu parler.

Marianne en convint.

— Dès demain, on fera lever les scellés. Son appartement a été fouillé il y a déjà six mois, j'espère que tout est resté dans l'état depuis.

— Avec les scellés, sûrement ! s'indigna Grosjean.

— Alors ça, rien n'est moins sûr.

— De toute façon, on s'en rendra compte rapidement.

Leurs secrétariats avaient réservé deux chambres dans un hôtel discret, le Terminus Saint-Charles. Il était presque 22 heures lorsqu'ils arrivèrent, trop tard pour rencontrer qui que ce soit. Depuis la présidentielle et l'élection de Pierre Lassry, les deux grands flics étaient plus que jamais sous pression.

Le lendemain, dès 6 heures, après un café rapidement avalé dans l'un des rares bistrots ouverts proches de la gare, ils se firent conduire en taxi rue Paradis. Marianne voulait y aller à pied pour profiter de la douceur de ce début de matinée, mais Grosjean lui avait sèchement fait comprendre que l'heure n'était pas au tourisme.

Les scellés levés, ils découvrirent l'appartement dans l'état où l'avait laissé Jouraud. Comme prévu, ils ne trouvèrent rien qui n'ait été consigné dans le premier procès-verbal. La seule pièce utile avait déjà été saisie. C'était l'ordinateur du journaliste ; Maestracci et Grosjean en connaissaient quasiment par cœur le contenu. Rien de très intéressant, pas de notes qui pourraient ressembler à celles évoquées dans la lettre anonyme. Apparemment Jouraud ne se servait pas

beaucoup de cet ordinateur. Essentiellement pour écrire la première mouture de ses romans qu'il enregistrerait sur une clé USB avant de la retravailler. Quant aux quelques articles qui étaient encore en mémoire, tous avaient été publiés et ne présentaient pas la moindre allusion à ce qui aurait pu être une affaire concernant Charrié ou l'ancien président Berlau.

À cette heure-là, la rue Paradis était encore endormie. Depuis quelques années ce quartier avait beaucoup changé et Marianne, qui connaissait bien Marseille, le reconnaissait à peine. La rue la plus chic de la ville, qui avait été pendant des années la plus embouteillée et la plus bruyante, était aujourd'hui presque paisible. Patrick Jouraud aimait cet endroit avant qu'il ne soit modernisé. Il avait craint le pire lorsque la municipalité, après plusieurs années de tergiversations, en avait annoncé la rénovation, mais une fois les travaux terminés, il avait volontiers admis que c'était plutôt réussi. Comme la plupart des immeubles, dans cette partie huppée de la rue, le sien n'était pas trop haut, trois étages seulement. Et au dernier, son appartement qui, par la grâce des travaux et de ses trois fenêtres, avait retrouvé une certaine clarté.

Après des heures de fouilles infructueuses, Paul Grosjean et Marianne Maestracci n'étaient guère plus avancés. Non, il n'y avait rien là qui décidément aurait pu échapper aux premières investigations de la police. Ils allaient repartir bredouilles, lorsque Grosjean s'entendit interpellé dans l'escalier. C'était le voisin du deuxième, un célèbre avocat pénaliste.

— Maître, comment allez-vous ? Nous avons vu votre nom sur l'une des boîtes aux lettres en arrivant ce matin, s'exclama Paul.

— Qu'est-ce que vous faites là ? demanda l'avocat en saluant Marianne qu'il ne connaissait pas d'un signe de tête et d'un sourire appuyé. L'affaire Jouraud, j'imagine ? J'étais ici lorsque sa voiture a été pulvérisée à Paris. Quelle histoire ! Nous nous connaissions assez peu, Jouraud et moi, mais lorsqu'il était là, il ne manquait jamais de venir me voir. C'est dans cet appartement qu'il travaillait à ses romans. Il m'en parlait parfois. Mais ça ne m'explique pas ce que vous faites ici. Je croyais qu'à Marseille, l'enquête était terminée depuis longtemps.

— Avez-vous été entendu par nos collègues ? demanda Grosjean, qui n'avait vu dans ses dossiers aucun témoignage de maître Gérard.

— Pas le moins du monde. Personne ne m'a jamais rien demandé. L'appartement de Jouraud a été visité par la police, mais à ma connaissance, les inspecteurs se sont contentés d'une vague enquête de voisinage, ce qu'on peut comprendre : ce n'est pas ici qu'il a été tué. Malgré tout, j'ai été un peu étonné de ne pas avoir été convoqué.

— Et moi plus encore, dit Grosjean qui avait devant lui la preuve vivante que l'enquête avait été bâclée.

L'escalier n'était pas l'endroit le plus discret pour ce genre de conversation. L'avocat proposa aux deux policiers de venir prendre un café chez lui. Après tout, il n'était que 10 heures. Le salon, décoré de tableaux de peintres modernes, tous clients de ce ténor du barreau, n'avait rien à envier aux salons parisiens. Quelques sculptures, dont une de Giacometti, faisaient ressembler la pièce davantage à un musée qu'à une demeure familiale. Il s'assit et désigna un canapé Starck à ses deux visiteurs. Maître Gérard avait compris que l'enquête, qu'il croyait abandonnée, repartait. Pour quelle raison ? se demandait-il. Sans doute le nouveau président de la République, qu'il se vantait de connaître, même s'il se revendiquait homme de gauche, voulait-il mettre un point final à ce dossier qui avait empoisonné les derniers mois de son prédécesseur à l'Élysée. Il évoqua, sans attendre qu'on lui pose des questions, ses conversations avec Jouraud, qui se passionnait pour la peinture contemporaine.

— Un connaisseur, dit-il, qui aimait chasser les jeunes pousses avant que leurs prix ne flambent. Il ne venait jamais à l'improviste, de peur d'importuner, en revanche il se montrait intarissable sur les dernières turbulences de la vie politique et avide d'entendre les histoires de prétoire que je lui racontais volontiers.

Malgré sa notoriété, l'avocat se disait flatté par l'intérêt que lui portait Jouraud. Grosjean l'interrompit au bout de quelques minutes :

— Qui recevait-il ?

— Jamais de femmes en tout cas, répondit maître Gérard. Seuls ses enfants étaient les bienvenus, et encore, pas souvent. De toute façon il aimait être seul. Il me disait toujours qu'il n'aurait pas supporté la vie parisienne s'il n'avait pu venir se ressourcer ici. Je le comprenais d'autant mieux que je partage également ma vie entre Marseille et Paris.

À cet instant, il hésita.

— Je vous disais qu'il ne recevait jamais de femmes dans cet appartement, c'est vrai, mais j'ai souvent eu le sentiment que ce n'était pas la même chose à Jouques.

— Jouques ? interrogea Marianne. Vous voulez parler de l'endroit où ses enfants passent leurs vacances ? La police de Marseille n'a rien trouvé, rien de rien. Du moins, d'après le rapport qui nous a été communiqué.

— Il y passait pourtant la plus grande partie de ses vacances d'été. C'est un délicieux village au nord d'Aix-en-Provence, sur la route de Sisteron. Il y écrivait aussi, m'avait-il dit. Plus souvent qu'à Marseille.

Le temps d'échanger encore quelques banalités sur les habitudes du patron de *France Hebdo*, ses restaurants préférés, ses plages favorites, et les deux enquêteurs prirent congé. Ils n'avaient qu'une hâte : aller dans ce village où les policiers marseillais ne s'étaient apparemment

pas attardés.

— C'est vraiment n'importe quoi cette enquête, se contenta de grommeler Grosjean.

— C'est peut-être de notre faute, nous aurions dû faire le boulot nous-mêmes, lui répondit avec une forme de sincérité contrite sa coéquipière.

Sortir de Marseille est toujours une épreuve, tant la circulation y est anarchique. Ils mirent une heure et demie pour arriver à Jouques. Le pharmacien, à qui ils demandaient leur chemin, s'étonna :

— Je croyais que les enquêteurs marseillais étaient déjà venus ici. Je ne sais pas ce qu'ils cherchaient dans cette maison tranquille, mais je peux vous dire qu'ils y sont restés dix minutes et n'avaient pas l'air, en sortant, d'avoir fait quelque découverte que ce soit.

Après s'être dit horrifié par l'attentat, l'apothicaire prit son temps pour décrire le Jouraud qu'il connaissait : un homme pas fier, qui venait souvent dans son officine, aimait le pastis et se piquait d'être un excellent pointeur à la pétanque.

— En fait il n'était pas un très bon joueur, dit-il en riant, mais tout le monde l'aimait bien. Il ne jouait pas au Parisien, vous voyez ce que je veux dire !

Ils voyaient.

Grâce à ses indications, il ne fallut pas longtemps à Marianne et Grosjean pour trouver la maison.

Depuis la mort de Jouraud, celle-ci ne demeurait jamais longtemps fermée, expliqua le commerçant, parce que la femme du boulanger continuait d'y faire le ménage. Les enfants du journaliste l'occupaient souvent le week-end. Ils y avaient même passé une semaine cet été. Ils avaient décidé, depuis, de la mettre en vente, en demandant à la jeune femme de continuer à l'entretenir, et de servir d'agent immobilier pour les futurs acheteurs.

Après un moment d'hésitation, la femme du boulanger accepta d'accompagner les deux enquêteurs. Comme Monica quelques mois auparavant, eux non plus ne jugèrent pas l'endroit si petit que cela. Sans s'être concertés, Maestracci et Grosjean pensaient la même chose : s'il y avait quelque chose à trouver, c'était bien dans cette maison. Mais où ? Ils devaient faire vite, faute de quoi ils risquaient de voir s'attrouper une bonne partie du village. Ils n'avaient pas de mandat et le fait de perquisitionner en toute illégalité pourrait leur coûter cher. Ils commencèrent par la cuisine. Un à un, ils ouvrirent tous les placards. Pour n'y dégouter que trois ou quatre boîtes de conserve. Pas passionnant. La grande pièce ? Un regard suffit pour les convaincre que les fameuses notes ne pouvaient se trouver dans ce lieu de passage où il n'y avait aucune cache possible. La boulangère leur expliqua qu'au premier étage il y avait une chambre à peine

meublée et au second des combles que Jouraud n'avait pas fini d'aménager. Une façon de dire qu'il n'y avait rien à espérer de cette visite et qu'il était temps pour les deux policiers de quitter les lieux. Après avoir traversé la chambre à grands pas, ils demandèrent malgré tout à voir les combles, assurant que cela ne leur prendrait que quelques minutes. La pièce couvrait toute la surface de la maison. Elle était aux trois quarts vide avec malgré tout un coin plutôt bien arrangé qui à l'évidence servait de bureau au journaliste. Dans cet espace d'une trentaine de mètres carrés, il y avait un canapé, une table basse et au fond, dans un angle, une armoire pas très loin d'un bureau. L'ensemble n'était ni très fonctionnel ni très cohérent, mais suffisamment chaleureux pour qu'à l'évidence Jouraud en ait fait son refuge.

Maestracci et Grosjean commencèrent par l'armoire, en bois laqué rouge, vraisemblablement d'origine coréenne selon Marianne, dont la passion était de fouiner chez les antiquaires parisiens pour dénicher ce genre de meuble. L'armoire était facile à ouvrir. Et manifestement elle n'était là que pour le décor. Quelques livres, un album de photos déjà ancien, deux grandes tasses à thé, une bouilloire, une bouteille de bourbon, deux verres en cristal ciselé, c'était à peu près tout. Il y avait bien un tiroir, caché derrière une étagère, qui attira l'attention de Grosjean. Mais rien à l'intérieur. Sans doute était-ce, il y a deux cents ans, une cache pour les bijoux de l'épouse ou de la concubine du seigneur de l'époque.

La table basse rectangulaire n'était pas plus intéressante, sa banalité ne recelait aucun secret de fabrication. Tout comme le canapé en cuir, très affaissé en son centre, ce qui laissait penser que Jouraud aimait s'y étendre à demi, sans doute pour feuilleter ses journaux. Sur le bureau, pas grand-chose non plus, à l'exception d'un livre d'art sur Vélasquez, qui semblait être là depuis longtemps. Pas d'ordinateur. Quelques stylos Pilot, dans lesquels il ne devait plus y avoir d'encre. Une sorte d'écritoire en cuir, avec buvard dessus, achetée dans une brocante de Lourmarin.

Marianne Maestracci jeta un rapide coup d'œil sous le bureau. Pas de boîte cachée, pas de niche protégée. Les deux enquêteurs allaient redescendre quand, repassant devant l'armoire coréenne, Marianne eut le regard à nouveau accroché par le tiroir qui devait servir de coffre à bijoux. Retenant par le bras son collègue, elle s'approcha encore une fois du meuble, intriguée par ce tiroir dont la profondeur ne lui semblait pas égale sur toute la longueur. Ignorant la boulangère qui manifestait des signes d'impatience, Maestracci le fit lentement glisser jusqu'à le sortir de son habitacle.

Bingo !

Il y avait bien un double fond. À peine visible, une des lattes de

bois, décalée d'un quart de millimètre seulement par rapport aux autres, coulissait. Il suffit à Marianne de faire glisser la plaque pour accéder à la partie secrète.

L'objet était là. Sous leurs yeux. Pour tout dire, ils n'en avaient jamais vu d'identique.

— Un iPad ? demanda Marianne.

Il avait la taille d'une tablette, il avait l'épaisseur d'une tablette, mais ce n'était pas un iPad. Pas d'écran brillant, un écran plat qui réfléchissait une faible lumière. « Power off », pouvait-on lire. Et aussi les deux lettres RM. Grosjean appuya au hasard sur le carré blanc qui se trouvait au bas de l'appareil. Sur l'écran, quelques mots en anglais se détachèrent : « My Files », « Notebooks », « Documents », « Ebooks », « Bookmarks ». À l'évidence cette étrange machine ne se maniait pas comme une tablette.

— Il manque quelque chose, murmura Marianne en fixant l'objet, aussi figée qu'une poule devant un couteau. Re-bingo ! s'écria-t-elle après avoir manipulé l'appareil dans tous les sens.

Marianne venait de repérer le mini-crayon qui permettait d'ouvrir et d'écrire sur ce carnet de notes électronique. Ebooks ne contenait que le dernier polar de Michael Connelly. Pas très intéressant. Elle appuya alors sur My Files. À la rubrique Quick Sheets, une phrase en forme d'avertissement barrait toute la première page. C'était l'écriture de Jouraud.

À publier après vérification.

Ce que Jouraud avait écrit au creux de la nuit six mois plus tôt était là, sous les yeux de Marianne et de Grosjean.

Pour mémoire, je note ici les informations que m'a livrées tout à l'heure Monica. Je suis sûr qu'elle ne l'a pas fait par hasard. Mais cela mérite évidemment une contre-enquête. Dans l'immédiat, c'est impubliable. En revanche si j'obtiens des confirmations, quel scoop !...

Suivaient, en intégralité, les diverses accusations formulées contre l'ancien président de la République : le financement illégal de sa campagne électorale payé en cash (de soixante-dix à quatre-vingts millions) par les Iraniens, les comptes ouverts dans les paradis fiscaux – dont Monica Byrnes avait assuré à Jouraud que les services américains détenaient la liste –, les photos volées montrant une évidente complicité entre le président Berlau et quelques-uns des principaux personnages du gouvernement iranien, les rencontres avec certains d'entre eux, dont l'une en France, enfin l'enregistrement de nombreuses conversations téléphoniques.

Jouraud ajoutait :

Monica m'a dit avoir l'intime conviction que tout cela était vrai, que les documents existaient, qu'ils circulaient sous le manteau dans maintes officines, pas seulement en Amérique mais aussi dans certaines chancelleries européennes. Comme si cela ne suffisait pas, elle m'a certifié que des témoins étaient prêts à parler, notamment l'émissaire iranien.

Ces révélations me stupéfient et m'atterrent. Pourquoi m'a-t-elle raconté tout cela ?

Et en conclusion, comme s'il voulait se persuader lui-même qu'il ne devait pas publier en l'état, il avait écrit en caractères gras et en lettres capitales :

VÉRIFIER, VÉRIFIER, VÉRIFIER

Trois pages d'une écriture serrée, où l'on décelait la stupéfaction de Patrick à l'égard des confidences de sa maîtresse. Les deux policiers pouvaient quitter la maison avec le précieux objet, ils étaient sûrs d'avoir touché le jackpot. Même s'ils se posaient encore beaucoup de questions.

— Une chose est sûre, dit Marianne, tout ce que Monica a raconté à Jouraud s'est finalement révélé exact. Et donc il savait...

— Est-ce qu'il a vraiment cherché à vérifier ? ajouta comme pour lui-même Grosjean. Et dans ce cas, comment s'y est-il pris ? D'ailleurs a-t-il seulement eu le temps de commencer son enquête ? En tous les cas, il n'en a sûrement pas parlé à Montigny, sinon ce dernier nous l'aurait dit.

— D'autant que *France Hebdo* s'est finalement fait doubler par *L'Univers*.

Paul Grosjean, abasourdi par ce qu'il venait de lire, avait oublié ce détail qui était tout sauf anecdotique : c'est Blanche Dubois, manifestement plus habile et surtout plus discrète, et non Jouraud qui avait publié quelques semaines plus tard l'enquête reprenant point par point les confidences de Monica. Le patron de l'hebdomadaire, lui, en avait été « empêché ».

Maestracci et Grosjean en étaient désormais convaincus : si le directeur de *France Hebdo* avait été assassiné, c'est parce qu'il détenait des informations suffisamment explosives pour faire sauter l'Élysée. Jouraud connaissait la vérité sur Berlau, et il avait été éliminé avant de pouvoir l'écrire.

Éliminé, mais par qui ? Qui pouvait avoir intérêt à le supprimer ? Marianne Maestracci et Grosjean, rentrés à Paris, en étaient arrivés à la même conclusion, aussi énorme fût-elle : ce ne pouvait être que

Berlau lui-même.

Après que Marianne eut rendu compte à sa hiérarchie, Grosjean demanda à voir le procureur de la République. L'homme était réputé pour son intégrité sans faille et apprécié de tous. Son autorité était unanimement reconnue, ses rapports avec la presse excellents. Après avoir écouté Grosjean, qui était pour l'occasion accompagné de sa collègue, il resta longtemps silencieux.

— Éliminé, finit-il par articuler. Éliminé parce qu'il avait appris, avant tout le monde, la vérité sur le président de la République ?

Les policiers partis, le procureur resta seul un bon moment pour digérer et mesurer toutes les conséquences de ce qu'il venait d'entendre. Il savait qu'une fois son téléphone décroché, la machine allait s'emballer inexorablement. Il mit une bonne heure avant d'appeler le procureur général près la cour d'appel. C'était à lui de contacter le directeur de cabinet du ministre de la Justice.

Prévenu peu après les magistrats, le préfet de police de Paris eut la même réaction que le procureur. Et la même conviction sur cette élimination programmée : ordre avait été donné aux services de renseignement de se charger du « travail ». Et cet ordre ne pouvait venir que du plus haut niveau, sans doute relayé par des conseillers discrets et officieux du ministre de l'Intérieur de l'époque.

Impensable et pourtant vrai. Les pièces du puzzle, une à une, étaient enfin assemblées. Berlau n'était pas seulement un politicien corrompu, sa soif de pouvoir et l'appât du gain avaient fait de lui un criminel.

C'était tellement improbable que, prévenu par l'Intérieur, le secrétaire général de l'Élysée, Fernand Sprery, s'autorisa à faire irruption dans le bureau du président Lassry sans même se faire annoncer. Les mots se bouscuaient dans la bouche de son collaborateur et Lassry dut se concentrer pour faire le tri dans ces phrases inachevées et comprendre ce que Sprery était en train de lui dire.

— Oui, monsieur le président, vous avez bien entendu, c'est Berlau qui a commandité le meurtre de Jouraud !

— Vous en avez la preuve ?

— Non, mais les magistrats et les policiers affirment qu'ils en ont la certitude. Pour eux, il n'y a plus aucun mystère.

— Sprery, vous vous rendez compte de ce que vous êtes en train de me dire ? s'inquiéta le président de la République.

— Oui, monsieur le président, mais, encore une fois, c'est désormais évident.

— Dans ce cas, faites annuler les rendez-vous que j'avais cet après-midi et demandez au Premier ministre et à tous les ministres concernés de venir ici sans délai. Réunion dans une heure.

À 15 heures précises, ce fut un véritable conseil de guerre qui se tint dans le salon vert jouxtant le bureau présidentiel. Autour du président, outre le Premier ministre, il y avait là le ministre de la Justice, celui de l'Intérieur, le ministre des Armées et celui des Affaires étrangères.

Pascal Morena résuma à l'intention de tous les raisons pour lesquelles ils se trouvaient là :

— Il n'y a malheureusement aucun doute pour moi. Le MAS, le fameux mouvement qui revendiquait la mort de Jouraud, n'a jamais existé en tant que mouvement terroriste. Il s'agissait juste d'un commando créé pour l'occasion par les services secrets français avec un seul objectif : empêcher définitivement le journaliste de publier ses informations. Nous savons maintenant que, pour les vérifier, il avait dîné le soir précédant sa mort avec un de ses amis de l'ambassade des États-Unis. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il tenait ces informations d'une Américaine.

Contacté la veille par le Quai d'Orsay, l'ambassadeur des États-Unis était resté vague, confirmant seulement cette rencontre et ce qu'avait dit Jouraud au diplomate américain.

— Mais peu importe, conclut Morena, la vérité est qu'aujourd'hui, nous savons qui a voulu se débarrasser du directeur de *France Hebdo*. Ce ne peut être que Berlau et ses amis. Nous ne pouvons pas cacher la vérité aux Français plus longtemps.

— Et il est plus que temps de tourner la page, ajouta le président. Il faut que les Français comprennent que c'est fini. Dans quelques heures, tout cela sera enfin derrière nous.

— Qui doit parler, dans ce cas ? interrogea le garde des Sceaux. Le président ?

Celui-ci fit non de la tête. Non, ce ne pouvait être à lui de mettre à ce point les mains dans le cambouis. Ce n'était pas de son niveau, même et surtout si son prédécesseur avait osé agir comme il l'avait fait.

— C'est le ministre de l'Intérieur qui doit parler, trancha Lassry.

— Vous voulez que je fasse une conférence de presse ? demanda Morena, pas vraiment chaud à l'idée de répondre aux questions des journalistes. Monsieur le président, nous avons une certitude mais pas de preuve tangible.

— Dans ce genre d'affaire, on n'en a jamais, vous me l'avez dit vous-même, répondit le président, agacé. Et ne mâchez pas vos mots devant les journalistes. C'est un de leurs confrères qui a été assassiné. Ça va être une énorme déflagration. Berlau ne sera pas le seul à être descendu en flammes. Ses ministres, ses amis, son parti, tous seront éclaboussés. L'opposition est désormais décapitée. Nous sommes au pouvoir pour longtemps.

Le ministre de l'Intérieur et son directeur de cabinet ne mirent que

quelques minutes à rejoindre leurs bureaux, place Beauvau. La conférence de presse avait été fixée au lendemain 11 heures. Ils se donnèrent toute la nuit pour la préparer. Avec un objectif : braquer les projecteurs uniquement sur Jouraud. Pour une bonne raison : le ministre craignait qu'au-delà de la mort du patron de *France Hebdo*, on ne lui pose également des questions sur l'assassinat de Charrié, et cette enquête-là piétinait toujours. Il espérait seulement que, avec ces révélations, les journalistes n'insisteraient pas trop. Et pour en être sûr, il donna une dernière consigne : en convoquant la presse, annoncer qu'il s'agissait d'une affaire d'État concernant seulement Berlau.

Le directeur de cabinet s'éclipsa, conscient qu'il allait chapeauter la communication de l'une des affaires les plus scandaleuses qu'ait eu à connaître la V^e République.

11 heures, c'était une bonne heure pour la télévision. Les chaînes d'information assureraient la diffusion en direct. Et les éditorialistes politiques feraient leurs premiers commentaires dans les journaux de 13 heures. Quant à la presse écrite, elle aurait tout le temps de préparer ses une du lendemain.

Dès le début de la matinée, les télévisions avaient installé leurs antennes. Les chaînes françaises n'étaient pas les seules aux abords de la place Beauvau. Les correspondants parisiens du monde entier avaient répondu présents, de CNN à Fox News, de la Rai aux journalistes pro-russes de Sputnik. Lassry marchait de long en large dans son bureau, à la fois troublé par l'ampleur du scandale qui allait être révélé et pas mécontent de voir son pouvoir consolidé sur la dépouille politique de Berlau.

Dernier coup de téléphone à son ministre de l'Intérieur en fin de matinée :

— Tout est prêt, ne vous inquiétez pas, assura Morena. Jamais je n'aurais pensé un jour être en situation de porter contre un ancien président de la République des accusations de meurtre, mais soyez tranquille, je ne reculerai pas.

À 11 heures moins quelques minutes, il marchait vers la salle des fêtes du ministère, où la presse s'impatiait déjà, lorsque son directeur de cabinet, le rattrapant, lui tendit sans un mot son téléphone.

— Annulez, annulez tout ! criait dans l'appareil une voix affolée, celle du secrétaire général de l'Élysée. Il y a du nouveau !

Le ministre hésita un instant. Puis, sans comprendre, mais en s'exécutant, il tourna les talons et, escorté par deux policiers, traversa en courant presque la place Beauvau pour se retrouver à peine cinq minutes plus tard dans le bureau du président.

Il y avait là le ministre de la Défense et les patrons de la DGSI et de la DGSE. Ils avaient appris dans la nuit qu'un ancien responsable de la CIA dont ils avaient repéré la présence à Londres trois jours plus tôt s'était réfugié depuis quarante-huit heures à l'ambassade d'Islande. Il s'appelait John Macguirre et les patrons des services français le connaissaient bien. C'était un informaticien hors pair. Apparemment il avait décidé de demander la protection de l'Islande et son aide logistique pour organiser une conférence de presse qui devait avoir lieu à midi heure de Londres, 13 heures à Paris. Et selon le patron de la DGSE qui venait d'alerter le président de la République, cela concernerait également l'ancien président Berlau. Avec des informations qui contredisaient la version que s'apprêtait à rendre publique le gouvernement français. Il était donc urgent d'attendre.

Les journalistes qui se pressaient au ministère de l'Intérieur repartirent furieux et très énervés par la volte-face totalement incompréhensible du ministre, alors que la veille encore le gouvernement français claironnait qu'il avait de très graves révélations à faire sur l'ancien président.

Tous s'apprêtèrent à suivre à la télévision, dans la foulée, la conférence de presse de cet espion américain qui lui aussi promettait de faire sauter la banque.

Lui, au moins, n'avait pas annulé !

Londres, fin août-début septembre 2020

Ça s'était passé le week-end précédent. Un agent de la DGSE en poste à Londres avait aperçu l'un de ses collègues de la CIA sortir d'un restaurant proche de Piccadilly. C'était John Macguirre. Il venait de déjeuner au Queens Head, un pub anglais réputé. Intrigués, les services français le suivaient à la trace depuis trois jours. Ce dimanche, John avait trouvé le restaurant à son goût. Chaleureux et élégant. Autour de lui, il y avait surtout des couples et des familles plus attirés par la fraîcheur de l'endroit que par la qualité de la carte. Dans la rue, les passants pressaient le pas pour éviter l'orage annoncé. La chaleur était écrasante depuis quelques jours à Londres et Macguirre se disait en souriant que ce n'était vraiment pas la peine de quitter la moiteur de Washington pour venir étouffer dans la capitale britannique, mais il savait qu'au pays de Shakespeare ça ne durerait pas. Et puis de toute façon, ce n'étaient pas les conditions climatiques qui l'avaient convaincu de traverser l'Atlantique. Depuis deux mois, il tournait en rond dans son petit appartement de Georgetown – le quartier huppé de la capitale américaine – après avoir pris la décision la plus importante de sa vie. Lourde de conséquences. Informaticien de génie, patron de l'un des principaux services de la CIA pendant dix ans, il avait démissionné début juin, détestant désormais tout ce qu'il avait adoré si longtemps. Pendant toutes ces années, mentir l'avait amusé, manipuler l'excitait, comme si le monde du mensonge et de la trahison le protégeait de la vraie vie. Jusqu'à cette affaire Berlau. Une belle affaire pourtant, son chef-d'œuvre, mais qui avait été finalement le fossoyeur de toutes ses illusions.

John s'était installé à Londres, en toute discrétion, au début de ce mois d'août 2020. Un billet sans retour. Pour ne pas se faire repérer, il était parti avec un bagage léger, privilégiant quelques vêtements d'été et son ordinateur, le seul objet dont il ne pouvait se défaire. Plus

qu'une machine, c'était pour lui un compagnon de tous les jours, un deuxième cerveau qui, sur son ordre, continuait de calculer et de travailler alors que lui pouvait, s'accorder quelques minutes de repos. Voilà plus de quinze ans qu'il entretenait avec ses ordinateurs une sorte de relation amoureuse étrange au point d'oublier que l'humanité ne se réduisait pas forcément aux algorithmes et aux équations les plus insolubles. Quinze ans d'une drôle de vie, sans amours, sans amitiés, à laquelle il venait de mettre fin.

Diplômé du Massachusetts Institute of Technology de Boston, il avait choisi à vingt-quatre ans de s'engager dans l'armée américaine. Doué d'une créativité qui l'emmenait fréquemment sur des rives connues de lui seul, il avait été rapidement remarqué par ses chefs et affecté au bout d'un an à l'agence de recherche de l'armée américaine, la DARPA, chargé de mettre au point les technologies les plus sophistiquées pour fabriquer de nouvelles armes informatiques.

En 2007, sans que l'on sache très bien comment s'était opéré le transfert, Macguirre avait quitté le Pentagone pour s'installer à Langley, le siège de la CIA. Le jeune homme avait le profil idéal pour gravir tous les échelons et devenir rapidement l'un des patrons de la cellule informatique. Beau garçon, mais n'en profitant guère, beaucoup plus intéressé par ses compagnons numériques que par les femmes, né dans une famille de chercheurs en mathématiques – son père et sa mère enseignaient tous deux à l'université du Vermont –, il avait appris à jongler dès son plus jeune âge avec les figures géométriques les plus incompréhensibles. Et à l'heure où ses camarades de classe découvraient les charmes voluptueux des campus universitaires, il préférait s'enfermer dans sa chambre pour déchiffrer les mystères de la mécanique des fluides. Plus tard, ses rencontres amoureuses avaient toujours été guidées par une passion commune pour les sciences et n'avaient jamais duré très longtemps. Célibataire par habitude et secret par goût, il était devenu à trente ans le meilleur des candidats pour les services américains. Un agent presque parfait. Trop parfait. Ses chefs auraient dû se méfier de sa rigidité morale, qu'il arborait comme un étendard. Déjà bien avant l'affaire Berlau, l'informaticien devenu espion s'interrogeait sur le rôle que lui faisait jouer la CIA, lui demandant non seulement de concevoir des logiciels capables de porter le fer informatique chez l'ennemi terroriste mais également de mettre au point des instruments de manipulation indétectables à des fins moins avouables. À plusieurs reprises Macguirre avait fait part de ses interrogations à ses collègues, vite balayées par un argument qui claquait comme le drapeau américain en plein vent. À ses doutes, on lui répondait sécurité des États-Unis et défense des libertés. « Circulez, il n'y a rien à voir. » Ce qui pouvait aussi se traduire par : « Ici, on ferme sa gueule ou on démissionne. »

Pendant plusieurs années, John avait fermé sa gueule en continuant d'apporter ses compétences et son imagination débridée à la tête de son service. Jusqu'au jour où le doute – le remords ? – l'avait emporté. Il avait observé le chaos politique dans lequel la France s'était enfoncée et dont il était largement responsable. Les crimes impunis, c'était lui, le président français convaincu de corruption et de haute trahison, c'était lui, la démission de Berlau et l'arrivée au pouvoir de la droite extrême, c'était lui. Progressivement la honte avait pris le pas sur la fierté du travail accompli. Honte pour son pays et surtout honte de lui-même. Bon Dieu, comment avait-il pu se laisser embarquer dans une telle opération ? Quel intérêt supérieur du gouvernement américain et de son président pouvait justifier de créer un tel désordre au cœur d'un pays étranger ? Et un jour, la honte avait été si forte que John Macguirre avait fui après avoir démissionné. À Langley, ses patrons n'avaient rien compris. Et surtout pas imaginé les raisons qui l'avaient conduit à Londres.

Macguirre aimait bien Londres. Il y avait accompagné son père qui avait animé à plusieurs reprises un séminaire de mathématiques à Cambridge. John en profitait pour déambuler dans la capitale britannique. Il appréciait son cosmopolitisme culturel et la diversité de ses communautés. Cette alternance d'ordre et de désordre, de tradition et d'hypermodernité qui faisait se croiser au musée Tussauds le rocker Freddie Mercury et la reine Victoria. Une ville où en moins d'une heure de marche à pied, on passait du très bourgeois Saint James's Park au très remuant quartier de Brixton. John aimait l'ambiance afro-jamaïcaine de ce coin réputé malfamé, théâtre d'émeutes violentes en 1980, mais qui depuis les années 2000 n'avait gardé de sulfureux que sa réputation. En arrivant de Washington, c'était d'ailleurs le premier endroit où il était retourné, cherchant dans les odeurs épicées du marché des bouts d'adolescence. Il prenait un plaisir nostalgique à écouter, la nuit tombée, les dizaines de Bob Marley qui squattaient les places du quartier.

Depuis le début de ce mois d'août 2020, les journaux anglais n'en avaient que pour la canicule qui brûlait l'herbe des parcs et vidait les rues. Il est vrai que le gazon de Hyde Park faisait davantage penser à un champ d'herbe desséchée qu'à une pelouse anglaise et les Londoniens avaient oublié toute bienséance pour se coucher à moitié nus à l'ombre des érables sycomores. Macguirre avait passé des jours entiers dans le parc à imaginer le scénario du cataclysme qu'il allait provoquer. Il avait choisi l'endroit. Ce serait l'ambassade d'Islande, à laquelle il s'apprêtait à demander asile. Et c'est ainsi que le 31 août à l'heure du breakfast, l'ancien informaticien de la CIA était allé frapper à la porte de l'ambassade, une grosse bâtisse sans charme plantée au 2A Hanss Street. Reykjavik, qui entretenait des relations

mouvementées avec l'administration américaine, n'avait pas hésité longtemps avant d'accorder l'asile diplomatique à Macguirre. Mieux, les Islandais avaient mis leurs modestes moyens aux services de l'ancien espion. Il avait choisi le jour et l'heure de sa conférence de presse : ce serait le 3 septembre à midi, dans la salle de réception de l'ambassade.

Macguirre avait écrit son texte pour être sûr de ne rien oublier. Peu habitué à l'exercice et sachant très bien quelle bombe il allait lâcher, il mit d'ailleurs quelques minutes à calmer l'inévitable tremblement de ses mains, seule marque du trouble qui le saisit lorsqu'il s'installa à la table sur laquelle se trouvaient plusieurs dizaines de micros. La voix de l'informaticien était sans grand relief mais suffisamment forte pour que dès les premiers mots cesse le brouhaha de journalistes qui à cette heure ne savaient pas encore très bien à quoi ils étaient conviés. En écoutant Macguirre, ils comprirent très vite que la journée ne serait pas ordinaire.

Bonjour, mesdames et messieurs. Ce que je vais vous dire ne sort pas d'un roman ni de mon imagination. Le silence m'est aujourd'hui insupportable, je sais les risques que je prends, mais je crois de mon devoir de vous dire comment mon ancienne organisation, la CIA, sur ordre du président des États-Unis, a provoqué la démission du président français François Berlau.

Tout a commencé il y a un an et demi, à Washington. La visite de M. Berlau s'annonçait sous les meilleurs auspices, même s'il était de notoriété publique que les deux chefs d'État n'étaient d'accord sur rien ou presque. À l'époque, Peter Jackson, malmené en Russie, méprisé par une bonne partie de l'Europe, avait besoin d'afficher sa bonne relation avec le président français qui en retour pensait pouvoir s'imposer comme le seul leader européen capable de discuter d'égal à égal avec l'Amérique. Chacun devait y trouver son compte. L'accueil populaire, les réceptions à la Maison-Blanche et au Capitole, le dîner à l'ambassade de France et les embrassades publiques, les deux chefs d'État se sont donné du mal pour « faire comme si » et l'opération séduction transformée peu à peu en opération camouflage a, à l'époque, parfaitement fonctionné. Sauf que derrière les murs du Bureau ovale, il en était tout autrement. Des tapes dans le dos mises en scène pour les soirées mondaines et les conférences de presse, il ne restait que la violence crue de deux boxeurs bien décidés à ce que l'adversaire finisse par mettre un genou à terre. Et à ce jeu-là, le président français n'avait pas les épaules du vainqueur. François Berlau, malgré tout, avait cru pouvoir faire la leçon à Jackson et se montrer menaçant à propos de l'Iran.

Et, devant les journalistes médusés, jouant tour à tour le rôle du

Français et celui de l'Américain, Macguirre se lança alors dans un étonnant numéro, jouant le dialogue qui avait eu lieu un an et demi plus tôt entre les deux hommes. C'était le troisième et dernier entretien de la visite d'État.

François Berlau : *Monsieur le président, si vous vous retirez de l'accord signé avec l'Iran, je vous préviens, je ferai tout pour que nos alliés se désolidarisent des États-Unis et respectent le contrat en poursuivant leurs relations commerciales avec Téhéran.*

Peter Jackson : *Dans ce cas, Berlau, je fermerai nos marchés et ceux de nos alliés aux produits français. N'oubliez pas que sans nous, vous êtes un nain.*

François Berlau : *Je n'accepte pas vos menaces. Et, croyez-moi, nous saurons trouver d'autres débouchés.*

Peter Jackson : *Pour qui vous prenez-vous, Berlau ? Vous verrez que ce sont vos propres entreprises qui seront les premières à vous lâcher. Et puis de toute façon, je me fous de ce que vous pensez et de ce que vous ferez. Je ne laisserai pas ces gangsters iraniens nous menacer et nous tromper comme ils le font.*

François Berlau : *Vous jouez avec le feu, Jackson. Pour qui ? Pour quoi ? Pour les Israéliens ? Pour rassurer l'Arabie saoudite ? Ou plus simplement pour flatter votre ego ?*

Peter Jackson : *Vous savez, Berlau, vous ne représentez pas grand-chose. Beaucoup moins que ce que vous pensez, mais encore beaucoup trop pour moi. Vous m'emmerdez, Berlau, je vous casserai.*

L'ancien informaticien de la CIA, en bon comédien, savourait l'effet produit. Les journalistes attendaient la suite et il avait décidé de ne pas décevoir son public.

En France, alors que seules les chaînes d'info avaient prévu de retransmettre l'événement, TF1 et France 2, après avoir regardé les premières images, avaient décidé de basculer à leur tour en édition spéciale. Il était un peu plus de 13 heures et c'était comme si une catastrophe naturelle venait de s'abattre quelque part en France. Scotchés devant leur petit écran, chez eux, au bureau, dans les cafés, des millions de Français, d'abord distraits, buvaient maintenant les paroles de Macguirre sans savoir s'il fallait vraiment croire cette histoire à dormir debout. Cet homme encore jeune qui n'avait pas du tout l'air de plaisanter était tout bonnement en train de raconter comment le président américain avait donné ordre à ses services secrets de provoquer, par n'importe quel moyen, la démission de leur président. Une destitution sans un coup de feu. Du grand art, qui renvoyait au Moyen Âge les putschs organisés par la CIA en Amérique latine ou ailleurs.

Comme grisé par le premier rôle qu'il s'était attribué, John

Macguirre était devenu intarissable. Jackson, expliqua-t-il, après avoir raccompagné Berlau et sa femme, était rentré à la Maison-Blanche ivre de rage. De sa voiture, il avait convoqué l'état-major de Langley et raconté dans les moindres détails ses entretiens avec le président français, le qualifiant au passage, de « freluquet » et d'« insupportable prétentieux ».

Ce n'était plus une conférence de presse, mais un véritable one man show, Macguirre jouant tous les rôles pour un public qu'il savait conquis. Bien calé sur sa chaise, il entama alors son numéro de bravoure : lui et ses chefs face au président américain.

Le président Jackson : Je ne peux pas laisser ce type mettre en péril ma politique. Comment a-t-il pu penser que je reviendrais sur mes promesses de campagne ? Dès son arrivée, il m'a fait la leçon sur la COP 21. M'expliquant que je ne pourrais pas résister à la vague écologiste qui submerge la planète. Mais pour qui se prend-il ? J'ai promis du travail à tous les Américains. Ces COP 21, 22, 23, ce ne sont que des foutaises destinées à nous empêcher de produire.

Macguirre : Monsieur le président...

Le président Jackson : Je ne vous ai pas donné la parole, Macguirre. Intéressez-vous à vos ordinateurs, c'est tout ce que je vous demande. Mieux, utilisez-les pour de bonnes raisons. Et je vais vous en donner une : on ne peut pas laisser Berlau continuer de fanfaronner en faisant croire qu'il pourrait obtenir de moi une quelconque concession. Et il y a beaucoup plus grave que la COP 21, il a voulu me faire plier sur l'Iran, m'accusant de mettre en danger la paix. Mais c'est lui qui est irresponsable ! Assez naïf pour croire que ces enfoirés d'Iraniens respecteront leur parole. Il pense pouvoir entraîner Poutine, mais l'autre va le balader et le renvoyer dans ses cordes d'une pichenette. Et puis je ne vais pas mettre en cause la sécurité d'Israël pour faire plaisir à Obama. D'ailleurs il n'a fait que des conneries, celui-là. Il est quand même temps de le dire.

Le directeur de la CIA : Monsieur le président, que souhaitez-vous que nous fassions ? Pourquoi nous racontez-vous tout cela ?

Le président Jackson : Parce que j'attends que vous mettiez hors d'état de nuire ce Berlau. Vous avez les moyens de le ridiculiser à la face du monde, mais méfiez-vous, l'homme est retors. Il va essayer de dresser l'Europe contre moi avec l'appui de la Russie et de la Chine qui vont l'utiliser tant que cela servira leurs intérêts. Combien de divisions ? demandait Staline, qui ne disait pas que des bêtises. À peine quelques-unes pour Berlau. Mais c'est encore trop avec ce type. Faites en sorte qu'il disparaisse.

Le directeur de la CIA, franchement interloqué : Un attentat ?

Le président Jackson : Vous n'êtes pas obligé d'aller jusque-là, mais de toute façon débrouillez-vous, je ne veux pas le savoir. Cette conversation

n'a jamais eu lieu et notre rencontre n'est dans aucun agenda.

À Paris, plus le temps passait, plus Macguirre jouait comme spectateur de lui-même son incroyable histoire, plus les rues se vidaient. Les Parisiens, alertés par leur smartphone, s'agglutinaient dans les cafés et dans tous les endroits où se trouvait un écran de télévision. Sur les trottoirs, dans les autobus, des petits groupes se formaient autour des téléphones. La capitale offrait l'étrange spectacle d'une ville en état de choc. Dans les ministères, la stupéfaction n'était pas moindre. Les conseillers des ministres se pressaient dans le bureau de leur patron et dans les rédactions, plus aucune information ne semblait pouvoir distraire les journalistes de l'impensable coup de théâtre auquel ils assistaient en direct.

À l'Élysée, le Premier ministre avait rejoint le président Lassry. Assis côte à côte sur le canapé jaune, les deux hommes ne disaient mot, comprenant que la fin de l'histoire serait certainement plus extravagante encore que tout ce qui venait d'être dit. Même si tout cela concernait Berlau, Pierre Lassry était en train de réaliser qu'il avait été élu sur un malentendu et que d'une certaine manière il s'était fait le complice, certes involontaire, mais complice tout de même, de ce coup d'État. Qu'allait-il pouvoir raconter aux Français ? Quelle attitude devrait-il adopter à l'égard de Washington et de ce président qui n'apparaissait plus seulement fantasque mais dangereusement pervers, au point de provoquer la chute d'un allié pour la seule raison qu'il aurait pu un moment le gêner ? Certes Lassry détestait Berlau, mais en son for intérieur il savait bien que cette fois il s'agissait de la France et de son honneur bafoué. À ses côtés, le Premier ministre avait décidé d'attendre la fin de la conférence de presse, mais sa conviction était faite : il faudrait faire preuve de la plus grande fermeté à l'égard de la Maison-Blanche. Il n'était pas question de s'en tenir à un simple communiqué de condamnation. D'autant que ce que décrivait Macguirre montrait à quel point le coup d'État avait été minutieusement pensé, préparé et mis à exécution.

Selon l'informaticien, il avait fallu pratiquement un an à la CIA pour mettre en place toutes les pièces du puzzle et s'assurer qu'aucun grain de sable ne viendrait perturber le bon déroulement de cette gigantesque manipulation. Au passage, sans s'étendre et sans que cela soit relevé, Macguirre laissa entendre que Charrié et Jouraud avaient été un moment plus que des grains de sable, de véritables cailloux dans les chaussures des agents américains.

Il était un peu plus de 13 h 30 à Londres – 14 h 30 à Paris –, l'ambassade d'Islande continuait de se remplir. Les journalistes étaient une cinquantaine à midi, une heure et demie plus tard l'ambassadeur avait dû faire ouvrir deux autres salons pour accueillir la meute qui ne

cessait de grossir. Et le spectacle était loin d'être terminé. Macguirre avait devant lui une pile de dossiers. Ces documents, il pouvait d'autant plus les commenter qu'il était l'auteur de la plupart d'entre eux. L'informaticien avait fait installer un écran sur le côté droit de la pièce, suffisamment grand pour que chacun puisse prendre le temps de lire et constater la précision avec laquelle l'opération avait été menée.

Les premiers faux – plus vrais que nature – concernaient les mails échangés de 2014 à 2016 par Berlau et le ministère iranien des Affaires étrangères. Il y en avait plusieurs dizaines et Macguirre à cet instant avait manifestement oublié qu'il était l'auteur principal de cette forfaiture, tout à la fierté de montrer qu'aujourd'hui rien n'était impossible aux experts de la CIA, égratignant au passage l'amateurisme des Russes. Et c'est d'une voix cette fois très assurée qu'il expliqua qu'en entrant dans l'un des systèmes informatiques les mieux protégés au monde, celui du gouvernement iranien, il avait fabriqué et produit les contenus des mails adressés à Berlau dont les différentes adresses IP avaient été piratées sans aucune difficulté. Quant aux scripts des conversations entre le conseiller de l'ambassade d'Iran à Paris et le candidat Berlau, ce n'étaient en réalité que des montages de mots soigneusement juxtaposés provenant des écoutes de l'Iranien et du Français. Au final, il était impossible à l'oreille la plus aguerrie d'en percevoir la moindre trace.

Dans la salle où le silence était à la mesure de l'événement, Macguirre égrenait ses truquages tel un soldat racontant ses faits d'armes, laissant entendre que les plus audacieux étaient encore à venir. Après les enregistrements, il passa aux photos publiées par *L'Univers*, censées apporter la preuve d'une rencontre entre l'émissaire iranien et Berlau après un meeting dans le Doubs. Chacun put ainsi voir sur l'écran les étapes du montage avant que n'apparaisse la photo définitive, saisissante de vérité.

Depuis un moment déjà, les journalistes avaient cessé de prendre des notes tant les propos de Macguirre et les documents projetés étaient sidérants. Effarants, consternants, mais aussi d'une certaine manière bluffants. À l'Élysée, le président et le Premier ministre étaient toujours aussi mutiques, fascinés comme des millions de Français par cette télé réalité qui semblait venir d'un autre monde. Tous découvraient que la première guerre cybernétique avait eu lieu chez eux, sous leurs yeux, sans qu'ils la soupçonnent un seul instant.

Précaution sans doute inutile, l'ambassadeur d'Islande, compte tenu de la tournure qu'avait prise la conférence de presse, avait demandé au gouvernement britannique une protection renforcée. À l'extérieur, plusieurs voitures de police bloquaient désormais la rue et, à l'intérieur, les hommes de sécurité de l'ambassade s'étaient installés

parmi les journalistes, prêts à intervenir au cas où l'espion américain serait menacé. Il est vrai qu'en deux heures l'inconnu de Washington était devenu une star mondiale et l'artificier en chef d'une crise planétaire. Il savait qu'il en paierait un jour la note mais pour l'instant, face à une assistance stupéfaite qui buvait chaque mot prononcé, il avait décidé de vivre jusqu'au bout ce moment d'ivresse, allumant une à une les fusées de ce feu d'artifice inédit. Et c'est ainsi qu'en guise de bouquet final, il dévoila comment il avait créé de toutes pièces les multiples comptes offshore qui avaient conduit Berlau à démissionner.

L'ancien espion expliqua qu'après être entrée dans les logiciels de plusieurs banques iraniennes, la CIA n'avait eu aucun mal à fabriquer des ordres de virement destinés à alimenter des comptes ouverts à Hong Kong et à la Barbade au nom de donateurs français dont la signature avait été piratée. Sur ces comptes avaient été déposés plusieurs dizaines de millions de dollars, accréditant la thèse que ces donateurs financés par l'Iran avaient seulement servi d'intermédiaires entre Téhéran et Berlau. Quant aux comptes censés être détenus par l'ancien président et sa famille aux îles Vierges, à Macao et aux Philippines, l'informaticien, pour mieux les faire connaître, détailla avec une évidente délectation les statuts des sociétés rédigés au nom des proches de Berlau. Les paraphes et les signatures avaient été volés sur des documents appartenant à ceux qui étaient devenus légalement actionnaires bien malgré eux. Ces trois vrais-faux comptes avaient été ensuite alimentés par des virements dont le donneur d'ordres n'était autre que la première banque iranienne.

Autrement dit, résuma John Macguirre, tout était vrai (les comptes, l'argent déposé qui en l'occurrence sortait bien des caisses de la CIA), et tout était faux puisqu'il apportait les preuves que ces transferts avaient été fabriqués de toutes pièces par les ordinateurs de la centrale américaine.

De l'autre côté de l'Atlantique, Washington s'éveillait à peine lorsque Macguirre avait commencé sa conférence de presse. Seuls ou presque les dirigeants de la CIA étaient devant leur écran à cette heure matinale. Il ne leur avait pas fallu plus de quelques minutes, alors même que leur ancien collaborateur n'avait encore pratiquement rien dit, pour comprendre l'ampleur du scandale qui allait éclabousser leur organisation et l'Amérique tout entière. Le patron de la CIA savait désormais ses jours comptés et il ne jugea pas utile de précipiter sa chute en appelant la Maison-Blanche. C'est le chef du cabinet du président Jackson qui finalement prit sur lui d'avertir son patron de la tornade qui approchait. À sa grande surprise, Jackson, loin d'éructer, le remercia d'une voix anormalement douce en précisant qu'il était devant son petit écran depuis 7 heures du matin. Il lui demanda

seulement de convoquer les patrons de la CIA à 9 heures précises.

À cette heure-là, Macguirre était loin d'avoir terminé. Il détaillait encore ses documents avant d'expliquer pourquoi il avait fallu presque un an pour monter l'opération. Certaines pièces, les montages photo et les comptes offshore notamment, avaient occupé pendant plusieurs semaines les experts de Langley. Le service de Macguirre avait passé des mois à mettre au point les logiciels capables d'effacer toutes traces de manipulation.

— Et puis, surtout, expliqua l'informaticien, devant les journalistes aussi médusés que gênés de s'être à ce point fait piéger, il a fallu finaliser l'opération de communication. Ou plus exactement de désinformation ! Le temps d'approcher les journalistes et de leur faire croire qu'ils avaient mis la main sur le « scoop du siècle ».

Le président Jackson en avait assez entendu. Accompagné de son chef de cabinet, il fit entrer les patrons de la CIA qui avaient regardé sans moufter la fin de la conférence de presse dans le bureau des secrétaires. Le président avait manifestement décidé de faire un effort sur lui-même et de s'économiser. Regardant droit dans les yeux le patron de la CIA et sans élever la voix, il lui demanda seulement comment il avait pu tout ignorer de ce que préparait son informaticien. Pour toute réponse, puisqu'il ne trouvait pas d'explication à donner, le patron de la centrale se contenta de présenter ses excuses et sa démission. Ce qui ne manqua pas de provoquer un spectaculaire changement de ton du président. Redevenu lui-même, il éructa comme s'il ne pouvait se contenir plus de quelques minutes :

— Vos excuses, je m'en fous ! Ça ne sert à rien et c'est trop tard. Votre démission, elle est évidemment acceptée. Quand vous sortirez de ce bureau, vous ne serez plus directeur de la CIA. Mais le mal est fait. Vous vous rendez compte que par votre incompetence, ce sont les États-Unis d'Amérique que vous mettez en difficulté ?

— Monsieur le président, pardon, mais je ne peux accepter cette accusation d'incompétence, rétorqua, piqué au vif, celui qui était encore pour quelques minutes le boss. Ce que nous avons fait, personne jusqu'à présent ne l'avait réussi, et sans doute, pas même imaginé. Vous nous aviez demandé d'écarter de votre route le président français, ça a été fait. Et sans une goutte de sang versée, conclut-il en faisant semblant d'oublier les morts de Charrié et de Jouraud.

— OK, vous n'êtes pas incompetent mais vous êtes stupide. Vous n'avez rien vu de la fragilité de votre informaticien. À moins qu'il ne soit communiste et que vous ne l'ayez pas soupçonné, ce qui serait plus grave encore. Vous ne vous êtes pas étonné de le voir démissionner ? Et surtout vous ne l'avez pas fait suivre lorsqu'il a

prétendu prendre des vacances en Angleterre, vous n'avez même pas repéré qu'il n'avait pris qu'un aller simple ?

Les deux hommes avaient raison, l'opération était un sans-faute, mais ce qui venait de se passer à Londres était pour le locataire de la Maison-Blanche bien pire que si Berlau était resté à l'Élysée. Pour Jackson, le bilan était effroyable. Bien évidemment, il allait nier toute implication directe en expliquant que la CIA avait agi pour son propre compte. Ce qui bien sûr n'aurait aucune crédibilité. Et il le savait mieux que personne. En parcourant la coursive qui séparait son bureau de ses appartements, pour la première fois, il fut même saisi par le doute, se demandant si au fond il était fait pour le job. Il connaissait ses défauts, il en avait fait jusqu'à présent des atouts, masquant ses failles par des colères qui lui donnaient le sentiment d'être fort. Mais cette fois il savait que par sa faute, il avait mis son pays en position de faiblesse. Le monde découvrait que sous sa responsabilité, les États-Unis venaient d'inventer une nouvelle forme de coup d'État. Et qui plus est au détriment d'un pays ami !

Mais avec Jackson, le naturel n'était jamais bien loin. Sa femme Eleonore, une fois encore, ce matin-là, put le vérifier. Alors qu'elle venait se blottir contre lui en l'embrassant, il se dégagea affectueusement et, la regardant dans les yeux, dit seulement :

— Je les emmerde.

Une heure plus tard, son chef de cabinet lui apportait le communiqué du président français. D'une rare violence.

J'ai pris connaissance des informations diffusées par un ancien membre de la CIA aujourd'hui réfugié à l'ambassade d'Islande à Londres. Même si ce qui a été révélé mérite de nécessaires vérifications, les documents présentés et les faits rapportés ne permettent guère de doute. L'ancien président François Berlau a été victime d'un complot minutieusement préparé par les services secrets américain à la demande explicite du président des États-Unis. Plus qu'un attentat contre la personne de mon prédécesseur, c'est une agression contre notre pays. Le Conseil des ministres se réunira en fin d'après-midi pour délibérer de la riposte qu'il convient de décider et demain le Parlement sera convoqué en session extraordinaire. D'ores et déjà, j'ai demandé à notre ambassadeur à Washington de rentrer en France sans délai. Et tous les membres de l'ambassade américaine à Paris devront quitter notre territoire dans les quarante-huit heures. À 15 heures demain, le Premier ministre s'adressera aux deux assemblées pour dire quelle suite la France entend donner à cette attaque sans précédent.

Jackson lut ce communiqué sans sourciller, se contentant de ricaner.

— Il ne pouvait pas faire moins, dit-il à son chef de cabinet, mais

qu'est-ce qu'il peut faire de plus ? Nous déclarer la guerre ? Ah, j'imagine la flotte française débarquant à New York, ce serait comique, non ?

Le président s'approcha de son collaborateur, le prit par le bras et, se tournant vers la fenêtre ouverte sur les jardins, il prit le temps de sentir quelques secondes cette odeur d'herbe coupée qu'il aimait tant, avant d'affirmer avec son cynisme habituel :

— Croyez-moi, il suffit de laisser passer l'orage. La crise sera un peu plus longue que d'habitude, quelques semaines, quelques mois peut-être, mais après tout on n'a pas besoin de la France alors qu'ils ne peuvent pas se passer de nous. Et puis surtout, il ne faut pas que le président français nous la raconte. Finalement c'est grâce à nous s'il est au pouvoir aujourd'hui. Je ne me gênerai pas pour le lui rappeler s'il me casse trop les... pieds.

Les ministres arrivaient à l'Élysée un à un sans s'attarder sur le perron. Il y avait la foule des jours de fête et des jours sombres. Par centaines les journalistes étaient parqués tout le long de la façade Est jusqu'à l'entrée du palais. À l'intérieur, dans le salon Murat où se tenait le Conseil, chacun fut invité à dire ce qu'il pensait d'une situation qui aurait été franchement rocambolesque si elle n'était tragique. Au fil du temps, la chaleur ambiante aidant, le ton monta. Même les plus fidèles soutiens des États-Unis imaginaient des ripostes spectaculaires et franchement guerrières au point que le président dut calmer certaines ardeurs. Lui savait que Jackson n'avait pas tort, il avait été élu parce que Berlau avait été contraint de démissionner et tous ceux qui étaient autour de la table ne devaient leur place qu'à l'aberrante décision du président américain. Le Français avait bien intégré cette idée mais, fin politique, il avait aussi compris en écoutant Macguirre que le choc serait si fort dans l'opinion qu'il faudrait prendre sans attendre deux ou trois décisions retentissantes.

Les ministres ressortirent du palais comme ils y étaient entrés, sans un mot. Pour ce Conseil extraordinaire, l'habituel compte rendu fut supprimé et remplacé par un deuxième communiqué officiel de la présidence. Lassry était remonté dans son bureau avec le Premier ministre et le secrétaire général pour l'écrire lui-même. Pas question de laisser au porte-parole la rédaction d'un texte dont chaque mot devait être soigneusement pesé, assez fort pour calmer l'opinion mais pas au point de provoquer à nouveau les foudres de la Maison-Blanche. La première déclaration avait déjà été suffisamment dure, inutile d'en rajouter, se dit Lassry en lisant à haute voix les quelques lignes jetées sur le papier. Volontairement, il n'avait pas rédigé son texte à la première personne.

Après les graves révélations faites aujourd'hui par M. John Macguirre,

ancien informaticien de la CIA, le président de la République a réuni un Conseil des ministres extraordinaire. Le gouvernement a unanimement condamné cette cyberattaque organisée par un pays ami et décidée au plus haut niveau. Il considère qu'une telle agression, d'autant plus meurtrière qu'elle était indétectable, met en cause les fondements même de notre démocratie. La France a donc décidé de cesser toute relation diplomatique avec les États-Unis. Elle déplore que les liens de confiance et le soutien mutuel qui unissaient les deux pays depuis deux siècles et demi aient été ainsi rompus par une décision que rien ne peut justifier. Le président de la République s'exprimera demain soir à la télévision.

Un sondage express réalisé pour BFM et publié le lendemain, peu avant l'intervention du président, montra que près de 80 % des Français approuvaient la rupture des relations diplomatiques, en revanche l'opinion était beaucoup plus partagée sur les sanctions économiques envisagées. David pouvait-il vraiment s'opposer à Goliath ? Mais le plus inquiétant était ailleurs. Vingt-quatre heures après le choc des révélations venues de Londres, les Français disaient à plus de 90 % ne plus croire en rien, ni en personne. L'autorité de l'État et la crédibilité de la parole publique avaient sombré corps et biens avec le dévoilement de ce putsch, d'un nouveau genre, sans armée ni combat. Une première mondiale.

À l'Assemblée, les députés se levèrent unanimes pour dénoncer l'agression américaine et approuver les décisions annoncées la veille que venaient de commenter le Premier ministre. Mais lorsque le président de la République prit la parole le soir à la télévision, comme pour illustrer et témoigner de cette défiance, les Français n'étaient pas au rendez-vous. Jamais l'audience n'avait été aussi faible pour un président. Et pourtant les mots étaient puissants et l'appel à l'union nationale sincère. Trop tard. Bousculé depuis deux ans et demi comme il ne l'avait jamais été en temps de paix, le pays avait sombré dans une forme de dépression collective où alternaient selon les jours colère et tristesse.

En se dirigeant vers l'ascenseur qui le conduisait à son appartement privé, le président Lassry croisa son secrétaire général. Sprery était sonné. Lui qui quatre mois plus tôt avait cru toucher le graal avec l'élection de cette droite qui avait si longtemps rêvé du pouvoir, savait que ce quinquennat, à peine commencé, était déjà moribond. Et du coup il posa, presque agressif, la question qui s'imposait tout autant à lui-même qu'au président :

— Et on fait quoi maintenant ?

Pour s'entendre répondre, avant que la porte de l'ascenseur ne se referme :

— Je ne sais pas... On continue.

- On continue ? C'est-à-dire ?
- Je ne sais pas. À demain. Demain il fera jour !

20.

François Berlau, lui, était très loin. À l'heure où John Macguirre commençait sa conférence de presse, il était 4 heures du matin à Los Angeles, où l'ancien président et sa femme s'étaient installés depuis deux mois. Le couple avait attendu, rue Monge, que leurs filles terminent leur année scolaire pour partir à l'autre bout du monde, comme le leur avait suggéré leur aînée. Les trois semaines passées à Paris après sa démission avaient été insupportables à François. Il ne pouvait faire trois pas dans la rue sans être agressé et, malgré la protection policière, il ne pouvait ignorer les insultes qui pleuvaient sur son passage. Pour les filles, c'était invivable et Claude, sa femme, n'était pas épargnée, accusée d'avoir tout autant profité que son mari des largesses iraniennes. Au bout de quelques jours, l'ancien président et son épouse avaient préféré renoncer à sortir. L'appartement était inondé de soleil, mais ils n'en avaient que faire, vivant quasiment reclus derrière leurs volets fermés. L'ancien président était cassé, desséché, l'énergie qui avait fait sa force avait basculé dans une forme d'apathie mortifère qui l'empêchait de lire et de travailler. Chez les Berlau, les chaînes d'info étaient proscrites, les journaux télévisés de 20 heures interdits, le petit écran s'était mû en cinéma permanent. François faisait une consommation de films inquiétante et abrutissante. C'est Claude qui la première avait tiré la sonnette d'alarme, après une soirée particulièrement cafardeuse. Elle lui avait mis le marché en main : ou ils partaient ensemble tout de suite, très vite et très loin, ou elle s'en allait seule avec les enfants. Une semaine plus tard, ils débarquaient tous les quatre à Los Angeles. Ils avaient loué une villa pour tout l'été dans le quartier de Pacific Palisades. Le couple avait hésité entre le centre-ville du côté de Huntington Palisades et le bord de mer au sud. Pour les filles, ils avaient choisi l'océan. La maison était beaucoup trop grande pour eux, six chambres et une immense piscine, mais ils s'y sentaient bien et avaient surtout besoin d'oublier. Entre les journées de bateau et les soirées sublimes sur la terrasse, ils n'avaient pas vu passer l'été et s'étaient reconstruits

plus vite qu'ils ne l'imaginaient. Berlau avait suivi, sans vraiment s'y intéresser, l'élection présidentielle et Claude avait tout fait pour le couper de cet enfer qui peuplait encore ses cauchemars. Elle avait fait le tri des appels, qui d'ailleurs se raréfiaient au fil des semaines, pour ne garder que ceux des amis fidèles. Au total plus grand monde, mais c'était sans doute mieux ainsi. François avait été sollicité par plusieurs sociétés financières américaines et ils envisageaient de rester deux ans au moins à Los Angeles. Ils s'apprêtaient d'ailleurs à inscrire les deux enfants au Calvary Christian School, l'un des collèges les plus réputés de Pacific Palisades.

Cette nuit-là, François dormait si profondément qu'il n'entendit aucune des alertes pourtant de plus en plus nombreuses qu'affichait le smartphone posé sur sa table de nuit. Et c'est seulement vers 7 heures, arraché à son sommeil par un journaliste de *L'Univers*, qu'il comprit qu'il se passait des événements graves. Suffisamment graves pour que Paris retrouve son numéro de téléphone.

— Monsieur le président, vous avez une déclaration à faire ? lui demanda le reporter de *L'Univers* qui semblait ignorer que son interlocuteur vivait à dix mille kilomètres de la capitale, sur la côte Ouest des États-Unis.

— Mais de quoi parlez-vous ?

— Des révélations que vient de faire un ancien informaticien de la CIA réfugié à l'ambassade d'Islande à Londres.

— Quelles révélations ? demanda Berlau, cette fois bien réveillé.

— Il affirme preuves à l'appui qu'il a été chargé par ses patrons de fabriquer toutes les pièces destinées à faire croire que vous étiez financé par les Iraniens.

— Mais pourquoi la CIA aurait-elle fait cela ?

— Elle a agi sur ordre.

— De qui ?

— Du président des États-Unis.

Berlau crut défaillir. Incapable de prononcer un mot, il demanda au journaliste de le rappeler un peu plus tard. Le temps de réveiller Claude et de chercher sur son ordinateur une chaîne d'info française. Tout était dit et les principaux extraits des déclarations de Macguirre repassaient en boucle. Il ne fallut pas une heure à l'ancien président pour comprendre. Dans le même temps, il venait de réaliser qu'il était aux États-Unis, dans ce pays présidé par celui qui avait provoqué sa démission. Entre colère, effroi et stupéfaction, Berlau choisit de ne rien dire. Il ne rappela pas le journaliste de *L'Univers*. Il décida seulement qu'il devait quitter dans la journée le sol américain et rentrer en France. Son honneur était sauf, il allait pouvoir se reconstruire, à Paris, chez lui, dans son pays.

En montant dans l'avion le soir même, il dit seulement à Claude :

— Merci pour cet été.
Et murmura pour lui-même :
— Quel gâchis !

Épilogue

Trois ans plus tard

Ce matin d'octobre 2023, il y avait déjà beaucoup de monde avenue Marigny et, sécurité oblige, l'entrée des invités s'était faite au compte-gouttes rue du Faubourg-Saint-Honoré. Dans la cour de l'Élysée, les gardes républicains avaient pris position à la droite du tapis rouge qui courait jusqu'au perron. Quand elle le veut, la France sait recevoir !

Ce jour-là, trois ambassadeurs nouvellement nommés à Paris venaient présenter leurs lettres de créances au président de la République. Habituellement, les cérémonies étaient plus discrètes, sans fanfare ni musique, mais ce jeudi, l'événement n'était pas banal. Parmi les nouveaux ambassadeurs, un seul était vraiment attendu. Il était américain et devait occuper un siège laissé vacant depuis plus de trois ans. Il avait fallu ces trois longues années et l'élection d'un nouveau locataire à la Maison-Blanche pour que Paris et Washington normalisent leurs relations brutalement interrompues après les révélations de John Macguirre. L'honneur de Berlau fut perdu pendant trois mois seulement, Peter Jackson, lui, n'avait jamais retrouvé le sien. Protégé par la Constitution américaine – qui n'avait pas prévu la destitution pour un tel cas de figure –, il avait terminé son mandat dans la honte et l'impuissance face à un Congrès hostile. Balayé par les urnes et renvoyé à sa dangereuse médiocrité, il avait dû laisser la présidence à un « monsieur Propre » qui avait juré à ses concitoyens de laver l'Amérique de l'humiliation que lui avait infligée son prédécesseur.

À peine installé, le nouveau président américain avait proposé à la France de renouer avec un passé tricentenaire. Le président français Lassry, qui s'était fait violence en coupant les ponts avec les États-Unis, n'avait guère perdu de temps pour donner sa réponse. D'autant plus positive que depuis longtemps déjà les relations commerciales avaient repris, d'abord discrètement puis de manière beaucoup plus

officielle. Il était temps de retisser des liens rompus à cause des délires d'un président paranoïaque. L'affaire Berlau était loin, même si elle avait définitivement plombé le quinquennat de son successeur qui subissait une impopularité record. Il faut dire que pour tenter de réconcilier les Français avec eux-mêmes et avec leurs dirigeants, le président Lassry avait décidé de ne rien faire sinon de gérer les affaires courantes. Résultat, il n'avait réconcilié personne et déçu la grande majorité des Français qui avaient voté pour lui.

Dans la salle des fêtes de l'Élysée, dont les portes-fenêtres ouvertes sur le parc laissaient entrer un doux parfum d'été indien, le président français venait d'expédier les remerciements aux représentants du Japon et des Pays-Bas qui se savaient jouer les figurants dans ce spectacle savamment réglé. En cette fin de matinée, il n'y avait qu'une tête d'affiche.

Le nouvel ambassadeur des États-Unis, Paul Johnson, était d'abord une plume américaine de talent, journaliste devenu écrivain, francophile ayant fait une partie de ses études à Paris. Le profil idéal en somme pour écrire le roman de la réconciliation. Dans un français presque parfait, juste déformé par un léger accent new-yorkais, après quelques banalités sur les liens d'amitié qui unissaient la France et les États-Unis, il eut des mots très forts pour regretter ce qui avait pu se passer et présenter officiellement les excuses de son pays évoquant une tache sur le front de l'Amérique.

À deux pas du palais, l'ambassade avait rouvert progressivement ses bureaux la semaine précédant l'arrivée de son nouveau patron. Diplomates, conseillers, attachés, la vie avait repris son cours ordinaire avenue Gabriel où seuls quelques agents de sécurité avaient occupé et protégé pendant trois ans cet hôtel particulier datant des années 30. Rien n'avait bougé. La salle des archives avec ses coffres et ses secrets gardés depuis des décennies était restée telle que l'avait laissée l'équipe chassée un soir de septembre 2020.

À peine rentré de l'Élysée, après un rapide passage à la résidence située à deux cents mètres, l'ambassadeur Johnson partit à la découverte de ses nouveaux locaux. Les salons de réception, les salles de travail, les pièces fortifiées, les hommes du Secret Service, facilement reconnaissables dans les couloirs, l'ambassade des États-Unis était bien un petit morceau d'Amérique installé au cœur de Paris. Accompagné de son premier secrétaire, l'ambassadeur entreprit de visiter chaque salon, chaque bureau, saluant les assistantes, s'enquérant pour chacune d'entre elles de leur installation et de leurs premiers pas à Paris. Mais le véritable but de cette aimable déambulation était ailleurs. L'endroit vers lequel il se dirigeait n'était pas accessible au personnel. Il était au deuxième sous-sol, au bout d'une longue galerie où travaillait la petite équipe d'archivistes. Les

murs étaient tapissés de milliers de classeurs, certains datant de l'avant-guerre, les plus récents portant la date du départ de la mission diplomatique, le 10 septembre 2020.

Et tout au fond, il y avait cette lourde porte blindée. L'ambassadeur Johnson profita de la conversation, apparemment très animée, entre son collaborateur et deux des archivistes présents pour s'échapper. Muni des codes qui lui avaient été confiés juste avant son départ de Washington, il entra dans cette salle « interdite au public et aux membres de l'ambassade ». Pas grande, elle était remplie d'ordinateurs et de quelques dizaines de dossiers soigneusement répertoriés. Certains n'avaient qu'un ou deux feuillets, d'autres plusieurs dizaines, mais tous étaient enfermés dans une chemise épaisse marquée du sceau de la CIA et de trois mots : « Confidentiel – Secret Défense ». L'ambassadeur, d'un regard circulaire, embrassa des noms et des dates en se disant qu'il lui faudrait plusieurs jours et certainement quelques nuits pour en venir à bout. La plupart d'ailleurs n'avaient plus qu'un intérêt historique, certains même lui paraissaient relever plus de l'anecdote que de l'Histoire. Jusqu'au moment où il tomba en arrêt devant deux noms : « René Charrié, octobre 2019 » et « Patrick Jouraud, février 2020 ».

Charrié, Jouraud, ces noms qui avaient alimenté la chronique pendant des mois, coûté la vie à un ministre de l'Intérieur, ridiculisé la police et la justice françaises, avaient depuis belle lurette rejoint la pile des dossiers classés. Et le MAS n'était plus lui-même qu'un mauvais souvenir, disparu avant d'avoir été démantelé, comme si la bourrasque Berlau l'avait emporté avec lui. Le premier moment de stupeur passé, Johnson regarda sa montre. Tout juste 14 heures. Rendez-vous avait été pris avec le ministre français du Commerce extérieur à 17 heures. Il avait trois heures devant lui pour comprendre. Et découvrir la vérité : pourquoi ces morts figuraient en bonne place dans ces sous-sols ultra-protégés ? Avant d'ouvrir la chemise Charrié, il vérifia une dernière fois qu'il avait bien refermé la porte blindée et s'assit à l'une des trois tables sur lesquelles se trouvaient les ordinateurs. Dans la chemise, il y avait quelques feuillets de présentation et une clé USB. Johnson, qui n'était pas un familier de l'informatique, dut s'y prendre à trois reprises pour ouvrir le dossier. Juste le temps de s'en agacer et tout était sur l'écran. Expliqué et décrit dans le moindre détail par l'attaché militaire de l'époque. Le procès-verbal précisait en introduction que la mort de Charrié n'était pas programmée mais qu'un enchaînement de circonstances l'avait rendue inéluctable.

Extrait du rapport :

Trois agents de la CIA envoyés par Langley sont arrivés à Paris début

octobre 2019. Il y avait parmi eux notre numéro deux chargé de prendre contact avec le président du Sénat, René Charrié. Plusieurs coups de fil ont été échangés jusqu'à ce qu'un rendez-vous soit fixé. Il a eu lieu le 19 octobre dans un appartement loué pour l'occasion boulevard Beauséjour. Auparavant, au cours de ces conversations téléphoniques, notre collègue avait déjà fait comprendre à M. Charrié qu'il possédait des documents très compromettants pour le président Berlau. Mais le sénateur, pensant qu'il s'agissait d'une affaire privée, avait éconduit sans ménagement son interlocuteur. Celui-ci avait dû revenir à la charge en indiquant par téléphone qu'il voulait l'entretenir du financement de la campagne présidentielle et des comptes offshore détenus par le président français. Le président du Sénat, manifestement surpris et sceptique, avait finalement accepté de rencontrer nos agents. René Charrié est arrivé seul à pied au 21 boulevard de Beauséjour après s'être fait déposer par son chauffeur boulevard Émile-Augier. Ils l'attendaient dans ce trois-pièces élégamment meublé. Après lui avoir proposé un whisky servi par un de nos hommes de sécurité, le numéro deux est revenu sans fioriture ni politesse particulière sur leur dernière conversation téléphonique. Il lui expliqua alors qu'il arrivait tout exprès de Washington pour l'avertir que les dossiers que la CIA avait sur Berlau ne resteraient pas longtemps secrets.

Pas un instant, Charrié n'a semblé soupçonner que l'affaire en question avait été montée de toutes pièces par nos services. Sans rien dire qui puisse le trahir, notre numéro deux détailla longuement pour son interlocuteur les documents, mails, transcriptions téléphoniques et numéros de comptes offshore.

L'auteur du procès-verbal avait joint à son compte rendu le script précis de la conversation entre les deux hommes :

Numéro deux : Nous sommes convaincus que le président français a été financé par les Iraniens et n'est plus aujourd'hui qu'une marionnette entre leurs mains. La Maison-Blanche a toujours pensé que Berlau serait un obstacle à la politique du président américain. Il est acquis aujourd'hui qu'il sera poussé à démissionner dans les mois qui viennent. Puisque vous serez le président par intérim, le président Jackson souhaite que vous soyez également candidat. Nous avons fait nos propres études. Dans un tel contexte, vous serez élu sans difficulté. M. Jackson souhaite vous y aider par tous les moyens qui vous paraîtront utiles. Mais il veut également vérifier qu'une fois à l'Élysée, vous tournerez le dos à cette absurde politique pro-iranienne et que vous cesserez de vouloir dresser l'Europe contre les États-Unis.

René Charrié : Si je vous comprends bien, vous me demandez de vous aider à vous débarrasser du président français.

Numéro deux : Il ne s'agit pas de cela, monsieur Charrié, les documents que nous avons en notre possession suffiront à faire tomber votre président,

c'est de l'avenir qu'on vous parle. Le président Jackson veut seulement s'assurer de la suite et de votre bienveillance à son égard. En somme retrouver le fil de la vieille amitié franco-américaine. Pas celle affichée sur les estrades ou dans les dîners d'État, non, la vraie qui fait qu'en toute circonstance, et surtout lorsqu'il s'agit des ennemis de la démocratie, les États-Unis peuvent compter sur la France.

René Charrié : Je n'ai pas de leçon politique à recevoir de vous ! Vous direz à vos chefs, que ce soit à la CIA ou à la Maison-Blanche, que je ne mange pas de ce pain-là. Vous voulez faire avec moi ce que vous me dites que Berlau aurait fait avec les Iraniens. C'est ridicule et insultant. Je suis le président du Sénat, messieurs ! En France comme chez vous, nous respectons les institutions et le président de la République, même si l'on n'est pas de son bord. Considérez donc que cette conversation n'a jamais eu lieu.

Numéro deux : Vous n'allez pas partir sur ce malentendu. Je regrette le tour qu'a pris notre échange. Notre démarche était seulement amicale et, permettez-moi de le dire à titre personnel, plutôt flatteuse de la part du président des États-Unis.

L'ambassadeur Johnson n'eut pas besoin de lire la fin du rapport pour comprendre ce qui s'était alors passé. Le numéro deux de la CIA s'était trop avancé pour prendre le risque que Charrié fasse enquêter sur ce qu'il venait de lui dire concernant Berlau. L'opération était loin d'être finalisée. En quelques minutes le président du Sénat venait de passer du statut de « favori » à celui de « danger imminent ». À éliminer sans attendre.

Une poignée de main sans chaleur, un « Au revoir, monsieur le président » sec et glacial et le sénateur s'était retrouvé dans la rue. Le boulevard était désert à cette heure-là, il n'avait rien vu venir, rien entendu non plus. L'homme de sécurité venait de l'abattre de trois balles dans le dos. Avec son collègue, il enveloppa le cadavre dans un drap et attendit le petit matin pour balancer le corps à quelques centaines de mètres de là, rue des Vignes. En refusant d'entrer, même involontairement, dans les plans de la CIA, René Charrié s'était condamné à mort avec exécution immédiate. L'équipe de l'agence était repartie sans inquiétude. Elle savait que cette mort sans mobile resterait incompréhensible et le dossier « secret défense ». En refermant la chemise, l'ambassadeur se dit qu'il n'avait ni le droit ni l'envie de rouvrir ces vieilles blessures. Il savait désormais. Ça lui suffisait.

Et du coup, c'est à peine s'il eut la curiosité de consulter l'autre dossier, celui de Patrick Jouraud. Il l'entrouvrit juste pour découvrir que c'était la maîtresse américaine du journaliste, Monica Byrnes, qui avait été involontairement à l'origine de sa mort. La CIA avait appris

par l'un de ses directeurs adjoints, et très opportunément amant de Monica, que cette dernière s'était laissée aller à des confidences sur l'oreiller très imprudentes. Connaissant tout de la manipulation avant même que l'opération ne soit achevée, le directeur de *France Hebdo* devenait lui aussi un danger potentiel. Et donc une cible dont il fallait se débarrasser. Ironie de l'histoire, l'ambassadeur découvrit que ce deuxième assassinat avait été l'occasion d'organiser plus vite que prévu la déstabilisation du président français. Avec la création du MAS, organisation fantôme destinée à maquiller leurs crimes, les agents de la CIA avaient suffisamment fragilisé François Berlau pour qu'il tombe aussi sûrement qu'un fruit déjà trop mûr.

Sa lecture terminée, l'ambassadeur Johnson, pour être sûr qu'elles seraient à jamais enterrées, enfouit les deux chemises sous la pile poussiéreuse des dossiers portant la mention « Affaires classées ». Charrié et Jouraud n'auront été finalement que les deux victimes collatérales et déjà oubliées d'une opération qui se voulait sans bavure.

Cet après-midi-là, alors que le ciel s'assombrissait, annonçant un orage imminent, le président Lassry avait organisé à l'Élysée une réunion destinée à préparer la prochaine élection présidentielle prévue dans dix-huit mois. Ambiance morose. Les Français montraient sondage après sondage qu'ils ne voulaient plus de ce président immobile et sans parole. Lassry le savait et ne se faisait guère d'illusions. En pleine réunion, une alerte retentit sur les smartphones. C'était une dépêche de l'AFP :

Flash – Paris, 15 octobre 2023

Communiqué de M. François Berlau, ancien président de la République :

« J'ai décidé d'être candidat à la prochaine élection présidentielle. »

Neuf mots et les chaînes d'info étaient déjà en boucle.

Remerciements

À Anne Barrère, pour son soutien si précieux et ses conseils toujours précis et judicieux.

À Stéphanie Tchou-Cotta, toujours présente.

À Séverine Caniot, qui nous a assistés sans compter son temps, attentive et efficace.

À Jean-Luc Barré, qui le premier s'est engagé à nos côtés.

Et à tous ceux que nous avons croisés depuis tant d'années, et qui ont nourri bien involontairement ces pages.